

Étienne Cabet  
ou le temps de l'utopie

## Collection Chroniques

### **En couverture :**

Paul Signac, *Au temps de l'harmonie*, 1893/95.

© Akg-Images/Erich Lessing

### **Couverture et composition**

Henri-François Serres Cousiné

### **© Vendémiaire 2014**

Toute reproduction ou représentation  
intégrale ou partielle, par quelque procédé  
que ce soit, du texte contenu dans le présent  
ouvrage, et qui est la propriété de l'Éditeur,  
est strictement interdite.

### **Diffusion-Distribution**

Harmonia Mundi

ISBN 978-2-36358-139-6

Vendémiaire Éditions

155, rue de Belleville 75019 Paris

[www.editions-vendemiaire.com](http://www.editions-vendemiaire.com)

# Étienne Cabet ou le temps de l'utopie

FRANÇOIS FOURN

Uendémiaire\*

*« Hommes de l'avenir, souvenez-vous de moi »*



## Introduction

### **L'oubli**

Il existe dans l'Iowa aux États-Unis un lac de 650 acres qui s'appelle le lac Icaria, et la tombe d'Étienne Cabet à Saint-Louis, dans le Missouri, est toujours entretenue. Il y a des Américains qui se souviennent de lui et de son œuvre. Par contre, comme celui d'Icarie, son nom a disparu de la mémoire des Français et cela depuis très longtemps – dès sa mort peut-être, en 1856. À Paris, la postérité a réservé un sort très différent à quelques-uns de ses contemporains auxquels il pourrait pourtant être comparé, notamment pour le rôle qu'il a joué autour de 1848. Le souvenir de Barbès, Blanqui, Raspail, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Arago, Pierre Leroux, Victor Considerant ou Lamennais est réactivé chaque jour au passage de rues, de boulevards ou de stations du métro qui portent leur nom<sup>1</sup>. Le contraste est saisissant entre la notoriété qu'il connut de son vivant, au moins égale à celle de ces derniers, et l'oubli presque complet dans lequel il est tombé de ce côté-ci de l'Atlantique. Seuls quelques architectes passionnés par

l'histoire de l'urbanisme, des philosophes, des historiens spécialistes du XIX<sup>e</sup> siècle le connaissent encore aujourd'hui. Pourtant, même parmi eux, peu d'érudits peuvent se prévaloir d'une véritable familiarité avec lui. Il intrigue plutôt. En Europe, les publications d'ouvrages dont il fait l'objet sont d'une grande rareté<sup>2</sup>. Les derniers grands travaux de recherche publiés sur Cabet en France, pays où il a été un républicain de premier ordre et le plus notable des premiers communistes, datent de 1907. Il s'agit de la thèse de Jules Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*<sup>3</sup>. Depuis ce remarquable travail, l'essentiel de ce qui a été publié sur Cabet ou les Icariens a été l'œuvre d'historiens américains, les plus importants étant Christopher H. Johnson et Robert P. Sutton. Le premier a travaillé, dans les années 1960, sur les communistes icariens en France et le second sur l'implantation de Cabet et de ses disciples dans l'Illinois et l'Iowa<sup>4</sup>.

Le propos du présent ouvrage n'est pas de chercher à réparer une injustice ni de contribuer à un quelconque équilibre mémoriel entre la France et les États-Unis. Par le recours au récit biographique, il est de poser la question de l'éviction, du refoulement hors de l'espace public français du nom de Cabet, de l'effacement rapide de tout ce qu'il a été en France après les révolutions de 1830 et de 1848.

## L'utopie

Entre 1848 et 1851, les anticommunistes désignent leurs adversaires du sobriquet de *partageux*, de *rouges* ou de *cabets*. Si celui dont le nom est devenu un substantif a été oublié, ce n'est donc pas parce qu'il n'était rien, ne représentait rien, n'inspirait rien dans son pays quand il y vivait encore. L'oubli dans lequel il est tombé évoque plutôt ce qui se joue lors de la remise en état des

rues au lendemain d'une insurrection, l'élimination des traces de combat sur les barricades, le nettoyage des marques de la peur<sup>5</sup>.

L'épouvante ici est celle qu'inspire son utopie communiste, une abomination démagogique, une aberration de l'esprit humain, une fille démente de la misère pour les contre-révolutionnaires qui ont triomphé à la fin.

Avec Louis Blanc, Pierre Leroux, Victor Considerant, Cabet est l'une des grandes figures qui introduisirent l'utopie dans le réel des luttes pour le contrôle du pouvoir politique et social<sup>6</sup>. L'histoire de sa vie est celle d'une confrontation à cet enjeu du développement, de l'éradication ou encore de l'expatriation de l'utopie communiste au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les années 1830 et 1840, une génération après celle de la Révolution française, personne dans le parti démocratique ne la tient pour un exercice de pure littérature, un divertissement sans conséquence. Au pire, elle est une chimère, un défaut de science, une mystification, une entreprise d'endormissement ; au mieux, elle est la loi du progrès, la foi en la perfectibilité infinie de l'homme, le nouveau moteur de l'histoire.

## La patrie

En 1832, quand il se déclare ouvertement républicain, Cabet est un bourgeois. Il loge, il s'habille, il parle, il se pose en bourgeois. Il est un dirigeant politique de premier plan, un ancien procureur général et un député très en vue de l'opposition radicale au régime de juillet 1830. Il a 44 ans. Né dans une famille modeste, il a été placé à l'école centrale sous la République thermidorienne, puis au lycée sous l'Empire, a obtenu un doctorat à l'école de Droit de Dijon, a été inscrit au barreau et a expérimenté tous les degrés de l'engagement politique. Quelques hommes, inspirés par un fort idéal patriotique, ont été ses mentors : un audacieux pédagogue devenu célèbre dans l'Europe entière, un jurisconsulte de premier plan, un député parmi les plus respectés des années 1820. Ils ont chacun favorisé son ascension sociale, lui offrant, dès l'enfance, les soutiens matériels nécessaires et les fondements d'un solide viatique intellectuel. Contrairement à d'autres, comme Proudhon, Cabet n'est pas un autodidacte. Des maîtres de grande valeur l'ont choisi pour disciple.

Ayant passé ses neuf premières années auprès de son père, un maître tonnelier de Dijon, il est confronté très jeune au travail

manuel et au modèle des hommes qui l'exercent : son estime est immense pour les ouvriers et les maîtres artisans, qu'il considère comme les dépositaires des plus grandes et des plus belles vertus. Les artisans parmi lesquels il vit ses premières années se sont très tôt engagés en faveur de la Révolution de 1789. Depuis le commencement, son père et tous les autres maîtres tonneliers de Dijon se comportent en vrais patriotes. Le registre des délibérations de leur Communauté conserve les traces de leurs débats politiques dès les réunions préparatoires aux États généraux de décembre 1788<sup>7</sup>. En 1789, ils se réunissent une ou plusieurs fois par mois. Ils élisent des commissaires pour aller écouter les candidats du Tiers état dans la grande salle de l'Université. En mars, ils participent aux élections des députés.

### **Premier prix de grammaire**

Né à Deullier-sur-Saône, Claude Cabet, son père, est nommé juré des maîtres tonneliers en juillet 1785, à l'âge de 26 ans. Dans la salle des révérends pères cordeliers, il lui est commandé d'exécuter des « mesures Clauze<sup>8</sup> ». Les jurés, réunis trois jours plus tard chez maître François Ripart, et après l'examen de son œuvre, l'acceptent comme l'un des leurs. Ils étaient alors 38 maîtres tonneliers à Dijon, ils sont 44 en 1789. Claude Cabet est inscrit dans la cinquième classe en 1785 puis, quatre ans plus tard, dans la troisième. En 1790, il est inscrit dans la deuxième : il s'est enrichi. Il fait alors partie des hommes les plus notables de son métier. Il sait parfaitement lire et écrire, mieux que la plupart des autres maîtres tonneliers, parmi lesquels certains ne dessinent qu'avec peine leur nom. Son orthographe n'étant pas fautive, il est souvent nommé secrétaire à l'occasion des réunions avec ses pairs.

Claude Cabet épouse Françoise Berthier en novembre 1785, quelques mois après avoir été reçu maître tonnelier, en présence notamment de deux de ses frères, André et Jacques, couvreurs comme leur père Jacques Cabet, décédé à cette date. Françoise Berthier signe le registre paroissial en orthographiant lisiblement mais phonétiquement son nom : *fransois berretier*. Elle vient de Terray. Ils ont un premier fils, Jean, en août 1786. Étienne naît le mercredi 2 janvier 1788 à Dijon<sup>9</sup>. Il est baptisé le même jour en l'église paroissiale Saint-Michel. En 1790 naît Jean-Baptiste, puis en 1791 Louis, avec lequel il conservera le plus de liens jusqu'à la fin de sa vie<sup>10</sup>. Une sœur, Jeanne, naît en 1795, mais elle décède à l'âge de sept semaines.

En 1788, Dijon est une ville d'apparence assez prospère. Les hôtels particuliers y sont nombreux. C'est une ville de Parlement. La capitale de la province de Bourgogne est ceinte des murs sur lesquels vient buter la rue où Claude Cabet a installé son atelier. Au-delà, c'est la campagne. Il n'y a pas de faubourg. La Révolution provoque beaucoup de transformations. Dès 1792, la cathédrale Saint-Étienne est désaffectée et convertie en halle aux grains. La paroisse Saint-Michel devient la section de la Maison commune. Les édifices religieux subissent une violence révolutionnaire particulièrement iconoclaste à l'époque de la Terreur. Ils en portent encore les marques aujourd'hui.

En Ventôse an III (février 1795), le Directoire décrète la création d'une école centrale par département, son fonctionnement étant à la charge du conseil général<sup>11</sup>. La décision est immédiatement suivie d'effets dans le département de la Côte-d'Or : une école centrale est ouverte à Dijon en Messidor an III (juillet 1795). En l'an V (automne 1796), Claude Cabet choisit d'y envoyer son deuxième fils. Affecté d'un grave problème de myopie, celui-ci ne peut devenir tonnelier. Il a tout juste l'âge réglementaire pour

être accueilli en première division : neuf ans. Sans état d'âme, son père le destine aux études.

L'établissement est installé dans les bâtiments de l'ancien collège jésuite des Godrans. Le projet éducatif des écoles centrales est en rupture complète avec celui des collèges de l'Ancien Régime ; plus tard, celui des lycées napoléoniens en différera également. Le 17 Vendémiaire an VII (8 octobre 1798), François de Neufchâteau, ministre de l'Intérieur, adresse une circulaire aux professeurs et bibliothécaires de ces nouveaux établissements :

« Je ne vous parle pas des traitements serviles et quelques fois barbares qui étaient prodigués jadis dans les collèges. On était conséquent : que voulait-on faire de l'homme ? Un esclave ou un hypocrite ; c'était le digne fruit des verges. La jeunesse républicaine ne doit pas les connaître. Vous préparerez des hommes libres ; vous devez les pétrir de générosité, de sentiment et de raison. Vous ne donnerez le travail que comme récompense et jamais comme peine. »

Deux professeurs surtout, appliquant avec conviction ce programme, influencent le parcours scolaire du jeune Cabet et sa première formation politique et philosophique voire, durablement, l'ensemble des choix de sa vie. Ce sont les frères Jacotot. L'aîné, Pierre, professeur de chimie et de physique expérimentale, devient le directeur de l'école centrale dès sa création. Il prend le jeune Cabet sous sa protection. Son frère cadet, Joseph, est un innovateur pédagogique appelé à une grande notoriété. C'est lui qui exercera l'influence intellectuelle la plus durable sur Cabet<sup>12</sup>. En l'an III, il enseigne les méthodes des sciences et la logique, puis les langues anciennes à partir de l'an V. Il n'a que vingt-six ans quand le jeune Étienne devient son élève. Les cours sont donnés chaque jour, sauf quintidi et décadi, à raison d'une heure

trente par professeur. La cérémonie de remise des prix, en Fructidor (septembre), est assez solennelle. Le préfet, en personne, délivre les récompenses et les couronnes aux lauréats. Les élèves reçoivent des livres parmi lesquels, souvent, le *Télémaque* de Fénelon<sup>13</sup>. C'est l'ouvrage de prédilection de Joseph Jacotot, à partir duquel, prétend-il, les élèves peuvent tout apprendre. Dès l'an VI (septembre 1798), Étienne Cabet obtient un accessit pour le prix de la mémoire attribué dans le cadre du cours de grammaire. L'année suivante, alors qu'il n'a que dix ans, il obtient le troisième prix dans la même discipline, recevant les *Vrais principes de la langue française* et la *Révolution de Portugal*. En l'an VIII, il obtient le premier prix de grammaire, et remporte quatre ouvrages parmi lesquels les *Aventures de Télémaque*. Il est aussi distingué pour la géographie, avec un deuxième prix pour lequel il reçoit trois ouvrages de plus, dont un dictionnaire en neuf volumes.

En Floréal an X (le 1<sup>er</sup> mai 1802), la loi prévoit la transformation des écoles centrales en lycées. En l'an XI, lors de sa dernière année d'existence, l'école centrale de Dijon accueille 395 élèves, dont le jeune frère de Cabet, Jean-Baptiste, qui assiste aux cours de la sixième et dernière section. Par arrêté du Premier Consul Bonaparte, Pierre Jacotot, membre du conseil général, devient le proviseur du lycée le 30 Fructidor de l'an XI (17 septembre 1803). Depuis le 16 Floréal an XI (6 mai 1803), l'établissement est installé dans les locaux de l'ancien hospice Sainte-Anne. Étienne Cabet y devient maître d'études. Pierre Jacotot lui confie, en dehors de ses heures de cours, de cinq heures le matin à neuf heures le soir, des élèves dont certains ont presque le même âge que lui : quinze ans. Il reçoit un traitement, entre 700 et 1 000 francs par an. Il hésite alors, semble-t-il, d'après des autobiographies publiées dans les années 1840, entre les carrières de l'enseignement, de la médecine ou du Droit. Il choisit finalement, à l'âge de 17 ans,

d'entrer à l'école de Droit de Dijon, dès l'année de sa création, en 1805. Elle est installée dans l'ancien collège des Godrans, à l'emplacement de l'ancienne école centrale. Joseph Jacotot y est engagé comme suppléant pour la chaire de Législation criminelle et de procédure civile et criminelle. Surtout, Jean-Baptiste Victor Proudhon, professeur de droit romain, député du Doubs en 1791 et républicain rallié à l'Empire, en est nommé directeur par décret impérial en 1806. Il prend le jeune Cabet sous sa protection. Les autres étudiants, au nombre de 200 environ, doivent payer 1 200 francs par an pour les frais d'enseignement et d'hébergement. Cabet ne paie rien. Il étudie et vit au milieu de jeunes gens issus de familles nettement plus favorisées que la sienne. Le doyen Proudhon le choisit comme disciple privilégié. Il le loge chez lui, rue du Vieux Marché<sup>14</sup>. Il le fait entrer dans son cabinet. Chaque jour, il lui offre sa conversation de savant renommé, et lui ouvre l'accès à une situation sociale sans rapport avec celle de la famille de Claude Cabet. Les conditions sont idéales. Le 29 janvier 1810, le recteur de l'académie de Dijon, Pierre Jacotot, lui remet son diplôme de bachelier en Droit. Le 16 août de la même année, il est reçu licencié en Droit<sup>15</sup>. Le 21 novembre, il prête le serment des avocats. Sur les conseils du doyen Proudhon, il continue sa formation. Le 24 juillet 1811, il est admis à son premier examen pour le doctorat. Le 16 mars 1812, il est admis au second. Le 1<sup>er</sup> mai, il soutient sa thèse et se voit admis au grade de docteur en Droit, à l'unanimité des membres du jury.

De 1812 à 1815, il est avocat au barreau de Dijon. Il se tient en dehors de toute activité politique, y compris au moment de la première Restauration en 1814. En mars 1815, il abandonne cette posture purement professionnelle et s'engage pour la première fois dans les affaires publiques, un engagement constant qu'il conservera jusqu'à la fin de sa vie.

**« Rebelle audacieux et criminel endurci »**

Le 15 mars 1815, le maréchal Ney entre dans Dijon à la tête du sixième régiment de hussards. Il porte les couleurs de l'Empereur<sup>16</sup>. Partout dans la ville, on crie *Vive l'Empereur* ! Dans les rues, on arbore la cocarde tricolore. Deux jours plus tôt, le 13, Napoléon reçoit une délégation des insurgés de la ville à Chalon. Il nomme le maréchal Vaux à la tête de la 18<sup>e</sup> division militaire. Hernoux est nommé à la mairie. Joseph Jacotot devient son deuxième adjoint. 7 000 volontaires accourent des 14 cantons de Dijon, répondant à l'appel à la mobilisation. Devant ces troupes assemblées, le maréchal demande que les soldats n'oublient jamais la devise des armées de l'Empire : *Honneur et patrie*. Musique de la Garde nationale en tête, les volontaires défilent, le 14 avril, dans tous les quartiers de la ville. Quatre étudiants en Droit portent un buste de l'Empereur couronné de violettes. Une fête est organisée, le soir, pour l'installer solennellement dans une salle de l'école de Droit. Le doyen Proudhon prononce un discours :

« Puisse cette image sacrée, placée partout, révérée partout, rappeler tous les Français à l'union ! Puisse ce signe, auquel se rattachent tant de souvenirs glorieux, ranimer aussi toutes les nobles affections et effacer dans tous les cœurs tous les sentiments contraires à ceux de l'amour de la patrie, de la concorde et de la soumission aux lois<sup>17</sup> ».

Cabet est au premier rang.

Il est encore au premier rang quand est créée, le 7 mai, la Fédération bourguignonne. L'accusation portée contre lui par les royalistes dès 1815 concorde sur ce point avec certains récits autobiographiques ultérieurs : il en serait l'un des fondateurs et l'un des principaux dirigeants<sup>18</sup>. Il s'agit d'appeler, comme en 1792, toutes les provinces de l'est de la France « à courir aux armes pour aller

se placer comme un rempart impénétrable entre l'étranger, s'il osait s'avancer, et l'Empereur, s'il est obligé de combattre pour la patrie<sup>19</sup>». La promesse est de vaincre ou de mourir.

Le 9 mai, le maréchal Vaux, Édouard, le maire de Beaune, et Joseph Jacotot sont élus députés par le collège électoral du département de la Côte-d'Or. Dans les jours qui suivent, de nombreux détachements de volontaires quittent Dijon. Mais, le 22 juin, tout est fini. Dès le 19 juillet, 900 hommes de troupe autrichiens investissent la ville. En septembre, ils sont 60 000. Le 21 novembre, Cabet comparaît devant le Conseil de discipline de l'Ordre des avocats : il doit répondre de son engagement durant les Cent-Jours<sup>20</sup>. Il est accusé d'avoir arboré la cocarde tricolore quand le roi était encore à Paris, d'avoir été « employé dans des comités composés de factieux », d'avoir contribué à l'établissement de la Fédération bourguignonne « dont le but est la destruction complète de l'autorité légitime », d'avoir eu des relations avec des hommes immoraux et d'avoir abusé de son influence sur l'opinion de plusieurs de ses jeunes confrères. Le lendemain, « considérant son âge et sa position sous le rapport de la fortune », le conseil lui interdit, pour trois mois, l'exercice de la profession d'avocat et ordonne que son nom soit rayé du tableau de l'année judiciaire 1816. Il encourait une interdiction définitive. Frappé dès ce tout premier engagement politique, il en est durement affecté : « Moi, l'ami de l'immoralité et des fureurs démagogiques ! Moi corrupteur de la jeunesse ! Moi enfin rebelle audacieux et criminel endurci ! [...] J'avais pu croire que ma vie tout entière répondait seule à de telles inculpations », écrit-il au conseil dans un mémoire justificatif où il demande à comparaître une deuxième fois<sup>21</sup>. Le doyen Proudhon a dû répondre des mêmes accusations devant ce conseil composé de sept avocats royalistes. Il est également condamné. Joseph Jacotot est en fuite. Avec sa famille, il a quitté la France pour la Belgique.

Vers la fin de l'année 1815, un homme, Marie, huissier à la Cour, est accusé avec d'autres d'avoir, en mars, incité des soldats à faire feu sur la Garde nationale. Cabet accepte de le défendre, alors même qu'il est toujours interdit de l'exercice de son métier. Lors du procès, il vient à la barre en habit de bourgeois; il est cité comme témoin et ami de l'accusé. Sa plaidoirie sauve non seulement Marie mais aussi tous ses coaccusés. C'est une première victoire politique et le début d'une grande notoriété en tant qu'avocat de l'opposition à la Restauration.

En août 1816, débute le procès du maréchal Vaux et de ses coaccusés, parmi lesquels Hernoux et Royer, le préfet de la Côte-d'Or pendant les Cent-Jours<sup>22</sup>. Le public est nombreux. L'enjeu est national: il s'agit de faire tomber des têtes dans les départements qui ont contribué au retour de Napoléon. Le département de la Côte-d'Or est en première ligne. Tous les accusés ont fait appel à des avocats royalistes, sauf le maréchal Vaux. Il a réclamé un avocat patriote: il a choisi Cabet.

Le 24 août, 175 témoins ayant été entendus, le défenseur du principal accusé prend la parole. Il argumente que, Napoléon étant arrivé le 13 mars à Chalon, la Bourgogne était dans la même situation que Paris à partir du 20 mars. Vaux ne serait donc pas plus coupable d'avoir soutenu Napoléon que toute la population de la région. Le 28 août, après cinq heures de délibération, le jury revient dans la salle d'audience de la cour d'assises. Les jurés répondent négativement aux sept questions qui leur ont été posées quant à la culpabilité du maréchal Vaux et de ses coaccusés. La Cour royale les acquitte tous et ordonne leur mise en liberté immédiate. C'est un grand succès pour le jeune avocat. Le retentissement est national: *Le Moniteur* diffuse dans tout le pays la nouvelle de l'acquittement et le nom de celui qui l'a obtenu. Après cette victoire, Cabet part pour un an

à Paris. Il entre dans le cabinet de Guichard, avocat à la Cour de cassation. Il rentrera en Bourgogne par intermittence.

Le 28 janvier 1818, un chirurgien, Jean-Baptiste Vallée, vient déclarer à la mairie de Dijon la naissance d'une petite fille pré-nommée Françoise-Céline. La mère est Denise Lesage, âgée de 26 ans, ouvrière; elle demeure rue des Forges. Le nom du père n'est pas précisé. Il s'agit de Cabet. Il a rencontré la fille du cordonnier Lesage, au plus tard, au mois de mai précédent. Il ne reconnaît pas immédiatement l'enfant. Il revient s'établir à Dijon dès la fin de l'année 1817, en partie, sans doute, à cause des responsabilités familiales qui sont désormais les siennes. Il épousera Denise Lesage vingt et un ans plus tard, le 25 mars 1839 à Londres, dans la paroisse de Marylebone; mais, à partir de 1818, il vit avec elle et avec sa fille.

En 1818, il est engagé une nouvelle fois dans une affaire de répression contre-révolutionnaire. Un notaire, Piogey, maire de sa commune pendant les Cent-Jours, est accusé d'avoir assassiné, en août 1817, une femme de 84 ans<sup>23</sup>. Ses accusateurs sont des royalistes. Cabet travaille si ardemment à prouver l'innocence de son client qu'il en perd la vue. La veille de l'ouverture des débats, il est complètement aveugle. Il doit se faire aider par son ami Lerouge. Les débats durent quatorze jours; 300 témoins sont entendus. Le défenseur ne peut rien lire ni écrire. Il gagne pourtant. Piogey est déclaré innocent. Cabet est porté en triomphe à la sortie du tribunal. Pour leurs adversaires politiques, de telles manifestations sont intolérables. Pendant les débats, il a publié un mémoire sous le titre d'*Appel à l'opinion publique*. Il accuse les dénonciateurs de Piogey d'être les véritables auteurs du crime. Il est poursuivi et condamné en correctionnelle pour diffamation, le 13 mai 1820. Les juges de la Cour de cassation rejettent son pourvoi le 21 juin. Pour ses adversaires politiques, l'occasion est belle de briser sa

carrière. Le 16 janvier 1821, le garde des Sceaux, de Serre, prend la décision de lui interdire pendant un an l'exercice de la profession d'avocat<sup>24</sup>. Pour soigner ses yeux, pour gagner sa vie, il doit quitter la Bourgogne et se fixe désormais à Paris. Il a 33 ans.

Au début de l'année 1821, il passe quelques semaines à Saint-Cloud dans une maison de santé. Quand il en sort, il est accueilli par Nicod, avocat à la Cour de cassation et ancien président du tribunal de première instance de Dijon dans les années 1810. C'est lui qui a défendu Cabet en 1820. Il l'engage comme secrétaire, l'invite à loger chez lui et à manger à sa table<sup>25</sup>. Il l'associe à tous ses travaux. Dans cette maison, il entre en contact avec les grands noms du barreau de Paris : Isambert, Mérilhou, Barrot, Barthe, Mauguin, Crémieux, Marie, Dalloz et beaucoup d'autres. Il est introduit dans le salon Lafayette. Il y rencontre Prieur de la Côte-d'Or, l'ancien membre du Comité de Salut public aux côtés de Carnot. Il a subi une sanction pour des motifs politiques et reçoit en retour l'aide de tout ce que Paris compte de grands noms dans l'opposition au régime de 1815.

### **L'aventure avortée de la Charbonnerie**

La rencontre la plus importante est de loin celle du député de la Vendée, Manuel, personnalité de tout premier plan dans les milieux patriotes de la capitale. Cabet devient un ami très proche de cet homme de treize ans son aîné. Son admiration pour lui est sans partage. Par la suite, et jusque dans les récits qu'il donnera de sa vie vingt ans après, il le reconnaît comme l'homme qui a le plus contribué à sa formation politique. Il est son seul modèle avoué :

« Prudent, habile, éclairé, scrutateur, connaissant parfaitement les vices des personnages d'alors, prévoyant, simple dans ses goûts, sans vanité puérile,

sans ambition personnelle, tête froide et calme, cœur généreux et chaud, aussi ferme qu'intrépide, pas plus séducteur que corruptible, capable de tirer le sabre et de monter à cheval... Ah que je l'aimais, que je l'ai regretté, Manuel<sup>26</sup>.»

À l'époque des Cent-Jours, ce dernier était un tribun de premier plan dans l'Assemblée des représentants. En juillet 1815, alors qu'il était rapporteur pour le projet de Constitution, il a été l'auteur, avec Joseph Jacotot et trois autres, de l'ultime adresse aux Français avant la dissolution de cette assemblée, la dernière qu'ils ont librement élue : un appel à la résistance contre l'invasion<sup>27</sup>. Depuis la Restauration, il est devenu l'un des plus éminents contempteurs du régime. En février 1823, à la tribune de la Chambre, combattant le vote d'un crédit pour financer l'expédition d'Espagne, il dit en quelques mots le fondement de sa pensée politique :

«L'esprit révolutionnaire est dangereux sans doute. Mais l'esprit des contre-révolutions l'est-il moins ?»

Quelques jours plus tard, il ajoute :

«Nous savons que les excès ont ensanglanté la Révolution ; mais nous savons aussi que c'est à elle que nous devons d'inappréciables bienfaits<sup>28</sup>.»

Pour Manuel, toute marche rétrograde fait renaître les causes de la tempête, de l'anarchie, des fureurs sanglantes. Préserver les acquis de la Révolution, la liberté de la presse, une représentation nationale indépendante, loin d'impliquer un retour aux malheurs des temps révolutionnaires, est au contraire le meilleur moyen d'en prévenir les horreurs. Il est hostile à toute forme d'action politique violente, d'où qu'elle vienne. Il faut, selon lui, tout faire

pour que les citoyens n'aient plus jamais à recommencer la Révolution. Son projet politique est l'exact contraire du programme contre-révolutionnaire.

En 1821, c'est à ses côtés que Cabet entre dans la Charbonnerie, mouvement dont les buts ne sont pourtant pas précisément pacifiques<sup>29</sup>. Selon les témoignages tardifs de Cabet lui-même, la Charbonnerie est une conspiration exclusivement militaire et bourgeoise, sans véritable programme politique. Elle regroupe des républicains, des napoléonistes, des orléanistes et des constitutionnels décidés à renverser le régime par tous les moyens, y compris, au besoin, par le complot, et sans solution de remplacement. Lafayette est à la tête du parti républicain, prêt à imposer la république. Manuel est le chef de ceux qui appellent de leurs vœux la réunion d'une représentation nationale, souhaitant une république, sans doute, mais sans exclure ni admettre a priori Napoléon II ou le duc d'Orléans. Cabet milite en faveur de ce parti qui récuse l'usage de la force pour imposer un régime politique quel qu'il soit. C'est parce qu'il est un proche de Manuel qu'il est élu membre de la Vente suprême lors d'un congrès général réuni à Paris vers la fin de 1821 et composé de commissaires venus de la plupart des départements français<sup>30</sup>. Les membres de la Vente suprême sont au nombre de 12. Cabet est, avec de Schonen, le seul, dans ce comité d'action clandestin, à ne pas être député. Parmi les autres, Lafayette et Manuel sont les deux personnalités principales du parti de la République. Dupont de l'Eure et Voyer d'Argenson en sont membres aussi. C'est lors de ces réunions secrètes, au début des années 1820, que Cabet fait leur connaissance et se lie à eux durablement.

Dans tous les récits qu'il donnera par la suite de cette expérience de l'action illégale et de la société secrète, il dira à quel point les dangers encourus, les imprudences des comploteurs,

les trahisons sordides ne relèvent en rien de la belle aventure romantique. Utile au pouvoir pour compromettre les patriotes, plus dangereuse pour ses membres que pour le régime, l'histoire de la Charbonnerie est pour lui, de bout en bout, vouée à l'échec. Il s'est exposé lui-même dans trois missions : à Joigny pour tenter de sauver Dugied, à Dijon pour empêcher Lafayette de se précipiter dans un piège, et à Lyon. À chaque fois, il y a des carbonari stipendiés par la police, des cordons de gendarmerie à traverser, l'impression de risquer absurdement sa vie. Tenter l'insurrection isolée, offrir au régime le prétexte de se défendre à bon droit ne peut conduire à rien de juste. La Charbonnerie s'éteint d'elle-même dès 1823. Et ce n'est pas le régime de 1815, mais les divisions internes, l'aigreur des haines en son sein, la vacuité des ambitions égoïstes et l'inutilité du sacrifice de ses martyrs qui en précipitent la fin.

En mai 1824, à cause de sa mauvaise vue, Cabet veut renoncer provisoirement à sa carrière. Il demande au bâtonnier du barreau de Paris de ne plus figurer sur la liste des avocats exerçant près la Cour royale. Il le prévient qu'il va se livrer à des activités incompatibles avec l'exercice de la profession. Il décide de se lancer dans les affaires. Il ouvre un cabinet de consultation et de correspondance avec l'un de ses amis avocats, beaucoup plus riche que lui, de Cruzy<sup>31</sup>. Il s'agit de correspondre avec des notaires de province pour effectuer en leur nom des opérations diverses : ventes de rentes, remplacements militaires, échanges de certificats de propriété... Il a emprunté 3 000 francs à un propriétaire de Dijon. Louis, son frère, s'est porté garant pour le paiement de la dette. Mais ce n'est pas suffisant pour assurer la pérennité de l'entreprise sans risquer de compromettre la fortune de son associé. La dissolution de l'association est prononcée en 1827. La même année, dans un autre registre, celui de la vie politique, la mort de Manuel est pour lui une catastrophe.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1828, Dalloz donne pouvoir à Cabet pour la direction de la *Revue de jurisprudence générale du Royaume*<sup>32</sup>. Cabet prend ses fonctions en mai. Il est engagé pour mieux organiser les expéditions, mieux recouvrer le prix des abonnements, faire rentrer un lourd arriéré dû par de lointains débiteurs. Il apprend à gérer un important périodique et, mieux encore, un réseau de correspondants étendu à l'ensemble des départements français. La rupture avec son employeur n'en est pas moins rapide. L'expérience est interrompue dès le mois de juin 1829 : Dalloz lui reproche d'avoir mis trop peu d'activité dans les recouvrements, d'avoir trop peu pressé les débiteurs. L'arriéré des créances a grossi : il a presque doublé en un an, depuis que Cabet dirige la revue.

En décembre 1829, il écrit une nouvelle fois au bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris. Il demande à reprendre sa profession. Rien n'indique qu'il ait eu l'occasion de plaider avant l'été 1830.

### **Aux sources de la « monarchie républicaine »**

Quand survient la Révolution de Juillet, Cabet a 42 ans. Il est particulièrement disponible pour un engagement à temps complet dans une carrière politique.

Du 27 juillet au soir au 31 au matin, il est assez loin des lieux où tout se décide, l'Hôtel de Ville, le Palais Bourbon, le Palais Royal, l'hôtel Laffitte<sup>33</sup>. Il ne se trouve pas non plus dans les quartiers où les combats sont les plus durs, les plus meurtriers, ceux du centre et de l'est de Paris. Son domicile est rue du Jardinot, dans le XI<sup>e</sup> arrondissement<sup>34</sup>. C'est dans ce quartier entièrement barricadé, celui de l'Odéon et du Luxembourg, qu'il participe aux trois glorieuses journées de Juillet. Dans la matinée du 28, Charles X vient de placer Paris sous la loi martiale. La foule s'est rassemblée sur la place de l'Odéon et réclame des armes pour se défendre contre les

troupes du maréchal Marmont. Les postes de gardes de la rue des Saints-Pères et de la rue Maubert sont attaqués. Rue de la Montagne Sainte-Geneviève, les élèves de l'École polytechnique brandissent leurs fleurets aux cris de *Vive la liberté!* Ils sont acclamés. La mairie du XI<sup>e</sup> arrondissement, rue de Grenelle, est l'une des premières à être prise par les insurgés. Une municipalité insurrectionnelle est aussitôt mise en place. Cabet en fait partie, avec Népomucène Lemer cier, Renouard, Cousin et de Cruzy. Lafayette n'arrive à l'Hôtel de Ville que le lendemain dans l'après-midi. Une Commission municipale provisoire est mise en place. Mauguin, un ami de Cabet, est membre de cette commission avec Casimir Perier, Audry de Puyravault, de Schonen, le général Mouton de Lobau et Lafayette. En attendant, c'est dans chaque quartier que s'organisent ceux qui peuvent prétendre à la direction du soulèvement populaire. La municipalité du XI<sup>e</sup> fait afficher une proclamation : elle appelle à relever le glorieux drapeau de 1789 ; le Bourbon fait tirer sur le peuple de Paris, les citoyens sont appelés au combat pour reconquérir leur liberté. Avec celui des autres membres de la municipalité insurrectionnelle, le nom de Cabet figure au bas de cette proclamation affichée sur tous les murs de l'arrondissement. À aucun moment, il ne trouve le temps de rentrer chez lui, laissant sa famille en proie aux plus vives inquiétudes. Dans la nuit du 28 au 29, il dirige la construction de barricades. Les insurgés craignent l'entrée dans Paris de quatre batteries d'artillerie stationnées à Vincennes que Marmont a appelées en renfort. Les troupes pourraient tenter de passer par le boulevard Saint-Germain pour marcher contre l'Hôtel de Ville. Ils craignent aussi l'arrivée de la garde royale de Sèvres et de Saint-Cloud par les barrières du Mont Parnasse ou d'Enfer.

Le 31 juillet, Charles X quitte Saint-Cloud à trois heures du matin. Plus tard dans la journée, le duc d'Orléans accepte la

lieutenance générale du royaume. La Révolution est terminée. La ville de Paris est rapidement débarrassée de ses barricades. La municipalité insurrectionnelle du XI<sup>e</sup> arrondissement s'assigne pourtant une dernière tâche : protéger le Palais du Luxembourg, où se sont réfugiés quelques pairs du royaume. Il s'agit cette fois d'éviter des excès sanglants de la part des révolutionnaires. Le soir même, Cabet apprend que des républicains se sont réunis dans les salons du restaurant Lointier, rue de Richelieu. On aurait parlé d'une nouvelle insurrection. Une proclamation aurait été préparée, mais les jeunes républicains se seraient séparés sans rien décider dans l'immédiat. Le lendemain, Cabet rencontre Mauguin qui le conduit au Palais Royal. Ils sont reçus par le duc d'Orléans. Il est question d'une « monarchie républicaine », d'un « trône populaire » entouré d'institutions républicaines. Lafayette a déjà adhéré à ce projet. C'est assez pour convaincre Cabet de la bonne foi démocratique du duc d'Orléans. Au grand étonnement de Mauguin, il se permet pourtant, devant le duc, une mise en garde contre quelques-uns des orléanistes les moins bien disposés envers un tel programme : Talleyrand, Dupin et Sébastiani. Il se rend alors chez Lointier. Les républicains les plus notoires, les tribuns les plus en vue de la jeunesse républicaine, Charles Teste, Ulysse Trélat, Jules Bastide et Joseph-Auguste Guinard sont là<sup>35</sup>. Ils sont d'avis de continuer la Révolution tant qu'ils n'auront pas la république. Comme certains la veille, ils parlent de reprendre les armes. Cabet fait tout ce qu'il peut pour les en dissuader. La tension monte, quelqu'un braque un pistolet sur lui. Il affirme qu'ils n'auraient pas à combattre le seul parti orléaniste, mais le parti de Lafayette lui-même. Il soutient que Lafayette, véritable dictateur pendant quelques heures, aurait pu convoquer une assemblée nationale, et que cette assemblée aurait sans doute organisé une Constitution républicaine ; mais il ne l'a pas fait et ceux

qui prendront les armes dans ces conditions seront exterminés. Il ajoute que le duc d'Orléans a sa confiance. La seule solution pour les patriotes est de se rallier à sa proposition de «monarchie républicaine», de le soutenir s'il tient ses promesses, de le combattre, plus tard, s'il ne les tient pas. La colère des jeunes Républicains est terrible face à la défection de Lafayette. Mais la proposition de Cabet, un ralliement sous conditions au duc d'Orléans, l'emporte finalement. Un programme est rédigé dans ce sens, il est porté à l'Hôtel de Ville et non au Palais Royal. Les Républicains demandent des garanties quant au régime qui va se mettre en place mais, pour l'heure, ils n'appellent plus à reprendre les armes.

À l'Hôtel de Ville, la commission municipale provisoire renonce à se comporter en gouvernement populaire, dictatorial. Elle nomme sept commissaires pour diriger les grands ministères. Il s'agit d'organiser rapidement le retour à l'ordre. Dupont de l'Eure est appelé au ministère de la Justice. Le lendemain, le lieutenant-général du royaume, usant d'un droit déjà régalien, modifie sensiblement la composition de ce gouvernement provisoire. Afin de faire contrepoids à la nomination de Guizot au ministère de l'Intérieur (une décision qui peut sembler presque incongrue dans le contexte d'une révolution populaire tant ce doctrinaire, ce monarchiste incarne la détestation de «l'anarchie» démocratique), pour donner quelque crédit malgré tout à ses promesses politiques, Louis-Philippe d'Orléans maintient Dupont de l'Eure à la Justice<sup>36</sup>. Dès le premier jour, Cabet choisit de le rejoindre au ministère<sup>37</sup>. Il devient, selon ses propres mots, un «secrétaire intime», un «ami dévoué», attaché à son cabinet sans titre ni traitement. Il est l'un de ses plus proches conseillers. De Cruzy est là aussi. L'avidité pour les places est formidable. Une foule de solliciteurs assiège les hommes susceptibles d'influencer le ministre. Mais Cabet refuse de soutenir les nominations de faveur. Toute sa vie, il récusera

l'idée de préférer l'ambition personnelle à l'intérêt général. Incorruptible, il attire contre lui de solides inimitiés, il suscite des rancœurs. De plus, le 3 août, il écrit à Louis-Philippe d'Orléans sans ménagement. Il lui signifie tout le mal qu'il pense du projet qui consisterait à simplement réviser la Charte. Celle-ci a été votée par une Chambre élue avant la Révolution, à l'époque des Bourbons aînés, sans aucun mandat constituant. Il lui demande de reconnaître la souveraineté nationale et de ne monter sur le trône qu'en vertu d'une Constitution délibérée par des représentants spéciaux de la Nation. Il ajoute, à propos du peuple :

«Vainqueur, il a la conscience de sa force irrésistible; il combattrait de nouveau s'il était nécessaire, et de nouveau il triompherait encore<sup>38</sup>.»

C'est une menace, quatre jours avant le vote de la révision de la Charte. Pour Cabet, le risque est de provoquer une immense déception, «d'affreuses convulsions». Tout n'est pas perdu cependant : convoqué par celui qui s'apprête à devenir roi, toujours confiant en sa sincérité, il affirme accepter la monarchie si elle est vraiment «démocratique, populaire et représentative». Il croit encore que le futur monarque peut choisir de se placer «à la tête de la Révolution». Il presse Dupont de l'Eure d'obtenir au plus vite une nouvelle loi électorale, l'élargissement du droit de vote, ou de présenter sa démission, tant que sa popularité est indispensable au nouveau régime. Dupont de l'Eure n'obtient rien et il ne démissionne pas. C'est un échec. Pour certains, Cabet reste pourtant bien trop influent. Il a toujours l'écoute d'un ministre que les orléanistes espéraient plus manipulable encore. Il ne cesse de lui conseiller la rupture. Il gêne. Il faut l'éloigner.

Mérilhou, secrétaire du Département de la Justice, lui propose un poste de procureur général. Dupont de l'Eure lui demande

d'accepter et de renoncer à son rôle précaire au ministère. Le ministre lui promet une « belle existence sociale », et lui assure qu'il servira ainsi le pays d'une manière digne de lui. Le traitement d'un procureur général s'élève à 12 000 francs par an, c'est l'un des plus élevés de la fonction publique. Cabet se porte candidat pour le poste de Douai. Il a le soutien des députés du Pas-de-Calais, notamment de Mauguin, ainsi que celui de la Cour royale de cette ville. Mais c'est à Bastia qu'il est nommé le 25 août. C'est très loin et le poste est réputé difficile. Il l'accepte cependant<sup>39</sup>.

Cabet quitte Paris le 15 octobre 1830 en compagnie de Tiburce Sébastiani. Les deux hommes arrivent à Bastia le 25 octobre.

Le 30, une audience solennelle de la Cour royale de Bastia est organisée pour recevoir le nouveau procureur général<sup>40</sup>. Or, personne n'a reçu d'invitation écrite. Ni le maire, ni le sous-préfet, ni aucune autorité n'ont été invités. Dans la salle d'audience, il n'y a pas assez de chaises pour tous les assistants. Des personnalités importantes sont confondues dans la foule. Les avocats et les avoués sont au milieu de l'auditoire et ne portent pas la robe. En dehors de ces manquements, délibérés, de nature à indisposer le petit monde des officiels corses envers celui qui arrive, rien dans les discours qui sont prononcés ne laisse transparaître ouvertement que Cabet ne serait pas le bienvenu, pas même celui du président de la Cour royale, Colonna d'Istria, ancien bonapartiste, zélé serviteur de la Restauration, qui se félicite du choix de la nouvelle devise royale : « Liberté et Ordre public ». Cabet prononce aussi un discours :

« L'absurde et insultante légitimité du prétendu droit divin a disparu devant la souveraineté nationale ; l'usurpateur ligué avec l'étranger, le despote ignorant, imbécile, parjure, lâche et sanguinaire par insensibilité, a fait place au prince citoyen. »

Ce «prince citoyen» est présenté comme un révolutionnaire. Sur les murs pendent encore les tentures aux fleurs de lys, les crucifix et les tableaux religieux. Pour certains, ce discours ouvertement hostile à Charles X est une provocation d'une violence insupportable. Le ministère de la Justice reçoit à partir de là, chaque jour, des lettres qui dénoncent Cabet comme «irrité au dernier degré par la marche du gouvernement».

Le nouveau procureur général se met immédiatement au travail. Il a un programme de réformes. La première est de réorganiser les justices de paix dans l'île, ce qui est une véritable gageure. Il s'agit, en effet, de remplacer des juges qui ne donnent pas toutes les garanties d'impartialité. Or, Horace Sébastiani, le ministre des Affaires étrangères, le plus puissant des chefs de clan corses, gère directement depuis Paris les attributions de places. Il l'emporte toujours sur Cabet, et ce ne sont pas les hommes offrant le plus de garanties d'instruction et d'indépendance qui sont choisis.

La deuxième réforme à laquelle il travaille n'est pas plus simple à mettre en œuvre, bien que les Sébastiani semblent soutenir le projet. Il s'agit du rétablissement du jury en Corse, supprimé depuis 1801. Dès le 12 novembre, toutes les décisions nécessaires sont prises à Paris. Cabet en est très fier. Il tient cette institution, avec l'élection, pour un élément essentiel de la souveraineté nationale. Mais c'est imaginer qu'un jury en Corse peut fonctionner en dehors des alliances familiales, des réseaux amicaux et des divers systèmes de protection. En avril 1831, il prend lui-même la parole dans une affaire criminelle: en septembre de l'année précédente, une parade de la Garde nationale de Sartène a essuyé des tirs, deux officiers ont été tués, trois ont été blessés; l'ancien maire de Sartène, le principal accusé, et ses 12 complices sont acquittés malgré tous les efforts du procureur général pour obtenir leur condamnation.

### « Les républicains veulent le bonheur du peuple »

C'est en lisant *Le Moniteur* daté du 9 mai que Cabet apprend le nom de son successeur à la tête du parquet corse. Il est révoqué, en plein milieu d'une session d'assises. Sans attendre l'ordre de Paris, il quitte la Corse le 19 mai. Le 27, il est à Dijon où il entreprend de se faire élire député<sup>41</sup>. Il a pris la précaution de demander à de Cruzy de prendre pour lui, à Paris, une adhésion à la société Aide toi le ciel t'aidera<sup>42</sup>. Sa candidature est soutenue par le maire de la ville, Hernoux, et par les rédacteurs du *Patriote de la Côte-d'Or* qui combattent les rumeurs que son adversaire, le marquis de Chauvelin, déjà député avant la révolution, tente de répandre contre lui sur un supposé intérêt financier dans l'élection. Il lui a fallu recourir à un artifice : une vieille dame, dont le mari a été acquitté en même temps que le maréchal Vaux, a accepté de lui céder fictivement un domaine, pour lui permettre d'atteindre le cens d'éligibilité<sup>43</sup>. Le 6 juillet 1831, Cabet est très largement élu, malgré les manœuvres de son adversaire. Les électeurs du 2<sup>e</sup> arrondissement de Dijon lui donnent 256 voix contre 74 au candidat du gouvernement<sup>44</sup>. Une fête est donnée au Palais des États. Le 8, il est en route pour Paris. Il vient siéger à la Chambre sur les bancs de l'extrême gauche, entre Mauguin et le général Lamarque.

Pendant l'été et l'automne 1831, il prend plusieurs fois la parole à la Chambre. Il intervient notamment le 15 août à propos de l'insurrection polonaise : depuis dix mois, la Pologne s'est soulevée contre la domination russe, elle est en passe de perdre le combat pour sa liberté. Il demande que la France intervienne<sup>45</sup>. Après la dure défaite des Polonais, en octobre, il décrit leur sacrifice comme un coup d'arrêt opposé au Tsar dont le véritable objectif était selon lui de marcher contre la France révolutionnaire. Le 14 octobre, il publie une brochure, *Péril de la situation présente, compte à mes*

*commettants*<sup>46</sup>. Il y oppose le système du Mouvement (l'idée qu'il fallait, en 1830, convoquer une assemblée constituante élue au suffrage universel comme cela avait été le cas en 1792) au système de la Résistance, qui serait à l'origine d'un véritable «escamotage» de la Révolution. À propos du Peuple, il écrit :

«Qu'a-t-il retiré de la Révolution? D'abord quelques éloges, puis le dédain, la haine, l'insulte, aucun droit, mais le manque de travail et la plus effroyable misère! On l'envoie périr sur les rivages d'Alger, ou bien on le laisse tomber et mourir de faim dans les mêmes rues où naguère il bravait la mort pour la liberté, ou bien encore on l'y fait sabrer en attendant qu'on l'y mitraille<sup>47</sup>.»

Il soutient par ailleurs que la guerre est inévitable :

«Par cela seul qu'elle existe, et quand même elle ne porterait pas ses armées au-delà de ses frontières, la Révolution française enfante donc les révolutions et met en péril tous les trônes absolus ; par sa seule puissance morale elle est une véritable déclaration de guerre aux gouvernements despotiques ; et plus elle est belle et généreuse, plus les rois doivent désirer la détruire<sup>48</sup>.»

L'adoption d'un système contre-révolutionnaire depuis Juillet, dans ces conditions, est une «trahison réelle». Au cours de la séance du 22 octobre, le président du Conseil en personne lui demande de justifier devant ses collègues députés de telles accusations. Cabet refuse d'en répondre ailleurs que devant un tribunal, au nom de la liberté d'expression des députés en dehors de l'enceinte parlementaire.

En novembre 1831, désespérés par la baisse du prix de leur travail, les canuts lyonnais se lancent dans la première grande insurrection sociale depuis la Révolution de Juillet. Leur cri, «Vivre en travaillant ou mourir en combattant», l'impressionne

fortement. Jusque-là, la question de l'indépendance nationale l'occupait à peu près exclusivement. Après cette date, ce n'est plus pour lui le problème central. En décembre, à la tribune de la Chambre, il souffle l'effroi et fait entendre un principe nouveau dans une discussion à propos des impôts sur le sel et les boissons :

«Le principal devoir d'un député est de venir défendre ici l'intérêt des contribuables, et surtout l'intérêt des classes pauvres [...]. Nous avons écouté en silence ceux qui plaidaient la cause des propriétaires fonciers, vous voudrez bien écouter aussi ceux qui défendent l'intérêt des classes plus malheureuses et plus nombreuses<sup>49</sup>.»

Jusque-là, il n'avait jamais parlé que du «peuple», sans donner de sens précis au mot. Cette fois, il lui donne un contenu clair : il désigne ceux que les lois de la Monarchie de Juillet réduisent à l'ilotisme politique. À partir de là, chacune de ses interventions suscite tant de hurlements sur les bancs du centre que celles-ci deviennent inaudibles. Pour beaucoup de ses collègues, c'est comme si les pires cris de la sédition entraient dans la Chambre.

Le dimanche 3 juin, les journaux annoncent le décès du général Lamarque<sup>50</sup>. C'est un héros des guerres révolutionnaires et impériales qui disparaît, victime du choléra. Engagé volontaire en 1792, il a été de toutes les grandes batailles jusqu'à la fin des Cent-Jours. Le lundi, les journaux de l'opposition annoncent l'organisation d'un convoi pour accompagner le défunt de la maison mortuaire, rue Saint-Honoré, jusqu'au pont d'Austerlitz, d'où son corps doit partir pour Saint-Sever dans les Landes. 50 commissaires sont désignés pour l'organisation de cette marche à travers le nord de Paris. Ils porteront un crêpe muni d'un nœud tricolore

afin d'être reconnus. Cabet est l'un d'eux. Le mardi 5 juin, vers onze heures, l'imposant convoi se met en marche sous la pluie vers le boulevard de la Madeleine<sup>51</sup>. Défilent, en avant du char funèbre, la Garde nationale à cheval et des pelotons de Garde nationale à pied. Derrière eux, des ouvriers se tiennent par le bras. La musique du premier régiment de ligne accompagne ces milliers de citoyens. 300 hommes tirent le char mortuaire. Suivent les insignes du défunt, puis son fils. Derrière marchent les députés et des officiers emmenés par Lafayette. Cabet est parmi eux. On crie «Vive la liberté! Vive Lafayette!» Suivent plus loin encore des troupes de ligne, puis des réfugiés politiques des pays étrangers portant leurs drapeaux, plus loin encore les corporations ouvrières. Le cortège arrive à la Bastille vers trois heures; il se dirige vers le pont d'Austerlitz où est dressé un catafalque. Devant le pont, le convoi s'arrête. On prononce des discours. Cabet, avec quelques autres personnalités, se tient debout sur l'estrade. Soudain, une colonne de dragons est attaquée sur le quai Morland. Elle reçoit des pierres. On entend des coups de fusil. Une seconde colonne accourt à sa défense, sabre au clair; elle essuie à son tour des coups de feu. Elle charge sur le boulevard Bourbon en direction du pont d'Austerlitz. La foule y est encore nombreuse, bien que la cérémonie soit terminée. Les dragons tirent sans sommation. Une première barricade est dressée à la hâte, on crie aux armes. L'insurrection a commencé. Elle dure jusqu'au lendemain, en fin d'après-midi. Les derniers insurgés sont vaincus sur la barricade de la rue Saint-Merry, sous les attaques au canon. Des mandats d'arrêt sont lancés contre trois députés commissaires du convoi Lamarque: Laboissière, Garnier-Pagès et Cabet. La ville est mise en état de siège. Ceux qui sont pris sont passibles du conseil de guerre. Cabet et ses collègues se cachent. Le 7, les forces de l'ordre perquisitionnent son domicile rue neuve des Capucines. Tous ses

papiers sont saisis. Le 30 juin seulement, l'état de siège est levé après une séquence répressive d'une violence sans précédent. Cabet et ses collègues peuvent enfin se rendre. La justice ordinaire les déclare innocents de toutes les accusations portées contre eux. *Le Journal de Débats* appartient au camp des accusateurs :

« Non ! Vous n'avez point conspiré ! Vous êtes innocents aux yeux des conseils de guerre. Vous n'avez point conspiré, vous n'avez fait que parler et écrire. Vous avez cru qu'on pouvait repaître les esprits de paroles de haine, et que la guerre ne sortirait pas de la haine ; vous avez cru que vos hommes violents qui ne se satisfont point comme vous en versant leur encre et leur colère sur le papier ne demanderaient jamais à se satisfaire par le sang<sup>52</sup>. »

En octobre, Cabet fait paraître une nouvelle brochure : *La Révolution de 1830 et la situation présente (septembre 1832) expliquée par les révolutions de 1789, 1792, 1799 et 1804*<sup>53</sup>. Il défend cette fois des opinions ouvertement républicaines. Il fait désormais partie de ces hommes qui inspirent ces mots au préfet de police Gisquet :

« Il y avait en eux du Robespierre, du Saint-Just et du Marat. Ils étaient d'ailleurs loin de regarder comme injurieux un tel parallèle, puisqu'ils ont proclamé comme charte les principes de ces monstres, et déclaré qu'ils les adoptaient pour patrons, pour modèles<sup>54</sup> ! »

De fait, Cabet, dans son ouvrage, entreprend une réhabilitation explicite des Montagnards de 1793, ce qui est assez nouveau et encore très hardi en 1832 :

« 93 n'est pas la république mais la guerre ; et pendant toute la durée de cette orageuse époque, ce n'est pas de liberté, ni d'institutions qu'il s'agit, mais de combat, de défense, de vie ou de mort pour la nation<sup>55</sup>. »

Le Comité de Salut public a sauvé la France des calamités dont la menaçait la contre-révolution. Ces calamités étaient bien pires que les mesures indispensables prises au moment de la Terreur contre les émigrés, les nobles, les prêtres rebelles et tous les ennemis de la nation. En 1832, la violence illégitime est du côté de la contre-révolution, du côté des adversaires du parti républicain qui, en outre, répandent contre lui les pires mensonges :

« “Les républicains repoussent la légalité et veulent l'anarchie, 93 et les échafauds! Ce sont des buveurs de sang!” Atroces calomniateurs! [...] Les républicains veulent la liberté, l'égalité possible, la réalité de la représentation nationale, et le bonheur du peuple; mais ils veulent aussi l'ordre public et le règne de la loi. Ce sont eux qui veulent la légalité, et c'est vous qui voulez l'arbitraire; c'est vous qui faites de l'anarchie<sup>56</sup>. »

La Charte de 1830, « illégitime et usurpatrice », condamne le régime à ne pouvoir se maintenir qu'en mitraillant le peuple dont il a « filouté la victoire » de juillet, abusant de sa confiance aveugle, et dont il a escamoté et trahi la révolution depuis deux ans<sup>57</sup>.

Le procureur général de Paris, Persil, pense qu'il y a matière à poursuivre l'auteur de ce libellé. Six jours après la parution de son livre, Cabet est prévenu pour attaque contre la dignité royale, offense envers la personne du roi, injures envers les tribunaux, autorités ou administrations publiques et outrages faits à des fonctionnaires publics. En mars 1833, la Chambre des députés vote l'autorisation de le poursuivre<sup>58</sup>. Le lundi 15 avril, défendu par Marie, il est acquitté par la cour d'assises de la Seine. En mai, les journaux de l'opposition reçoivent un prospectus annonçant une deuxième édition de l'ouvrage, tirée à 20 000 exemplaires, en deux volumes, vendus chacun 15 sous.

Le 5 mai, une commission de républicains est élue pour organiser un banquet en son honneur et fêter sa victoire contre Persil. Ils sont 200 patriotes, le 19 mai, réunis au restaurant Le Veau qui tette, place du Châtelet. Cabet est acclamé pendant plusieurs minutes lorsqu'il paraît. Le président de la cérémonie, Audiat, le présente comme le «député patriote qui soutient à la Chambre les intérêts populaires», «l'écrivain courageux qui a dévoilé au pays la trahison de ceux qui le dirigent»<sup>59</sup>.

La plupart des convives sont des membres de l'Association pour l'éducation du Peuple, dont il est le secrétaire général depuis le 9 février. Il compte désormais parmi les personnalités les plus en vue du parti républicain.

## Le Peuple, la république et l'utopie

À partir du mois de février 1833, Cabet vit une année d'engagement politique d'une grande intensité. Il est tout entier dans l'action, dans la fébrilité d'une immense propagande. Il participe à l'organisation d'un parti républicain plus influent que jamais<sup>60</sup>. Le 9 février 1833, il est élu à la tête de la plus puissante association patriotique de Paris, l'Association libre pour l'éducation du peuple. Il participe également à l'Association pour la liberté de la presse et à la Commission de secours pour les détenus politiques. En septembre, toujours la même année, il fonde et dirige *Le Populaire* qui devient rapidement le journal républicain le plus diffusé en France. Les plus hautes autorités du régime le désignent alors comme un adversaire de premier ordre. En février 1834, il est condamné à deux ans de prison pour une prétendue offense envers la personne du Roi. Il choisit de quitter le pays. Rapidement, il est confronté à la solitude de l'exil. Le chagrin de la défaite politique et le pénible dépaysement lui inspirent l'invention de son utopie communiste ainsi que l'écriture du *Voyage en Icarie*.

**«Éclairez le Peuple, c'est le cri de l'humanité»**

*Le Populaire* porte en sous-titre : «Journal des intérêts politiques, matériels et moraux du Peuple.» Il n'est pas l'œuvre du peuple lui-même. En 1848, Proudhon est le premier qui appelle son journal *La Voix du Peuple* ou plus tard *Le Peuple*. Le projet politique ici est différent. En aucun cas *Le Populaire* n'est présenté comme un journal rédigé par des ouvriers. Comme l'Association libre pour l'éducation du Peuple, il est pour la bourgeoisie républicaine un moyen d'intervention en direction des classes les plus nombreuses et les plus malheureuses. Cabet ne croit pas que l'émancipation du prolétariat puisse être l'œuvre du prolétariat lui-même. Bien avant Marx, cette idée révolutionnaire existe dans les années 1830, le rédacteur en chef du *Populaire* la combat.

Le «Peuple» est un mot polysémique. Depuis la révolution de juillet 1830, le prononcer peut renvoyer aux projets politiques et sociaux les plus contradictoires : la résistance au changement comme l'aspiration au mouvement. Pour Cabet, le «Peuple», qu'il écrit toujours avec une majuscule, est l'acteur principal de tous les processus historiques depuis le commencement du monde. Désuni, abusé, souffrant et vaincu mille fois, il n'en est pas moins immortel. Il est le seul destinataire vraiment utile de toute propagande, il est le seul objet d'étude réellement intéressant. L'amélioration de son sort est la seule définition possible du progrès, mais celle-ci est impossible sans le concours de la bourgeoisie républicaine.

Le Peuple de Cabet n'est pas constitué de la totalité des citoyens. Il est celui des soldats de l'an II, celui de la révolution de juillet 1830, celui des ouvriers et des petits artisans qui ont pris la Bastille autrefois et qui n'ont pas encore conquis tous leurs droits d'hommes et de citoyens. Dans la profession de foi du *Populaire*, publiée en juin 1833, le Peuple est l'humanité souffrante des classes laborieuses :

«Si quelques-uns des hommes sortis de son sein parviennent à passer dans la classe la plus heureuse, le plus grand nombre, trouvant à peine dans les plus pénibles travaux le moyen d'exister, paraît condamné à végéter perpétuellement dans l'indigence ; le plus grand nombre, privé de tous droits politiques, ressemble encore à l'esclave plutôt qu'au citoyen ; et, dans les campagnes de plusieurs de nos départements comme dans nos grandes villes, beaucoup d'hommes pourraient envier le sort des animaux eux-mêmes. Quelle injustice ! Quel outrage à l'humanité ! Non, qu'il ne se vante pas de sa gloire en aucun genre, ni même de sa civilisation, le pays où l'homme ne trouve, dans son travail, ni le moyen d'être convenablement nourri, vêtu, logé, ni celui d'élever sa famille et d'améliorer incessamment son sort ; qu'il ne se vante pas de ses institutions, le pays où l'immense majorité des habitants est privée de tous droits politiques.»

Le maintien des classes populaires dans l'ilotisme politique et dans la misère ne peut pas être définitif. Rien ne saurait justifier la conservation d'une réalité politique et sociale aussi inique et surtout aussi dangereuse. Il faut commencer par étendre le droit de vote à tous les citoyens :

«Mais, dit-on, le Peuple n'est pas assez éclairé!... Erreur, mensonge, vain prétexte ! Cependant, supposons-le pour un moment : eh ! bien, dans ce cas, éclairez le Peuple ; c'est la dette de la société, c'est le devoir du gouvernement, c'est le cri de l'humanité<sup>61</sup>.»

Le rôle de la bourgeoisie républicaine est de guider les travailleurs dans la conquête de leurs droits. Il n'est pas d'entretenir chez eux les brandons de la discorde civile, de la vengeance, du retournement de l'oppression et de la terreur. Toute l'œuvre de Cabet est hantée par cette peur de la guerre civile, de la patrie divisée, de la mauvaise révolution qui remplacerait une injustice

par une autre. Pour lui, la république est d'abord la réalisation de l'union politique entre tous les citoyens, la condition de leur union économique, sociale, culturelle et intellectuelle. Il croit en la possibilité d'une volonté unanime du Peuple quand celui-ci fait lui-même les lois qui lui conviennent, quand « toute la puissance publique est exercée par le Peuple, et par conséquent pour le bonheur du Peuple », écrira-t-il dans le *Voyage en Icarie*. Le Peuple peut se comporter en sujet global, doué de raison, travaillant constamment à sa propre unification : souverain, il ne peut vouloir que l'intérêt commun, le bonheur de tous les citoyens sans exclusion d'aucune sorte. Ce sont les gouvernements dans la situation présente qui emploient toute leur puissance à le tromper, à l'affaiblir, à le diviser, à le perdre. Le Peuple réel, actuel, est doté de formidables vertus mais aussi de redoutables faiblesses. C'est ce qu'il écrit, en septembre 1832, dans *La Révolution de 1830 et la situation présente* : le Peuple est courageux quand la patrie est en danger, il est redoutable quand il est désespéré. Puissant par le nombre, il sait aussi se montrer d'une modération et d'une générosité extrêmes dans la victoire ; ainsi en 1830 :

« Oui, cette générosité tient du miracle et du prodige : c'est un bonheur inappréciable, c'est l'un des plus heureux événements que l'histoire ait à célébrer ; car, lors même que le Peuple est réduit au cas de légitime défense, lors même qu'il n'oppose que quelques jours de colère à des siècles d'oppression, sa violence excite d'éternelles accusations exploitées pour lui faire des ennemis : mais aujourd'hui, sa victoire est empreinte d'un caractère tout nouveau de grandeur et de magnanimité qui lui fait mieux sentir sa propre dignité, qui lui impose en quelque sorte l'obligation d'être plus vertueux encore, qui lui attire les applaudissements de toutes les nations et qui lui procure une puissance morale dont l'effet est incalculable<sup>62</sup>. »

Cabet travaille contre la propagande des conservateurs qui appellent à se défier de cette puissance populaire, de cet inquiétant ramas de prolétaires, de cet animal féroce qu'il faudrait museler :

«Le Peuple, dites-vous, veut le pillage ! Infâmes calomniateurs ! Vous avez vu le Peuple soulevé, irrité, vainqueur ; où donc a-t-il pillé ? À Lyon, demandait-il autre chose que *vivre en travaillant ou mourir en combattant* ? Maître absolu dans la ville, a-t-il pillé les fabricants qui l'avaient combattu ? À Paris, au 29 juillet 1830, comme au 10 août 1792, a-t-il pillé ? [...] Pour effrayer la Garde nationale et les marchands, vous avez besoin de leur parler de pillage ; vous feriez même piller pour justifier vos sinistres prédictions : mais le Peuple ne pille pas ; terrible au contraire contre ceux qui voudraient déshonorer sa victoire autant que contre les oppresseurs qui lassent sa patience, il se fait un devoir et un honneur de vous préserver du pillage<sup>63</sup>.»

Modeste, désintéressé, le Peuple selon Cabet est aussi exagérément confiant, voire frappé d'une affligeante crédulité. Il l'a démontré en 1799, en se montrant si sensible à la gloire d'un Bonaparte, si facile à tromper par «l'ambition cachée sous le masque du patriotisme»<sup>64</sup>. Il ne l'a que trop démontré encore en 1830 en laissant les députés insensibles à sa cause tout décider à sa place. Sans une direction extérieure, comme le fut celle de Robespierre ou celle des Montagnards, sans l'engagement à ses côtés de la bourgeoisie républicaine des années 1830, le courage, la générosité, la puissance du Peuple ne peuvent rien.

C'est pourquoi Cabet lui-même se tient prêt :

«Plébéien, fils d'un artisan, je n'ai ni haine ni envie pour les classes privilégiées par la naissance ou la fortune, et je suis même assez heureux pour ne haïr personne ; mais mes affections sont pour le Peuple, pour le Peuple aux misères duquel je compatis, avec les sentiments duquel je sympathise, parce

que je connais sa justice, son humanité, son honneur, son généreux patriotisme et ses vertus<sup>65</sup>. »

Il ne s'agit pas seulement de proclamer de bonnes intentions. Pour gagner la confiance des ouvriers du faubourg Saint-Antoine, ce serait loin d'être suffisant. À la fin de l'été 1833, Cabet parvient à gagner en quelques semaines une grande renommée de défenseur des travailleurs ; une réputation qui sera encore effective durant la révolution de 1848.

Dès le mois de septembre, *Le Populaire* apporte tout le soutien de sa publicité au mouvement social qui se développe à Paris. Il indique les lieux et les heures des réunions des ouvriers ébénistes en butte à une offensive des « gros-mâîtres » qui se sont coalisés pour faire baisser les salaires et ne plus payer la chandelle<sup>66</sup>. Il publie les comptes rendus de leurs assemblées. Le récit du mouvement social, de l'évolution des négociations en cours fait l'objet d'un véritable feuilleton dans chaque numéro du journal. Le 27 octobre, *Le Populaire* annonce aux 20 000 ouvriers cordonniers de Paris qu'une réunion doit se tenir le jour même à la barrière du Maine, dans le but de former une association et de s'entendre sur les moyens d'améliorer leur sort. Le 10 novembre, il annonce à la France entière qu'une souscription est ouverte pour aider les ouvriers cambreurs à ouvrir leurs propres ateliers – les maîtres de leur profession viennent de refuser une augmentation des salaires de 2,50 à 4 francs par jour. Le 17, il fait connaître les noms et les situations de famille de ceux qui ont été arrêtés. Tous les dimanches, le journal de Cabet livre à son vaste public des informations sur le nombre de participants aux réunions d'ouvriers, leurs revendications, les mots d'ordre lancés pour arrêter le travail, les créations d'associations de secours mutuel, les élections dans les associations ouvrières,

les négociations avec les maîtres et les procès des travailleurs accusés de coalition. Le 8 décembre, par exemple, il dévoile les conditions des cloutiers, des ouvriers en nécessaires, des tabletiers, des tailleurs, des ébénistes et des cambreurs de Paris. Dans le même numéro du *Populaire*, il rend compte d'actions revendicatives menées en Angleterre, en Suisse, à Toulon, en Avignon, à Lyon, à Saint-Étienne, à Chalon-sur-Saône, à Beaune, à Chantilly, à Louviers et à Nantes. Ce qui est mis en scène est le calme, la prudence, la modération et la sagesse des ouvriers, leur sens constant de la justice, la défense paisible de leurs intérêts, la revendication pacifique de leurs droits, leur légitimité à réclamer l'amélioration de leur condition. Les enjeux de cette intervention sont multiples : il s'agit de gagner la sympathie des intéressés mais surtout de prendre rang dans la hiérarchie du parti de la République.

Le 3 novembre 1833, Cabet publie une courte brochure de six pages, vendue un sou seulement : *Moyen d'améliorer l'état déplorable des ouvriers. Discussion entre un ouvrier malade, un ouvrier tailleur, un ouvrier bijoutier et un médecin républicain*. C'est une réplique à celle que vient de publier l'ouvrier tailleur Grignon, membre de la Société des droits de l'Homme : *Réflexions d'un ouvrier tailleur sur la misère en général, la durée des journées de travail, les taux des salaires, les rapports actuellement établis entre les ouvriers et les maîtres d'ateliers, comme moyen d'améliorer leur condition*. Dans sa brochure, Grignon reconnaît la faiblesse de son instruction : il a manqué de temps mais pas de goût pour les études. Selon lui, les ouvriers sont les mieux à même de comprendre les méfaits de l'organisation sociale car ils en sont les principales victimes. Il leur appartient d'imaginer les solutions pour éradiquer la misère, de mettre en œuvre les moyens pour tout changer. Il soutient que l'ouvrier peut prétendre à une pensée

indépendante, émancipée de toute tutelle bourgeoise. Tant mieux si des cœurs généreux épousent la cause du Peuple, mais leur aide n'est pas nécessaire aux travailleurs. Cabet soutient l'inverse. Dans son texte, l'ouvrier malade, perclus de malheurs, veuf et père de deux enfants, interpelle le médecin républicain sur la patience que celui-ci vient de lui prescrire comme seul remède à toutes les misères qui l'accablent : une santé altérée par l'excès de travail, une mauvaise nourriture, des privations sans fin, l'incapacité à offrir éducation ou patrimoine à ses enfants. L'ouvrier tailleur, manifestement inspiré par Grignon, se laisse emporter par la colère :

« Il y a trop longtemps que les maîtres s'enrichissent du produit de nos sueurs, nous traitent avec dédain et nous dictent la loi... Sachons avoir assez d'énergie pour la dicter à notre tour<sup>67</sup>. »

Le médecin républicain interroge alors l'ouvrier malade : doit-il écouter un camarade révolté par les douleurs de son ami, certes, mais sans aucune instruction sur les causes du mal et la manière de le soigner, ou doit-il placer sa confiance dans le médecin auquel de longues études et la pratique professionnelle permettent d'établir le bon diagnostic et de proposer les meilleurs remèdes ? L'ouvrier bijoutier, figure de l'élite ouvrière, approuve avec enthousiasme les conseils de modération, d'union et de discipline prodigués par le savant philanthrope.

### **Ni Blanqui ni Carrel**

Cabet adhère à toutes les associations républicaines sauf à la Société des Droits de l'Homme. Il s'emploie à ce que cette association n'apparaisse jamais comme la plus représentative du parti républicain. Plusieurs membres de son comité sont pourtant des

hommes dont il est très proche, parfois depuis longtemps : Audry de Puyraveau, Voyer d'Argenson, Cavaignac, Guinard, Vignerte ou encore Berrier-Fontaine, jeune étudiant en médecine. D'autres sont de vrais adversaires politiques, des révolutionnaires : Napoléon Lebon, Kersausie. Dans *Le Populaire* du 3 novembre 1833, Cabet rend compte tardivement et très partiellement de la publication du *Manifeste* publié par la Société, dont la référence est la Déclaration des droits de 1793. Il se fait des ennemis. Les auteurs du manifeste remarquent surtout dans la Déclaration des droits de Robespierre « cette grande pensée morale, mère de l'affranchissement universel, qui fait à tout opprimé non pas seulement un droit mais un devoir de l'insurrection, et tourne enfin la force à l'usage du droit, le courage au profit du faible<sup>68</sup> ». Pour Cabet, le courage consiste à convaincre le Peuple de renoncer à l'insurrection armée et de l'aider à gagner la confiance et le soutien de l'opinion publique tout entière.

Il est donc en désaccord avec Vignerte, qui publie, en août 1833, une véhémement brochure sous le titre *Société des droits de l'Homme. Lettre au rédacteur du National* :

« La nation est divisée en deux classes, les privilégiés et les prolétaires. J'appelle privilégiés ceux qui, possédant les fonds de terre ou les capitaux, spéculent sur les sueurs des prolétaires. J'appelle prolétaires ceux qui vivent de leur industrie, de leur travail ; ceux-là dont les droits les plus sacrés ne trouvent aucune garantie dans la loi. [...] C'est le Peuple qui garde et cultive le sol, c'est lui qui féconde le commerce et l'industrie, c'est lui qui crée toutes les richesses ; à lui, donc, appartient le droit d'organiser la propriété, de faire une équitable répartition des charges et des jouissances sociales, en un mot d'ordonner la chose publique de la manière la plus avantageuse pour le bien-être de tous. »

Vignerte conclut :

«À bas tous les privilèges, même ceux de la naissance ! À bas le monopole de la richesse ! À bas l'exploitation de l'homme par l'homme ! À bas les inégalités sociales ! À bas cette infâme organisation où de nombreux parasites se donnent la peine de naître pour vivre largement, dans l'oisiveté, du travail de leurs malheureux frères<sup>69</sup> ! »

Lors de son procès en février 1834, son éditeur, Pagnerre (qui, par ailleurs, dirige *Le Populaire* avec Cabet), accusé avec Vignerte de provocation à détruire le gouvernement, d'excitation à la haine contre une classe de personnes, d'excitation à la guerre civile en armant les citoyens les uns contre les autres, lance :

«L'oisiveté est un vol contre la société.»

Il ajoute :

«Ainsi le dogme de notre croyance, c'est la souveraineté du Peuple ; le résumé de nos besoins immédiats, c'est l'affranchissement politique, précurseur et instrument pacifique de l'affranchissement social.»

Sur les marges les plus extrêmes de la Société des droits de l'Homme sont donc tenus des discours nettement plus virulents que celui de Cabet, qui appelle à la modération.

En août 1834, lors d'une perquisition, la police découvre chez le maître d'école Charles-Antoine Teste des documents concernant une société secrète, la Société des Égalitaires. À l'article 9 des statuts de cette société figurent les principes suivants :

«Nul ne peut, sans crime, s'approprier exclusivement les biens de la terre ou de l'industrie. [...] Les riches qui ne veulent pas renoncer au superflu en

faveur des indigents sont les ennemis du Peuple. [...] La révolution n'est point accomplie tant que les riches absorberont tous les biens et commanderont exclusivement, et que les pauvres, travaillant en véritables esclaves, languiront dans la misère et ne seront rien dans l'État<sup>70</sup>. »

Un an plus tôt, Teste publiait un *Projet de Constitution républicaine et déclaration des principes fondamentaux de la société précédé d'un exposé des motifs*. Il y énonçait les principes d'une nouvelle théorie révolutionnaire :

«Le raisonnement et l'histoire démontrent que, quoique les masses, telles qu'elles sont aujourd'hui à peu près partout, puissent par le sentiment de leurs douleurs secouer violemment le fardeau qui pèse sur elles, la longue habitude du servage, l'individualisme qui en est la suite, le travail accablant, la misère et les préjugés religieux et politiques dont on s'est habituellement servi pour les égarer, les diviser, les rendent généralement incapables d'apercevoir distinctement les causes originaires de leurs maux, d'en concevoir les vrais remèdes<sup>71</sup>. »

La révolution, selon Teste, est l'affaire des militants engagés dans les sociétés secrètes, d'une avant-garde spécialement préparée et entraînée, de clandestins qui exercent leur apostolat sur le «Peuple prolétaire, [...] la partie de la société civile la moins corrompue et la plus douée de bon sens et de dévouement». Il appelle à se préparer à la dictature de ces militants révolutionnaires :

«Un temps de transition entre le renversement de l'ordre d'oppression et de l'ordre libre et définitif est nécessaire ; [...] ce temps doit être rempli par l'autorité extraordinaire d'hommes forts, sages, dévoués, portés subitement au pouvoir par l'influence de la partie la plus avancée, la plus aimante, la plus énergique, la plus prudente de la société<sup>72</sup>. »

Le jeune Auguste Blanqui n'appartient pas à la Société des Droits de l'Homme ; c'est pourtant dans les sections de cette association qu'il diffuse son journal *Le Libérateur*, « Journal des opprimés, voulant une réforme sociale par la république ». Dans un article titré « Notre drapeau c'est l'égalité », il écrit :

« Si nous nous disons républicains, c'est que nous espérons de la république une refonte sociale que la France réclame impérieusement et qui est dans ses destinées. Si la république devait tromper cette espérance, nous cessions d'être républicains, car, à nos yeux, une forme de gouvernement n'est point un but, mais un moyen, et nous ne désirons une réforme politique que comme acheminement à une réforme sociale<sup>73</sup>. »

Pour certains républicains, une telle profession de foi est intolérable.

Le 8 décembre 1833, le rédacteur du *National*, Armand Carrel, prend la parole devant la Société de défense commune de la liberté de la presse. L'objet de son intervention est de dénoncer le *Manifeste de la Société des droits de l'Homme*. Il va bien au-delà en fait. Il s'en prend à l'héritage politique du babouvisme, à ce que disent Teste et Blanqui. En 1828 à Bruxelles et en 1830 à Paris, Philippe Buonarroti publie son *Histoire de la conspiration des Égaux*<sup>74</sup>. Après l'avoir lu, certains jeunes républicains exaltés décident de rejeter le modèle de la république bourgeoise des Thermidoriens : leur république ne peut être que celle de Gracchus Babeuf. Comme les Égaux et leur chef, mort en « martyr » sur la guillotine en 1797, ils appellent au combat révolutionnaire clandestin et théorisent la promesse d'une complète égalité politique et sociale entre tous les citoyens. Armand Carrel, loin d'appeler à l'unité perdue, stigmatise ceux qui professent de telles idées :

«L'école de Babeuf ne voyait pas dans la société une collection d'individus libres de travailler chacun à son bonheur particulier comme il pouvait l'entendre, mais une famille composée de frères, et dans laquelle tous devaient travailler à l'entretien et au bonheur de tous, de manière qu'il en résultât pour chacun une part égale de jouissance, quelles que fussent les différences de capacité, d'activité, de disposition au travail. L'école de Babeuf appelait notre système de liberté, qui permet à chacun de s'élever en proportion de ses facultés et de ses efforts, un système d'égoïsme, et son système à elle un système de fraternité; c'était le renoncement à toute liberté, à tout sentiment individuel au profit d'une individualité sociale plus jalouse et plus exigeante qu'aucun despotisme connu<sup>75</sup>.»

Cet argumentaire contre la république égalitaire préfigure le discours anticomuniste des années 1840. En décembre 1833, comme sous le Directoire, les républicains sont profondément divisés. Cabet ne veut ni la république des néobabouvistes, ni celle de Carrel.

### **Sur la route de l'exil**

En 1834, le parti républicain perd la bataille dans laquelle il est engagé contre la Monarchie de Juillet, sans doute à cause de ses divisions, mais surtout parce que les défenseurs du régime parviennent à inspirer aux «classes moyennes», la bourgeoisie, la peur des révolutionnaires égalitaires et la hantise d'une fantasmagorique violence populaire. Dans le combat contre les hommes du régime, puis dans la défaite, Cabet est en première ligne.

Le 9 février 1833, Jules Lechevalier démissionne de son poste de secrétaire général de l'Association libre pour l'éducation du Peuple<sup>76</sup>. Le comité directeur élit Cabet pour le remplacer, à l'unanimité de ses membres, parmi lesquels Arago, Voyer d'Argenson, Audry de Puyraveau, Teste, Berrier-Fontaine, mais aussi

Laffitte et Odilon Barrot. Les noms de ces deux derniers, figures de l'opposition constitutionnelle, disparaissent dès le mois de juin. Jusque-là patriotique et philanthropique, l'Association devient plus nettement, voire exclusivement, républicaine. Dupont de l'Eure en est le président. Cabet, quant à lui, accède à une responsabilité politique de premier ordre.

L'Association est doublement structurée : d'un côté, l'organisation des donateurs, de l'autre l'organisation de cours gratuits dispensés aux ouvriers. Le secrétaire général doit diriger l'ensemble. 2 500 ouvriers environ, hommes et femmes, sont inscrits à l'un des 40 cours qu'organise l'Association. Il ne s'agit pas seulement d'alphabétisation. Sont dispensés aussi, toujours gratuitement, des cours de physique, de chimie, d'histoire, de comptabilité, de droit des affaires ou de dessin. Les donateurs sont environ 3 000, ils sont organisés en cohortes, une par arrondissement, en centuries et en décuries. La multiplication de ces structures permet d'assurer les désignations d'officiers aux postes de confiance, d'initier les jeunes militants non seulement au vote et à la candidature électorale, mais encore à l'exercice des responsabilités politiques. L'argent circule et les sommes sont conséquentes : pour les six premiers mois de l'année 1833, plus de 12 000 francs sont collectés. Hommes et femmes votent et sont éligibles, indifféremment. Parmi les sociétaires, les bourgeois sont en minorité : ils sont issus pour la plupart des professions libérales ou intellectuelles et représentent à peine un quart des effectifs recensés dans les cohortes. Le monde de l'atelier et celui du petit commerce dominant très largement : les professions sont très diverses, les secteurs les mieux représentés étant ceux de l'habillement (tailleurs, cordonniers, couturières), du livre (imprimeurs, graveurs, fondeurs en caractères) et du bâtiment (peintres, menuisiers, quelques maçons). Initialement tous les samedis soirs,

puis les vendredis à partir de septembre, le comité central se réunit dans un amphithéâtre de la rue Saint-Jacques. En principe, il est composé d'une centaine d'élus ; dans les faits, il suffit d'être membre de l'Association pour assister aux réunions. Ils sont 200 ou 300 républicains, souvent jeunes, certains ouvriers, hommes et femmes, à s'y presser pour entendre le discours hebdomadaire du citoyen Cabet. C'est un moment fort de la semaine des républicains à Paris. En théorie, l'Association proscrit la discussion politique dans ses réunions, mais la liste des spectateurs les plus notables et plus encore celle des orateurs évoquent le contraire.

*Le Populaire*, quand il est fondé en septembre 1833, fait suite au *Fondateur*, le journal de l'Association libre pour l'éducation du Peuple, alors dirigée par Lechevalier. L'une de ses devises, «Moralité, Liberté, Égalité», est aussi celle de l'Association. Parmi les premiers actionnaires, outre Cabet lui-même, rédacteur en chef, et Pagnerre, son principal associé, figurent Lafayette, Voyer d'Argenson, Audry de Puyraveau, Guinard, Berrier-Fontaine, tous membres du comité central de la Société des droits de l'Homme, mais aussi Dupont de l'Eure, Garnier-Pagès, Laboissière et Mauquin qui n'appartiennent pas à cette association. Cette liste indique déjà une ligne politique : le projet est la propagande des idées républicaines dans les milieux ouvriers. Il s'agit de concurrencer *Le Bon Sens*, «Journal de l'opposition constitutionnelle», qui porte pour devise «La voix du peuple est la voix de dieu<sup>77</sup>». Ce journal, vendu le même jour, au même prix, dans les mêmes lieux que *Le Populaire*, mais depuis un an déjà, est un organe de la réforme sociale dont les rédacteurs se prétendent indifférents à la forme politique du régime. Il est dirigé par Cauchois-Lemaire et Rodde, des hommes très proches des idées de Cabet à bien des égards, notamment sur la nécessité de l'action pacifique, mais qui diffèrent de lui sur un point essentiel : ils ne sont pas républicains.

*Le Populaire* est une feuille de quatre pages, vendue deux sous, tous les dimanches matins. Ce prix est accessible aux travailleurs les plus modestes. Le journal est souvent acheté à plusieurs et lu à haute voix, dans les cabarets, chez les marchands de soupe, dans les ateliers, dans les arrière-cours, dans les chambrées d'ouvriers. Les bureaux du *Populaire* publient aussi des brochures, vendues entre un et cinq sous, tous les jours de la semaine, qui sont en fait les éditoriaux de Cabet déjà parus dans le journal le dimanche. Dès le début, le succès est considérable. Le premier numéro du journal, sorti le 1<sup>er</sup> septembre, est tiré à 12 000 exemplaires, celui du 15 octobre est porté à 27 000 ; c'est le plus gros tirage de la presse française à cette date<sup>78</sup>. Les brochures ne sont jamais tirées à moins de 5 000 exemplaires et se vendent souvent en quelques heures. Les autorités attendent chaque livraison du *Populaire* avec la plus vive angoisse, s'inquiétant du bruit que les brochures produisent dans Paris puis dans toutes les grandes villes du pays.

Cabet recrute 24 crieurs publics, portant une blouse bleue à collet et bordure rouge, un chapeau ciré rouge et bleu avec cette inscription : « LE POPULAIRE-2 SOUS ». Le quartier de la Bourse devient l'un des hauts lieux de cette agitation, une véritable attraction pour les badauds. Les crieurs du *Bon Sens* se mêlent bientôt à ceux du *Populaire*, suivis des vendeurs de publications hostiles financées par le régime, puis des policiers. Dans les départements, les associations républicaines locales emploient leurs propres crieurs dès le mois d'octobre 1833 : leurs correspondants passent commande de centaines d'exemplaires du *Populaire* ou de ses brochures à André Marchais, le secrétaire général de l'Association pour la liberté de la presse à Paris<sup>79</sup>.

Cette association, la seule à être actionnaire en tant que telle du journal de Cabet, est la plus importante de toutes les associations républicaines de Paris ; elle est la seule à disposer d'un

réseau de correspondants qui s'étend sur la majorité des départements<sup>80</sup>. Elle est dirigée par un comité central de six membres (parfois sept) qui siègent plusieurs fois par semaine. Dès le mois de juin 1833, Cabet est l'un des six avec Voyer d'Argenson, Marchais, Cavaignac, Carrel et Astruc. À partir du mois d'août figurent aussi parmi les principaux dirigeants Audry de Puyraveau, François et Étienne Arago, Fenet. Ces hommes appartiennent aux tendances radicales de la Société des droits de l'Homme comme à celles du parti républicain qui lui sont hostiles. D'une certaine manière, par sa composition politiquement diversifiée, c'est la seule instance qui pourrait réclamer le titre de comité directeur du parti républicain. Cabet y siège en tant que représentant de l'Association dijonnaise pour la liberté de la presse ou de l'Association dijonnaise pour l'abolition de l'impôt sur les boissons et le sel<sup>81</sup>. L'Association pour la liberté de la presse finance de nombreuses publications. Elle s'occupe surtout des souscriptions levées pour payer les amendes auxquelles sont lourdement condamnés les journaux du parti républicain, notamment *La Tribune*.

Cabet participe aussi à la Commission de secours pour les détenus politiques<sup>82</sup>. Elle est composée de 25 membres environ, dont cinq femmes, et présidée, en septembre 1833, par Cormenin, par ailleurs vice-président de l'Association libre pour l'éducation du Peuple. Son secrétaire est Boissaye, mais c'est le trésorier, Fenet, qui a ici le rôle principal. La commission lève des fonds et organise avec l'Association pour la liberté de la presse une loterie et un bal patriotiques pour venir en aide aux prisonniers politiques de Clairvaux, de Poissy, de Bicêtre, du Mont Saint-Michel, de Sainte-Pélagie ou d'ailleurs, ainsi qu'à leurs familles. Pour les mois de mai à septembre 1833, Fenet déclare 13 900 francs de recettes<sup>83</sup>.

Le 22 décembre 1833, place Royale et rue des Fossés-Saint-Jacques, la police intervient pour faire cesser deux cours de

l'Association libre pour l'éducation du Peuple. Malgré les protestations de professeurs, les policiers dispersent les élèves ouvriers, baïonnette au fusil. Des scellés sont posés sur les salles. Le 26, un commissaire de police du quartier Saint-Jacques notifie à Cabet un arrêté pris par le préfet de police Gisquet dix jours plus tôt<sup>84</sup>. Toutes les réunions du comité central de l'Association comme celles des comités d'arrondissements sont interdites, étant dirigées, selon lui, dans un but politique :

«L'intention des membres de cette société est beaucoup moins de s'occuper d'instruire le Peuple que de donner à un grand nombre d'individus une sorte d'organisation militaire.»

Aux protestations de Lafayette et de Cabet à la Chambre, le 7 janvier, le ministre de l'Intérieur d'Argoutt répond que si rien de répréhensible n'a été constaté quant aux cours, au-dessus d'eux «s'est trouvée une association centrale qui s'est organisée par cohortes et par sections, qui a levé des souscriptions, qui a pour journal *Le Populaire*, journal républicain comme chacun sait, et pour secrétaire général M. Cabet». Tout est dit. Si le gouvernement désire qu'on instruisse le Peuple, «son devoir est d'empêcher qu'on le pervertisse<sup>85</sup>».

Le 24 janvier, Barthe, le ministre de la Justice, présente un projet de loi tendant à réglementer plus sévèrement le colportage des imprimés sur la voie publique et à exiger des crieurs une autorisation préalable de l'autorité municipale<sup>86</sup>. Après la lecture de son texte, sans descendre de la tribune, il demande à conserver la parole pour une autre affaire qui, selon toutes les apparences, en est la suite logique. Il évoque deux articles parus dans *Le Populaire* les 12 et 19 janvier 1834 sous les titres «La république est dans la Chambre» et «Crime des rois contre l'humanité» :

«Vous jugerez si le gouvernement pouvait, sans manquer à la défense de nos institutions et à l'ordre public, dont le maintien lui est confié, s'abstenir de réclamer de vous l'autorisation de poursuivre leur auteur.»

Dans le premier des deux articles, Cabet dénonce, une fois de plus, le «système de contre-révolution» adopté, selon lui, par le duc d'Orléans dès le 1<sup>er</sup> août 1830. Dans le second, il dénonce l'interdiction de débarquer au Havre opposée à 158 réfugiés polonais qui demandent le droit d'asile à la France. Il accuse nommément Louis-Philippe de collusion avec Nicolas, d'«avilir» et de «deshonorer» le pays en abandonnant les patriotes polonais à leur funeste sort.

Le 7 février, jour du vote de la loi sur les crieurs, d'Argoult monte à la tribune en brandissant une brochure de Cabet, *La République du Populaire*:

«Eh bien ! Si vous permettez de crier dans les rues ce journal détestable, anarchique, qui attaque tous les jours le Roi et nos institutions, c'est comme si vous n'aviez rien fait<sup>87</sup>.»

Le texte contre les crieurs publics est immédiatement voté. Le lendemain, les députés votent la levée de l'immunité parlementaire de leur collègue Cabet. Persil, le procureur général de Paris, obtient l'autorisation de le poursuivre pour les deux articles parus quelques jours plus tôt dans son journal.

Le 25 février, Barthe présente aux députés un projet de loi tendant à modifier l'article 291 du Code Pénal relatif aux réunions de plus de 20 personnes. Le ministre veut en aggraver les dispositions en le rendant applicable aux associations même si elles sont composées de sections de moins de 20 personnes. Il demande aux législateurs que soit frappé d'une peine d'un mois à un an

d'emprisonnement et de 50 à 1 000 francs d'amende tout membre d'association non autorisée ou dissoute. Il demande encore que les tribunaux correctionnels deviennent compétents pour juger les infractions à ces dispositions et non plus les jurys des cours d'assises parfois difficiles à convaincre. Il propose enfin que les attaques des associations contre la sûreté de l'État soient jugées par la Cour des Pairs. C'est en fait l'arrêt de mort de toutes les associations républicaines. Le texte est voté le 26 mars à la Chambre des députés, le 9 avril à la Chambre des Pairs. Avant même sa promulgation, le 10 avril, l'Association libre pour l'éducation du Peuple a déjà cessé son activité, comme la plupart des autres associations patriotiques. La guerre civile a commencé à Lyon. Cabet est sur la route de l'exil.

Le 28 février, son affaire est jugée. De nombreux soldats ont été déployés dans les environs du Palais de Justice, prêts à toute éventualité<sup>88</sup>. 50 ou 60 députés se sont déplacés pour soutenir sa cause: les républicains Lafayette, Dupont de l'Eure, Audry de Puyraveau, Cermenin, Arago, et beaucoup d'autres, mais aussi Laffitte et Odilon Barrot, membres de l'opposition constitutionnelle. Les avocats Marie et Garnier-Pagès ont plaidé qu'à travers la personne de l'un de ses membres, c'était un parti tout entier qui était attaqué. Malgré leur plaidoirie, les dix membres du jury (un propriétaire du faubourg Saint-Martin, un marchand de vin, un mercier, un épicier, un entrepreneur de bâtiments, un propriétaire de Vincennes, un avocat, un journaliste, un raffineur de sucre et un joaillier) jugent Cabet coupable d'offense envers la personne du Roi. Il est condamné à deux années d'emprisonnement, 4 000 francs d'amende, et à l'interdiction de ses droits civiques pendant deux ans. Persil, qui a porté lui-même la parole de l'accusation, est nommé ministre de la Justice quelques jours plus tard; l'avocat général Frank-Carré, qui l'assistait, est nommé pour le remplacer à la tête du parquet parisien.

La presse d'opposition est unanime pour dénoncer la démesure de la sanction et sa signification politique. Pour *La Tribune*, l'affaire est claire :

«La monarchie se rend justice. Elle avoue ne pas pouvoir subsister en présence d'une discussion libre et franche. Il faut que la pensée publique, manifestée par la presse, s'arrête devant la royauté comme devant l'arche sainte<sup>89</sup>.»

Une souscription est lancée pour payer l'amende et les dons affluent de partout : des journaux de Paris et des départements, des Associations de la presse de Perpignan, de Rouen, de Montpellier, de Bourges, de Riom, de Caen, d'Angers et de Belfort. Pour la seule ville de Dijon, l'ami de Cabet, Jules Pautet, parvient à recueillir 380 francs. Les donateurs sont majoritairement des ouvriers.

Le dimanche 23 mars, Cabet fait paraître, dans *Le Populaire* et dans *La Tribune*, une lettre intitulée «Pourquoi je m'exile?» De nombreux députés lui ont conseillé de conserver sa liberté, pour continuer *Le Populaire*, pour «y faire entendre un langage vrai et énergique». Il écrit :

«Sous les verrous, le pouvoir pourrait me rendre tout impossible.»

Sa décision a été prise lors d'une réunion chez le général Thiard. Les participants se sont engagés à lui verser une pension annuelle de 5 000 francs. Avant la fin du mois de mars, il est à Bruxelles. En passant la frontière, il rédige une lettre d'adieux, théâtrale, ambiguë aussi pour un pacifiste déclaré, deux semaines à peine avant les événements d'avril dont il aurait le pressentiment en quelque sorte. Elle est publiée dans *Le Populaire* :

« Dans quelques instants je vais quitter la France, cette France si généreuse et si menacée, ce Peuple si bon, si héroïque, qui fera tant de prodiges, et dont j'aurais voulu partager tous les périls quand aura sonné l'heure de défendre son indépendance et sa liberté. »

Quelques jours plus tard, le Conseil des ministres belge prend contre lui un arrêt d'expulsion. Le 2 mai 1834, sans l'avoir vraiment choisi, il s'installe à Londres, pour cinq longues années. Seul, ne parlant par un mot d'anglais, il sombre dans une sévère dépression. Il a 46 ans.

### **Voyage en Icarie**

Le 9 avril, les ouvriers lyonnais déclenchent une nouvelle insurrection politique et sociale avec le soutien des jeunes républicains de la Société des droits de l'Homme. Les combats violents s'étendent ailleurs dans le royaume, à Marseille, Saint-Etienne, Grenoble, puis Paris, le 13 avril. Le 14, ayant essuyé un coup de feu tiré depuis une barricade, les troupes de Bugeaud massacrent une douzaine d'habitants (hommes, femmes et enfants) au 12 de la rue Transnonain<sup>90</sup>. Le parti républicain, une fois de plus, est la cible unique de la répression. La Cour des Pairs mène l'enquête et engage les poursuites contre ses membres accusés d'avoir fomenté un coup de force contre le régime. Depuis Londres, Cabet fait paraître les 8 et 15 juin 1834 ses deux derniers éditoriaux du *Populaire*. Ils sont consacrés à ces événements : il déplore la brutalité de la répression déployée contre les ouvriers et les jeunes révolutionnaires républicains. À la fin de l'année 1834, son nom disparaît progressivement de la une puis des colonnes du journal qu'il a fondé un an plus tôt. En février 1835, il fait encore paraître à Paris une brochure, *La Justice d'avril. Lettre à M. Guizot*, éditée par Pagnerre. Thiers, devenu ministre de l'Intérieur, lance à la

tribune de la Chambre, le 22 janvier 1835, que le massacre de la rue Transnonain<sup>91</sup> a eu lieu parce que les soldats avaient craint que la justice régulière épargne les insurgés. Cabet écrit :

«Je vous le demande, concevez-vous rien de plus anarchique, de plus subversif de toute justice et de toute société, de plus froidement barbare que ce langage d'un ministre à la tribune<sup>92</sup>?»

C'est un cri de colère, le dernier texte publié en France avant longtemps, avant son retour en 1839. D'ici là, il est éliminé du paysage politique français<sup>93</sup>. En octobre 1835, *Le Populaire* cesse de paraître. Le journal ne survit pas aux lois de septembre contre la liberté de la presse. Depuis la fin du mois de juin 1834, les élections législatives ont éliminé beaucoup des amis de Cabet à l'extrême gauche de la Chambre : le général Thiard, Voyer d'Argenson, Nicod, Garnier-Pagès ou encore Audry de Puyraveau. Après leur débâcle politique, ce dernier vient visiter Cabet à Londres. Il le trouve gravement dépaycé, accablé de chagrin, d'ennui. Rentré à Paris, inquiet pour la santé de son ami, le député charentais convainc Denise Lesage de partir sans attendre pour l'Angleterre, avec sa fille Céline, pour le rejoindre<sup>94</sup>. Avec elles à ses côtés, malgré un préoccupant dénuement économique, Cabet connaît un relatif soulagement à l'amer isolement de l'exil et à l'affliction de l'impuissance politique.

Selon ce qu'il en dira plus tard, il aurait alors passé une vingtaine d'heures par jour à étudier, «sans être dérangé comme à Paris par le torrent des affaires». Il écrit beaucoup et vite. Ses notes de lectures sont souvent utilisées telles quelles. Il rédige plusieurs ouvrages à la fois, se recopiant les uns les autres : une *Histoire d'Angleterre*, une *Histoire universelle*, une *Histoire populaire de la Révolution française* et le *Voyage en Icarie*. Seuls les deux derniers sont publiés après son retour à Paris.

*L'Histoire populaire de la Révolution française* reprend assez largement (quatre volumes de 500 pages chacun) ce qu'il a déjà écrit dans *La Révolution de 1830*. L'hommage à Robespierre (et à l'œuvre des Montagnards en général) est toutefois plus appuyé, il condamne plus nettement encore la conjuration de Babeuf et des Égaux contre le Directoire. Il écrit :

« Robespierre est à nos yeux, depuis 1789 jusqu'au 9 thermidor, le plus fidèle organe de la Révolution, le plus véritable Représentant du Peuple ; il est, pour ainsi dire, la Révolution elle-même et le Peuple lui-même<sup>95</sup>. »

Babeuf, par contre, est décrit comme un opportuniste, inconstant et imprudent<sup>96</sup>. Sa conspiration aurait compromis pour longtemps la cause de la démocratie. Cabet récuse, dans son *Histoire populaire de la Révolution française* et plus encore dans le *Voyage en Icarie*, toute inspiration babouviste. À la British Library, il aurait découvert par hasard et lu en anglais l'*Utopie* de Thomas More et se serait alors demandé comment appliquer le principe de l'égalité à une grande société moderne. De cette méditation solitaire, il serait parvenu à la conclusion que la communauté des biens permet de résoudre tous les problèmes économiques, politiques ou sociaux. De là, il aurait commencé la rédaction du *Voyage en Icarie*. Non seulement il ne récuse pas le caractère utopique de son communisme, mais il le revendique, dès l'écriture du *Voyage* et tout au long des années 1840. Il soutient que son communisme ne doit rien à celui de la *Conspiration pour l'Égalité*, à la lecture et aux discussions autour du livre de Buonarroti<sup>97</sup>. Il y a des raisons d'en douter.

Le 12 juillet 1835, de nombreux prisonniers de Sainte-Pélagie parviennent à s'évader. Leur procès, celui des accusés d'avril, a commencé depuis le 5 mai. Cavaignac, Vignerte, Guinard,

Marrast, Berrier-Fontaine, Lebon et beaucoup d'autres, pour la plupart membres de la Société des droits de l'Homme, arrivent à Londres. Ils véhiculent avec eux les débats qu'ils avaient dans les prisons françaises, notamment sur le communisme de Babeuf et de Buonarroti. Cabet vit chez Berrier-Fontaine, qui a installé un cabinet médical au 8 Frith Street, Soho Square, au début de l'année 1837. Il fréquente alors plusieurs des premiers néobabouvistes arrivés à Londres depuis l'été 1835. Tout indique que le *Voyage en Icarie* est écrit contre leur programme politique, en opposition à leur impatience révolutionnaire.

Il est difficile de dire quand a commencé exactement la rédaction de l'ouvrage. Le récit lui-même donne deux dates : celle du moment où le protagoniste, William Carisdall, quitte Londres, le 22 décembre 1835, et celle de son retour en Angleterre, le 21 juin 1837. Des notes de lecture de Cabet à la British Library, prises au revers de prospectus datés de janvier 1837, transposées presque à l'identique dans les dernières pages du roman, permettent de penser que ces dates peuvent correspondre, à peu près, à celle de l'écriture du *Voyage en Icarie*<sup>98</sup>. L'ouvrage a la forme d'un roman car il doit être lu par les femmes, «qui seraient des apôtres bien autrement persuasifs si leur âme généreuse était bien convaincue sur le véritable intérêt de l'Humanité<sup>99</sup>». Cabet croit en leurs capacités particulières de prosélytes pour diffuser son communisme familial dans des fractions larges de l'opinion publique. Féminiser le mouvement communiste, c'est reconnaître la légitimité de leur aspiration à l'égalité mais aussi s'assurer, pense-t-il, que le mouvement sera mieux contenu dans les voies exclusives de la propagande légale et pacifique.

Le livre comporte deux parties principales. La première est le récit du voyage qu'a entrepris un jeune aristocrate anglais, très riche, âgé de 22 ans, Lord William Carisdall, dans un pays fort

lointain, quasi inconnu du reste du monde : Icarie. Au hasard de ses déplacements et de ses visites, la forme romanesque permet d'exposer d'une manière assez plaisante les divers aspects du fonctionnement de la Communauté qui a été instaurée dans ce pays une cinquantaine d'années plus tôt. La seconde partie, longue de 250 pages environ sur un total de 600, est plus austère et théorique. Cabet y donne un récit de l'établissement de la Communauté, du régime transitoire mis en place par les Ica-riens, de leur histoire. Il recense une série d'objections possibles qui sont immédiatement réfutées. Une troisième et dernière partie de 20 pages environ présente une synthèse des principes de la Communauté. Comme tout le roman, ils sont volontairement rédigés dans le style de la plus extrême simplicité. Cabet se fait fort « d'éclaircir les choses les plus embrouillées, de faire de la science sans le dire, et de tout faire comprendre en employant la langue vulgaire<sup>100</sup> », de ne rien écrire qui mette l'examen de son projet hors de portée du plus modeste des ouvriers.

De nombreuses notes datant de la rédaction du *Voyage* font état des inspirations littéraires de Cabet. Outre les anciens, Platon, Aristote ou la Bible, il a découvert à la British Library les voyages imaginaires de la modernité : l'*Utopie* de Thomas More, *La Nouvelle Atlantide* de Francis Bacon, *Oceana* de James Harrington, *La République ou la cité du Soleil* de Campanella ou encore *La Basiliade ou le naufrage des îles flottantes* attribué à Morelli. Souvent dans des ouvrages de seconde main, il étudie les philosophes des XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : Machiavel, Descartes, Hobbes, Locke, Leibnitz, Fénelon, Bossuet, Condillac, Helvétius, Montesquieu, Diderot, Voltaire, Rousseau, Mably, Filangieri, Bernardin de Saint-Pierre, Beccaria et bien d'autres encore. L'ouvrage qu'il consulte le plus est celui de Jean-Baptiste René Robinet, *La Bibliothèque de l'homme d'État et du citoyen ou*

*dictionnaire des Sciences morales et politiques*, 30 volumes in-4. Il utilise beaucoup Condorcet aussi. Parmi les révolutionnaires, il lit surtout Mirabeau et Sieyès. Il connaît les économistes Sismondi, Jean-Baptiste Say et Adam Smith. Dans *La Richesse des Nations*, il a noté :

« Dans les sociétés civiles, l'attention publique doit peut-être se porter vers l'éducation du Peuple plutôt que vers celle des gens que le rang et la fortune placent au-dessus de lui car il est très avantageux pour l'État que le Peuple soit instruit. Plus les classes inférieures sont éclairées, moins elles sont sujettes aux illusions de l'enthousiasme et de la superstition qui, parmi les nations ignorantes, occasionnent les plus affreux désordres<sup>101</sup>. »

Sa connaissance des penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle est limitée. Il lit Tocqueville et Victor Cousin, ainsi que les historiens Augustin Thierry et Guizot. Il utilise beaucoup *l'Esquisse morale et politique des États-Unis* d'Achille Murat qui constitue sa source principale sur la pensée du socialiste Robert Owen. À la suite d'une affirmation de Pierre Leroux, qui n'était pas un témoin direct, il a souvent été écrit que l'influence de Robert Owen ici sur la pensée de Cabet aurait été déterminante dès l'écriture du *Voyage en Icarie*. Or, les notes de lecture de Cabet à son propos sont très critiques : il tient le socialiste écossais pour un auteur matérialiste et athée. De plus, il ne lit pas l'anglais et il n'a pas rencontré Owen avant 1847.

« M. Owen, excellent homme, animé des meilleures intentions, ne paraît donc avoir aucun plan d'organisation sociale, et me paraît bien en arrière, je ne dis pas seulement de M. Fourier, mais de son compatriote T. More dont l'utopie est connue depuis plus de deux cents ans<sup>102</sup>. »

Il ne semble pas non plus qu'il ait beaucoup lu Fourier ni même Saint-Simon. Sur ce dernier, par exemple, il utilise un *Tableau des doctrines de Saint-Simon*, publié en deux volumes in-8. Ce type de lecture, d'accès facile, est assez caractéristique de sa manière de s'informer durant son séjour londonien.

Plus tard, au début des années 1850, Proudhon reprochera aux utopistes d'assigner un terme au progrès, de croire en une perfection finale de l'humanité<sup>103</sup>. C'est une lecture possible du *Voyage en Icarie*, mais ce n'est pas la seule. Les détails de la vie heureuse en Icarie ne sont pas programmatiques. Plan rationnel des villes, sûreté des moyens de transport, propreté des logements, agrément des jardins dont chacun dispose, confort des vêtements uniformes, précision des lois sur la nourriture ou la lecture, absence de monnaie, fonctionnement agréable des ateliers, discipline, rythmes légaux de la vie quotidienne, fêtes obligatoires, dimanches à la campagne, chasteté des relations amoureuses, bonheur amical ou familial : tout ce qui est décrit ne l'est qu'à titre d'exemple. L'objet principal de l'ouvrage est de déterminer les dispositifs politiques à mettre en œuvre pour que les citoyens d'un grand pays comme la France puissent connaître un jour un bonheur pareil à celui des Icaréens. Icarie est une «république démocratique» qui associe le fonctionnement d'une démocratie représentative à l'échelle nationale et celui d'une démocratie directe à l'échelon local : en quelque sorte, un régime où la Convention robespierriste et les assemblées de sections des sans-culottes auraient été pérennisées et seraient parvenues à un équilibre politique parfait<sup>104</sup>. Deux institutions dominent toutes les autres en Icarie : la représentation nationale composée de 2 000 députés, et les assemblées populaires qui rassemblent la totalité des citoyens dans chaque commune. Il n'y a pas de tribunaux. Les écoliers dans les écoles, les ouvriers dans les ateliers, les citoyens dans la commune se jugent entre eux.

Cabet rédige parallèlement une *Histoire populaire de la Révolution française*. L'Icarie a eu le bonheur de mettre un terme à sa révolution ; la France, elle, est soumise à d'incessantes convulsions. Le *Voyage en Icarie* est une proposition pour achever l'œuvre de Robespierre.

Cabet fait imprimer son *Voyage en Icarie* dès 1838, sans le faire publier. Il en adresse une copie à Voyer d'Argenson qui lui répond :

« Qu'ils sont rares, mon cher concitoyen, ces sentiments si purs et si élevés, vous êtes du petit nombre des hommes exceptionnels qui posent les bases de la civilisation future, et qui sont destinés à préparer son avènement<sup>105</sup>. »

Pagnerre, par contre, autre destinataire de cette première version imprimée, désapprouve vivement l'ouvrage et signifie d'emblée son refus d'en être l'éditeur. La réaction de Lamennais, qui lui aussi reçoit l'une des premières copies du *Voyage en Icarie*, est du même ordre. Dubitatif, l'auteur des *Paroles d'un croyant* écrit à Cabet, le 29 avril 1839 :

« Il y aurait aussi à examiner derechef et bien sérieusement les rapports de cette organisation avec la liberté, qui est aussi une loi de la nature humaine, et le premier élément de progrès. Vos réflexions sur ce point, souffrez que je le dise, ne m'ont pas tranquilisé complètement. »

Arago fait également partie des premiers lecteurs ; il est plus franchement hostile encore :

« Un bon mémoire sur l'organisation du travail serait plus utile que tous vos voyages dans le ciel à cette masse ouvrière que vous reconnaissez si malheureuse et pour laquelle vous annoncez tant d'amour<sup>106</sup>. »

Au début de 1839, Cabet reçoit plusieurs visites de Louis-Napoléon Bonaparte qui vient le consulter sur les possibilités de rapprochement avec le parti républicain<sup>107</sup>. Le 25 mars, il prend le temps d'épouser Denise Lesage à Marylebone. Quelques jours plus tard, il rentre en France. Prudemment, il ne se déclare pas publiquement communiste, pas encore.

## Le premier des communistes

Cabet débarque à Boulogne en avril 1839. Quelques jours plus tard, il s'installe à Paris, au 22 de la rue Saint-Benoît, dans le faubourg Saint-Germain. Sa priorité est de retrouver une place dans le parti républicain, ou du moins ce qu'il en reste. Il imagine un plan pour le réorganiser : la formation d'un grand comité public et l'achat du *National* pour en faire l'organe officiel de la « Démocratie française ». Il consulte Arago et Lamennais pour obtenir leur soutien. Il ne réalise pas à quel point ils lui sont devenus hostiles. Même si elle est tenue sous le boisseau pour l'instant, sa conversion au communisme pose un problème. Quand Arago lance une grande association pour la réforme électorale, Cabet n'est pas invité à y participer. Il est tenu à l'écart. Il ne compte plus pour rien.

En octobre 1839, il demande au Conseil royal de l'instruction publique l'autorisation d'ouvrir un cours d'Histoire universelle considérée dans ses rapports avec la législation et la philosophie. L'inspecteur général Rousseau, consulté, rend un avis défavorable :

«On ne peut disconvenir que M. Cabet s'est posé, il y a quelques années, dans les premiers rangs d'une opposition très marquée et dont les opinions sont ce qu'il est convenu d'appeler très avancées. Son nom seul et la nature du cours annoncé semblent promettre des leçons dans le même ordre d'idées et faire appel à des auditeurs portés à les partager<sup>108</sup>. »

L'autorisation n'est pas accordée. Il est sans occupation professionnelle. Il a contracté des dettes pendant l'exil (il doit rembourser 6000 francs) et il n'a aucune perspective politique.

### Réformistes et babouvistes

Il s'occupe alors de la publication de son *Histoire populaire de la Révolution française* chez Pagnerre. Malgré le prix élevé de 18 francs pour les quatre volumes, l'ouvrage est tiré à 6000 exemplaires. Avant la publication, il réécrit quelques pages consacrées à Babeuf : ce dernier n'est pas l'inventeur du communisme ; sa décision de tenter une insurrection en 1796 était une faute ; invoquer son nom comme celui d'un martyr de la démocratie est contraire aux intérêts du Peuple. Il reçoit aussitôt de vives réclamations des militants babouvistes.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1840, il publie chez Hippolyte Souverain la première version du *Voyage en Icarie* sous le titre discret de *Voyage et aventures de Lord William Carisdall en Icarie, traduits de l'anglais de Francis Adams par Th. Dufruit, maître de langues*<sup>109</sup>. Pendant cinq mois, il tient presque secrète la sortie de l'ouvrage afin de ne pas attirer l'attention des censeurs, d'attendre les premières réactions d'un public confidentiel et de préserver ses dernières chances de carrière dans le parti de la réforme démocratique. Il semble que ce soit Théodore Dézamy qui se charge de diffuser les premiers exemplaires de l'ouvrage dans les milieux communistes très peu nombreux du début de l'année 1840. Les temps

sont durs. En juin, Cabet tente d'emprunter de l'argent à Laffitte qui lui a souvent donné des «témoignages de bienveillance»: il essuie un refus.

Pendant ce temps, Arago, Lamennais, Garnier-Pagès, Martin (de Strasbourg), les hommes du *Journal du Peuple* et ceux du *National* développent le mouvement de la réforme à travers toute la France. Leur campagne a pour objet l'extension du droit de suffrage aux classes populaires présentée comme un préalable à l'amélioration de la condition ouvrière, à la mise en place d'une véritable législation sur «l'organisation du travail»<sup>110</sup>. Le 16 mai, Arago est à la tribune de la Chambre pour soutenir la revendication de la pétition, signée par 240 000 personnes. Celle-ci ne suscite qu'indifférence ou sarcasmes de la part de la majorité des députés. Le débat est bâclé en deux heures. Le 24 mai, une délégation de 1 000 ouvriers vient néanmoins remercier Arago à l'Observatoire. Cabet ne dit rien, il a été tenu en dehors de tout. De juin à août, sont organisés à Paris, puis dans les départements, d'immenses banquets pour soutenir la cause de la réforme électorale. Celui de Châtillon, le 31 août, réunit plus de 6 000 personnes. C'est à cette époque que le parti de la réforme et le parti communiste se séparent, de plus en plus nettement.

Le différend remonte aux mois de juin et juillet 1839, lors du procès de Barbès et de ses coaccusés, dont Blanqui, pour le complot des 12 et 13 mai attribué à la société secrète des Saisons<sup>111</sup>. L'accusation, soutenue par le procureur général de Paris, Frank-Carré, tente d'accréditer l'idée que Barbès et ses compagnons sont les nouveaux émules de Gracchus Babeuf. Son réquisitoire est publié. Le babouvisme est alors le nom du communisme. Il n'inquiète pas seulement les autorités: l'immense majorité des républicains repousse avec terreur cette référence révolutionnaire. Dans son rapport d'enquête à la Cour

des Pairs, après avoir eu accès aux papiers des accusés, Mérilhou lance l'alarme :

« Ce n'est plus seulement une révolution politique qu'on a en vue, c'est une révolution sociale ; c'est la propriété qu'il faut réviser, modifier, transférer<sup>112</sup>. »

Les avocats de Barbès, Arago et Dupont, réfutent l'accusation. En vain : Barbès est condamné à mort. À l'annonce de ce jugement, des centaines de jeunes gens manifestent dans Paris pour réclamer l'abolition de la peine de mort : quelques-uns, dont Richard Lahautière, sont arrêtés.

De 1837 au début de l'année 1839, Richard Lahautière et Albert Laponneraye ont publié un journal, *L'Intelligence*, qui peut déjà passer pour un journal d'inspiration communiste, même si le mot n'est encore guère utilisé<sup>113</sup>. En juin 1839, les deux hommes se séparent. Lahautière tente alors de publier avec Choron une revue mensuelle, *L'Égalité*. Seul le prospectus paraît en juin 1839 : les auteurs annoncent que Babeuf et Buonarroti seront leurs maîtres, que les « paroles et les écrits de ces martyrs sacrés » seront leurs guides. Toujours en juin, les deux hommes publient un *Petit Catéchisme de la réforme sociale* où ils préconisent la propriété collective des biens. Libéré en juillet sans jugement, Lahautière se retire en Suisse pour un an. Un des effets du procès contre les accusés de l'affaire des 12 et 13 mai 1839 est de susciter un intérêt toujours plus grand pour l'ouvrage de Philippe Buonarroti, *l'Histoire de la conspiration pour l'Égalité*, en passe de devenir le vade-mecum de tous les nouveaux militants révolutionnaires. Thoré, l'un des collaborateurs de Dupoty au *Journal du Peuple*, fait paraître, chez Pagnerre, un *Dictionnaire politique*. À l'article « Babouvisme », il déclenche l'attaque contre tous ceux qui aspirent à « enchaîner

l'activité humaine et le progrès», rêvent d'imposer l'égalité par la violence et la dictature révolutionnaire. Son article est repris dans les colonnes du *Journal du Peuple* et du *National* au plus fort de la campagne pour la réforme électorale. Ce n'est pas un appel à la discussion, c'est un avis de proscription : les réformistes combattent les babouvistes.

### **Comment je suis communiste**

C'est le moment que choisit Cabet pour publier le *Voyage en Icarie*. Jusque-là, le seul communisme est celui de Babeuf. Or, pour la première fois, le système de la Communauté est exposé dans de longs développements et surtout en récusant toute filiation avec la tradition révolutionnaire du complot et du coup de main violent. D'après Cabet lui-même, c'est à ce moment-là, au tout début de l'année 1840, que le terme de babouvisme est abandonné pour celui de communisme<sup>114</sup>. En mai 1840, Théodore Dézamy, professeur de grammaire à domicile, lance un journal réellement communiste : *L'Égalitaire, journal de l'organisation sociale*<sup>115</sup>. Sa devise : FRATERNITÉ ! ÉGALITÉ ! BONHEUR COMMUN ! Le préambule en est le suivant :

« Nous entendons par démocratie non pas seulement une forme politique, où le droit de suffrage n'est le plus souvent qu'un odieux mensonge ; ce que nous voulons surtout, c'est une organisation sociale où la chose publique appartienne à tous et profite également à tous. »

Seuls un prospectus et un premier numéro peuvent paraître, faute de lecteurs – moins d'une centaine. Au même moment, Jean-Jacques Pillot, précédemment inculpé pour avoir publié le journal *La Tribune du Peuple* sans avoir payé le timbre ni le cautionnement, fait paraître un brûlot sous le titre de *Ni château ni*

*chaumière, étude de la question sociale en 1840*. Cette brochure, vendue 30 centimes, donne le ton dès l'introduction :

«La terre n'appartient à personne, ses fruits n'appartiennent qu'à ceux qui la fécondent. Que si ces êtres souffreteux et tant méprisés jusqu'aujourd'hui viennent à douter de leurs forces, nous ajouterons : l'espèce parasite qui vous dévore est lâche et peu nombreuse ; vous êtes plus de deux cents contre un.»

Le 10 juin, au banquet réformiste de la barrière du Mont Parnasse, Pillot et Dézamy parviennent encore à se faire entendre et applaudir. C'est la dernière fois : les Égalitaires sont interdits de parole au banquet de la barrière du Maine, ainsi qu'à celui du V<sup>e</sup> arrondissement. Ils décident d'organiser à Belleville leur propre banquet. C'est la première fois en France qu'une manifestation se qualifie elle-même de communiste. Pillot, Dézamy, Dutilloy, Homberg, les principaux commissaires organisateurs sont chargés d'en rédiger et d'en publier le compte-rendu. Celui-ci porte en titre *Premier banquet communiste, le 1<sup>er</sup> juillet 1840*. 1 200 «prolétaires», paraît-il, sont présents.

«Depuis les aristocrates de la *Quotidienne* jusqu'aux radicaux du *Journal du Peuple*, tous les conservateurs sont en émoi : une ère nouvelle vient de commencer pour le monde. Un fait qui déjà a eu un long retentissement, et dont les résultats sont incalculables, un fait qui, dans les fastes du monde, dominera tous les progrès qui s'y sont inscrits jusqu'à ce jour, vient de se passer à Belleville. L'École égalitaire a pu planter, aux acclamations répétées et plus qu'enthousiastes de tous les assistants, le glorieux drapeau de la Communauté sociale<sup>116</sup>.»

C'est une déclaration de guerre contre les réformistes. La présidence de ce banquet aurait été proposée à Cabet. Il l'aurait

refusée, n'ayant pas même accepté d'y assister : il désapprouve ce type de manifestation qui aggrave les divisions dans le parti démocratique.

En septembre 1840, le mouvement des grèves ouvrières atteint son paroxysme à Paris. Les hommes de la presse réformiste proposent leur médiation entre les maîtres et les ouvriers. Ils échouent. Leur crédit dans le monde des ateliers en est durablement affecté. La troupe envahit Paris. Les meneurs ouvriers sont rapidement arrêtés et durement condamnés. Les policiers, enquêtant sur la participation des communistes, arrêtent Jean-Jacques Pillot, directeur de *La Tribune du Peuple*, pour provocation à la grève et instigation de coalitions. Le 15 septembre, l'ouvrier Darmès tire sur Louis-Philippe. La police cherche à démontrer l'existence d'un vaste complot et à faire porter la responsabilité de ce qui vient de se passer tant sur les réformistes que sur les communistes. Quelques jours plus tard, en octobre, Cabet décide que le moment est venu de lever le voile. Il annonce la prochaine parution du *Populaire* et publie deux courtes brochures aux titres parfaitement explicites, l'une de huit pages, l'autre de seize : *Comment je suis communiste* et *Mon credo communiste*.

Dans la première, il déclare se séparer de quelques-uns des communistes « prétendus ou vrais qui ont récemment attiré l'attention sur eux par leurs écrits et leurs actes ». Il proteste contre leurs doctrines « intolérantes, menaçantes, immorales »<sup>17</sup>. En revanche, il affirme son appartenance au parti démocrate, revendiquant plus que jamais les principes de la Révolution française, de la souveraineté du Peuple, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Il annonce qu'il a rédigé un programme, un plan qui expose l'organisation d'une grande société fondée sur le principe de l'égalité. Il annonce ouvertement, sans pseudonyme, qu'il a publié le *Voyage en Icarie*. Pour conclure, il définit sa ligne politique :

«Je suis réformiste plus que révolutionnaire ; je suis d'abord démocrate.»

Et il ajoute :

«Mais je ne suis ni hébertiste ni babouviste.»

Il déplore la rupture entre les communistes et les réformistes : elle s'est faite sans lui, malgré lui. Il choisit de se déclarer communiste, mais pour travailler à une propagande tolérable aux yeux des réformistes, pour tenter de leur faire accepter la discussion :

«Personne plus que le vrai communiste n'est ennemi de la loi agraire, du pillage, de l'injustice, de l'immoralité, de l'oppression et du désordre ; personne ne désire plus la justice, l'ordre véritable, la fraternité et le bonheur de tous les hommes.»

En novembre, il publie avec Dézamy une brochure de presque 100 pages : *Patriotes français, lisez et rougissez de honte, ou Opinion des journaux français et étrangers sur la question d'Orient, le traité du 15 juillet et la guerre, discours de la Couronne, pièces diplomatiques, etc.* Au même moment, il publie avec Richard Lahautière une *Biographie populaire de l'armée*, apologie des généraux de l'Empire sans la moindre allusion au communisme. En décembre, une adresse lithographiée circule dans Paris : des ouvriers lui demandent de reprendre la publication de son ancien journal. Le nombre de signatures n'est en rien comparable à celui que peut atteindre une pétition réformiste : ils sont 700 seulement à promettre de s'abonner. Dans le contexte difficile des arrestations causées par l'attentat de Darmès, c'est assez cependant pour que Cabet commence à engager les premières dépenses en vue de faire renaître *Le Populaire*. Le projet est de rassembler

tous les écrivains communistes, de faire l'union entre toutes les tendances du communisme ou, pour le dire autrement, d'imposer à tous les communistes une direction unique, son autorité exclusive. Le 14 mars sort le premier numéro du *Populaire de 1841*, accompagné d'un prospectus. Il faut payer 50 000 francs de cautionnement pour faire paraître un journal hebdomadaire à Paris. Faute d'en disposer pour le moment, Cabet doit se contenter d'une parution mensuelle.

Le journal porte diverses mentions sous son titre : *Journal de réorganisation sociale et politique, Association communautaire ; Égalité = Fraternité, Liberté = Unité ; Éducation = Moralité, Travail = Ordre*. Le prospectus du 14 mars 1841 se présente comme un manifeste politique :

« *Le Populaire* sera démocrate, réformiste, socialiste et plus spécialement communiste. Il défendra la Communauté, mais en demandant son établissement par l'opinion publique avec un régime transitoire et préparatoire. La justice, la morale, la tolérance, la fraternité seront ses guides philosophiques. »

Le même message continue sur les deux pages : la Communauté ne peut pas être établie par la violence mais par l'opinion publique et par la loi ; elle ne peut être établie que progressivement, en adoptant un régime transitoire qui ressemble de très près à une république robespierriste ou plutôt, même si l'expression n'est pas encore consacrée, à une république « démocratique et sociale ». Le journal comprend deux parties : l'une politique, dont la place est réduite dès les premiers numéros, l'autre sociale qui s'étend progressivement sur tout le contenu. Cette deuxième partie est celle où Cabet entend présenter et défendre son système communautaire. Mais *Le Populaire* étant l'organe de l'utopie icarienne, il compte bien y traiter aussi les questions d'organisation

du travail, des salaires, des associations ouvrières, des coalitions, du mouvement ouvrier dans toutes ses formes. Le journal est conçu comme un instrument pour conquérir l'opinion publique ouvrière, une tentative pour convaincre les «travailleurs» de croire en l'action publique, politique et sociale, légale et pacifique :

«N'est-ce pas outrager la raison que de parler d'égalité et de fraternité quand quelques-uns accaparent tous les bénéfices de la société, en ne laissant à la masse que les charges, les fatigues, les périls, l'ignorance et la misère? Oui, le Peuple veut l'égalité et la fraternité: mais il les veut avec toutes leurs conséquences raisonnables.»

Cabet ne cantonne pas son lecteur dans l'abstraction pure, dans le seul rêve de l'utopie lointaine. Au travail de propagande en faveur de l'utopie est associé l'engagement immédiat dans le réel. Dès le prospectus de mars 1841, dès l'annonce des intentions politiques, il apparaît que la propagande icarienne n'est pas un appel à l'inaction extatique, mais un vrai outil d'éducation populaire, de formation au débat, un moyen de mise en marche du progrès social – «l'instruction et la moralisation du Peuple».

En octobre 1841, quand il publie *Ma ligne droite ou le vrai chemin du salut pour le Peuple, Lettre à Jules, jeune ouvrier*, la plus importante de ses brochures cette année-là, il présente le même programme :

«Rester indifférent à la politique c'est abandonner son sort aux autres, aux partis; c'est se livrer au torrent, au hasard; c'est se faire esclave, mouton, brute; c'est être insensé dans son intérêt personnel, et coupable dans l'intérêt général quand on pourrait le servir<sup>18</sup>.»

Plus loin, il ajoute :

« Tout le monde en convient maintenant, c'est la réforme sociale qui est l'objet principal, le but, tandis que la réforme politique n'est que l'accessoire, le moyen, l'instrument. La misère et l'esclavage tourmentent le Peuple ; à la fois, le travail et le pain lui manquent en même temps que l'éducation et les droits du citoyen ; toutes les émeutes sont sociales aujourd'hui ; et les questions sociales sont les seules qui désormais vont être à l'ordre du jour, pour trouver enfin le meilleur système d'organisation de la société<sup>119</sup>. »

Cabet fait parvenir le premier numéro de son journal à tous les organes de la presse parisienne. Trois seulement daignent en rendre compte<sup>120</sup>. L'hostilité du *Propagateur*, le journal ministériel, n'est pas une surprise :

« Cette feuille corruptrice, rédigée par un homme dont le nom n'est que trop connu en politique, M. Cabet, est remplie de mensonges atroces pour dénigrer le Gouvernement du Roi. D'une audace immense, il invente des contes plus sots les uns que les autres, dont on révoque l'authenticité en les lisant. »

Le mauvais accueil des rédacteurs du *Nouveau Monde industriel*, journal fouriériste, est en revanche inattendu :

« Donc l'opinion des communistes aura désormais son organe. Nous nous en félicitons, car la discussion démontrera jusqu'à l'évidence que le triomphe des communistes, loin de constituer un progrès, nous ferait reculer vers la barbarie, et que le principe d'égalité et de communauté, loin d'harmoniser les intérêts de tous, prépare une haine et une division qui ne pourraient se terminer que par une lutte aveugle et une effroyable anarchie<sup>121</sup>. »

Les rédacteurs ouvriers du journal *L'Atelier* sont les seuls à se montrer plutôt curieux et bienveillants :

«M. Cabet a publié, le 14 mars, le premier numéro d'un journal destiné à l'exposé de la doctrine du communisme. Nous pourrions donc savoir ce qu'est cette doctrine, et la discuter s'il y a lieu. Ce journal est d'abord, dit-il, démocrate et réformiste, nous nous entendrons parfaitement sur ces deux points. Quant à la Communauté, c'est une doctrine, une théorie philosophique, et elle a le droit à un examen impartial, au même titre que le Saint-Simonisme et le Fouriérisme.»

Pour les autres, l'indifférence est totale: pas un mot dans *Le Journal du Peuple* ou dans *Le National* sur la naissance ou la renaissance du *Populaire*. Rien. Pour Cabet, c'est pire encore que le débat mal engagé avec les fouriéristes.

### **Gagner la confiance des ouvriers**

De février à juillet 1841, Cabet soutient une polémique de grande ampleur avec *Le National*: il publie diverses brochures, plus de 300 pages en tout, sur une question qui, théoriquement, n'a rien à voir avec le communisme pacifique. L'objet du différend est la construction des fortifications autour de Paris, commanditée par Thiers en septembre 1840, à l'époque où ce dernier était encore ministre. L'extrême gauche dénonce un embastillement de Paris. Le 21 janvier, Lamartine soutient également ce point de vue, avec éloquence. Le texte est néanmoins voté le 1<sup>er</sup> février par les députés. *Le National* soutient, comme Thiers, que Paris ne peut être laissé à découvert en cas d'invasion du territoire français. Cabet entre dans la bataille contre le journal républicain le plus important du moment. Il publie d'abord, coup sur coup, trois brochures dont les titres livrent pratiquement tout le contenu: *Le National nous perd par son aveuglement sur les Bastilles*; *L'Embastillement est la ruine de Paris et de la France*; *Dialogue entre M. Thiers et un courtisan*. Les trois textes sont

distribués à tous les journaux de Paris et à 44 journaux libéraux des autres départements. Dès la parution du premier, deux journaux réagissent. Le 23 février, *Le Commerce* parle de Cabet comme de l'un des «hommes les plus sincères et les plus éprouvés» du parti radical<sup>122</sup>.

Le même jour, les rédacteurs du *Journal du Peuple* se félicitent de sa prise de position :

«Cet écrit se distingue, comme toutes les publications de M. Cabet, par la lucidité, l'ordre, le raisonnement, un style net et populaire, et par l'éminent et consciencieux civisme qui anime cet homme de bien.»

Le 1<sup>er</sup> avril, dans *La Revue du Progrès*, Louis Blanc ose, pour une fois, dire tout le bien qu'il pense de Cabet :

«Nous devons à M. Cabet, au nom de la majorité du parti radical, de solennels remerciements pour le zèle, le courage, l'inébranlable constance qu'il a mis à repousser, dans une série de vigoureuses brochures, un projet aussi téméraire que funeste<sup>123</sup>.»

Le 10 avril, Thomas, l'un des fondateurs du *National*, sort enfin de sa réserve ; le ton est plein de fiel : Cabet est présenté comme «un fort honnête homme, incapable de faire sciemment le mal», mais qui, «arrêté dans sa carrière par divers désagréments, est devenu chagrin, morose et soupçonneux jusqu'à la manie».

*Le Commerce*, *Le Journal du Peuple*, *Le Charivari* insèrent une réponse de Cabet à l'attaque dont il se dit victime. Il écrit une très longue lettre à Jules Bastide, du *National*, accompagnée d'une sommation d'insérer cette dernière dans son quotidien. C'est un récit autobiographique tout à sa gloire. Il n'est évidemment pas

question pour le journal de publier ce texte. Le 5 mai, Cabet fait paraître une nouvelle brochure de 112 pages, *Le National traduit devant le tribunal de l'opinion publique par M. Cabet, ancien député*. Il en sort deux tirages à 1 000 exemplaires vendus à bas prix. Il paie des annonces dans six journaux pour en signaler la publication. Dans ce texte de pure polémique, il accuse son adversaire de lui prêter des opinions qu'il n'a jamais eues en usant lui-même de ce type d'allégations. Le 16 juin, il reçoit une lettre signée de X..., un rédacteur du *National* :

«C'est à vous, monsieur, à vous en personne, que s'applique l'épithète de lâche et de misérable... Ce n'est plus un cas de presse comme vous dites ; c'est un outrage direct et personnel que je vous fais.»

En clair, il est convoqué sur le champ de tir. Presque aveugle, il n'est pas homme à aller tirer au pistolet. Il publie encore une brochure de plus de 50 pages, *Procès de M. Cabet contre Le National et duel proposé*, puis une autre, *Nouvelle réponse de M. Cabet aux nouvelles attaques du National*... Un procès a lieu le 10 juillet ; il est gagné par «l'ancien procureur général de la Corse», comme le désigne *Le National* qui est condamné à insérer la défense du plaignant dans ses pages. Le texte de Cabet est publié le 13 juillet. À compter de ce moment, les rédacteurs du *National* optent pour le mépris, ne parlant plus de lui ou de son communisme ; ils s'y tiendront jusqu'en 1848. La dimension donnée par Cabet à cette polémique, sur un objet aussi marginal, peut sembler démesurée, voire délirante – une gesticulation désespérée pour tenter de se faire remarquer dans le paysage politique. En fait, les enjeux sont nombreux. C'est d'abord l'occasion pour lui de regagner une partie de la célébrité qu'il a perdue pendant les années de l'exil. C'est aussi l'occasion de regagner la sympathie d'une partie des

réformistes qui ne se reconnaissent pas tous, tant s'en faut, dans les positions du journal de Bastide et Thomas, même si c'est le patriote des années 1830 plutôt que le communiste des années 1840 qui est reconnu et soutenu dans cette occasion. C'est enfin, et peut-être surtout, le moyen de gagner en autorité dans les milieux ouvriers de Paris, d'apparaître comme le premier et le plus dévoué des porte-parole de la cause populaire. Dans beaucoup d'ateliers en effet, *Le National* apparaît de plus en plus comme un organe de presse hostile à la classe ouvrière. C'est l'adversaire qu'il fallait à Cabet pour gagner rapidement en popularité.

Cette polémique porte aussi une part d'ambiguïté. Le contexte n'est pas celui d'une menace militaire venue de l'extérieur, de Russie ou de Prusse, mais d'une menace intérieure : l'actualité récente est celle des grèves de l'automne de 1840 ; les fortifications sont dressées pour prévenir le risque de révolution sociale. Les ouvriers de Paris sont implicitement suspectés de menacer en masse l'ordre social voire le pays tout entier. Cabet se défend d'être un révolutionnaire, mais l'image du pacifiste sincère est nécessairement brouillée après ces mots :

«Le Gouvernement ne veut pas fortifier Paris contre l'Étranger, mais seulement embastiller la révolution d'accord avec les puissances étrangères<sup>124</sup>.»

Les fouriéristes lui apportent leur soutien. *Le Nouveau Monde* évoque «les preuves irrécusables de son dévouement et la pureté de ses intentions<sup>125</sup>». Dès le 10 mai, *La Phalange* publie un avis favorable, à peine réservé :

«Nous sommes fort loin de partager les opinions politiques et sociales de M. Cabet, qui est l'apôtre de la communauté égalitaire ; mais nous nous plaignons à rendre hommage à l'austère intégrité et à la parfaite loyauté d'un homme

qui, dans toute sa carrière politique, a fait preuve du désintéressement le plus complet et de l'abnégation la plus entière<sup>126</sup>. »

Plus important, de nombreuses pétitions de soutien circulent dans les quartiers de l'est parisien. Des milliers d'ouvriers lui déclarent leur confiance, comme ces 84 « concitoyens » qui écrivent :

« En soutenant une cause vraie et nationale, vous arrachez le masque des traîtres et des parjures ; honneur à vous ! Nous avons confiance en l'avenir, le temps approche où la réparation la plus complète justifiera votre conduite. Quant à celle de vos provocateurs et lâches adversaires, elle est jugée<sup>127</sup>. »

92 « chefs-ouvriers » du faubourg Saint-Antoine lui écrivent également à propos des « vrais principes qui feront un jour le bonheur de l'humanité » :

« Ils n'hésitent pas à déclarer que vous êtes à leurs yeux l'homme qui les a le plus nettement et le plus rationnellement expliqués. Ils ont la certitude, citoyen, que vous continuerez avec le même désintéressement la pénible tâche que les souffrances du Peuple vous imposent, et que vous n'accueillerez qu'avec le mépris les insolentes bravades de quelques insensés, crétiens superbes qui s'imaginent posséder le pouvoir de retenir ou précipiter les masses sans autre secours que leur puissante volonté<sup>128</sup>. »

D'autres adresses circulent encore dans les quartiers Popincourt, des Quinze-Vingt... Au moment où il polémiquait avec *Le National*, Cabet publie ses *Douze lettres d'un communiste à un réformiste sur la Communauté*, entre le 26 mai 1841 et le 18 février 1842. Il s'agit d'une brochure de 186 pages en tout, dont certaines parties feront l'objet de nombreuses rééditions tout au long de la

décennie. Mais, dans l'immédiat, elle produit beaucoup moins d'effets que la polémique avec *Le National*.

### **Rassurer la bourgeoisie**

Le 28 octobre 1841, Cabet publie un texte essentiel : *Ma ligne droite ou le vrai chemin du salut pour le Peuple*, une brochure de 64 pages, vendue 30 centimes. Manifeste contre le recours à la violence, la détention d'armes, les journaux clandestins, les rassemblements, les sociétés secrètes et même les banquets publics, c'est en réalité une déclaration de guerre aux communistes néo-babouvistes. Fort de son regain de popularité, Cabet entreprend la lutte contre tous les communismes qui concurrencent le sien.

La première rupture, plutôt subie que voulue, est celle qui intervient avec Richard Lahautière. Ce dernier l'a rejoint après son retour de Suisse vers la fin de l'année 1840, à peu près à la même date que Dézamy. Les deux hommes pensent qu'ils ont intérêt à s'associer au vieux militant républicain pour publier rapidement un journal communiste hebdomadaire. L'idée est de détourner la loi sur le cautionnement en faisant paraître quatre mensuels différents, avec quatre bureaux et quatre rédactions différentes, paraissant chacun à une semaine d'intervalle, ce que Cabet refuse tout net : il veut tout diriger et tout contrôler seul, dans les moindres détails. Lahautière n'a pas de grande divergence idéologique avec l'auteur du *Voyage en Icarie*. En mars 1841, il cesse pourtant de se présenter rue Saint-Benoît, prétextant des problèmes de santé. À distance, par l'intermédiaire d'amis communs, il le consulte sur l'éventualité que paraisse un deuxième journal communiste en complément du *Populaire*. Cabet désapprouve de nouveau. Lahautière ne tient pas compte de cette réponse et publie, dès avril, un ouvrage de doctrine communiste : *La Loi sociale*. En mai, il

fait paraître le premier numéro de *La Fraternité*. Selon Cabet, ce journal aurait 300 souscripteurs environ, presque tous également abonnés au *Populaire*. Dans la première livraison, Lahautière argumente sa décision de fonder un deuxième journal communiste :

« Que ceux qui, comme nous, ont arboré ou arboreront le drapeau de la Communauté nous laissent parler et ne craignent de notre part ni confusion ni guerre intestine. C'est un devoir à tous d'élever la voix ! Quiconque est animé d'une conviction doit la manifester : plus une croyance a d'organes, plus elle peut faire de prosélytes<sup>129</sup>. »

Il ajoute :

« Quelques amis nous ont demandé si notre journal serait le drapeau d'une direction politique. Nous ne prétendons diriger personne. »

*La Fraternité* n'est pas conçue comme un journal d'opposition au *Populaire*, pas même comme un journal concurrent. En retour, Cabet n'a de cesse, en revanche, de terrasser ce nouvel adversaire. Lahautière a invoqué le dévouement de Babeuf et de Buonarroti, « ces martyrs modernes d'une idée éternelle ». Pour Cabet, c'est intolérable.

En juillet 1841, un journal d'ouvriers communistes est créé à Lyon, *Le Travail*. Dans le premier numéro, on trouve un article qui ne peut que fortement lui déplaire :

« Un nouvel organe communiste, *La Fraternité*, vient d'être fondé à Paris par M. Lahautière. Nos lecteurs, pour la plupart, connaissent par les écrits ou personnellement ce jeune défenseur de la cause populaire ; ils savent combien il est méritant par le talent et les généreux sentiments de son cœur. Nous ne voyons donc qu'avec la plus vive satisfaction l'œuvre qu'il entreprend et qui

doit, entre ses mains, rendre d'importants services à la Démocratie. *Le Populaire*, cependant, a jugé autrement que nous la création de ce nouvel organe de la Communauté, et il pose la question ainsi : "ou ce second journal parlera dans le même sens que *Le Populaire*, ou il parlera dans un sens contraire. Dans le premier cas, il est inutile ; dans le second cas, il sera nuisible en divisant". Nous sommes convaincus de la loyauté et du désintéressement de M. Cabet ; il en a donné et il en donne tous les jours encore trop de preuves pour qu'il soit permis d'en douter. Mais nous pensons qu'il se trompe. »

En septembre 1841, les rédacteurs du *Travail* sont mis en cause dans une affaire de société secrète à Lyon, sans véritable fondement, semble-t-il. Ils en appellent à Cabet, auquel ils demandent d'être leur défenseur. Ce dernier refuse. Ils sont condamnés. Leur journal cesse de paraître en octobre, après seulement quatre numéros. Une partie de leurs lecteurs s'abonne au *Populaire*.

La situation s'aggrave. En juillet 1841, des ouvriers créent à Paris un quatrième journal communiste, *L'Humanitaire, Organe de la science sociale*<sup>130</sup>. Il n'y a que deux numéros, l'un en juillet et l'autre en août. L'initiateur et le gérant de cette publication est Gabriel Charavay, un bonnetier originaire de Lyon. *L'Humanitaire* affiche une doctrine très différente de celles des trois autres journaux communistes. Ses rédacteurs sont ouvertement matérialistes. Ils rejettent explicitement les « idées spiritualistes diamétralement opposées à la doctrine de la Communauté égalitaire ». Ils proposent le voyage continuuel autour de la Terre pour favoriser le « mélange le plus intime de la race », le changement de travail tous les jours pour éviter la monotonie et tout attachement individuel. Les hommes de *L'Humanitaire* appellent à l'insurrection immédiate, à la destruction des villes, et au rejet des institutions que sont le mariage et la famille. L'hostilité qu'ils suscitent est unanime. Les ouvriers de *L'Atelier* sont horrifiés. Lahautière

écrit que ce ne sont pas là les véritables principes communistes. Cabet produit une nouvelle brochure, *Réfutation de L'Humanitaire demandant l'abolition du mariage et de la famille*. Celle-ci est vendue dix centimes seulement. Selon lui, répandre de telles conceptions ne peut que renforcer les pires préventions contre la Communauté. Ce qu'il ne dit pas, c'est que les hommes de *L'Humanitaire* infiltrent les cours icariens. Dans une séance réunissant 80 personnes, ils tentent de semer le trouble et d'engager la discussion sur leurs positions. Cabet envoie Dézamy les débusquer. Ce dernier propose un vote pour couper court à la discussion ou plutôt au chahut organisé. Les humanitaires refusent :

« Ici nous nous élevâmes contre la souveraineté du nombre, disant que tant qu'il y aurait un citoyen non convaincu, on ne pourrait pas voter, et dès que tous le seraient, il n'y aurait plus besoin de vote. »

La lettre où Charavay raconte à son ami May l'expédition chez les icariens est saisie par la police après l'attentat Quénisset et elle est lue en entier devant la Cour des Pairs par Bastard de l'Étang, le rapporteur de l'affaire<sup>131</sup>.

En août 1841, un prospectus pour la parution d'un nouveau journal communiste, *Le Communautaire*, circule dans Paris. Cabet intervient immédiatement :

« Repoussons aussi les élucubrations immorales de ces hommes légers et mal intentionnés qui livrent au public tout ce qui, passant par leur étroit cerveau, leur semble d'autant plus merveilleux que cela révolte le bon sens, que cela est plus hypothétique, plus contradictoire, plus profondément absurde, plus monstrueux et plus cynique, plus inepte et plus dégoûtant. De tels hommes sont un véritable fléau pour les idées nouvelles<sup>132</sup>. »

En septembre 1841, il publie une brochure de 32 pages, *Réfutation ou examen de tous les écrits ou journaux contre ou sur la Communauté, par M. Cabet. Réfutation des trois ouvrages de l'abbé Constant*<sup>133</sup>. Ce dernier est en prison. Cabet le décrit comme une âme malade, un homme chassé de partout, un misérable. Il évoque à son propos des dérèglements et des «dévergondages de l'imagination». Il dénonce les élucubrations violentes de l'ecclésiastique, il s'applique à défaire le lien ainsi noué dans l'opinion publique entre ce type de discours délirant, haineux, vengeur, ésotérique, imitant la péroration des religieux les plus fanatiques, et la cause du communisme. Selon Cabet, l'urgence pour les communistes est de rassurer :

«L'écrivain communiste ne s'efforce point de surprendre et d'enflammer l'imagination et les haines ardentes ; il ne s'adresse qu'aux sympathies fraternelles et à la raison saine et calme<sup>134</sup>.»

### **Contre la lutte des classes**

Le 13 septembre éclate l'affaire la plus grave de la fin de l'année 1841. Ce jour-là, le duc d'Aumale, de retour d'Afrique, entre dans Paris à la tête du 17<sup>e</sup> régiment d'infanterie par la porte du Trône. François Quénisset, un scieur de long de 27 ans, et quelques ouvriers sont réunis chez le cabaretier Colombier, rue Traversière, où ils ont coutume de venir boire la goutte et écouter la lecture des journaux. Cette fois, comme souvent, ils ont trop bu. Ils s'excitent les uns les autres. Ils décident d'aller manifester leur colère, armés, sur le passage du cortège militaire faubourg Saint-Antoine. Quand le duc d'Aumale arrive, Quénisset tire. Il est aussitôt pris. Les autres s'enfuient. Quénisset les dénonce. Le 15 septembre, devant le juge d'instruction Perrin, l'inculpé, en

larmes, affirme appartenir à une société secrète, les Ouvriers éga-litaires. Des perquisitions sont immédiatement effectuées chez tous ceux qu'il met en cause. Chez Colombier, par exemple, sont saisis un extrait du *Livre du Peuple*, l'*Acte de société de la Boulangerie véridique*, les *Déjeuners de Pierre*, la brochure *Ouvriers, associez-vous !*, un prospectus du journal de la réforme électo-rale, une *Religion Saint-Simoniennne*, une *Déclaration des droits de l'Homme*, 72 numéros du *Journal du Peuple*, 14 du *National*, deux du *Populaire*, un *Nouvelliste* et une *Histoire populaire de la Révolu-tion française* par Cabet. Interrogé, Colombier répond :

«Je sais à peine lire, et ne lis jamais les journaux, parce que je n'ai pas le temps. C'est le choix des buveurs du quartier<sup>135</sup>.»

Quénisset dénonce aussi un maître ébéniste du faubourg Saint-Antoine, Bouzer. La police découvre chez ce dernier une *Histoire des Révolutions*, dix exemplaires des *Douze lettres d'un commu-niste à un réformiste*, sept exemplaires du *Populaire*, dont deux du même numéro, deux volumes d'une *Histoire de la Bastille*. Il est considéré comme un «colporteur, distributeur et propagateur» de ces pièces, «toutes rédigées dans un esprit démocratique». Il est appréhendé.

L'arrestation la plus surprenante est celle de Dupoty, le rédac-teur en chef du *Journal du Peuple*, publication retrouvée chez les principaux accusés – celui qui l'écrit doit donc être coupable. Frank-Carré, procureur général de Paris préfère démissionner plutôt que d'avoir à soutenir une telle accusation. Il est remplacé par Hébert qui n'a pas ses scrupules. Une commission d'enquête est mise en place à la Cour des Pairs. Les hommes désignés pour en faire partie, Pasquier, Persil, Barthe, Rossi, de Cazes, d'Argout et le comte de Bastard, le rapporteur, sont connus pour leur zèle

en faveur du régime plus que pour leur souci de la justice. Le procès s'ouvre devant la Cour des Pairs, le 18 novembre. Pour le comte de Bastard, l'affaire est simple. Le communisme est l'aboutissement logique des idées réformistes :

« De progrès en progrès, l'opinion réformiste est arrivée au système de la Communauté simple<sup>136</sup>. »

Il cite, en séance, la *Septième lettre d'un communiste à un réformiste* et le *Voyage en Icarie*. Il affirme que des hommes « d'une logique plus rigoureuse encore », des « nouveaux Babeuf », en ont conclu à l'urgence de substituer une forme de société à une autre. Il évoque longuement les théories de *L'Humanitaire* :

« On reconnaît aisément que le communisme ne se rattache plus à aucune supériorité intelligente, qu'il ne peut plus aspirer au titre de secte, et que ce n'est qu'un piège, qu'un guet-apens tendu à des natures incultes et sauvages qu'on enivre des plus dégoûtantes doctrines. [...] Qu'on ne s'y trompe pas : si elles sont impuissantes à élever, à fonder quoi que ce soit pour un jour, pour une heure seulement, elles savent enfanter le délire qui pousse au crime, qui ne recule pas devant l'assassinat, que l'idée même de massacre ne révolte pas<sup>137</sup>. »

Mais les communistes ne sont pas encore assez nombreux en 1841 pour constituer l'enjeu majeur d'un tel procès. Hébert désigne donc Dupoty comme l'âme véritable du complot, les autres accusés n'étant que des subalternes ; « c'est lui surtout qu'il faut punir ! ». Le 23 novembre, Dupoty est condamné à cinq ans de prison. Le malaise est général dans la presse parisienne, y compris dans la presse ministérielle. À compter de cette date, les journaux cessent de rendre compte des débats à la Cour des Pairs, où l'on vient d'inventer le délit de complicité morale pour

un rédacteur dès lors qu'un criminel a pu entendre quelque part la lecture de son journal. Quénisset est condamné à mort. Colombier aussi, mais il bénéficie d'une commutation de sa peine le 9 janvier 1842. Bouzer est acquitté. Cabet n'est pas même inquiété. Il publie en décembre une brochure de 68 pages : *Pourvoi en cassation devant la postérité contre l'arrêt de la Cour des Pairs sur l'attentat Quénisset*. Il s'agit de protester contre la peine infligée à Dupoty. Quant à Quénisset, il n'a pas de mot assez dur pour le flétrir et le condamner : « mauvais sujet, ivrogne, querelleur », « méchant, craint de ses camarades », « condamné à six mois de prison pour avoir donné un coup de couteau à un marchand de vin »...

En le dénonçant avec tant de force, Cabet exhorte les ouvriers communistes à développer les vertus qui lui ont si complètement manqué : ils ont à gagner en respectabilité, à se comporter en modèles de tolérance et de droiture, à se moraliser et à s'éduquer. Ils ont à gagner la confiance et la sympathie de la bourgeoisie.

Dans *Le Populaire* du 23 décembre 1841, il lance un appel pressant aux ouvriers pour qu'ils abandonnent définitivement la violence et les sociétés secrètes :

« Soyez hommes à principes plutôt que révolutionnaires ! Ne cherchez votre force que dans la discussion, dans la conviction, dans l'opinion publique, dans la volonté nationale. »

Il est entendu. À l'initiative du tailleur Firmin Favard, une *Adresse de vingt communistes à leurs frères* est imprimée et donnée à signer dans Paris. C'est le document fondateur d'un mouvement qui ne s'appelle pas encore icarien, mais qui se détache de plus en plus nettement du babouvisme. Il est publié dans *Le Populaire* le 30 janvier 1842 ; à cette date il a recueilli plus de

1 600 signatures. Favard commence par des considérations assez éloignées de l'exaltation utopiste :

« On dit que nous voulons vivre comme des paresseux sans rien faire. Cela n'est pas vrai ! Nous voulons travailler pour vivre et nous sommes plus laborieux que ceux qui nous calomnient. Mais tantôt le travail nous manque, tantôt il est trop long et nous tue ou ruine notre santé. Le salaire est insuffisant pour nos besoins les plus indispensables. Ce salaire trop faible, le chômage, les maladies, les impôts, la vieillesse qui arrive si vite pour nous, nous jettent dans la misère. Elle est horrible pour un grand nombre d'entre nous. Il n'y a point d'avenir pour nous et nos enfants. Ce n'est pas vivre ! Et cependant c'est nous qui sommes les producteurs de tout, sans nous les riches n'auraient rien ou seraient forcés de travailler pour avoir du pain, des habits, des meubles et des logements. C'est injuste ! Nous voulons une autre organisation du travail ; c'est pour cela que nous sommes communistes. »

La suite du texte décrit un processus de conversion, de renoncement à la violence et à l'action clandestine :

« Nous sommes si malheureux, si désespérés, nous tenons si peu à la vie d'aujourd'hui que nous étions prêts à crier comme les Lyonnais : "Vivre en travaillant ou mourir en combattant !" Beaucoup d'entre nous étaient disposés à recourir à tous les moyens comme les aristocrates et les bourgeois nous en ont donné l'exemple ; les moyens les plus énergiques leur semblaient les plus courts et les meilleurs ; mais *Ma ligne droite* nous a ouvert les yeux ; tous les procès aussi. Nous voyons bien maintenant que nous ne pouvons pas conspirer, nous autres malheureux ouvriers, qui sommes sans expérience et dénués de tout ; nous ne faisons que des victimes. »

La conclusion est explicitement une déclaration d'adhésion au combat de Cabet contre les babouvistes :

« Nous sommes décidés à suivre la *Ligne droite*, à renoncer aux sociétés secrètes, à tout ce qu'on peut appeler complot, émeute, attentat. Nous sommes décidés à suivre les voies légales, l'opinion publique, la volonté générale. Nous sommes décidés à nous instruire, à nous moraliser toujours d'avantage, à pratiquer l'union et la fraternité. Nous sommes décidés à forcer les bourgeois et les riches à nous estimer et à écouter nos réclamations<sup>138</sup>. »

Au-delà de l'adhésion au légalisme et au pacifisme c'est un renoncement au conflit avec la bourgeoisie. Ce communisme est exempt du projet d'aggraver l'antagonisme social, la discorde et la haine entre les classes. C'est au contraire une proposition alternative de réconciliation et de pacification de la France, cinquante ans après la Révolution de 1789, une doctrine de collaboration entre les classes sociales. L'union entre tous les citoyens est la seule option conforme à l'esprit républicain. Cabet le dit dans *Ma ligne droite*:

« Je suis profondément convaincu que l'intérêt du Peuple est de fraterniser toujours, quoiqu'il arrive, avec la bourgeoisie, la Garde nationale et l'armée, comme l'intérêt de celles-ci est de fraterniser avec le Peuple<sup>139</sup>. »

Pour Théodore Dézamy, c'en est trop. Il s'éloigne de Cabet à la fin de l'année 1841. Il y aurait une question de salaire à l'origine de la rupture: Cabet n'est pas riche, il ne peut offrir à Dézamy que 400 francs par an pour sa collaboration au *Populaire*. Il lui procure également un emploi de correspondant à Paris pour un journal de province, ce qui lui apporte 120 francs supplémentaires. Prétextant déjeuners et dîners de travail, Cabet l'invite à sa table aussi souvent que possible. Il propose de chercher un nouveau logement, plus grand, où il pourrait l'héberger. Ce n'est pas assez. Dézamy quitte Paris et fait savoir à son ancien employeur qu'il n'y gagne pas assez pour vivre en travaillant pour *Le Populaire*.

Le 18 février 1842, il écrit à Cabet :

« C'est une erreur de croire que le concours de la bourgeoisie soit indispensable au triomphe de la communauté. »

Cabet lui répond :

« Dans toutes les révolutions, ce sont toujours les bourgeois qui ont été l'âme, la tête, la direction, tandis que les prolétaires n'ont été que les bras ; en prairial et en floréal, les ouvriers ont été joués, trompés, vaincus, écrasés pour un demi-siècle, parce qu'ils marchaient sans la bourgeoisie et même contre elle ; aujourd'hui même le communisme n'existerait pas sans les bourgeois qui dirigent le Peuple dans les journaux et partout. [...] Je soutiens que le Peuple n'est qu'un mot, une illusion, une déception, le néant, tant qu'il n'y a que des individus isolés, sans union, sans direction, sans discipline ; que jamais les prolétaires ne feront rien, absolument rien, sans union et sans unité et même sans le concours de la bourgeoisie ; que l'intérêt des prolétaires n'est pas de repousser la bourgeoisie en la traitant avec dédain et mépris, haine et menace, mais au contraire de faire alliance avec elle, de la ménager, de la gagner<sup>140</sup>. »

C'est le début d'une âpre polémique entre les deux hommes. En avril, Dézamy commence la publication, sous la forme de livraisons hebdomadaires, de son *Code de la Communauté*, un ouvrage de près de 300 pages très hostile à Cabet, attaquant explicitement les fondements du système icarien. La référence au babouvisme est claire : Dézamy propose l'abolition immédiate de la propriété individuelle, la destruction de toutes les villes existantes, de vider les campagnes de tous leurs habitants et de regrouper tout le monde dans des communes de 10 000 habitants.

« Plus de ménage morcelé ! Plus d'éducation domestique ! Plus de familisme<sup>141</sup> ! »

Les Égaux vivront dans des logements de célibataires, tous identiques, comprenant trois pièces : une chambre à coucher, un cabinet d'étude avec vue sur la campagne, un laboratoire. Les vêtements seront les mêmes pour tous. L'auteur décrit un monde obsédé par la propreté, d'une extrême frugalité, où la communauté ne laisse pourtant « à ses enfants chéris » aucun vœu à formuler. Pour Dézamy le monde d'Icarie est un « monde bâtard et de juste milieu » prodiguant à ses membres tout un fatras de choses inutiles :

« Ce n'est pas au Peuple à se faire bourgeois, mais à la bourgeoisie à se faire Peuple<sup>142</sup>. »

Le 22 avril 1842, Cabet publie contre son ancien secrétaire une brochure en réponse au *Code de la Communauté* sous le titre de *Propagande communiste ou questions à discuter et à soutenir ou à écarter*. Dézamy publie en retour une violente diatribe : *Calomnie et politique de M. Cabet. Réfutation par des faits et sa biographie*. Cabet y est accusé de vanité, de jalousie, d'envie, d'intolérance : un ambitieux qui aspire à la gérontocratie, un falsificateur, un palinodiste, un escroc détournant les fonds confiés par les actionnaires du *Populaire*, vendu à la bourgeoisie et à Louis-Philippe. Cabet répond, le 26 juillet, en publiant une des plus méchantes brochures de toute sa carrière : *Toute la vérité au Peuple, ou réfutation d'un pamphlet calomniateur, par M. Cabet, ex-député, ex-procureur général, publiée par une commission au nom de l'assemblée générale des actionnaires du Populaire*. La commission de correspondance du *Populaire* à Lyon refuse de distribuer cette brochure de 114 pages, où Dézamy est qualifié de roquet, de crapaud, de goujat, de Pygmée, de discutailleur, d'être un homme de désordre, lié à des espions de la police, un

intrigant, un «ultra-communiste» et, insulte suprême, un Robert Macaire<sup>143</sup>.

«Que diraient les hommes du Peuple dont les convictions sont faibles encore, écrivent-ils à Cabet? Pourraient-ils croire à la fraternité lorsqu'ils verraient les principaux apôtres de cette doctrine se déchirer et se jeter de la boue à la face<sup>144</sup>?»

Cette attitude déclenche la publication d'une nouvelle brochure: *Utile et franche explication avec les communistes lyonnais sur des questions pratiques*. L'autorité de Cabet en tant que chef des communistes ne souffre d'aucune contestation.

En septembre 1842, il réunit une nouvelle assemblée générale des actionnaires du *Populaire*. Il lui semble que les expressions de «doctrines icariennes», «systèmes ou principes icariens», «cours icariens» sont plus favorables pour faire de la propagande que le seul nom du communisme, «parce qu'elles rappellent l'idée du système développé dans le *Voyage en Icarie*, c'est-à-dire de la souveraineté du Peuple, de l'égalité, de la fraternité, du mariage, de la famille, de la régénération sociale par la discussion, par la persuasion, par la puissance de l'opinion publique<sup>145</sup>». L'assemblée générale adopte à l'unanimité le titre de «communiste icarien». Le nom du communisme, qui effraie tant la bourgeoisie, n'est donc pas abandonné, son écho reste puissant dans la classe ouvrière. Mais, vers la fin de l'été 1842, la plupart des communistes en France sont des Icariens. Cabet a réussi à évincer presque complètement tous les communismes concurrents, au risque de passer pour un endormeur.

## « Une grande famille organisée »

En droit, le communisme icarien est une affaire commerciale ; dans les faits, il est beaucoup plus que cela : c'est un réseau, un mouvement, une religion, un « parti »<sup>146</sup>, une nouvelle forme d'organisation militante, à la fois politique et sociale<sup>147</sup>. Ceux qui adhèrent à cette « école » du communisme, à cette « secte », pour reprendre les mots de Cabet lui-même, le manifestent en participant à la vente du *Populaire* et des brochures qui lui sont associées, ce sont les seules activités autorisées, les seules qui puissent accéder à une visibilité.

### **Tout donner pour Icarie**

Cabet cherche désespérément de l'argent. Il sollicite en permanence l'engagement financier de ses « coreligionnaires ». Les comptes du *Populaire* sont publiés avec précision, au moins jusqu'en 1844, tant que l'existence du journal (autant dire la pérennité du communisme icarien) n'est pas assurée. Mesurer l'efficacité de la propagande icarienne par l'étude des finances du *Populaire* est donc possible, avec des réserves cependant. *Le Populaire de 1841*, comme

les brochures, sont souvent lus à haute voix devant un public impossible à évaluer : chez le marchand de soupe ou au cabaret, à l'atelier pendant le travail, ou le soir, devant une assemblée plus vaste, ou encore le dimanche, à la campagne, lors d'un pique-nique organisé par des dizaines de familles icariennes. Le journal et les brochures sont donnés, prêtés, partagés, payés à plusieurs dans une intention de prosélytisme. Certains Icariens plus riches ou plus zélés prennent plusieurs abonnements au *Populaire* et achètent les brochures en nombre, distribuant ensuite gratuitement ces exemplaires aux néophytes qui manquent encore de conviction. Mais toute l'entreprise repose sur la capacité de Cabet à gagner des adhésions à son communisme et à maintenir une mobilisation financière de ses disciples. La situation économique du journal donne des indications sur sa propre évolution dans le temps, son extension dans l'espace français et même européen, ainsi que sur l'engagement militant de son lectorat<sup>148</sup>. Pour certains lecteurs du *Populaire*, l'achat du journal et des brochures représente une dépense non négligeable : le prix du pain pendant la première quinzaine de janvier 1848 est fixé à 28 centimes le kilogramme pour un pain de deuxième qualité. C'est à peu près le prix d'un exemplaire du *Populaire*. Le prix de vente au numéro est de 25 centimes, mais la vente au numéro est en principe interdite ; il faut s'abonner. Jusqu'en avril 1847, l'abonnement annuel coûte trois francs, soit environ le prix d'une journée de travail pour un ouvrier parisien ; il est de douze francs après cette date, quand le journal devient hebdomadaire. La durée des abonnements est réduite au minimum légal : il est possible de souscrire pour un mois seulement, c'est-à-dire pour un seul numéro. Un journal comparable, visant le même public, *L'Atelier*, est vendu au même prix dans les mêmes conditions. L'achat d'un journal quotidien comme *La Démocratie pacifique* est hors de portée pour la plupart des

lecteurs du *Populaire*, son abonnement annuel coûtant 60 francs. Pendant six ans, à cause du cautionnement exigé (50 000 francs pour publier un journal hebdomadaire à Paris), Cabet doit se résoudre à une parution strictement mensuelle du *Populaire*. Cette situation permet en fait une lecture assidue et complète à un public pauvre. À partir du 4 avril 1847, *Le Populaire* est imprimé à Rouen, où le cautionnement requis pour une parution chaque semaine ou même plus souvent encore est de 12 500 francs<sup>149</sup> Cabet y a nommé un gérant : le négociant Caudron.

Il est possible, sinon probable, que ce changement de périodicité ait accompagné une évolution du lectorat, les lecteurs étant alors de plus en plus recrutés dans la classe des ouvriers qualifiés plutôt bien payés, tandis que les travailleurs les plus démunis sont progressivement marginalisés dans le mouvement icarien. Ce phénomène est énoncé presque explicitement dans les documents de propagande. Ainsi, dans *L'Almanach icarien pour 1847* :

« Ce sont les ouvriers les plus intelligents, les plus généreux, les plus estimables et les plus braves qui sont communistes<sup>150</sup>. »

Implicitement, il est dit aussi que la foi icarienne transforme et améliore ses adeptes. C'est une des évolutions du communisme icarien entre 1841 et 1848. Cette mise à l'écart des plus impécunieux, des plus imprévoyants ou des moins disposés à tout donner pour Icarie, perdure après la révolution de février ; elle est même renforcée par la décision d'émigrer en Amérique.

Pour financer son journal et couvrir ses pertes, Cabet crée, en mars 1841, une société en commandite par actions. Celle-ci sera définitivement constituée quand les 100 premières actions de 100 francs chacune, divisibles en coupons de dix francs, seront placées. Son objectif est de réunir un capital de 30 000 francs,

en plus du cautionnement de 50 000 francs requis pour rendre *Le Populaire* hebdomadaire à Paris ; ce qui est en réalité inatteignable. En juin 1844, 13 000 francs en coupons sont souscrits, 10 000 francs seulement sont effectivement payés, tous sous la forme de coupons. C'est un huitième de l'objectif initial après trois ans de luttes intenses. En 1845, les actionnaires lancent une souscription générale à Paris, qui rapporte en quelques jours plus de 7 000 francs. En novembre de la même année, 25 000 francs sont souscrits par plus de 1 000 actionnaires. Le 13 février 1848, les Icariens parviennent à réunir la somme de 50 000 francs, dix jours avant la révolution de février et la suppression de fait des lois de septembre 1835 limitant la liberté de la presse.

Le journal est tiré à 2 000 exemplaires au moment du lancement en mars 1841, mais il y a beaucoup d'invendus dès les premiers numéros. Produire un numéro du journal coûte environ 290 francs : outre le timbre à cinq centimes qui représente à lui seul un tiers du coût total (environ 100 francs pour chaque numéro), il faut payer la composition, le tirage, le papier, le pliage, la mise sous bandes, la poste ou les autres modes de distribution, comme les colporteurs. La première année, pour onze numéros et le prospectus du lancement, Cabet engage 4 417 francs pour un produit de 2 400 francs, soit une perte supérieure à 2 000 francs. Avec un tirage à 2 000 exemplaires, si la totalité pouvait en être vendue, la recette devrait s'élever à 5 000 francs ; or les exemplaires donnés, gâtés, échangés et surtout invendus lui coûtent très cher, plus de la moitié de cette somme. Il en va de même pour les brochures. En 1841, il a publié dix brochures sur la question d'Orient, six sur les Bastilles et contre *Le National*, 19 sur la Communauté. La publication de ces brochures lui coûte 2 000 francs. Certaines de ces publications ne trouvent pas preneur ; c'est le cas, par exemple, de la brochure de 68 pages sur

l'affaire Quénisset dont Cabet lui-même reconnaît qu'elle s'est très mal vendue, « quoique d'un grand intérêt ». Elle lui coûte 500 francs à elle seule. Le tirage des brochures à cette époque se situe entre 700 et 1 000 exemplaires.

En janvier 1842, le tirage du *Populaire* n'est plus que de 1 500 exemplaires. Il faut attendre juin 1844 pour qu'il s'établisse de nouveau à 2 000. À cette date, il est toujours publié à perte. En juin 1844, Cabet avoue un déficit de 800 francs pour 4 880 francs de dépense pour l'année écoulée. Le montant des recettes s'élève donc à 4 000 francs : il est deux fois plus élevé qu'en 1842. Ce n'est que vers la fin de 1844 et surtout en 1845 que la situation s'améliore vraiment, l'opiniâtreté du chef des Icariens étant ainsi récompensée. En mars 1845, le tirage atteint 2 500 exemplaires, puis 3 000 au début de l'automne. Depuis 1841, c'est le nombre d'exemplaires à vendre pour atteindre l'équilibre financier. Il a fallu cinq ans d'engagement militant pour y parvenir. En 1846, *Le Populaire* est tiré à plus de 4 000 exemplaires chaque mois, un tirage à comparer avec ceux de la presse contemporaine, républicaine, réformiste ou socialiste. L'administration de l'enregistrement et des domaines, chargée de collecter l'impôt sur le timbre, calcule une moyenne de tirage de 3 018 exemplaires par numéro pour *Le Populaire* en 1845<sup>151</sup>. Les moyennes pour *Le National*, *La Démocratie pacifique* et *La Réforme* sont respectivement de 4 017, 2 247 et 1 696 exemplaires par numéro. Bien que ceux-ci soient des quotidiens, chaque édition du *Populaire* a un tirage qui atteint ou dépasse celui de ces journaux durant l'année 1846. Pour *La Fraternité de 1845* et pour *L'Atelier*, mensuels comme *Le Populaire*, on enregistre des tirages respectifs de 1 589 et 705 exemplaires. La production de *L'Almanach icarien*, tiré d'abord à 8 000 en 1842, puis à 10 000 exemplaires dès 1843, est entièrement et rapidement vendue chaque année : les recettes et les

frais sont d'emblée en équilibre. Ces ventes de *L'Almanach icarien* permettent d'attester, s'il en est besoin, que les Icariens sont largement plus nombreux que les lecteurs payants du *Populaire*.

La rédaction du journal revient à Cabet seul. Dans le projet initial, il prévoit de s'entourer d'écrivains communistes, mais à aucun moment il ne parvient à réellement déléguer l'écriture du journal avant 1848. Son obsession de tout contrôler, et en premier lieu les contenus de son journal, le maintient dans une solitude rédactionnelle à peu près totale. Entre 1841 et 1847, seuls six auteurs signent des articles dans *Le Populaire*. Ils sont si peu nombreux qu'ils peuvent tous être cités : Désirée Claye publie deux articles sur le communisme en Angleterre, Antonio Watrison, Jules Morand et Charles Régnier signent chacun deux articles sur le monde du travail, Charles, pseudonyme de Louis Krolikowski, signe deux articles avec Cabet sur les relations entre le communisme et le christianisme, et enfin Albert Laponneraye, le seul écrivain important que Cabet ait jamais réussi à convaincre de travailler avec lui, rédige cinq articles, en 1842, sur les relations internationales. Le projet est loin de sa présentation initiale dans le prospectus de mars 1841 :

«Le directeur appellera le plus grand nombre possible de collaborateurs qui partageront ses opinions, ses principes et son dévouement. Les questions, le système et l'ensemble du journal pourront se discuter dans les conférences de chaque semaine, qui donneront toujours des lumières; mais pour obtenir et conserver l'unité de doctrine, le directeur décidera seul de l'admission des articles, et tous paraîtront sous sa responsabilité morale, en même temps que sous la garantie des signatures des auteurs.»

Ce n'est pas une collaboration qu'il propose aux auteurs qui voudraient le rejoindre, mais une allégeance idéologique, une

subordination totale. Obsession du contrôle jaloux, ostentation du dévouement, exaltation du sacrifice à la cause populaire, cette monopolisation de la rédaction et de la direction du *Populaire* par Cabet est la marque d'un relatif échec politique.

### **« Cabet a plusieurs des qualités d'un chef de secte »**

En revanche, l'organisation qu'il met en place pour diffuser *Le Populaire* est une réelle réussite. Sous le prétexte de distribuer légalement un journal et des brochures, les communistes icariens participent à un mouvement intellectuel et politique (voire religieux par certains de ses aspects) remarquable de cohésion pour cette époque. C'est sans doute la réussite la plus probante de Cabet entre son retour d'exil en 1839 et la révolution de 1848. Il organise ses militants dans un système de cercles concentriques dont il est lui-même le centre, se mettant une fois de plus en situation de contrôle absolu. À travers ce dispositif de centralisation extrême, il parvient à maintenir une orthodoxie doctrinale rigoureuse parmi tous ceux qui se réclament de son communisme. Il ne crée pourtant pas un parti de type totalitaire ou une secte religieuse fanatique. Le monde des communistes icariens qu'il organise est tout en nuances, complexe, très marqué par la personnalité des hommes autour desquels il se développe : plus viril et ouvrier ici, plus familial et festif ailleurs, plus mystique ou plus revendicatif selon les histoires et traditions locales, plus égalitaire ou plus paternaliste selon les régions.

Paris se distingue des autres départements par la présence physique de Cabet : en 1846, un tiers des abonnés au *Populaire* sont des Parisiens. D'après une information publiée dans le journal le 28 août 1846, sur 2 745 abonnés au *Populaire*, 952 habitent Paris, 1 038 le département de la Seine. Ces Icariens parisiens

ne sont pas tous aussi proches de leur chef, ils s'organisent selon quatre à cinq niveaux d'engagements et de responsabilités politiques.

Les hommes du premier cercle sont presque tous des ouvriers, des hommes appartenant à l'élite de leurs métiers. Ils constituent la garde rapprochée de Cabet, les Icariens les plus sûrs, les premiers à se rallier à son communisme dès 1841. À force de le fréquenter presque chaque jour, d'être reçus chez lui, de prendre la parole en public à son invitation, ils acquièrent de grandes capacités d'influence intellectuelle, morale et politique parmi leurs semblables. Ils forcent le respect de leurs pairs et sont très influents. Le plus célèbre de ces travailleurs communistes est Martin Nadaud, maçon creusois inculte, quasi analphabète, humble ouvrier avant de rencontrer Cabet. Loin d'être un Icarien fanatique, subissant d'autres influences, il n'oublie jamais ce qu'il lui doit pour son instruction morale et politique. Il lui voue une reconnaissance définitive et une amitié indéfectible. Élu député de la Creuse après la révolution de 1848, il reste proche du *Populaire* jusqu'en 1851, avec ostentation, en signant des articles pour le journal, malgré une atmosphère anticomuniste très lourde après juin 1848. Quand Cabet part définitivement en Amérique, après le coup d'État, c'est lui qui est chargé de veiller sur Denise et Céline, depuis Londres où il subit lui-même l'exil. Dans ses *Mémoires de Léonard*, écrits à la fin de sa vie, il restitue le chaleureux accueil reçu au domicile de Cabet un dimanche matin de 1842 :

« En entrant dans le salon, nous étions là, debout, attendant ses ordres. Il tenait encore à la main la serviette et le rasoir dont il venait de se servir. Il nous donna à chacun une forte poignée de main, puis il nous parut ému de joie en nous voyant convenablement vêtus, l'air sérieux : "Ah ! Messieurs, dit-il, si vos adversaires vous connaissaient, vous désarmeriez leur critique ;

votre tenue, votre maintien sont ceux des gens les mieux élevés”. Jamais je ne l’ai vu aussi souriant : sa belle figure toujours grave, douce et fine était ravissante de contentement. »

Les hommes que Cabet fait venir chez lui, ce jour-là, sont chargés de démarcher des personnalités (Louis Blanc, George Sand, Proudhon) pour l’aider à financer le journal. Nadaud poursuit :

« Le soir, en allant rendre compte des résultats de nos démarches, le grand salon de la rue Jean-Jacques Rousseau était bondé de monde, et ce fut encore Favard qui porta la parole ; il s’en acquitta avec un talent que chacun de nous lui connaissait. En ce qui me concerne personnellement, ces conversations élevées, sérieuses, jointes au frottement de gens plus instruits que moi, transformaient mes habitudes gauches et mon esprit privé de toute culture<sup>152</sup>. »

Ce récit permet de percevoir la nature des liens entre Cabet et les hommes qu’il met en avant, qui ont toute sa confiance, et ce qui motive la fidélité dont il est payé en retour. Firmin Favard, dont Nadaud évoque le souvenir, est sans doute le plus remarquable d’entre eux. Nadaud le décrit par ailleurs comme « un superbe garçon qui, à force d’études, était devenu très fort dans toutes les questions sociales<sup>153</sup> ». C’est un ouvrier tailleur. Il est l’auteur principal de la pétition qui a circulé sous le titre d’*Adresse des vingt ouvriers à leurs frères*, charte véritablement fondatrice du communisme icarien à Paris, par laquelle des centaines d’ouvriers parisiens ont signifié publiquement, en décembre 1841, leur adhésion aux principes de moralisation et d’instruction, ainsi que leur refus de la violence et des sociétés secrètes. Favard est également l’initiateur de la plupart des adresses de soutien au chef des communistes icariens attaqué par les néobabouvistes. En 1844, il fait partie d’un groupe de neuf actionnaires

du *Populaire* réunis pour publier une *Adresse de la Commission parisienne pour Le Populaire aux communistes lyonnais* et surtout *Les Masques arrachés*<sup>154</sup>. Quand Cabet envoie ces hommes en mission vers Proudhon, Louis Blanc, Villegardelle, Pierre Leroux ou d'autres pour solliciter leur aide, Favard est toujours celui qui prend la parole au nom de ses camarades. Un jour, après l'avoir reçu, Louis Blanc s'écrie, admiratif :

«Je voudrais entendre plus souvent des conversations comme celle que nous venons d'avoir ensemble. Ce serait pour nous, hommes de lettres et de salon qui avons si souvent à prendre votre défense, d'une bien grande importance<sup>155</sup>.»

En 1846, Firmin Favard épouse Céline Cabet. Cabet est réellement heureux de ce mariage. Le respect, l'estime, l'amitié qu'il éprouve à l'égard de ces ouvriers parisiens sont sincères même s'ils sont fortement teintés de paternalisme. Malheureusement, Firmin Favard décède brutalement en 1847, alors qu'il devait superviser la première avant-garde chargée d'aller fonder Icarie en Amérique. Le 11 avril 1847, Cabet lui rend hommage dans *Le Populaire* :

«Celui que l'étendue de son intelligence, la rectitude de son esprit, la beauté de son âme, la bonté de son cœur, la fermeté et l'énergie de son caractère, nous avaient fait aimer assez pour en faire notre gendre, celui qui partageait complètement nos opinions et nos sentiments, celui qui nous accompagna dans nos voyages à Toulouse et à Lyon, Favard, vient de nous être enlevé, le 30 mars, à l'âge de vingt-sept ans, après une longue maladie et d'horribles souffrances, supportées avec un rare courage, victime comme beaucoup de travailleurs d'une détestable organisation sociale, victime aussi, peut-être, de son dévouement à la cause populaire. Plus de quatre cents personnes l'ont accompagné le surlendemain au champ du repos.»

Parmi les hommes les plus proches de Cabet, outre Firmin Favard, figurent Louis Bourgeois et Ducreux, tailleurs tous les deux, co-gérants du *Populaire* avant que le journal ne soit publié à Rouen en 1847. Membres de commissions diverses, actionnaires du *Populaire* souvent mis en avant, le bottier Desty, le commis négociant Louis Maillard, le bijoutier Jules Prudent, le boulanger Jacques Robillard, l'horloger Félix Simon font également partie de ses plus éminents disciples. Desty est le responsable du magasin icarien à Paris, où sont rassemblées toutes les affaires des migrants au moment de leur départ en Icarie à partir de l'été 1848. Simon est membre de la commission d'administration du *Populaire* jusqu'en 1849. Maillard est le secrétaire de la *Société fraternelle centrale* en mars 1848. Prudent est le chef du premier grand départ icarien en Amérique en novembre 1848. Jean Robillard devient actionnaire du *Populaire* en 1844. Il est élu membre de la commission des actionnaires et signe une adresse publiée dans le journal icarien la même année ; il collecte des fonds pour les souscriptions lancées par Cabet en 1845 et 1846 ; en 1847, il est parmi les 150 premiers admis dans la société constituée pour organiser le départ en Icarie, l'avant-garde icarienne, mais il ne partira pas ; en février 1848, il est chef de barricade, puis membre du bureau de la *Société fraternelle centrale*, le club de Cabet, dont il est le vice-président ; il est candidat aux élections législatives d'avril 1848 sur la liste du *Populaire*, puis élu officier de la Garde nationale ; du 27 février 1848 au 17 décembre 1848, il est le gérant du *Populaire*, puis, après cette date, co-gérant avec Jean-Pierre Béluze jusqu'au 18 mars 1849 ; en 1849, il est membre de la commission d'administration du *Populaire* avec Simon, Chamero, Béluze et Krolikowski. En 1849, il devient le gérant de la *Révolution Démocratique et Sociale* et s'éloigne quelque peu des Ica-riens. Jean-Pierre Béluze qui épousera Céline Cabet, la veuve de

Favard, en 1862, n'est encore qu'un jeune ouvrier ébéniste dans les années 1840. Il apparaît pour la première fois comme actionnaire du *Populaire* en 1844.

Nés avant 1800, Joseph Chameroy et Louis Krolikowski, quant à eux, sont plus âgés, et ce ne sont pas des ouvriers. Le premier est un voyageur de commerce de Joinville. Il se distingue avant tout par son efficacité de propagandiste, il est l'un de ceux qui contribuent le plus à faire connaître le communisme de Cabet en dehors de Paris. Il est, semble-t-il, à l'origine de l'idée de publier un almanach icarien. Il a parfois recours au pseudonyme de Chaville<sup>156</sup>. Louis Krolikowski use lui aussi d'un pseudonyme : Charles. Ancien officier de l'armée polonaise, diplômé de l'université de Cracovie et bon connaisseur du Saint-simonisme, il est réfugié politique en France depuis 1839. Proche d'abord des fouriéristes, il rencontre Cabet dès le début des années 1840 et rédige avec lui, en 1842, des articles pour *Le Populaire* sur les liens entre le communisme icarien et le christianisme. Il est sans doute l'un des principaux inspirateurs de l'ouvrage de Cabet paru en 1846, *Le Vrai Christianisme suivant Jésus-Christ*. Quand Cabet quitte la France entre décembre 1848 et le début de l'année 1851, Krolikowski assure les fonctions de rédacteur en chef du *Populaire*. Il se brouille avec Cabet en 1852, à propos d'une brochure théocratique publiée sans concertation préalable. Dans les années 1860, il devient le vice-président de *l'Alliance polonaise de toutes les croyances religieuses* qui s'est fixée pour but la réconciliation entre les juifs et les catholiques polonais. Il meurt aux États-Unis en 1879, mais à New-York et non en Icarie<sup>157</sup>.

Aux côtés de ces hommes de premier plan, ils sont des dizaines à militer assidûment en faveur des doctrines icariennes : signant et faisant signer des pétitions ou adresses, collectant des fonds pour *Le Populaire* quand sont lancées des souscriptions diverses,

prenant des coupons pour la société en commandite par actions, assistant à diverses réunions. Parmi les noms souvent mentionnés dans le journal figurent ceux des tailleurs Aron, Duthy, Saint-Amand, Crozat, Wocquefen, des frères Saugé, du bottier Dabat, du tailleur de limes Montagne et de beaucoup d'autres encore. Cabet a gagné la confiance de ces hommes ; leur zèle militant et les sacrifices financiers auxquels ils consentent en sa faveur sont très importants.

Les actionnaires du *Populaire* se situent un degré en dessous dans leur engagement, pour le temps qu'ils y passent du moins. Ils sont environ un millier entre 1846 et 1847. Beaucoup sont Parisiens. Ils assistent aux assemblées générales qui doivent être tenues, statutairement, au moins une fois par an, ou à chaque fois que Cabet veut faire adopter collectivement une décision importante. En général, il y a environ 150 présents à chaque réunion. C'est au cours de l'une de ces assemblées que les actionnaires adoptent, en septembre 1842, le titre de « communiste icarien » considéré comme plus favorable à la propagande que le seul nom de « communiste ». Pour encourager l'émulation entre ses disciples les plus engagés financièrement, Cabet publie dans son journal certains de leurs supposés témoignages :

« Vous m'excuserez de la liberté que je prends de vous écrire, vu que je n'ai pas l'avantage d'être connu de vous. C'est pour vous faire part que je puis disposer de cent francs pour me rendre actionnaire du *Populaire*. Ces cent francs que je veux vous remettre, c'est mes petites économies que j'ai faites depuis dix-huit mois : c'est en mettant chaque fois cinquante centimes et un franc de côté que j'ai ramassé cette somme, au lieu d'aller au cabaret ou de faire des dépenses inutiles. J'en suis venu à bout petit à petit ; ça m'a été bien difficile, vu que je ne gagne, moi et ma femme, que trois francs par jour à peu près<sup>158</sup>. »

La souscription d'actions complètes de 100 francs est très rare, elle n'est pas même vraiment attestée le plus souvent, les Icariens choisissent de se regrouper pour payer à plusieurs un coupon de dix francs.

Plus loin de Cabet encore, moins sollicités pour les décisions importantes, mais toujours acteurs de la propagande icarienne, les abonnés du *Populaire* sont à peine plus nombreux que les actionnaires. Ils écrivent à Cabet les difficultés ou les réussites de leur travail militant. Un certain Choquin, par exemple, ouvrier tailleur de limes à Plaisance-Vaugirard, écrit son dépôt au directeur du *Populaire*, en juillet 1847. Il raconte qu'il s'était co-abonné avec trois de ses camarades en échange de la promesse que chacun prenne ensuite son abonnement si l'on parvenait à les faire «passer» communistes. Deux refusent de renouveler leur souscription à l'échéance de ce premier abonnement collectif :

«Ils sont ce qu'ils étaient et que je crois qu'ils seront toujours, des sots, et des aristocrates, quoiqu'ouvriers<sup>159</sup>.»

Plus heureux dans son prosélytisme, un maçon, «chef d'atelier», rapporte une histoire assez édifiante pour être publiée dans une brochure de Cabet :

«Je dînai avant-hier avec une vingtaine de camarades et leurs femmes. Un sergent-major, frère de l'un d'eux, était de la partie. On prononça votre nom : “Cabet, dit-il, oh ! que je l'aimais bien quand il faisait *Le Populaire* en 1833 ; mais depuis ce temps, il ne dit plus rien : c'est un lâche qui s'est vendu, dit-on, à Louis-Philippe.” Plusieurs autres parlèrent dans le même sens ; les femmes dirent aussi qu'elles vous aimaient bien autrefois, mais qu'elles vous détestaient aujourd'hui. Je les laissai d'abord parler, puis je leur dis que je vous connaissais, et je leur fis connaître votre exil, vos travaux, votre *Voyage en*

*Icarie*, votre nouveau *Populaire*, dont je leur montraï un numéro que j'avais dans ma poche ; un autre avait votre brochure *L'ouvrier et la femme*. Vous auriez été content si vous aviez été là pour voir le changement ! Six d'entre eux me chargèrent à l'instant de prendre six abonnements, et l'une des femmes détermina son mari à prendre un coupon. J'en aurai d'autres<sup>160</sup> ! »

En dehors de Paris, le chef des communistes icariens développe un remarquable réseau de correspondants, couvrant une grande partie des départements. Le 5 janvier 1848, Gabriel Delessert, préfet de police de Paris, agissant sur commission rogatoire d'un juge d'instruction du tribunal de Saint-Quentin, dans l'Aisne, procède à une perquisition au domicile de Cabet, 14 rue Jean-Jacques Rousseau<sup>161</sup>. Toute sa correspondance depuis 1841 est saisie, toutes ses archives méthodiquement conservées et classées. Pendant dix jours, Delessert parcourt rapidement la masse des documents – 16000 pièces, soit le contenu d'un fiacre. Le 14 janvier, il adresse une note confidentielle au ministre de la Justice, sans passer par le Parquet de Paris ni par le ministre de l'Intérieur. Son rapport est celui d'un policier compétent et consciencieux<sup>162</sup>. Ce qu'il a sous les yeux ayant été largement perdu ensuite, son témoignage sur le vif est un document rare, de grande valeur, sur le travail auquel s'est voué Cabet jusqu'en 1848. Il mérite d'être cité :

« L'activité déployée par Cabet pendant cette période de sept années est pour ainsi dire fabuleuse ; les cent soixante dossiers qui sont en ce moment sous la main de la Justice contiennent, pour ainsi dire, l'histoire de sa vie depuis 1841, et, quand on compare les liasses énormes de lettres qu'il a reçues de sa correspondance et de ses adeptes, les réponses qu'il leur adresse à tous, et dont les minutes sont toutes écrites de sa main, quand on songe à tous les livres qu'il a faits pour propager ses doctrines, aux travaux de la rédaction que lui imposait son journal *Le Populaire*, à tous les détails d'administration

et de comptabilité auxquels il se livrait pour expédier à ses correspondants et à ses souscripteurs journaux et brochures, on comprend que tous les instants de cet homme ont dû pendant cet intervalle de temps être consacrés à la réalisation de son œuvre, à la propagation et au triomphe de ses théories. C'est particulièrement à partir de 1843 que ses travaux de correspondance prennent un développement sérieux : c'est surtout à partir de cette époque que Cabet, en voyant augmenter le nombre de ses disciples, s'efforce de chercher les moyens de faire du *Populaire* un journal hebdomadaire, et qu'il adresse de nombreux appels au zèle et au dévouement de ses agents propagandistes. Là, plus d'une déception l'attendait ; mais aussi, si l'argent n'afflue pas comme il l'espère, Cabet récolte de tous ses partisans les témoignages de l'admiration la plus exaltée. C'est surtout dans la classe ouvrière que ses doctrines font le plus de recrues. Les villes industrielles, Lyon, Rouen, Marseille, Toulouse, Grenoble, Saint-Étienne, Saint-Quentin, Louviers, etc., et les départements de l'Est (ceux qui vont vers la Suisse, tels que le Haut-Rhin, les Vosges, le Doubs, l'Ain) fournissent un contingent de communistes plus nombreux que partout ailleurs. Les riantes perspectives que Cabet a su donner à sa république icarienne séduisent l'imagination des ouvriers qui considèrent surtout l'avènement du communisme comme le terme de leurs labeurs. Aussi, dans de nombreuses lettres d'adhésion qu'ils lui envoient, ne trouvent-ils pas d'épithète assez glorieux pour ce nouveau rédempteur des sociétés humaines, et plusieurs vont, dans leur fanatisme, jusqu'à l'appeler l'émule, le continuateur de Jésus-Christ. [...] Cabet a plusieurs des qualités d'un chef de secte : la patience et la ténacité. Autant son journal, destiné à être lu dans les ateliers et les réunions d'ouvriers, est diffus et véhément, autant ses lettres sont brèves, concises et modérées. On voit qu'il tient à entretenir le dévouement de ses agents, mais qu'il redoute leur enthousiasme, tout en se prêtant de bonne grâce aux coups d'encensoirs qu'on lui prodigue.»

Ce texte est teinté d'ironie mais les observations dont il rend compte sont sérieuses. Impressionné, amusé, curieux, Delessert

livre une analyse particulièrement bien documentée sur l'activité déployée par Cabet : sur la géographie du mouvement icarien, la chronologie de son développement, sur sa sociologie, sur ses pratiques distinctives, sur la personnalité de Cabet lui-même.

Dans la suite de son rapport, il dresse une liste des principaux correspondants du *Populaire* en France et à l'étranger. Il y en a douze pleines pages, plus de 300 noms, tous ceux que Delessert considère, à bon droit, comme les « principaux agents de propagande » du communisme icarien depuis 1841. Il recense des correspondants en Espagne, en Suisse, à Londres, et dans 67 départements français.

Dans la liste qu'il a dressée, le préfet de police indique la profession d'à peu près 200 des correspondants recensés. Sur ce nombre, 80 au moins peuvent prétendre appartenir à la bourgeoisie, même si c'est très modestement pour certains. Les professions libérales (avocats, médecins ou notaires) sont les mieux représentées, 25 correspondants exerçant ces métiers. Distincts des ouvriers par leur niveau d'éducation, les journalistes, les employés, les enseignants, les clercs de notaires sont une vingtaine. Les commerçants et les négociants, dont sept libraires, sont presque aussi nombreux ; les autres sont fabricants, entrepreneurs, ou encore cafetiers... Il reste 120 personnes pour lesquelles Delessert indique une profession, une position sociale plus proche du monde de l'atelier. Ce ne sont néanmoins pas tous d'authentiques prolétaires. Certains sont chefs d'atelier ou contremaîtres. Les boulangers, les blanchisseurs, les coiffeurs, les confiseurs, les quincailliers peuvent aussi appartenir au monde de la petite boutique. Dans la catégorie désignée à cette époque comme celle des « travailleurs », les métiers de l'habillement sont les mieux représentés, les cordonniers et les tailleurs étant respectivement 25 et 22 en charge du communisme icarien dans leur ville ou leur

département. Les ouvriers du bois ou des métaux sont nettement moins nombreux ; quant à ceux du bâtiment, ils sont pratiquement absents. Aucun ne peut être considéré comme réellement pauvre : le discours sur la misère très présent dans *Le Populaire* et la propagande icarienne en général ne décrit en rien la réalité de leur situation. Ils peuvent la voir, la côtoyer, la craindre, éprouver dégoût ou pitié pour ceux qu'elle accable, mais ils ne sont pas directement concernés. Ces hommes sont appelés à gérer les paiements des abonnements et des brochures, puis à les transmettre à Cabet ; les plus pauvres n'ont, quant à eux, pas leur place à ce niveau de responsabilités.

En dehors de la capitale, les zones d'influence du communisme icarien sont nombreuses. Celles-ci sont très liées à la qualité des correspondants dans les départements, à leur talent de propagandistes, à l'estime publique qu'inspire leur personnalité ainsi qu'à leur capacité à se faire entendre dans les ateliers des villes où ils militent. Une carte du nombre d'abonnés par départements en 1846 montre que le communisme icarien en France est diffusé à partir d'une dizaine de centres actifs, autour de quelques grandes villes, presque toutes situées en périphérie du pays<sup>163</sup>. Ces centres sont d'abord Lyon et Toulouse, avec respectivement 256 abonnés et 136 pour les villes elles-mêmes, 303 pour le département du Rhône, 154 pour la Haute-Garonne. Ces chiffres indiquent aussi que le mouvement icarien est presque exclusivement urbain, du moins avant 1846. Il faut rapprocher du communisme icarien lyonnais celui du département de la Loire (40 abonnés au *Populaire*), celui de la Saône-et-Loire (38 abonnés), et celui de l'Isère (62 abonnés). Le correspondant de Cabet en Isère, Vincent Coëffé, est lui-même un ancien Lyonnais installé à Vienne depuis 1842. Les communistes du Tarn, de l'Aude et du Lot-et-Garonne sont en relations étroites avec Adolphe Gouhennant, le correspondant

de Cabet à Toulouse ; ils sont plus de 70 pour l'ensemble de ces trois départements. Les centres actifs du communisme icarien en France sont encore Nantes, Rouen, Périgueux, Toulon, Reims, autant de villes qui comptent plus de 50 abonnés au *Populaire*. 200 Nantais signent une adresse à Cabet, publiée dans *Le Populaire* en 1847. Les villes de Marseille, Mulhouse, Niort, Nancy, Tours comptent plus de 20 abonnés. Les déserts absolus sont peu nombreux en 1846, seuls quatre départements en France ne comptent aucun abonné au *Populaire* : le Cantal, la Corse, la Lozère et le Morbihan. La géographie du communisme de Cabet évolue encore en 1847 et dans les premiers jours de 1848, notamment vers l'est du pays : c'est le constat de Gabriel Delessert. À cette date, il existe un bureau du *Populaire* à Alger. L'aire d'influence du communisme icarien s'étend, de plus, elle atteint parfois le monde rural.

Il n'y a pas de lien évident entre la profession du correspondant de Cabet et l'importance de l'activité militante locale. À Rouen, à Tours, à Autun, Caudron (marchand de crépins), Desmoulins (docteur en médecine) et Laty (négociant) appartiennent à la petite bourgeoisie locale. C'est aussi le cas du miroitier Pépin à Périgueux qui, en 1848, décide de se faire accompagner par un domestique lors de son émigration en Icarie. À Lyon, deuxième centre d'implantation du communisme icarien en France, ce sont en revanche des ouvriers qui ont la responsabilité de la propagande. À Nantes, quatrième ville la plus icarienne du royaume, Cabet a choisi le tailleur Pédron pour le représenter ; à Vienne, Vincent Coëffé est maître formier ; Frayssée, à Toulon, est serrurier ; Butot, à Reims, est tisseur. À Marseille, le cordonnier Coignard contrôle le mouvement icarien local ; à Niort, Paul Guay, qui a le même rôle, est aussi cordonnier. Le 2 avril 1845, le procureur général de Poitiers croit pouvoir écrire au garde des Sceaux :

«La plupart des ouvriers de la ville de Niort sont imbus des idées du communisme; ils se réunissent à des époques indéterminées, toujours chez l'un d'eux, et avec la précaution d'être rassemblés en nombre inférieur à celui qu'atteint la prohibition légale<sup>164</sup>.»

Il évoque les alarmantes discussions démocratiques, «l'espérance d'une modification sociale qui place les travailleurs dans des conditions chimériques» et l'existence de commissaires chargés de faire signer les pétitions sur l'organisation du travail. Plus loin, il note que la tentative faite «par les hommes de la classe la plus humble et sans influence» de colporter une pétition communiste dans les communes rurales environnantes n'a pas rencontré de succès.

### **«La communauté sera le paradis des femmes»**

Malgré des appels nombreux à l'engagement des femmes, le communisme icarien est apparemment peu féminisé, du moins jusqu'à l'appel à émigrer aux États-Unis. Plus exactement, la réelle féminisation des réseaux icariens n'accède guère à la visibilité, à la publicité, avant l'été 1847. Il n'y a pas, semble-t-il, de femme membre de l'assemblée générale des actionnaires, de femme membre d'une commission icarienne importante, ou de femme en responsabilité du réseau icarien dans une ville quelconque. La féminisation permet pourtant au communisme icarien de se démarquer de tous les autres courants du communisme antérieurs à février 1848. Le mouvement est exclusivement masculin en 1841; ce n'est plus le cas dès 1842. En attestent, par exemple, les échanges épistolaires entre Cabet et Anne Buisson, une ouvrière de Lyon, commencés en septembre 1842<sup>165</sup>. Celle-ci souhaite l'autorisation de Cabet pour créer un journal qui aurait pour titre la *Gazette populaire des femmes* ou *dédiée à la femme*.

Épouse d'un maître peintre-plâtrier, elle est sans doute à l'origine de la conversion de son mari aux doctrines de Cabet. Plus tard, en février 1848, ce dernier sera l'un des membres de la première avant-garde à quitter Le Havre pour aller fonder Icarie en Amérique. Anne Buisson, bien informée, rend compte au chef des Icariens des premières tentatives de propagande en direction du département de l'Ain en 1844 ou du colportage de *L'Almanach icarien* à Beloy. Mais avant l'été 1847, *Le Populaire* ne fait guère état de ce militantisme féminin. La question des femmes est pourtant largement traitée par Cabet dès le *Voyage en Icarie*, puis dans les colonnes du *Populaire*, dès son lancement. Il a souvent écrit qu'il a choisi de présenter son système icarien sous la forme d'un roman pour que les femmes le lisent et participent au prosélytisme, au moins dans leur famille. Elles sont très présentes dans le livre, soit comme objets d'étude, soit comme protagonistes. Corilla et Dinaïse ne sont pas seulement passivement aimées, elles sont des jeunes femmes actives, joyeusement indépendantes, impliquées dans l'avancement de l'intrigue et la découverte d'Icarie par Lord William Carisdall.

La septième des *Douze lettres d'un communiste à un réformiste sur la Communauté*, intitulée « La Femme dans la société actuelle et dans la Communauté », est publiée dès le mois d'août 1841, dès la naissance du mouvement icarien. C'est sans doute la brochure icarienne la plus souvent rééditée : huit fois jusqu'en octobre 1848. À la deuxième page, Cabet donne clairement sa position : la femme est l'égale de l'homme en intelligence et en droits, il ne peut y avoir de lien de subordination entre les deux sexes, la femme est une associée pour l'homme, « sans laquelle son existence est incomplète et privée de bonheur ». Elle n'est pas à son service. La civilisation prétendue moderne fait de la femme une « espèce d'esclave » en lui imposant le « despotisme de l'homme ».

Les femmes sont les premières victimes des dysfonctionnements de l'organisation sociale : brutalisation, séduction mensongère, coquetterie comme palliatif au manque d'éducation, libertinage et prostitution, larmes et mépris... Le système de la domination masculine est un malheur pour toute la société ; il prendra fin avec la conversion au communisme car le principe fondamental de la Communauté est la fraternité entre l'homme et la femme :

«La masse des hommes doit à la masse des femmes reconnaissance, respect, affection, dévouement, protection, soins, égards<sup>166</sup>. »

Dans la Communauté, les quinze ou seize premières années de la vie de la jeune fille sont consacrées à son éducation physique, intellectuelle et morale :

«On lui enseigne, comme à l'homme, les éléments de toutes les sciences et de tous les arts, en prenant tous les moyens de lui rendre l'étude aussi agréable que facile. On s'attache surtout à en faire une bonne fille, une bonne sœur, une bonne épouse, une bonne mère, une bonne ménagère, une bonne citoyenne<sup>167</sup>. »

Il y a toutefois une limite au principe d'égalité : ce sont les hommes qui s'occupent des lois et des mesures qui intéressent les femmes. Mais pour Cabet, pas de doute, «la Communauté sera le paradis des femmes» :

«C'est la femme surtout qui doit désirer cette bienfaisante Communauté, la femme de toutes les conditions, la femme du Peuple, la jeune fille pauvre et laborieuse qui veut être sage, la mère de famille<sup>168</sup>. »

En 1847, il publie des textes plus audacieux qui montrent non seulement son évolution sur cette question, mais aussi comment le mouvement icarien peut devenir un lieu d'engagement

politique et social militant pour les femmes. Il parle notamment de l'écrivain féministe Juliette Lambert :

«Une dame fort spirituelle disait à un monsieur qui lui contestait ses justes droits : “Je ne pense pas que les fonctions sublimes du ménage, dans lesquelles vous semblez reléguer exclusivement les femmes, soient incompatibles avec l'exercice de la pensée; je suis, je vous l'avoue, du nombre de ces gens qui, dans notre siècle d'hérésie, poussent l'audace jusqu'à soupçonner que les femmes pourraient bien avoir été créées tout simplement pour vivre, elles aussi, et non dans le seul but d'embellir l'existence de l'homme; qu'il serait possible que leur destinée ne dût pas être purement végétative, comme celle des fleurs auxquelles on les compare depuis quatre mille ans. Dieu, par une erreur bien déplorable sans doute, leur a fait comme à vous le don d'intelligence, et il faut, hélas, que la partie barbue de l'humanité se résigne à subir les conséquences de ce don si inconséquent. Nous dire que nous ne devons pas faire usage de notre esprit, c'est à peu près comme si on nous disait que nous ne devons pas faire usage de nos jambes”<sup>169</sup>. »

Plus loin, dans le même almanach, on trouve cette citation très icarienne :

«Un esprit cultivé, dit Jean-Jacques, rend seul le commerce agréable; et c'est une triste chose pour un père de famille, qui se plaît dans sa maison, d'être forcé de s'y renfermer en lui-même, et de ne pouvoir s'y faire entendre à personne<sup>170</sup>. »

L'appel à l'engagement des femmes se fait de plus en plus pressant à cette époque, comme l'écrit Cabet, toujours en 1847 :

«Femmes, convertissez. C'est vous qui avez plus de patience, plus de douceur, plus de talent de persuasion; et c'est vous qu'on s'accorde généralement

à considérer comme les plus puissants apôtres, depuis que les premières chrétiennes ont montré tant d'ardeur, tant de courage et tant d'habileté pour convertir au christianisme, et pour enflammer et soutenir le zèle des premiers chrétiens<sup>171</sup>. »

Il y a des enjeux à cette féminisation programmée du mouvement icarien : la présence massive des femmes parmi les communistes icariens est supposée produire des effets sur les formes du militantisme, notamment celui de l'apaisement, du refus encore plus catégorique de la violence et de l'illégalité. À Lyon, vers la fin de l'été 1847, des réunions-promenades sont organisées dans les bois, autour de la ville, sur les bords du Rhône ; hommes, femmes et enfants icariens participent à ces fêtes pique-nique où l'on chante, où l'on prend des coupons au *Populaire*, où l'on désigne les premières demoiselles qui partiront pour Icarie. À Vienne, Vincent Coëffé rend compte du même type de manifestation :

« Nous étions environ cent cinquante, hommes, femmes et enfants ; plusieurs de nos frères avaient apporté leurs instruments de musique ; aussi les danses et les rondes ont procuré tout l'agrément qu'il est possible de ressentir dans une grande famille la mieux organisée<sup>172</sup>. »

Coëffé a bien compris de quoi il s'agit : de vivre en Icariens avant même de quitter la France et de partir fonder Icarie en Amérique. De telles manifestations sont signalées dans d'autres villes encore ; à Reims, par exemple. Mais les enjeux de la pacification du mouvement icarien ne sont pas les mêmes partout. Cabet n'a pas que des motifs de quiétude.

## Illuminés et activistes

Après Paris, Lyon et Toulouse sont les deux plus importants centres de diffusion du communisme icarien en France. L'une et l'autre développent un modèle spécifique d'appropriation des doctrines de Cabet : le communisme toulousain est petit-bourgeois, porté sur la conciliation des classes, sincèrement pacifiste, fraternel, chrétien et quelque peu illuminé ; le communisme lyonnais est ouvrier, beaucoup plus revendicatif, plus égalitariste, plus démocratique, plus sérieux aussi, plus orienté vers l'efficacité politique et sociale.

Ces deux aspects du communisme icarien coexistent presque partout en France : celui de la secte religieuse qui s'enferme progressivement dans une discursivité spécifique, messianique, vaguement paranoïaque, pseudo-chrétienne et qui semble s'exclure du débat démocratique général, et celui de l'organisation politique communiste, efficiente, formant des ouvriers à la discussion politique et sociale, suscitant leur engagement militant et ne laissant personne indifférent. Cet écart, cette différenciation entre les réalités locales du communisme icarien apparaissent à partir de 1843 et plus encore après 1844.

### La «conspiration» de Toulouse

En juillet 1841, la ville de Toulouse a connu des troubles, des grèves, une forte agitation sociale<sup>173</sup>. Depuis, des rumeurs circulent : de dangereux anarchistes travailleraient à répandre dans la classe ouvrière les idées les plus désorganisatrices, s'appuyant sur un écrit particulièrement subversif intitulé *Mon Credo communiste*<sup>174</sup>. Nommé à Toulouse en novembre 1842, le commissaire central de police Boissonneau en est immédiatement informé. Il fait surveiller de près les menées des agitateurs supposés. Il apparaît très vite qu'un certain Adolphe Gouhennant serait au cœur du dispositif. Boissonneau est immédiatement convaincu que les communistes préparent l'insurrection générale dans le Midi voire dans toute la France, qu'il y aurait un complot dont les ramifications s'étendraient jusqu'à Bordeaux et Montpellier, peut-être jusqu'à Lyon, Paris et même Bruxelles<sup>175</sup>. Il parvient à en convaincre le préfet, le procureur du roi Delgué et le procureur général Nicias Gaillard, qui lui-même affole le ministre de la Justice et le ministre de l'Intérieur<sup>176</sup>. L'affaire des communistes de Toulouse devient très vite une affaire d'État. Le ministre de la Guerre est tenu informé de tous les détails de l'enquête, comme le ministre des Affaires étrangères. Entre les ministères circulent d'importants documents classés «confidentiels». Tous les départements de la Gironde au Gard semblent touchés : le Lot-et-Garonne, le Gers, la Haute-Garonne évidemment, jusqu'à Saint-Gaudens, le Tarn, l'Aude, les Pyrénées-Orientales, l'Hérault. Ce vaste complot aurait même des liens avec les mouvements révolutionnaires catalans. L'affaire est grave mais l'enquête avance difficilement. Les comploteurs semblent épier tous les mouvements de la police et la devancent dans toutes ses investigations. Le plus inquiétant est que les saisies d'armes sont insignifiantes et qu'on ne découvre rien de bien probant lors des perquisitions. Le seul lien qui apparaisse clairement, «circonstance

qui devrait fixer l'attention de M. le juge d'instruction<sup>177</sup>», selon Delgué, est la découverte chez les inculpés de brochures communistes et du *Populaire* de Cabet.

Toute l'affaire converge autour de Gouhennant et de ses multiples projets : adepte des sciences occultes, admirateur du théosophe Swedenborg, il rêve d'établir à Toulouse une église de la Nouvelle Jérusalem<sup>178</sup> ; il veut réorganiser dans la ville le compagnonnage sur les bases de la fraternité ; il essaie d'aider Cabet à payer le cautionnement de 50 000 francs pour rendre *Le Populaire* hebdomadaire ; il a également des contacts avec la junta des réfugiés espagnols de Perpignan qui elle aussi cherche des financements. Afin de recueillir des fonds, Gouhennant décide de convoquer, pour le 15 janvier, un banquet de 50 à 60 personnes «les plus influentes et les plus sympathiques», choisies parmi les citoyens de Toulouse et des environs. Son projet ne rencontre pas le succès escompté : personne ou presque ne semble se soucier d'augmenter son influence et celle du communisme. Cinq à six personnes seulement répondent à l'invitation. Mais il a déjà engagé 300 francs dans l'affaire.

Il décide alors de transformer la réunion en banquet maçonnique. Dans la matinée du 15, de nouvelles invitations sont lancées. Le soir même, à sept heures, ils sont 36 à table. Les ornements et les expressions d'usage des maçons sont respectés. Les représentants de la junta espagnole de Perpignan sont également présents, mais ils renoncent à demander de l'argent ; pour sa part, Gouhennant ne trouve pas non plus l'occasion assez favorable pour exposer ses idées. Pour la police, c'est clair : cette réunion ne peut être qu'une conférence secrète destinée à «insurger tout le Midi de la France et à marcher sur Paris pour y proclamer la République<sup>179</sup>». Les événements se précipitent. Gouhennant paraît prêt à passer à l'attaque. Il faut l'empêcher d'agir. Il est

arrêté à Agen dans la nuit du 25 au 26 janvier 1843. Des papiers apparemment compromettants sont découverts sur lui : une liste des abonnés au *Populaire* de Cabet, deux plans de villes du Midi, un écrit mystique intitulé *Ordre du Père éternel*. À son domicile, la police découvre des *Almanachs icariens*, des brochures de Cabet, les œuvres de Robespierre et, mieux, toute sa correspondance. C'est le nouveau point de départ de l'enquête : cette correspondance s'étend effectivement à tout le Midi. De perquisitions en interrogatoires, les autorités judiciaires mettent au jour tout le système de diffusion des écrits de Cabet dans la région, à défaut de trouver les preuves du complot soupçonné.

Gouhennant est artiste peintre et restaurateur de tableaux<sup>180</sup>. Ses travaux le conduisent à faire de nombreux déplacements dans toute la Haute-Garonne et les départements environnants. Ces voyages lui permettent d'établir des contacts avec les patriotes les plus influents des petites villes qu'il visite. La police enquête particulièrement sur deux de ces voyages, l'un en décembre 1842, l'autre juste après la réunion du 15 janvier 1843. Quand il arrive quelque part, une petite fête est organisée, un petit banquet, soit à l'hôtel où il réside, soit chez un ami. Le rapport du procureur du roi signale au moins deux de ces repas, organisés pour placer des abonnements au *Populaire*. En décembre 1842, Gouhennant est à Condom. Il mange et dort chez Martial Gourragne, ancien tisserand devenu négociant. Le correspondant de Cabet à Agen, Jean-Marie Dubor, arrive à son tour. D'après Delgué, le militant républicain Albert Laponneraye serait là également. Il est en voyage dans le Midi pour régler des affaires familiales. Cabet n'a pas été consulté avant ce déplacement de son collaborateur et il en est contrarié. Jean-Joseph-Marie Dupront, vétérinaire, et Manein, ex-commandant de la Garde nationale, arrivent de Valence-sur-Baïse. Sont également conviés à Condom Gourragne,

Antoine Bellani, Durrey (négociants), Lucien Lamarque, Adolphe Daulienne, Guillaume Dugarçon (avocats) et François Dupront (peintre) ; en tout, ils sont 12 à table. Ce n'est pas vraiment une réunion de prolétaires. Manein, 35 ans, et Lamarque, 28 ans, sont parmi les propriétaires les plus imposés du Gers. C'est en compagnie de ces hommes que Gouhennant travaille à répandre le communisme icarien.

Après être passé par Auch, Condom et Nérac, Gouhennant arrive à Agen le 19 janvier 1843. Il descend à l'hôtel George. C'est Dubor, imprimeur lithographe dans cette ville, qui répond des dépenses et s'occupe d'organiser les visites de son invité. C'est là que l'avocat Théodore Laroche reconnaît avoir rencontré Gouhennant. Il reconnaît aussi avoir accepté de lui un abonnement au *Populaire*. Le 20 janvier, le correspondant toulousain de Cabet arrive à Sainte-Livrade. Il y trouve Hippolyte Deller. Cet ancien notaire destitué le conduit jusqu'à Villeneuve. Dans cette ville, Gouhennant descend à l'hôtel Lamouroux. Un avocat, Pierre Larrieux, prend tous les frais à sa charge. Le soir, un dîner est donné pour fêter cette visite. Le 23, Gouhennant est en route pour Cahors, où il continue à placer des abonnements au *Populaire*. Quand ces hommes viennent à Toulouse, il les reçoit à son tour, organise des déjeuners, favorise d'autres rencontres. En dehors de ces visites réciproques, il correspond avec eux par lettres. C'est la saisie de cet abondant courrier qui permet à la police de «démanteler» le foisonnant réseau des correspondances entretenues par Gouhennant dans tout le Midi. Il organise la propagande dans sa région comme le chef des Icariens le fait pour la France, entretenant lui-même un réseau de correspondants locaux, tel le jeune Jean-Marie Dubor qui tient ce rôle pour le Lot-et-Garonne et le nord du Gers. La police saisit chez lui, le 28 janvier et le 4 février, un paquet de prospectus pour *L'Almanach icarien*, un

paquet de souscriptions non remplies d'actions de la société pour *Le Populaire*, de nombreuses brochures communistes. Interrogé, le jeune homme ne nie pas représenter Cabet à Agen, partager ses doctrines politiques, s'occuper de placer ses ouvrages et proposer des abonnements au *Populaire*. Quelque temps plus tard, en août 1846, on compte onze abonnés au *Populaire* à Agen et une vingtaine dans le Lot-et-Garonne. Le pharmacien d'Auch, Chéri Laborde, est quant à lui chargé du centre du Gers. La police saisit chez lui «un écrit de sa main contenant quelques idées sur la démocratie qui montre l'exaltation de ses principes». Interrogé, Laborde avoue lui aussi accueillir Gouhennant à chacun de ses passages dans la ville et s'occuper lui aussi de recruter des abonnés au *Populaire*.

Lors de ses déplacements, Gouhennant ne rencontre qu'assez peu d'ouvriers. À Toulouse, ils sont peu nombreux dans son entourage. C'est une vraie différence avec Cabet à Paris. Resplandy, par exemple, voyageur pour la droguerie, a une condition tout juste assez modeste pour que Gouhennant puisse l'utiliser à diverses tâches, comme aller chercher un invité et le conduire à un rendez-vous. Resplandy occupe un local chez sa mère, c'est l'adresse à laquelle Gouhennant fait arriver une grande partie de son courrier, en particulier les lourds ballots de brochures envoyés par Cabet pour leur distribution dans toute la région. D'après l'enquête des autorités judiciaires, Resplandy est «reconnu comme l'un des principaux propagateurs du journal *Le Populaire* à Toulouse». Quand Cabet le rencontre, plus tard, son impression est ambiguë :

«Sa figure brune et encadrée dans un épais collier de barbe noire n'offre rien de particulier, mais son grand œil contemplatif trahit ses habitudes de mysticisme et de dévotion<sup>181</sup>.»

Le 21 août 1843, le premier jour du procès des communistes de Toulouse, deux accusés seulement sur 14 peuvent être considérés comme appartenant à la classe des travailleurs : Rolland, un maître tailleur de pierre de 48 ans et Sagansan, un artisan menuisier de 46 ans. Ce ne sont pas vraiment des ouvriers, quoi qu'en dise Cabet :

« Ces deux ouvriers de haute taille peuvent donner l'idée de la masse travailleuse dans sa force et sa confiance<sup>182</sup>. »

Delguié croit savoir que Gouhennant avait envisagé de les envoyer en mission à Bordeaux pour y organiser le compagnonnage, « en s'adressant aux ouvriers et non à la bourgeoisie<sup>183</sup> ». L'enquête, le dépouillement des papiers saisis sur Gouhennant ainsi que les registres des messageries et les témoignages (en particulier celui de Dubor) le persuadent que Rolland et Sagansan sont habituellement chargés de porter les ballots de brochures icariennes en dehors de Toulouse. Rivière et Abadie, l'un cordonnier, l'autre plâtrier, paraissent en avoir fait autant, mais ils sont mis hors de cause avant l'ouverture des débats. Gouhennant privilégie la fréquentation de jeunes gens de bonne compagnie, mais il n'est pas complètement coupé des milieux ouvriers de Toulouse. Un témoin à charge, le tailleur de pierres Lafoy, qui prétend avoir été inscrit sur la liste des abonnés au *Populaire* à son insu, confirme que Gouhennant « distribuait sans cesse aux ouvriers des brochures communistes ». Quand il est interrogé pour la première fois le 6 février, celui-ci nie complètement être le chef des communistes ou de toute autre association et déclare « seulement avoir pris en main la cause de la classe ouvrière pour la moraliser et lui procurer son bien-être ».

Quand Cabet le rencontre pour la première fois, le portrait qu'il en fait mêle respect et perplexité :

«Sa figure est imposante et sévère ; ses cheveux longs et bouclés, sa barbe blonde et épaisse, son œil immobile indiquent une organisation artistique et impressionnable. Son grand front pâle et calme révèle des passions actuellement éteintes. Sa parole est élégante, facile et précise, comme celle d'un homme qui a beaucoup étudié et beaucoup réfléchi. Son costume de velours noir, relevé de manchettes lisses et d'un collet blanc, lui donne le caractère d'un homme du Moyen Âge<sup>184</sup>.»

### **Le martyr de Gouhennant**

Adolphe Gouhennant, 38 ans, est l'un des plus actifs propagandistes du communisme icarien en France. Il a la confiance de Cabet. En 1848, c'est lui que ce dernier choisit pour remplacer Firmin Favard à la tête de l'avant-garde qui doit fonder Icarie en Amérique. Dès 1842, Gouhennant lui écrit :

«Le malade, c'est le corps social ; le mal, c'est le vice de nos institutions ; le remède, c'est la réforme sociale, c'est la Communauté : c'est tellement vrai que, si demain vous disiez assez haut pour être entendu de tout le monde : "Je pars pour vous conduire en Icarie", je suis convaincu qu'une grande partie de la population partirait avec vous<sup>185</sup>.»

Le communisme de Gouhennant relève d'une forme exaltée d'adhésion aux doctrines de Cabet. L'homme est un très modeste bourgeois de province, intelligent, instruit, réfractaire à l'ennui. Il sait aussi combien Cabet aime la flatterie et il en use avec une grande prodigalité. Le 1<sup>er</sup> janvier 1843, pour annoncer qu'il ne pourra payer à Cabet l'argent qu'il lui doit, faute d'avoir vendu assez de ses tableaux, il lui lance :

«Vous pouvez vous livrer à la douce consolation d'être celui de notre siècle qui a le plus puissamment contribué à l'instruction de la classe ouvrière, à

la réforme sociale et au développement de toutes les belles qualités de l'âme et du cœur, cachées et perdues par la corruption et l'ignorance où elles crouissent depuis tant de siècles<sup>186</sup>. »

Arrêté le 25 janvier, il est placé au secret pendant cinquante-sept jours à la maison d'arrêt de Toulouse. Cette période d'isolement révèle, s'il en est encore besoin, le caractère mystique et passionné mais aussi foncièrement sincère du personnage. Le 30 mars, il parvient à faire passer une lettre à J.-B. Paya, le rédacteur en chef de *L'Émancipation*. Elle est publiée dans le journal républicain de Toulouse le 6 avril. Elle dit l'exaltation du martyre, causé par la découverte dans son portefeuille de la liste des abonnés au *Populaire*, cette « nourriture pour le Peuple », ce « remède à l'emportement des esprits égarés », cette « forte espérance au soulagement de la misère qui dévore, qui mine et fait mourir lentement la société et l'État » :

« C'est moi sur qui on fait retomber tout le mal. C'est donc moi qui, probablement, ai reçu les malédictions de toutes les familles désespérées. Oh ! Je ne me plains pas, je ne blâme personne, je demande grâce ! Grâce aux pieds de la mère désolée, qui a eu la douleur de voir arrêter son fils unique. Je demande grâce à la jeune fiancée qui s'est vue enlever son époux le jour même où la main du Seigneur devait les unir. Grâce au père de famille, arraché au milieu de ses cinq enfants qu'il a laissés dans la misère. Grâce à vous tous qui avez été persécutés !... Moi aussi j'ai souffert ; car je suis aussi le fils unique d'une vieille mère, qui peut-être est morte de douleur à la nouvelle de mon arrestation. Je suis aussi le père de jeunes enfants, qui sont maintenant orphelins et confiés aux soins de quelques âmes charitables ; mon industrie subitement arrêtée, mon atelier... ruiné... J'ai donc eu ma bonne part des souffrances, mais pas encore assez grande, puisque je ne suis pas mort. Que n'a-t-il plu au Seigneur d'épargner tout le monde et de me choisir seul pour holocauste ?<sup>187</sup> »

Le directeur de la prison de Toulouse est limogé pour avoir permis à Gouhennant de faire parvenir ce texte à l'extérieur. Le 7 avril, Boissonneau, le commissaire central de police, découvre que Gouhennant a couvert les murs de sa prison d'une dizaine de dessins au fusain. Chacun porte une inscription qu'il retranscrit au procureur général Nicias Gaillard : *Retour de la mission, La vérité au Peuple, Courbez-vous devant elle, Telle est la vie, Banquet maçonnique, Et c'est moi qu'on a garrotté, Jour de la résignation, Une lueur d'espérance, Le triomphe, Séjour au ciel*. Sur le montant de la cheminée, il a dessiné un Christ.

Le 4 juillet, Cabet décide de se rendre à Toulouse pour le défendre. Le 14 juillet, une assemblée générale des actionnaires du *Populaire* est convoquée à Paris. Les 150 votants approuvent à l'unanimité une adresse demandant à Cabet de partir défendre les frères de Toulouse. Une souscription est lancée pour payer les frais du voyage. Des lettres de soutien aux communistes de Toulouse arrivent de Niort, de Rouen, de Tours, de Givors, de Reims, de Beaumont, de Mulhouse et même de la Société démocratique de Londres, des « Communistes de Berlin au nom de leurs frères de Dresde, Leipzig, Francfort », de Lausanne et de Genève. Ces lettres sont couvertes de dizaines de signatures. Celle de Lyon, par exemple, en a recueilli 553. Les Lyonnais écrivent :

« Quant à nos frères de Toulouse, accusés, captifs, persécutés, nous croyons que, fidèles à nos principes du communisme icarien, ils n'ont à s'imputer ni complot, ni société secrète conspiratrice ; nous sympathisons avec leurs souffrances ; nous admirons leur courage : les abandonner ce serait nous abandonner nous-mêmes ; nous éprouvons au contraire le besoin de leur donner un témoignage de fraternité, de solidarité, d'assurance et de secours mutuels ; et nous joignons nos vœux aux leurs pour que vous alliez les défendre<sup>188</sup>. »

Les cotisations suivent.

Le 21 août, à l'ouverture des débats devant la cour d'assises de Toulouse, Cabet est assis aux côtés de Gasc, le défenseur de Gouhennant, commis d'office. Dès le premier jour, un incident grave éclate. Le président de la cour, Moquier, refuse d'admettre Cabet au rang des défenseurs au motif qu'il n'est pas inscrit au barreau de Toulouse. Il lui oppose l'article 295 du Code d'instruction criminelle. Cabet demande à prendre la parole. On la lui refuse. Gasc soutient que l'article 295 invoqué a été abrogé par l'ordonnance du 29 août 1830 et que les accusés peuvent choisir leur défenseur. L'auditoire applaudit. Nicias Gaillard demande l'évacuation de la salle. Moquier ne la lui accorde pas, il se borne à en menacer le public, en cas de récidive. Le procureur général soutient alors qu'il appartient au président de la cour d'assises et à lui seul de donner l'autorisation nécessaire à l'avocat étranger. Cabet insiste pour qu'on lui donne la parole. Le président s'en va. Quand il revient, il expose l'arrêt pris en Chambre par la cour qui demande une nouvelle fois à Cabet de quitter le banc de la défense. Gouhennant proteste à son tour. Il ne veut plus être défendu, ni répondre à aucune question, ni assister aux débats que « contraint et forcé ». Selon Cabet, dès ce moment, l'affaire est gagnée, devant les spectateurs présents du moins.

« Il est impossible de décrire l'effet produit sur le public par cet incident inouï : la réprobation est unanime ; et, de ce moment, l'accusation est frappée à mort. De ce moment aussi, les préventions contre le communisme, contre Gouhennant et contre moi-même, s'évanouissent presque entièrement<sup>189</sup>. »

À partir de là, empêché de parler durant les débats mais pas de publier tout ce qu'il en pense, Cabet se charge de travailler l'opinion publique en sa faveur. Il publie, chaque jour ou presque

dans *L'Émancipation*, une lettre au procureur général pour protester contre le silence qu'on lui impose, contre la cruauté et les rigueurs excessives des enquêteurs pendant l'instruction, contre la débilité de l'accusation. Cette campagne porte ses fruits. Le 30 août, inquiet, le procureur général écrit au garde des Sceaux :

«La foule est toujours grande à mes audiences, et nous n'avons pas toujours à nous applaudir de la manière dont elle se tient.»

Le président de la cour lui-même est mal à l'aise ; dans un rapport daté du 3 septembre, il note :

«J'ai assumé sur moi seul toute la responsabilité de mes actes et chaque jour je le proclamais hautement devant un public trop prévenu en faveur des accusés.»

Le 22 août, le député Joly arrive de Paris pour assurer la défense de l'un des accusés, le réfugié espagnol Abdon Terradas. Il n'est pas plus inscrit que Cabet au barreau de Toulouse ; le président de la cour ne lui oppose pourtant aucun article du Code d'Instruction criminelle. L'audition des témoins ne permet pas d'établir l'existence du moindre complot ; le président de la cour lui-même ne parvient pas à y croire un instant. Quant au délit d'association, il n'est pas davantage démontré. La déposition du commissaire Boissonneau à elle seule suffit à détruire entièrement l'accusation. De son témoignage, il ressort qu'il a paniqué en apprenant que Gouhennant avait organisé un banquet maçonnique le 15 janvier et qu'il est parvenu à faire partager son absence de discernement aux plus hautes autorités de l'État. Avant la clôture des débats, Cabet a une rare satisfaction, celle d'entendre Joly, l'un des directeurs du journal *La Réforme*, se lancer dans une défense du communisme icarien et déclarer son refus

des sociétés secrètes et de la violence, jusqu'à faire un parallèle entre les théories chrétiennes et celles des Icariens. Le 31 août à sept heures du soir, tous les accusés sont acquittés de tous les chefs d'inculpation inventés contre eux. Nicias Gaillard est accablé de honte et d'amertume :

«Je m'obstinais à croire que les plus coupables du moins n'échapperaient pas au châtiment. Tous y ont échappé. Il nous a fallu entendre les bravos de la foule assemblée aux abords du Palais et assister, en vaincus, à ce triomphe des plus coupables desseins et des plus pernicieuses doctrines.»

La Société patriotique de Toulouse offre un grand banquet à tous les défenseurs. *Le Populaire* reçoit 150 nouveaux abonnements.

Après le procès, Gouhennant s'en va vivre à Nérac. Il laisse à Toulouse une commission de correspondance pour *Le Populaire*. Quelques mois plus tard, les membres de cette commission se déchirent. Limagne et Dubœuf se sont laissé gagner par les théories néobabouvistes. Sans prévenir Cabet, ils conduisent deux colporteurs «ultra-communistes» parisiens, Gros-Lourd et Joseph, à travers tout le réseau des abonnés au *Populaire* dans le sud-ouest<sup>190</sup>. Ce sont eux qui accueillent la féministe et militante socialiste Flora Tristan à Toulouse en 1844<sup>191</sup>.

À cette date, Cabet est occupé à Lyon. Dans la deuxième ville du royaume, il joue une partie plus importante pour défendre son influence dans les milieux ouvriers français.

### «Lyon est possédée par le communisme»

En rentrant de Toulouse à Paris, Cabet passe par Lyon. Il séjourne dans la ville du 18 au 25 septembre 1843. Dans le Rhône et les départements voisins, la position politique du communisme

icarien n'est pas la même que dans le sud-ouest. À Toulouse et dans ses environs, les idées communistes ne sont connues que par la propagande icarienne. À Lyon, une partie importante des ouvriers adhère déjà au communisme avant même que Cabet ne tente d'en imposer sa conception légaliste et pacifiste. Le communisme lyonnais vient tout droit des sociétés secrètes républicaines de la fin des années 1830. C'est ce qu'écrit, le 8 février 1842, le procureur du roi chargé de l'enquête sur l'une de ces associations clandestines, la Persévérante de Lyon, entre octobre 1841 et mai 1842<sup>192</sup>. Selon son rapport, cette société serait «la vente suprême», le groupe dirigeant d'une organisation en réalité plus vaste, la Charbonnerie réformée, qui serait elle-même, toujours selon lui, d'inspiration clairement communiste. Il écrit que «la théorie républicaine [a] cédé le pas à la folie du communisme», dès juin 1838, au sein du comité dirigeant de la Société de la jeune Europe. Ce sont les chefs de cette société, en particulier Bourrat, qui seraient à l'origine de la mise en place de la Charbonnerie réformée à partir de 1840<sup>193</sup>.

C'est dans le cadre de ces poursuites que le journal *Le Travail*, considéré comme l'organe de cette société, est saisi en octobre 1841. En réalité, s'il ne reparait pas après le procès de mai 1842, c'est surtout dû à la division idéologique de ses rédacteurs. Certains sont plutôt attirés par l'adhésion aux théories néo-babouvistes de *La Fraternité*, le journal de Richard Lahautière, soutenant celui-ci dans son combat contre Cabet; les autres se sentent plutôt Icariens et réprouvent l'action secrète. Dans sa brochure *Utile et Franche Explication avec les communistes lyonnais sur des questions pratiques*, Cabet reconnaît, sans état d'âme, qu'il a refusé de venir à Lyon défendre les rédacteurs et le gérant du *Travail* malgré la demande qu'ils lui en avaient faite. Il développe contre eux un discours d'une grande violence. En contrepartie,

Perret, Greppo, Calendras, Ginaud, Vincent, Antoine Blanc, Joseph Benoit et d'autres travaillent à limiter l'influence du communisme icarien dans la population ouvrière lyonnaise<sup>194</sup>.

Plusieurs jours avant l'arrivée de Cabet à Lyon, en septembre 1843, les autorités de la ville sont prévenues<sup>195</sup>. Piou, le procureur général, est inquiet : cette arrivée coïncide avec celle du duc et de la duchesse de Nemours. Le 16 septembre, il écrit au garde des Sceaux :

« Si le sieur Cabet ose se présenter à Lyon en même temps que Monseigneur le Duc de Nemours, il est évident qu'il attend quelque chose d'une audacieuse résolution et qu'il espère au moins détourner l'attention publique de son objet principal. Il n'y aura d'agitation que dans la classe ouvrière, mais cette agitation sera déjà un grand mal. »

D'après ses informations, les communistes de Lyon projettent un grand banquet pour accueillir le directeur du *Populaire*. 600 billets d'invitation auraient déjà été imprimés, portant les mentions *Liberté, Égalité, Fraternité, Communauté*. Cabet arrive le 18 dans la soirée, accompagné de Firmin Favard. Piou décide de les surveiller. Le 19, il écrit au ministre :

« Le sieur Cabet s'est déjà mis en communication avec celui qui passe pour diriger le Comité des communistes icariens. »

Il s'agit de Chapuis, chef d'atelier à la Croix-Rousse, l'un des membres de la commission de correspondance du *Populaire* dans cette ville depuis 1841. C'est lui qui reçoit les ballots du *Populaire* et les distribue dans toute la région, dans le département du Rhône mais aussi en Isère. C'est lors d'un déplacement à Vienne en 1842 qu'il aurait recruté l'un des correspondants les plus actifs

de Cabet en France: Vincent Coëffé. Le banquet organisé pour accueillir le chef des Icariens obsède Piou: d'après lui, il serait fractionné en sections de 20 personnes qui assisteraient au repas dans autant de lieux séparés. Cabet visiterait chacun de ces groupes en colportant brochures et discours. En réalité, le chef des Icariens ne sort guère de son hôtel où il reçoit des délégations d'ouvriers communistes. Le 21, le banquet n'a toujours pas eu lieu, ce qui rassure le procureur général qui se dit «exactement informé de ce qui se passe» et prêt au pire. Le 24, il rend compte de la suite des événements et de la surveillance attentive des policiers.

«Quelques réunions d'ouvriers ont eu lieu dans la commune de la Croix-Rousse: le sieur Cabet, qui y assistait, a pris la parole pour engager les ouvriers à acheter ses brochures et à s'abonner à son journal. La ville de Lyon ne s'est pas encore aperçue de la présence du sieur Cabet. On ne parle plus du banquet qui devait lui être offert. On dit que les membres des diverses associations secrètes qui existent à Lyon n'ont pu réussir à se mettre d'accord sur plusieurs points qui les divisent depuis quelque temps et que leur premier entretien avec le sieur Cabet s'est passé en récriminations.»

Cabet quitte Lyon le 25 septembre. Piou en est soulagé:

«Sa présence n'aura été marquée par aucun désordre que l'autorité ait dû réprimer.»

Les mouchards de la police n'en continuent pas moins leur travail d'espionnage dans les milieux ouvriers. Le 2 octobre, sur la foi de leurs témoignages, le procureur général fait au ministre d'étonnantes révélations. À défaut d'être fiable pour les faits qu'il dénonce, son rapport rend compte d'une certaine perception, par les autorités, du contenu de la propagande icarienne:

«Je crois devoir vous communiquer sans retard la principale particularité du séjour du sieur Cabet à Lyon. Le sieur Cabet s'étant opposé à toute manifestation imposante et publique dont il serait l'objet, les communistes lui ont reproché, en petites réunions, de travailler à la régénération sociale par des moyens trop lents. Ils lui ont déclaré qu'ils ne pouvaient attendre indéfiniment les avantages qu'il leur promettait. Le sieur Cabet a répondu que, jusqu'ici, il avait pensé que la société pouvait être régénérée par la seule influence du raisonnement et de la publicité, mais qu'il reconnaissait aujourd'hui que l'emploi de la force était nécessaire pour accomplir cette grande œuvre. Il a ajouté qu'on ne devait rien tenter par cette voie du vivant du roi, mais que la levée de boucliers se ferait davantage à l'instant de sa mort. Je vous prie de considérer comme confidentiels ces renseignements dont l'exactitude m'est garantie.»

Dans un autre rapport, le 22 octobre, il confirme :

«Un grand nombre de communistes de Lyon, avant la visite que le sieur Cabet leur a faite, refusaient de le reconnaître pour chef, parce qu'ils voulaient arriver à la réforme sociale par des moyens plus prompts que les siens. Le sieur Cabet, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer, leur a déclaré qu'il ne fallait pas prendre au sérieux la politique pacifique de son journal et qu'au fond, il sentait comme eux, que l'emploi des armes était nécessaire pour renverser le Gouvernement. Cette déclaration a eu pour effet de lui rallier tout le parti communiste, qui a presque totalement absorbé les autres associations secrètes.»

Aucune autre source ne permet d'attester que Cabet aurait pu renoncer, ne serait-ce qu'un instant, à l'exigence d'un pacifisme absolu. Toutes, en revanche, confirment l'ascendant qu'il prend à partir de ce moment-là sur les milieux ouvriers lyonnais. Dans ses *Mémoires et souvenirs*, Sébastien Commissaire admet avoir été «un partisan déclaré de la doctrine icarienne» à l'époque du

voyage de Cabet à Lyon<sup>196</sup>. Il explique sa conversion, momentanée du reste, par sa rencontre avec le chef des Icariens :

«Il était d'une taille moyenne; sa figure était fine, douce, empreinte d'un air de bonté, qui mettait les plus humbles à l'aise avec lui, il n'avait rien de recherché dans sa toilette, son langage était celui d'un homme qui a la foi d'un apôtre, qui est convaincu de l'excellence de ses idées, toute sa personne respirait un air de bonhomie qui le faisait appeler par ses adeptes "le père Cabet"<sup>197</sup>.»

Ce témoignage rappelle celui de Martin Nadaud. L'adhésion au communisme de Cabet n'enferme pas dans une religion sectaire. Elle est un moment, souvent le premier, dans la formation de ces hommes aux questions politiques et sociales. C'est dans *Le Populaire* qu'ils trouvent l'invitation à étudier les autres systèmes de réforme: ils adhèrent pleinement au projet cabétiste d'éducation et de moralisation du Peuple, mais n'en conservent pas moins leur indépendance intellectuelle. La qualité de leur formation politique, l'évidence de leurs vertus et la modération de leurs discours leur valent le respect de tous, à commencer par celui de leurs pairs, les ouvriers. Commissaire comme Nadaud sont devenus représentants du Peuple sous la Seconde République après avoir beaucoup appris au contact du communisme de Cabet dans les années 1840. Par-delà ces cas de réussite extrême, le communisme icarien est, à Lyon comme à Paris, d'abord reçu comme un moyen d'apprentissage à la république démocratique et sociale.

Les ouvriers lyonnais ont l'habitude de se réunir par petits groupes pour discuter des brochures de Cabet et d'autres réformateurs sociaux. Ces réunions se tiennent l'été dans les bois ou les prés autour de la ville et l'hiver dans les ateliers. Joseph Benoit y combat sans succès les positions des partisans de Cabet; il n'en conçoit aucune amertume. Il se souvient au contraire avec

émotion, dans ses *Mémoires d'un prolétaire*<sup>198</sup>, du puissant désir d'instruction et de moralité qui habitait ceux avec lesquels il discutait :

« Qu'on se figure vingt ou trente personnes de tous les âges et de tous les sexes réunies dans un atelier de tisseur et placées dans tous les coins restés libres par les intervalles qui séparent les métiers, et cette assemblée éclairée par une ou deux lampes d'ouvriers projetant une clarté douteuse et tout à fait insuffisante, formant une demi-obscurité, et l'on aura le tableau de ces réunions où des âmes avides venaient chercher des consolations à leurs maux par des espérances que la discussion faisait naître, ou des connaissances sur les faits sociaux et sur les causes qui engendraient le mal. [...] Plus d'une fois, dans ces assemblées, j'ai vu des orateurs populaires, des ouvriers, captiver l'auditoire par leur parole facile et vraiment éloquente. La peinture des maux présents et le tableau d'une félicité future dans la société transformée ont plus d'une fois arraché des larmes de regret et de douleur, comme aussi ce tableau enivrant de bonheur a fait couler des larmes de joie et d'espérance. [...] Flora Tristan, Jules Leroux, Proudhon, Cabet venaient parfois donner, par leur parole aimée, de l'animation à ces réunions en exposant leurs idées, leur système, et en répondant aux objections qui leur étaient faites, aux observations qui leur étaient adressées<sup>199</sup>. »

En 1844, alors qu'elle est de passage à Lyon pour gagner des ralliements à son projet d'*Union ouvrière*, Flora Tristan rencontre un accueil nettement moins favorable que Cabet. Piou en rend compte au ministre :

« La dame Flora Tristan est encore à Lyon, mais elle n'assiste plus à aucune réunion d'ouvriers, et je crois qu'elle est à la veille de son départ. Elle a complètement échoué auprès de nos ouvriers dont les idées sont plus avancées que les siennes. Elle a voulu rallier à ses doctrines les membres des sociétés

secrètes ; ceux-ci lui ont répondu : “Vous êtes phalanstérienne, allez avec les phalanstériens ; nous entendons rester communistes”.»

Déçue de l'accueil qui lui est fait, elle note dans son journal de voyage comment elle est allée toute gaie au-devant des «Icariens pur-sang» :

«Pauvre bonhomme de père Cabet – tel maître, tels disciples. Un tel homme, c'est-à-dire une monstruosité de personnalité vaniteuse et vide ne pouvait enfanter que des choses ridicules et inconvenantes.<sup>200</sup>»

Une certaine dame Bernard se prononce contre l'adhésion à l'*Union ouvrière* et s'en explique :

«Madame, je trouve votre petit livre bien bon, mais, nous autres communistes, nous avons plus beau, car nous avons un plan complet, nous voulons celui-là et pas le vôtre qui n'est qu'un moyen de transition comme vous le dites.<sup>201</sup>»

Suite à cette réaction, Flora Tristan conclut :

«M. Cabet a fait beaucoup de mal aux ouvriers. Il a paralysé en eux toute action. Aujourd'hui les ouvriers ne voient que le règne d'Icarie, restent là fascinés devant cette vision. Ils attendent au lieu de travailler activement à préparer cet heureux règne. Cet état atteint les êtres dans toute leur énergie ; je considère cela comme un grand malheur, mais ils ne pourront rester longtemps dans cette phase d'immobilisme<sup>202</sup>.»

Ce n'est pas un hommage aux doctrines de Cabet, mais c'est au moins un constat de l'efficacité de sa propagande auprès des ouvriers lyonnais. Or, ces ouvriers ne sont pas aussi «paralysés» et «immobiles» que le dit Flora Tristan. Au printemps 1844,

leur soutien aux mineurs de Rive-de-Gier dément cette supposée inaptitude à l'action.

Le bassin de Saint-Étienne représente à lui seul la moitié de la production française de houille. À Rive-de-Gier, 17 compagnies se partagent l'exploitation de 86 puits. Une partie de ces sociétés, détenant les trois quarts de ces puits, décide de fusionner en une compagnie générale au début de 1844. L'objectif est de mettre fin à la concurrence, de rationaliser la production et de diminuer le prix de revient de l'extraction ; en clair, de faire baisser les salaires des mineurs et d'allonger la journée de travail. Ce salaire se situe aux alentours de 4 francs par jour. Il est question d'une première baisse à 3,75 francs. Ces mesures sont annoncées aux mineurs à la fin du mois de mars 1844. Le 1<sup>er</sup> avril, ils sont 2 000 à cesser le travail<sup>203</sup>. Des piquets de grève sont mis en place à l'entrée des puits ; on chante *La Parisienne* dans les manifestations. 17 mineurs sont arrêtés. Le 5 avril, alors qu'on les transporte à Saint-Étienne pour les juger, le convoi est attaqué à l'entrée de Grande-Croix par 300 ou 400 de leurs camarades qui tentent de les délivrer en lançant des pierres aux soldats. La troupe, composée d'une centaine d'hommes (fantassins, chasseurs et gendarmes), ouvre le feu. Un jeune ouvrier de 18 ans est tué. Dans le bassin de Rive-de-Gier, la grève est dure. Les femmes et les enfants des mineurs en sont réduits à mendier dans les campagnes environnantes. À la fin du mois d'avril, c'est l'échec. Le travail reprend progressivement sans qu'aucune augmentation de salaire ne soit accordée. Seuls ceux qui reprennent les premiers bénéficient d'une gratification.

Le 30 avril, le jugement du tribunal correctionnel de Saint-Étienne est annoncé à Rive-de-Gier. Les peines sont lourdes : jusqu'à deux ans de prison pour Luc Courtial, le plus sévèrement condamné. Les mineurs cessent de nouveau le travail. Par

dépêche télégraphique, le garde des Sceaux Martin du Nord ordonne à Piou de s'opposer par tous les moyens aux augmentations de salaire. Le procureur général lui répond, le 15 mai, que la reprise du travail est générale sans qu'aucune revendication des mineurs ait été prise en compte. Seule une compagnie a cédé et maintient les salaires à 4 francs. Piou n'est pourtant pas rassuré. Le 30, il adresse un nouveau rapport au ministre :

«Les troubles de cette nature méritent d'autant plus d'éveiller la sollicitude de l'autorité que les doctrines du communisme tendent à pénétrer dans les mines et qu'on cherche à établir une certaine solidarité entre les mineurs et les ouvriers de Lyon. Le Gouvernement, qui connaît les espérances que les factions nourrissent encore, ne peut trop se préoccuper de ces masses d'ouvriers agglomérés aux portes de la seconde ville du royaume, où fermentent de nombreux éléments de désordre.»

Pour nourrir ces craintes, le procureur général de Lyon s'appuie sur les éléments d'une enquête menée parallèlement à la surveillance de la grève de Rive-de-Gier. Les investigations judiciaires et policières ont démontré l'efficacité du fonctionnement des réseaux communistes lyonnais, entrés en contact avec les mineurs de la Loire.

Les communistes icariens ne sont coupés ni des partis politiques de leur ville, ni du mouvement social dans leur région. Ils se posent même en intermédiaires. Leur activité pendant la durée du conflit de Rive-de-Gier montre comment sont diffusées les idées de Cabet : partant d'un centre où son influence est plus anciennement et plus puissamment établie, ses doctrines sont répandues dans les localités secondaires quand l'occasion s'en présente. Le 25 avril, Piou informe Martin du Nord que des quêtes à domicile sont organisées dans Lyon pour soutenir le mouvement

des grévistes de Rive-de-Gier. Trois commissaires en sont chargés : le gérant du *Censeur*, Murat, et deux chefs d'atelier, Bernard et Milliet. D'après sa lettre, tous les trois appartiendraient à la société secrète Jeune Europe. En fait, ce sont plutôt les représentants des trois principaux partis lyonnais : un républicain réformiste, un communiste icarien et un communiste néobabouviste. Milliet est chargé de porter aux mineurs les 50 ou 60 francs recueillis. Arrivé à Rive-de-Gier, il ne peut y déposer l'argent, n'étant en rapport avec personne dans cette ville. Il doit revenir sur ses pas jusqu'à Givors. C'est là seulement qu'il trouve enfin quelqu'un pour faire parvenir l'aide aux mineurs de la Loire : le cafetier Villard, « affilié aux sociétés républicaines » d'après Piou, c'est en fait un abonné au *Populaire* de Cabet<sup>204</sup>. Le 8 mai, le procureur général fait état de ses soupçons sur la distribution d'argent et de brochures communistes en provenance de Givors :

« Il résulte de renseignements confidentiels qu'il existe une sorte de comité qui se réunit à Givors et dont la mission est de faire des collectes et de distribuer aux mineurs les ouvrages du sieur Cabet. Des perquisitions vont être faites à Givors au domicile de ceux qui sont désignés comme se livrant à ces menées<sup>205</sup>. »

Le même jour, le préfet du Rhône écrit à son collègue de la Loire :

« Les renseignements que je reçois de Rive-de-Gier ne permettent plus guère de mettre en doute que la politique révolutionnaire soit mêlée désormais au mouvement, d'abord tout industriel, dont cette ville est le théâtre. Les écrits communistes continuent à être répandus à profusion parmi les ouvriers et ceux-ci se proclament aujourd'hui hautement partisans des principes subversifs aux inspirations desquels ils étaient restés jusqu'ici inaccessibles. Vous

avez su que les sociétés secrètes de Lyon avaient envoyé à Rive-de-Gier le montant d'une collecte faite dans leur sein. Depuis lors, cette marque de sympathie a trouvé des imitateurs à Givors, à Vienne, à Saint-Étienne et dans les localités voisines<sup>206</sup>. »

La liste de ces villes indique les régions où les Icariens sont les mieux implantés. Le 14 mai, Piou transmet à Paris le résultat des perquisitions qu'il a ordonnées à Givors chez les «individus signalés comme se livrant à des menées dont le but était de prolonger la coalition de Rive-de-Gier dans un intérêt politique». Des écrits communistes sont découverts, ce qui n'est guère étonnant puisque les trois suspects, parmi lesquels Villard, sont abonnés au *Populaire*. La police découvre que c'est par l'intermédiaire de ce dernier que l'argent des Lyonnais a été acheminé chez Rochette, son correspondant à Rive-de-Gier, chargé ensuite de le redistribuer aux mineurs. Le 18 mai, Piou donne encore des indications qui confirment que ce sont bien des communistes icariens qui agissent pour soutenir les grévistes :

«Des individus, porteurs du *Populaire* (n° du 2 mai) qui rend compte des événements de Rive-de-Gier, ont parcouru les campagnes et sollicité des secours en faveur des ouvriers mineurs. Pour exciter la compassion des habitants des villages, ils leur donnaient lecture du récit que *Le Populaire* a fait des troubles de Rive-de-Gier<sup>207</sup>. »

La campagne de soutien est partie de Lyon, elle est relayée à Givors, où le communisme icarien est déjà implanté depuis le mois de septembre 1842<sup>208</sup>. En 1846, Givors et Rive-de-Gier se classent dans les 20 villes les plus icariennes de France, avec 24 abonnés au *Populaire* dans la première, 16 dans la seconde. À Vienne, où les Icariens ont aussi manifesté leur solidarité avec

les mineurs de la Loire, Vincent Coëffé a placé 62 abonnements au *Populaire* en 1846 (c'est le cinquième rang en France) et 86 pour le département de l'Isère. De plus, cette implantation est durable : dix ans plus tard, en 1855, c'est de Vienne que Jean-François Crétinon et François-Marie Lacour entreprennent leur voyage pour Icarie<sup>209</sup>.

La capacité des communistes icariens lyonnais à s'appuyer sur la grève des mineurs de Rive-de-Gier pour étendre l'influence de leur doctrine dans toute la région est remarquable. Excepté Cabet, aucun théoricien socialiste n'est en mesure, à cette époque, d'approcher à ce point le mouvement réel des travailleurs, de produire de vrais effets dans les processus de la conflictualité sociale. Au mieux, les ouvriers consentent à écouter et à discuter les autres théories censées les sauver de leur sort malheureux mais ils n'y adhèrent pas ; elles ne suscitent pas de réseau de solidarité sur lequel s'appuyer en cas de lutte pour la défense de leurs droits. Le communisme de Cabet est la seule utopie socialiste à emporter une adhésion significative, mais cette force est aussi une source d'inquiétude, non seulement pour les autorités ou pour les républicains réformistes, mais encore pour Cabet lui-même, très conscient de ses responsabilités.

L'affaire de Lyon et de Rive-de-Gier démontre que les ouvriers icariens peuvent détourner le réseau des abonnés au *Populaire* à d'autres fins que celles prévues au départ par son rédacteur en chef. La frontière entre ce qui relève de l'action légale et pacifique et ce qui n'en relève pas n'est pas toujours clairement perçue par le public cible de la propagande icarienne.

En juillet 1844, un ouvrier en soie, Joseph Linne, est arrêté à Lyon<sup>210</sup>. Il reconnaît qu'il fait partie d'une société de 20 membres pour laquelle il paie une cotisation. Le procureur du roi qui suit l'enquête note :

«Il prétend que cette mise de fonds devait être employée à acheter des brochures communistes de M. Cabet, et à secourir des sociétaires qui en auraient besoin.»

Les déclarations de Linne conduisent la police chez le tailleur Faucon, le nouveau correspondant de Cabet à Lyon, qui remplace Chapuis depuis peu. Les autorités soupçonnent l'existence d'un réseau de «petites sociétés secrètes», dans lequel circulent des ouvrages et des écrits clandestins, dont Faucon serait le principal dépositaire. Il n'est toutefois pas mis en cause jusqu'au procès. L'affaire est jugée le 19 septembre 1844, devant le tribunal de police correctionnelle. La majorité des ouvriers inculpés sont condamnés. Le procureur du roi rédige un compte rendu de l'audience pour le procureur général :

«Les débats ont amené la confirmation de tous les faits que l'instruction avait révélés. Il est devenu certain que la doctrine communiste est répandue à Lyon à de nombreux exemplaires, propagée dans les ateliers et distribuée soit par les écrits de M. Cabet, soit par *L'Almanach icarien* qu'on vend au plus bas prix. Ce qui est plus grave encore et ce qui tombe sous l'application immédiate de la loi, c'est que les adeptes de cette doctrine sont organisés aujourd'hui en association. Cette association se compose de dix-huit sections ; du moins c'est le chiffre qui a été précisé par les aveux de quelques prévenus qui, sur ce point, ont corroboré les rapports de la police. Chaque section est elle-même composée de dix-huit individus et représentée par un correspondant qui se met en relation avec les correspondants des autres sections. Une cotisation mensuelle est perçue pour l'achat des œuvres communistes qui se transmettent de série en série. L'association se réunit dans les banquets faits aux différentes dates de notre histoire révolutionnaire. C'est ainsi qu'après avoir tenu des séances successives chez Millet et Jandard, elle s'est réunie dans un banquet chez le sieur Bœuf, cabaretier à la Guillotière,

ancien prévenu d'avril. Les membres de ce banquet ont été admis en présentant des cartes emblématiques portant aux quatre coins les lettres U-C-F-E, *Unité, Communauté, Fraternité, Égalité*. Des discours républicains empreints des sentiments les plus exagérés, hostiles à la personne du Roi, y ont été prononcés. [...] Une pièce importante trouvée chez Millet père, ancien membre de la Société des Droits de l'Homme, renferme tous les statuts de la société et démontre qu'elle était organisée pour prendre une part active à un mouvement révolutionnaire. Le communisme n'était qu'un prétexte, la lecture des œuvres de M. Cabet et la propagande de ses doctrines n'étaient qu'une occasion de réunion. Les affiliés unis ainsi par les rapports d'une même croyance étaient sous la direction d'un comité composé de neuf membres. L'organisation était donc prête et se recrutait dans les ateliers pour profiter d'un instant de trouble. [...] Les prévenus, à l'exception de deux d'entre eux, étaient tous très jeunes ; ils ne comprenaient pas la gravité de leur position ; ils avouaient tout et cependant ils avaient l'air de se glorifier de l'importance de leur rôle. »

Comme souvent pour les rapports des autorités judiciaires de cette époque, ce texte mêle une part de fantasme à une certaine réalité. Cabet, très inquiet, vient à Lyon du 21 juillet au 6 août pour tenter de comprendre ce qui s'y passe vraiment. Il expose les conclusions de sa propre enquête dans *Les Masques arrachés* en décembre 1844 :

« Quelques personnes (nous ne savons ni qui ni quand) ont eu l'idée de fonder à Lyon, dans chaque quartier, des Bibliothèques, c'est-à-dire de petites réunions composées chacune de moins de vingt jeunes gens, pour se cotiser, acheter des livres et des brochures, les lire et les discuter, puis les répandre et en propager les principes. Presque tous ces jeunes gens, honnêtes et laborieux ouvriers, plus ou moins instruits déjà, étaient communistes, même Ica-riens ; et quand on les poursuivit plus tard, ils répondirent que leur but était de lire et de propager les écrits et les doctrines du citoyen Cabet. Que leurs

intentions aient été parfaitement pures en général, qu'ils aient cru faire une chose innocente, toute légale, qui ne pouvait compromettre ni la cause populaire ni eux-mêmes, nous n'en avons pas le moindre doute<sup>211</sup>. »

Il précise pourtant que personne ne l'a prévenu et que c'est seulement en allant lui-même à Lyon qu'il a tout découvert.

S'il en doutait encore, la démonstration est faite qu'il ne peut tout contrôler. Ce qui est mis en action autour de sa propagande «légale et pacifique» peut complètement lui échapper. Il ne peut pas être sûr que tous les communistes icariens le croient sincère dans son attachement proclamé à la stricte légalité. L'hypothèse d'une façade légaliste destinée à contourner la censure et à empêcher les poursuites peut sembler crédible à beaucoup de communistes. Pour les autorités, le doute est possible quant aux motifs de l'adhésion au communisme icarien : foi en ses doctrines ou simple prétexte de regroupement politique ? Cabet n'ignore pas que le réseau des Icariens peut, en partie, être instrumentalisé à des fins révolutionnaires. Dans une grande ville comme Lyon, les conséquences en seraient terribles.

Les conservateurs s'inquiètent aussi. Le 13 septembre 1846, le journal au tirage le plus important de Paris, *Le Siècle*, lance un véritable cri d'alarme en direction des autorités :

«Prenez garde ! Le communisme envahit les populations de nos grandes villes manufacturières, qu'il inonde de ses écrits. Lyon, par exemple, est possédée par le communisme. Et l'ardeur qu'il excite pour l'étude de ses théories est telle que, quand on entre dans un atelier, on voit le travailleur placé entre son travail et sa brochure, ayant un œil sur son métier et l'autre sur son livre. L'école de Fourier est délaissée, et c'est le communisme qui triomphe. [...] Et vous vous méprenez sur la nature et la portée du mouvement. Vous dites que le communisme ne recrute que parmi les ouvriers débauchés et

dissipateurs, et que les ouvriers honnêtes et rangés s'occupent fort peu des doctrines socialistes. [...] Mais c'est le contraire qui est vrai, et nous avons pu nous en convaincre nous-mêmes. Les hommes qu'embrase le plus d'ardeur pour le communisme sont des hommes pleins de cœur et d'intelligence, des travailleurs laborieux, dont la conduite et les manières inspirent l'estime. [...] Ne dites pas que c'est l'écume ou la lie ; car c'est l'élite et la tête de la masse ouvrière<sup>212</sup> ! »

## Partir

En avril 1847, Cabet se prépare à faire une déclaration d'importance. Il a commencé à échanger à ce propos avec des interlocuteurs privilégiés tels que Firmin Favard et le miroitier Pépin de Périgueux. Le 2 mai, après deux pleines pages consacrées aux «calomnies et persécutions» contre le communisme, il annonce, pour le numéro suivant, la publication d'une «Grande Confidence».

### «Le Christ des barricades<sup>213</sup>»

Dans les dernières pages du *Populaire* du 9 mai 1847, il publie, sous le titre anodin de «Confidence-Remède», son appel à quitter la France. Il appelle des milliers d'Icariens à le suivre en Icarie, à tout quitter et à laisser derrière eux douleur, misère et désespoir. Il parle de 20 000 à 30 000 personnes pour commencer, sur lesquelles il croit pouvoir compter, puis de 100 000, puis d'un million... En lettres majuscules, il lance le mot d'ordre pour lequel il a ménagé l'effet de surprise :

«ALLONS EN ICARIE!»

Il publie, à partir de la fin du mois de mai, une brochure en huit livraisons, d'une cinquantaine de pages chacune, sous le titre de *Réalisation de la Communauté d'Icarie*. En janvier 1848, dans les toutes dernières pages de cette brochure, les Icariens apprennent qu'ils s'implanteront au Texas, en Amérique. À cette date, les préparatifs sont déjà très avancés. L'annonce du 9 mai, que les Icariens appellent la «Confidence», est évidemment un événement majeur dans l'histoire de leur mouvement. Elle pose même la question de la nature utopique des doctrines de Cabet et de leurs interprétations. Pour Cabet, l'utopie participe au processus historique et s'inscrit dans une actualité. Elle est l'espérance et l'attente qui motivent l'engagement politique et social dans le présent. Le départ en Icarie signifie donc soit une rupture complète dans l'histoire du communisme icarien, soit le développement d'une deuxième voie, l'histoire de l'utopie icarienne en France coexistant alors avec l'histoire d'une Icarie américaine. Cette nouvelle dualité du projet icarien est matérialisée à partir du 7 novembre 1847 et ce jusqu'au 2 septembre 1849: à la une du *Populaire*, sous le titre de chaque numéro du journal, on trouve deux petits textes programmatiques, l'un sur le fait que le communisme est la réalisation de la démocratie et du christianisme «dans sa pureté primitive» et l'autre, distinct, séparé d'un trait, sur la «grande émigration».

Il s'agit d'un revirement complet et assez brusque de la parole de Cabet qui, dans le *Voyage en Icarie*, montrait une position tranchée sur la question de l'expérimentation isolée, désapprouvant ainsi les essais de communauté de Robert Owen :

«Point même de Communautés partielles, dont le succès ne pourrait faire que peu de bien, et dont la chute, presque certaine, ferait toujours beaucoup de mal ! Du prosélytisme seulement, et toujours du prosélytisme, jusqu'à ce que la masse adopte le Principe de la Communauté<sup>214</sup> ! »

Dans *L'Almanach icarien de 1843*, il mettait en garde ceux qui auraient été tentés d'abandonner la vieille Europe pour aller chercher fortune sur le sol américain. Selon lui, les États-Unis n'offraient guère de chances de fortune :

«La masse des malheureux s'y accroît outre mesure. [...] Parmi les indigents, errant sans ressources sur un sol étranger, dont le plus souvent ils ne connaissent pas même le langage, on remarque un nombre considérable de Français<sup>215</sup>.»

Il évoquait, dans le même article, les difficultés des fourriéristes au Brésil :

«Nous ne verrions de chance de succès pour une expérience fourriériste (sic) ou communiste, dans un pays étranger, qu'avec une grande masse d'hommes et d'immenses ressources en argent : hors de ce cas, nous verrons toujours avec peine les défenseurs de la cause populaire la priver de leur appui pour ne trouver, à leur arrivée sur le sol étranger, que la misère et l'esclavage.»

Ces considérations sur l'expérimentation partielle ou sur l'émigration sont défendues dans toutes ses publications au moins jusqu'à la fin de 1846. Le 27 septembre 1846, il écrivait encore dans *Le Populaire*, en conclusion d'un article sur les tentatives de communautés partielles :

«Autant que qui que ce soit, nous voudrions que toutes les espèces d'associations et de petites communautés partielles fussent possibles et prospères, et nous sommes très contrariés d'avoir été obligés de penser, de dire et de répéter que nous ne croyons pas à la possibilité, pour aujourd'hui, de ces petites communautés partielles. [...] C'est de la propagande qu'il faut faire pour préparer l'Opinion publique, pour multiplier les hommes capables de vie commune.»

La publication, en août 1846, puis la réédition, en 1847, du *Vrai Christianisme suivant Jésus-Christ* apparaît comme une étape importante dans le processus qui a conduit Cabet à la Confiance de mai 1847. Le ton biblique, mystique, religieux, exalté de la Confiance (un travers que Cabet reproche à nombre de ses adversaires par ailleurs) est déjà celui de ce pensum de 600 pages. Quand il est publié, il est censé faire plus de propagande encore en faveur du communisme icarien que le *Voyage en Icarie* lui-même. L'ouvrage fait l'objet de très importants efforts de promotion. La publication est annoncée depuis le 3 avril 1844 dans *Le Populaire*. Des articles sur l'identité entre les doctrines de Jésus et celles de Cabet ont déjà paru entre 1842 et 1844, rédigés en collaboration avec Louis Krolkowski. L'idée que Jésus est communiste est énoncée dès la première édition du *Voyage en Icarie* en 1840. Le livre de 1846 n'apporte rien de nouveau, ou presque. L'idée principale est d'affirmer que le parcours de Cabet est comparable à celui de Moïse, de Saint-Paul et plus encore à celui de Jésus. Le récit de la vie du Christ reprend mot pour mot ceux des nombreux récits autobiographiques du théoricien communiste :

« Fils d'une jeune fille du Peuple mariée à un simple charpentier, né sur de la paille dans une étable, ayant des frères et des sœurs qui sont ouvriers et ouvrières, travaillant d'abord avec eux, demeurant à Nazareth [...], plus instruit dans la Loi que les docteurs de la Loi, c'est à trente ans qu'il commence sa mission. [...] Il se prépare à son ministère par la retraite et la méditation, par l'examen de lui-même, pour s'assurer qu'il a bien la lumière et la force nécessaires pour le grand rôle qu'il veut accomplir. Tenté par Satan, qui lui offre les royaumes du Monde et leur gloire s'il veut se prosterner devant lui et l'adorer, il dédaigne la puissance et les honneurs, la fortune et les délices. [...] Il sacrifie sa vie par dévouement<sup>216</sup>. »

Pas plus que la prédication communiste de Cabet, la doctrine de Jésus ne propose d'attendre le Paradis dans une béate passivité :

« En donnant une meilleure Espérance, Jésus ne prêche pas une Doctrine de résignation servile, d'engourdissement, d'endormage, ni de sommeil, d'inaction, ni d'immobilité : au contraire, tous ses conseils et tous ses commandements inspirent l'activité, l'énergie, le courage, la persévérance et le dévouement<sup>217</sup>. »

Les dernières phrases du *Vrai Christianisme* donnent un sens à la référence christique :

« Serviteurs et Soldats de la Fraternité, humbles disciples de Jésus qui l'a proclamée, avançons hardiment, les yeux fixés sur notre Maître ! Nourris et inspirés de son Évangile, éclairés par sa lumière, guidés par ses Commandements, embrasés de son Amour, et cherchant à l'imiter en tout, en avant ! En avant, pour l'affranchissement des Travailleurs, pour la félicité des Femmes et des Enfants, pour le bonheur de l'humanité, pour le salut de tous sans exception<sup>218</sup>. »

Gabriel Delessert, dans un rapport sur les publications « anarchiques » de l'année 1846, classe ce livre parmi les plus dangereux qu'il ait lus cette année-là, en deuxième position après les *Évangiles* de Lamennais :

« Il est facile de comprendre tout le crédit que peuvent obtenir de semblables écrits sur l'esprit facile et inculte d'ouvriers dont on flatte d'ailleurs tous les appétits matériels. Là est la véritable plaie de l'époque, et on doit reconnaître que chaque année elle fait de nouveaux progrès<sup>219</sup>. »

Il est facile aussi de percevoir toute la morgue de ce grand bourgeois. Mais par-delà cette posture de caste, il montre à quel point il redoute l'ouvrage de Cabet, qui annonce les images

emblématiques de la révolution de 1848, celles d'ouvriers saluant et reconnaissant comme leur maître le « Christ des barricades ».

La rhétorique évangélique est dans l'air du temps : depuis la publication du *Nouveau Christianisme* par Saint-Simon, quelques jours avant sa mort, en 1825, des *Paroles d'un croyant* par Lamennais en 1834, Pierre Leroux, Buchez, les ouvriers de *L'Atelier*, Esquiros, jusqu'à Proudhon, presque tous les théoriciens du socialisme ont reconnu dans la figure du Jésus prolétaire un prédécesseur<sup>220</sup>. En 1830 déjà, Buonarroti écrivait :

« Personne n'est plus convaincu que moi des intentions bienfaisantes de Jésus ; je crois qu'il eut un but temporel et qu'il fut un généreux prédicateur d'égalité et de vertu. Telles étaient, à mon avis, les bases primitives du christianisme dans sa pureté et dans l'esprit de son fondateur. S'il était possible de rendre cette vérité sensible à tout homme de bonne foi, je n'hésiterais pas à approuver l'idée de se servir du christianisme pour réformer radicalement les institutions humaines<sup>221</sup>. »

C'est le propos de Cabet plus de quinze ans après. Revendiquer l'imitation de Jésus-Christ, dans ces conditions, n'est pas suffisant pour marquer une prise de distance avec les écoles du socialisme ou de la réforme, mais la publication du *Vrai Christianisme* intervient dans un contexte très difficile : celui d'une impasse sectaire. L'un des effets de la référence au modèle chrétien primitif est l'habitude des Icariens de s'appeler entre eux « frères » et d'appeler Cabet « Père ». Ils prennent acte eux-mêmes de leur retranchement dans une communauté particulière. Cabet publie le *Vrai Christianisme* au milieu d'une immense solitude politique, d'une « conspiration du silence » de toute la presse démocrate<sup>222</sup>. À l'instar du *National*, aucun journal réformiste ne parle de lui. Il est évincé progressivement de l'espace public<sup>223</sup>.

**« Le communisme, c'est la privation partout, la privation toujours »**

Les fouriéristes sont les seuls ou presque qui acceptent alors un débat avec Cabet<sup>224</sup>. Même si elle est âpre, leur polémique vaut mieux que l'indifférence ostensible de tous les autres. Vers le milieu de l'été 1845, Victor Considerant et Victor Hennequin sont les premiers à déclencher les hostilités dans *La Démocratie pacifique*. Paraissent souvent, en première page du journal de Considerant, de longs articles destinés à combattre l'influence perçue comme grandissante du communisme icarien. Selon les fouriéristes, le communisme est une foi instinctive, une doctrine de « tout ce qui travaille et qui souffre », tendant à renverser la société actuelle sans permettre d'en reconstruire une autre. Il procède d'une négation irréfléchie du droit de propriété, d'un manque de science, il est dangereusement chimérique, désorganisateur et anarchique. Il propose de plus un monde triste, d'ennui, en préconisant en tout la plus parfaite uniformité et un puritanisme coercitif. Contre le brouet noir des communistes, la paralysie en tout par le nivellement des conditions, l'école sociétaire défend la différenciation, le plein développement des personnalités. Dans un premier temps, Cabet tente de pointer les convergences entre son communisme et les théories fouriéristes : la démocratie et le socialisme. Il cherche surtout à éviter de paraître en dehors de toute discussion. Mais en 1847, il se montre moins conciliant et dénigre les prétentions scientifiques de ses interlocuteurs, leur jargon, leur tolérance pour « la passion de l'amour », la licence, le dévergondage. Le 2 août 1847, un article cruel est publié dans *La Démocratie pacifique* sur l'amour en Icarie. Cabet répond à l'auteur, Victor Hennequin :

« Ainsi, génie léger, papillon frivole et volage, il faut absolument qu'il ait un phalanstère dans lequel il puisse voltiger de fleur en fleur, et butiner sur les fleurs d'autrui. Dans la vie réelle, il périrait d'ennui s'il n'avait des théâtres,

des drames émouvants, des comédies, des intrigues amoureuses, et s'il ne pouvait pas être l'amant d'une femme mariée<sup>225</sup>. »

Cabet se targue de ne jamais aller au théâtre et de ne lire aucun roman. Le 19 septembre, il publie dans *Le Populaire* une lettre rédigée par 60 femmes qui dénoncent son insolent contradicteur et se moquent de la « sublime idée de maître Fourier, ce célèbre successeur du Christ, qui n'a point rougi d'inventer une trêve conjugale qui rappelle les saturnales romaines. » Victor Considérant traite Cabet de « pape intolérant du communisme », qui attaque le fouriérisme avec une « violence ridicule » :

« Nous nous permettons seulement de trouver pitoyable le rôle beaucoup trop bruyant que se donne le beaucoup trop irritable M. Cabet<sup>226</sup>. »

Dans *Les Deux Communismes*, Considérant écrit aussi qu'il considère le communisme comme facultatif, « chrétien », citant explicitement celui de Cabet comme « une première ébauche de la conception sociétaire<sup>227</sup> ». C'est au moins lui reconnaître le droit à l'existence et à la discussion. Quand Cabet est poursuivi à la fin de l'année 1847 pour son projet d'émigration en Icarie, les journalistes de *La Démocratie pacifique* sont les premiers à le soutenir, sans aucune réserve ou ambiguïté.

Proudhon connaît très bien Cabet. D'après Pierre Haubtmann, son principal biographe, il aurait même pu devenir son secrétaire en 1843 ; peu connu encore, en quête d'un premier public fidèle, il pouvait espérer attirer vers lui des communistes, « un tas de braves gens dont tout le défaut est de ne pas s'entendre eux-mêmes<sup>228</sup> ». La tentative d'association n'aboutit pas, Cabet ne parvenant pas à rendre *Le Populaire* hebdomadaire, il n'a ni les moyens ni le besoin de rémunérer un tel secrétaire. Mais Proudhon n'est pas

communiste, et il le dit très clairement dès son *Premier Mémoire*, paru en juin 1840, *Qu'est-ce que la propriété?* Son attaque la plus théorisée est publiée dans le *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère* qu'il publie en octobre 1846. Un chapitre entier y est consacré au communisme de Cabet explicitement mentionné, à celui de Lahautière, de Louis Blanc et de tous les autres. La charge est dure :

«Le communisme, emprunt malheureux fait à la routine propriétaire, est le dégoût du travail, l'ennui de la vie, la suppression de la pensée, la mort du moi, l'affirmation du néant. Le communisme, dans la science comme dans la nature, est synonyme de nihilisme, d'indivision, d'immobilité, de nuit, de silence : c'est l'opposé du réel, le fond noir sur lequel le Créateur, Dieu de lumière, a dessiné l'univers<sup>229</sup>.»

Comme les fouriéristes, il reproche au communisme d'être une négation de toutes les lois sociales, une absence de science. Il est pauvre d'invention et impuissant face à l'économie politique :

«En philosophie, le communisme ne pense ni ne raisonne ; il a horreur de la logique, de la dialectique et de la métaphysique ; il n'apprend pas, il CROIT. En économie sociale, le communisme ne compte ni ne calcule ; il ne sait ni organiser, ni produire, ni répartir ; le travail lui est suspect, la justice lui fait peur. Indigent par lui-même, incompatible avec toute spécification, toute réalisation, toute loi ; empruntant ses idées aux plus vieilles traditions, vague, mystique, indéfinissable ; prêchant l'abstinence en haine du luxe, l'obéissance en crainte de la liberté, le quiétisme en horreur de la prévoyance : c'est la privation partout, la privation toujours<sup>230</sup>.»

Le communisme vit sur une erreur fondamentale, la foi en la fraternité, en la bonté native de l'homme qui, selon Proudhon,

n'existe pas. L'état primordial de l'homme, c'est la guerre et non l'altruisme. Il en conclut que le communisme est impossible sans la dictature, sans «l'exaltation de l'État et la glorification de la police». Il évoque clairement la dictature d'Icar dans le *Voyage en Icarie* de Cabet, porté au pouvoir par une insurrection populaire : elle supplée à l'absence de développement des institutions et des intelligences. Icar doit concentrer dans sa seule volonté toutes les volontés individuelles : c'est, selon Proudhon, le pire de tous les scénarios révolutionnaires. La communauté est l'état primitif de l'économie, elle a précédé la propriété ; la société ne peut être ramenée à cet état primitif sans la violence et la coercition. La seule solution pour dépasser la propriété est la liberté. Selon Proudhon, la communauté est définitivement incompatible avec la liberté de parole, d'action, de création et même de travail. Elle transforme tous les citoyens en fonctionnaires entièrement soumis à la puissance publique. Elle uniformise tout. Proudhon partage avec les fouriéristes son inappétence pour ce monde d'une tristesse infinie et d'un incoercible ennui. À Cabet, qui propose pour tous les citoyens de la communauté les mêmes vêtements, les mêmes logements, les mêmes repas, les mêmes divertissements, la même absence d'idée, Proudhon pose cette question :

«D'après cela, on ne conçoit pas pourquoi, en Icarie, il existerait plus d'un homme, plus d'un couple, le bonhomme Icar, ou M. Cabet, et sa femme. À quoi bon tout ce peuple ? À quoi bon cette répétition interminable de marionnettes taillées et habillées de la même manière<sup>231</sup> ? »

La réponse la plus célèbre faite à cette attaque contre le communisme n'est évidemment pas celle de Cabet. L'auteur de la *Misère de la philosophie*, Marx, a trouvé en Proudhon un adversaire à sa mesure, et réciproquement. Leur discussion, de haut niveau,

n'est pas de la même nature que la propagande de Cabet en direction de ses disciples. Les responsabilités politiques de Marx et Proudhon, à cette date, ne sont pas non plus les mêmes. Cabet ne réagit pas à l'ouvrage de ce dernier, continuant à le désigner aussi souvent que possible comme un communiste, et même, contre toute évidence, comme un actionnaire du *Populaire*, marquant ainsi un certain déni face à la réalité de son isolement intellectuel et politique.

L'attitude et la position de Louis Blanc sont toutes différentes : il est bien plus proche de Cabet, mais il se tait presque complètement<sup>232</sup>. Il promet d'abord, en octobre 1840, dans sa *Revue du progrès politique, social et littéraire*, un compte rendu du *Voyage en Icarie*, mais la critique annoncée n'arrivera jamais. Il donne de longs commentaires sur l'ouvrage de Pierre Leroux, *De l'Humanité*, aucun sur celui de Cabet qui vient tout juste de se déclarer publiquement communiste. La seule fois où Louis Blanc parle de lui dans sa revue, en avril 1841, ce n'est pas pour discuter ses doctrines communistes mais pour le soutenir dans la polémique contre *Le National*. Pourtant, comme le montrent des témoignages largement postérieurs à 1848, Louis Blanc observe avec sympathie la propagande communiste icarienne<sup>233</sup>. Mais il ne la soutient jamais publiquement. Dans le camp qui est le sien, celui des réformistes, c'est déjà beaucoup de ne pas se déclarer violemment anticommuniste. Lors du procès d'Angers, en 1841, Ledru-Rollin a ces mots sans équivoque :

« Je le proclame bien haut, j'aime la propriété, qui est le fondement de toute moralité ; je ne suis pas communiste ; je hais les communistes, je les hais plus que vous-même ne les haïssez, car on nous jette trop souvent à la face leurs absurdes opinions. »

Son défenseur, Arago, ajoute :

« La question des salaires, la question de l'organisation du travail, n'ont aucun rapport avec l'absurde, le hideux communisme<sup>234</sup> ! »

Après le procès de Dupoty, dans le cadre de l'affaire Quénisset, les réformistes décident qu'il ne faut surtout plus parler du communisme : le défendre ou l'attaquer, c'est le faire connaître.

Dans les faits, c'est le communisme de Cabet plus précisément qui est frappé d'interdit. En mai 1845, celui-ci publie une brochure, *Le Cataclysm social ou Conjurons la tempête*, pour tenter d'amener les réformistes au débat :

« Il n'y a pas de milieu, il faut qu'ils soient amis ou ennemis. Ennemis, nous l'avons déjà dit, ce serait démente et suicide ; mais ce serait assurer le salut de la démocratie et de la réforme, comme du communisme. Union donc, union, si l'on veut conserver des chances de salut devant les Bastilles ! Quant à nous, communistes, continuons à tendre une main fraternelle à tous les démocrates sincères<sup>235</sup>. »

Aucun démocrate, sincère ou non, ne se soucie de saisir cette main tendue, aucun ne daigne même la repousser. Tous l'ignorent. Exaspéré, Cabet publie, en novembre, une nouvelle brochure de 56 pages dont le titre annonce, comme souvent, tout le contenu : *Salut par l'Union ou Ruine par la Division, la paix ou la guerre entre Le Populaire et La Réforme*. Il s'agit. Mais en face, personne ne réagit. Depuis 1843, *La Réforme* est venue se positionner à gauche du *National* dans le camp des réformistes. Le débat est intense entre les deux grands journaux du parti radical. En 1845, par contre, *Le Populaire* est tenu en dehors de l'espace de discussion que forment entre eux les journaux républicains

parisiens. Plus désespérant encore, le 20 février, *La Réforme* annonce la publication du nouveau journal de Lahautière, *La Fraternité de 1845*, en des termes plutôt amènes :

«*La Fraternité*, organe intelligent des intérêts du Peuple, réclame l'application la plus large des principes démocratiques. Sentinelle avancée dans le champ des théories sociales, elle n'en est pas moins le partisan immédiat des réformes politiques et l'avocat zélé de la souveraineté du Peuple, qui a droit d'examen sur toute spéculation philosophique ayant pour but l'émancipation du prolétariat et le bonheur de l'humanité.»

Depuis que *La Réforme* existe, il n'y a pas eu un article, un mot sur *Le Populaire* ou le communisme icarien. Les bureaux des deux journaux sont pourtant situés dans la même rue. Cabet en est très affecté ; c'est l'échec de toute sa stratégie politique depuis 1840 : faire admettre aux réformistes que les communistes appartiennent à leur camp, que la discussion avec eux, en reconnaissant leur appartenance au parti démocratique, est une nécessité politique. Le résultat est nul, du moins jusqu'en 1847.

### **L'insurrection de Tours**

En octobre 1847, un dimanche, une trentaine d'ouvriers communistes de Saint-Quentin, dans l'Aisne, se rendent dans un village voisin, à Homblières<sup>236</sup>. En famille, ils chantent des hymnes icariens et discutent le projet d'émigration de Cabet. Dès le lundi, des visites domiciliaires sont ordonnées et quelques-uns sont arrêtés. Un juge est nommé pour instruire cette affaire de promenade fraternelle à la campagne. Interrogés, les Icariens désignent, sans faire de difficulté, *Le Populaire* de Cabet et son correspondant à Reims, le tisseur Butot, comme les principaux inspireurs de leurs idées communistes. Le 5 janvier 1848, Cabet rentre de

Londres où il a rencontré une nouvelle fois Owen. Il prépare le départ des premiers Icariens pour les États-Unis, prévu en janvier. À sept heures du matin, il arrive à Paris. Épuisé, endolori par le voyage et les rhumatismes, il se couche. À neuf heures, un commissaire de police entre chez lui, muni d'une commission rogatoire du juge d'instruction de Saint-Quentin : il est arrêté et tous ses papiers sont saisis. Ce sont tous les documents qui permettent de faire fonctionner *Le Populaire*, les lettres des correspondants, les listes d'abonnés, toute la comptabilité du journal, celle aussi du projet d'émigration. Pendant leur mise sous scellés en paquets de mille, ce qui prend six bonnes heures, il a le temps d'écrire à une douzaine de journaux de Paris et des départements : il est accusé d'association illicite et d'escroquerie à propos de son projet d'émigration en Amérique, ou de rassembler des fonds en vue d'une révolution. Dès le début de l'affaire, le 20 décembre, les rédacteurs de *La Démocratie pacifique* lui apportent leur soutien :

« Nous ne sommes point partisans du communisme ; nos discussions souvent très vives avec *Le Populaire* le disent assez ; mais c'est comprendre étrangement la liberté que la revendiquer exclusivement pour les hommes de son opinion. »

*La Fraternité de 1845*, dès son numéro de décembre, a également pris position :

« Nous ne sommes pas, on le sait, de ceux qui partagent les illusions icariennes et rêvent des douceurs d'un nouvel Eldorado chimérique ; par cela même, nous nous sommes attirés de vertes épithètes que nous ne méritons pas ; mais en présence de poursuites qui nous paraissent imméritées, nous n'avons vu que des frères en butte à l'arbitraire d'une police ombrageuse, et nous leur prêtons fraternellement l'appui de notre publicité. »

Dès le 5 janvier, c'est au tour du *National* de réagir :

«La passion qui anime les gens de pouvoir contre les journaux leur monte à la tête. Si c'est à la presse entière qu'on en veut, pourquoi s'amuser à la tuer en détail?»

Le 7 janvier, les rédacteurs de ce journal publient la lettre de Cabet, en présentant à leurs lecteurs son projet «d'aller planter les premières tentes de l'évangile nouveau» en Amérique :

«Certes, un blâme sévère est permis contre de semblables desseins, et M. Cabet assume sur lui une lourde responsabilité en entraînant dans un exil de pauvres gens égarés par la misère et l'ignorance. Des doctrines qui aboutissent à un si complet oubli de la Patrie, de ses droits, de ses relations, de ses souvenirs, sont insensées, le sentiment comme la raison les condamnent ; mais de là à une accusation d'escroquerie, il y a une distance énorme que la loyauté défendait de franchir. Laissez donc le bon sens, le sang-froid et l'opinion faire justice de toutes ces utopies, et n'allez pas, par vos persécutions contre une liberté que toutes nos lois admettent, celle d'émigrer, susciter encore de folles espérances<sup>237</sup>.»

La veille, les rédacteurs de *La Réforme* ont dit aussi leur façon de penser :

«À nos yeux l'accusation d'escroquerie n'est qu'une odieuse mesure contre la propagande de M. Cabet, et le motif duquel on argue, l'approvisionnement pour une tentative de révolution, est un mensonge démenti par toute la propagande de M. Cabet. Nous n'aimons point, tant s'en faut, son projet d'émigration ni sa propagande pacifique, mais nous ne voyons ici qu'un citoyen victime, et nous le défendons.»

*Le Corsaire*, *La Revue Nationale* de Buchez, *L'Atelier*, *Le Charivari*, *L'Émancipation* de Toulouse, *Le Guetteur* de Saint-Quentin,

tous défendent l'idée qu'à travers Cabet, c'est la presse d'opposition tout entière qui est attaquée. Même des journaux aussi peu suspects de sympathies républicaines que *La Patrie* et *Le Siècle* publient sa lettre. *Le Courrier français* ajoute une remarque qui résume finalement l'impression générale : le nom de Cabet « contraste notoirement avec le délit ignoble qu'on lui impute ». Après toutes ces années de silence, de solitude politique absolue, un tel mouvement en sa faveur est un heureux événement, le premier depuis longtemps. Un juge de Saint-Quentin a réussi à rassembler toute l'opposition en faveur du chef des Icariens, à révéler des solidarités enfouies face au pouvoir de la Monarchie de Juillet, plus fortes que les hostilités dissimulées depuis sept ou huit ans. En janvier 1848, Cabet est reconnu comme un journaliste relevant du parti démocrate jusque par ses tendances les moins avancées. Mais il est trop tard : il a décidé depuis huit mois de s'éloigner de France, de désertir la cause patriotique, de tirer les conséquences d'un isolement ressenti comme définitif.

Quand il énonce lui-même les motifs de la décision de mai 1847, il cite dans l'ordre : « la famine et la misère », « le malaise universel », « les nuages orageux de l'avenir », « les progrès du communisme » et « les persécutions<sup>238</sup> ». Dans ses publications, *Le Populaire* et les brochures, les faits anticommunistes occupent de loin la première place. Dès le mois d'avril 1847, une rubrique « persécutions » paraît dans *Le Populaire*. À raison de deux ou trois pleines pages parfois, sur quatre qu'en compte le journal, Cabet publie les témoignages de ses disciples victimes de leur engagement icarien. Dans la brochure *Réalisation d'Icarie*, ces témoignages sont regroupés en persécutions des prêtres, des riches et des patrons, du pouvoir, des journaux, des démocrates et des révolutionnaires. Les récits des victimes décrivent souvent avec précision les mécanismes de leur expulsion non

seulement hors du champ de la vie politique, mais hors du champ social tout entier. L'entrepreneur en bâtiments Richard, correspondant de Cabet à Villepreux, en Seine-et-Oise, raconte, au début de l'année 1847, comment les tracasseries qui lui sont faites ont fini par le rendre malade :

« Les persécutions contre le communisme datent chez nous des dernières élections de la Garde nationale où il fut question de nommer chef de bataillon Richard, votre correspondant. Depuis on fait courir le bruit que les communistes du pays et des cantons voisins forment une société secrète et des rassemblements dont il serait le président. On nous accuse de la cherté du grain et on nous attribue les incendies. On nous jette à la face l'affaire de Buzançais et celle des prétendus matérialistes du faubourg Saint-Antoine. [...] Ce sont des injures et des calomnies de la part de ces pauvres habitants des campagnes que l'ignorance laisse ou plonge dans l'abrutissement : "On devrait, s'écrient-ils, pendre tous les communistes et tous les prêtres et s'il venait une révolution nous les égorgerions jusqu'au dernier..." Le préfet envoie aux maires de Villepreux et des villages à deux lieues à l'entour des circulaires par lesquelles il prévient qu'un sieur Richard, communiste, tiendrait des rassemblements dans les communes de Saint-Nom, Feucherolles, Crespières, Chavenay, Noisy, Rennes-Moulins, Fontenay-les-Clayes, Plaisir, Trappes, Château-Fort, etc., pour exciter les ouvriers à la révolte, en répandant et expliquant les brochures communistes. [...] Vous ne pourriez imaginer la ligue qui s'est formée contre lui pour lui ravir toute sa clientèle comme entreprise de maçonnerie, pour lui enlever son crédit, pour le tuer moralement et commercialement. [...] Enfin, les enquêtes continuent, les gendarmes traversent les villages au galop et oublient les voleurs et les braconniers pour les communistes ; et un commissaire de police spécial, attaché au château de Versailles, pousse ses promenades jusque chez nous. On fait courir mille bruits pour effrayer ; on dit que *Le Populaire* et les brochures communistes sont saisis, que Richard, tous les autres correspondants du

*Populaire* et M. Cabet lui-même sont en prison ; on dit aussi que ce sont les communistes qui accaparent les grains et qui mettent le feu ; et l'on a vu un paysan (de Flescerville), qui venait d'être incendié, dire que s'il prenait un communiste, il le tuerait avec sa fourche<sup>239</sup>. »

Richard se plaint surtout de la surveillance permanente dont il est l'objet. Sa lettre montre aussi comment l'instrumentalisation de la rumeur est une arme redoutable tournée contre les communistes dans les campagnes, à l'écart des grandes et inquiétantes concentrations ouvrières. Cet anticommunisme vécu au quotidien peut expliquer la réaction de beaucoup d'Icariens quand ils découvrent, dans *Le Populaire* du 9 mai 1847, la décision qu'a prise Cabet d'appeler ses disciples à émigrer. Le climat de haine anti-communiste qui se durcit à travers le pays, avant même la révolution de février, est en tout état de cause un élément essentiel parmi les motifs qui ont déterminé la publication de la *Confidence*.

Mais l'événement qui a réellement déclenché l'annonce de la grande émigration est le procès de Tours et de Blois, au printemps de 1847<sup>240</sup>.

Il s'est tenu du 26 au 29 avril et vient juste de se terminer quand Cabet publie, au début du mois de mai, *Le Voile soulevé sur le procès communiste à Tours et à Blois*, au même moment où il fait connaître sa *Confidence*. Presque concomitante avec l'affaire de Buzançais dans l'Indre, de janvier à mars 1847, où l'accusation met largement en cause le communisme et qui se termine par trois exécutions capitales, Cabet perçoit la gravité de l'affaire de Tours dès son commencement<sup>241</sup>. Le danger que des Icariens de cette ville se laissent circonvenir par des révolutionnaires était improbable. Il y a un effet de surprise, une réaction d'inquiétude voire de panique. Dans sa brochure, Cabet décrit la situation de départ dans le paisible chef-lieu de l'Indre-et-Loire :

«Les communistes, nombreux à Tours, appartenant presque tous à la classe des travailleurs, furent d'abord et longtemps remarquables par leur union, leur concorde, leur zèle, leurs progrès et leur fidélité, soit à nos principes icariens, soit à notre propagande légale et pacifique ; ils prenaient des actions et des coupons, et des abonnements au *Populaire*, et les nombreux exemplaires de chacun de nos écrits que nous demandait pour eux M. Desmoulins, médecin, notre correspondant, jouissant de leur confiance et de leur affection comme des nôtres, étaient aussitôt acquis et distribués<sup>242</sup>.»

Tout va très bien, jusque vers le milieu de l'année 1846, quand arrivent en Touraine des révolutionnaires parisiens, certains forcés par la police à s'y retirer. Ils y retrouvent Blanqui et Hubert, soignés à l'hospice de Tours, ou encore Dupoty, toujours sous le coup de sa condamnation de 1841. Certains d'entre eux, parmi lesquels Béasse, colporteur, condamné politique et Viellefond, chansonnier, parviennent à infiltrer le réseau local des Icariens, et à commencer un travail de sape contre l'influence du docteur Desmoulins. Au début du mois de septembre, Viellefond ouvre une goguette, *Les Fils du Diable*. Chacun des membres est affublé d'un surnom – Couche-tout-nu, Égalitaire, Tu-me-Gênes, Rabat-Joie, Lucifer ou Pied-de-Nez. Il s'agit d'aller, le dimanche, dans les cafés et les cabarets boire et chanter gaiement des hymnes communistes et révolutionnaires. De nombreux Icariens se laissent entraîner, puisque, paraît-il, les chansons sont de Cabet et qu'on crie, après avoir braillé en riant chacune d'elle, «Vive Cabet!». Certains s'étonnent de ne pas y voir Desmoulins. Béasse, au nom du droit de critique, attaque discrètement le *Vrai Christianisme*, laisse entendre tout bas que Cabet est peut-être vendu aux Jésuites et au Pape, qu'il est un endormeur. Autour de cette goguette, quelques Icariens commencent à revendiquer leur autonomie. Une lettre circule, écrite par Béasse et Viellefond et signée par 27 autres,

contre le docteur Desmoulins, exigeant son remplacement en tant que correspondant du *Populaire*. Une autre annonce à Cabet la décision de faire colporter ses écrits par Béasse, employé à plein-temps pour ce faire. Cabet comprend immédiatement ce qui se passe et répond sèchement, dès le mois de septembre, que Desmoulins a toute sa confiance. Il reçoit, en octobre, une nouvelle lettre, avec la somme de 64 francs, exigeant la livraison de brochures icariennes et d'une douzaine d'exemplaires du *Voyage en Icarie*. Elle est signée par Viellefond, Béasse et 47 autres. Progressivement, le docteur Desmoulins parvient cependant à réorganiser autour de sa personne une partie des communistes de la ville; ils sont 44 «vrais Icariens» à le soutenir. Le 18 novembre, Cabet adresse une lettre de rupture à ceux de ses anciens disciples qui ont choisi de suivre Béasse et Viellefond.

Trois jours plus tard, le 21 novembre, une émeute éclate à Tours; elle dure toute la nuit et jusque dans la journée du 22. Des paysans des environs, exaspérés par la crise frumentaire, arrivent en ville avec tambour et drapeau, mais sans armes. Quelques réverbères sont cassés, quelques violences sont commises. Des communistes ont été aperçus parmi les émeutiers. Certains ont crié «Vive Cabet!» en marchant vers l'arsenal pour y prendre des armes. Très vite le bruit court qu'il s'agit d'un vaste complot des communistes, des «Cabet». Viellefond est arrêté, il donne des noms. Béasse et des Icariens membres des Fils du Diable sont arrêtés à leur tour. Il y a 200 arrestations en tout: des paysans, des réformistes, des communistes. Blanqui est jeté en prison, Hubert est transporté immédiatement à Doullens. Finalement, Blanqui, Béasse, Viellefond et 24 autres sont accusés d'avoir constitué une association secrète. Une procédure commence, où il est à chaque page question de Cabet, des Cabet, du *Populaire* et du *Voyage en Icarie*.

Le 1<sup>er</sup> mars, le tribunal de Tours estime toutefois que, faute d'indices, on ne peut autoriser les poursuites. La Cour royale d'Orléans en juge autrement. L'affaire est renvoyée devant le tribunal correctionnel de Blois. Les accusés appellent Cabet à l'aide mais ce dernier refuse d'intervenir. Le 29 avril, ils sont presque tous reconnus coupables. Béasse est condamné à six mois de prison, Viellefond à trois mois, les autres à des peines de deux mois à cinq jours. Blanqui est acquitté. Parmi les condamnés, huit au moins sont d'authentiques communistes icariens : Leprêtre et Billon, tailleurs, Bonin, marchand de charbon, Lambron, menuisier, Jou et Sachet, tisseurs. L'ébéniste Blondeau, condamné à un mois de prison, est un futur membre de la Communauté d'Icarie aux États-Unis, où il émigrera en mars 1849. Dès que l'affaire est terminée, Cabet accable les accusés dans le même numéro du *Populaire* où il annonce sa décision de quitter la France pour aller fonder Icarie. Il les accuse d'avoir compromis la « Famille icarienne » et la cause populaire, de l'avoir compromis, lui, en « invoquant déloyalement son nom », d'avoir traité Desmoulins, son ami, qui a pris trois actions au *Populaire*, « d'infâme et misérable calomniateur ». Il ne le dit pas mais, pour lui, le plus inquiétant est que cette affaire a eu lieu dans une des villes les plus tranquilles du royaume, là où officiait un de ses correspondants les plus sûrs et les plus prudents. Que se passerait-il en cas de véritable insurrection à Lyon ou à Paris ?

Dès le début de l'année 1847, les tensions qui précèdent la révolution de 1848 se font ressentir. « Nous nous endormons sur un volcan », dit Tocqueville à la Chambre en janvier 1848<sup>243</sup>. Rarement une révolution aura été aussi clairement et explicitement annoncée. Marcelino Prat, rédacteur d'un journal communiste de Bruxelles, *L'Atelier*, adresse au chef des Icariens une brochure qu'il vient de publier sous le titre *À M. Cabet à propos de son*

*projet d'émigration en Icarie* (juin 1847) et du «pressentiment» général d'une révolution :

«Et c'est ce moment-là que vous choisissez pour enlever à la France ses enfants les plus purs, les patriotes les plus intelligents et les plus dévoués. C'est là retrancher d'une armée, une heure avant la bataille, les meilleurs et les plus braves régiments<sup>244</sup>.»

Justement, Cabet a peur à l'approche de la tourmente révolutionnaire qui se profile de mois en mois un peu plus, alors même que l'anticommunisme gagne lui aussi du terrain. Il conclut la brochure de mai 1847 sur les procès de Tours et Blois par ces mots :

«Nous aurons beau faire, nous ne pourrons jamais réformer tout le monde tout d'un coup, ni empêcher les ennemis ou les aveugles de compromettre le communisme ou la plus sainte des doctrines; et c'est une des principales raisons qui nous ont déterminés à crier: Allons en Icarie! Troupe d'ÉLITE, allons fonder Icarie<sup>245</sup> !!!»

### **«Suivre à travers les mers le nouveau Colomb social...»**

Les réactions de désapprobation existent au sein même du mouvement icarien. Un certain R... écrit dès le mois de mai 1847 :

«Je ne doute pas que les communistes suivent à travers les mers le nouveau Colomb social, pour aller à la recherche d'une patrie où chacun trouvera sa place au soleil. Mais pourquoi aller chercher des bords étrangers, lorsque la patrie souffrante vous tend les bras et vous implore? [...] Les éclairs sillonnent déjà l'espace; l'orage est prêt à fondre sur nos têtes; les vagues mugissent au loin; faut-il qu'en face des vents déchaînés, de cette affreuse tourmente qui peut faire sombrer le vaisseau de l'humanité, faut-il que ses meilleurs pilotes l'abandonnent<sup>246</sup>?»

Un mois plus tard, Cabet publie, pour la stigmatiser, une lettre de 28 Nantais qui adopte le même ton :

« À grands pas le progrès s'avance, et lorsque de son souffle il aura balayé les despotes, les peuples vraiment alors se donneront les baisers de la fraternité. D'ici là, nous croyons à l'obligation que chaque soldat dévoué soit à son poste ; car cette France, foyer de la civilisation moderne, tant vouée à la haine des puissances absolutistes, réclame dans son sein ceux qui peuvent et doivent la défendre !... À nos yeux, ce n'est ni l'heure ni l'instant de l'abandonner ; car jamais le Peuple et la Liberté n'ont couru de si grands dangers !... Veuillez donc considérer comme un ultimatum la phrase qui suit : Soldats de la démocratie française, nous préférons prouver dans notre Patrie (si riche de traditions révolutionnaires), plutôt qu'ailleurs, que l'avenir appartient à la cause sacrée du Peuple<sup>247</sup> !... »

Les signataires, dont les noms sont publiés, sont désignés à la vindicte icarienne sous le nom de « dissidents ». Leur lettre atteste surtout que la Confidence du 9 mai clive le mouvement icarien et fait apparaître la diversité de ses composantes. Les lettres d'adhésion sont très nombreuses, toutes sur le même modèle ou presque, ce qui n'empêche pas Cabet d'en publier des centaines dans *Le Populaire* ou dans la *Réalisation d'Icarie*. La toute première résume à elle seule toutes les autres ; elle est écrite par un ébéniste de Paris, D... :

« C'est avec un plaisir bien sensible que j'ai lu votre confidence, je vous fais mes remerciements les plus sincères ; c'est la meilleure nouvelle que vous puissiez apprendre à vos enfants icariens ; combien ai-je versé de larmes de plaisir en la lisant, en pensant au bonheur que nous allons goûter dans cette nouvelle patrie que nous irons fonder loin de cette France où nous vivons si misérablement. Peut-on penser froidement à un tel bonheur après avoir

tant souffert ? Après la théorie, la pratique : à l'œuvre donc, montrons à nos détracteurs ce dont nous sommes capables. Nous ferons voir au monde ce que peuvent faire les hommes par l'unité, la fraternité ; partons en vrais chrétiens prêchant notre foi nouvelle. À l'œuvre donc, car voici venir le jour de mettre en pratique les principes de Jésus et de nos premiers pères. Allons poser les premiers jalons de la société icarienne ; de là, avec un amour fraternel, nous appellerons le monde vers nous ; ne nous laissons pas de dire : partons en Icarie. Icariens partons<sup>248</sup> ! »

Cette lettre montre aussi comment un homme qui n'est pas assez connu de Cabet pour venir le rencontrer chez lui s'approprie les éléments de son discours, ceux qui ont conduit à la décision du départ : misère, persécutions, foi et sens du sacrifice des premiers chrétiens.

Pépín de Périgueux en rajoute encore dans l'enthousiasme trouvant dans la Confiance une belle occasion de surenchérir par une crâneuse exaltation :

« Combien je suis heureux de vous voir prendre le parti auquel je n'ai cessé de penser... Oui, quittons au plus vite cette société vermoulue et gangrenée !... Apôtres de la régénération sociale, allons poser la première pierre de l'édifice annoncé par le Christ. L'honneur sera pour ceux qui en seront les premiers fondateurs... Mais prudence ! Il nous faut des hommes, de véritables hommes, qui fassent abnégation de tout pour leurs semblables... Mieux vaut la qualité que la quantité, mieux vaut deux mille que cinq mille qui n'auraient pas toute la foi nécessaire pour une semblable entreprise. Je suis impatient de voir le plus beau jour de ma vie, celui où je mettrai le pied dans le bateau qui doit nous transporter ; car nous quitterons la vie des tombeaux pour naître sur la terre promise et sous le soleil des lumières<sup>249</sup>. »

Julien Chambry de Mirecourt n'est pas en reste :

« Votre profession de foi est admirable ; mais votre confiance est électrisante. Les expressions me manquent pour peindre l'enthousiasme, la joie, les espérances qu'elle excite. Icarie ! Icarie ! Ce cri est dans toutes les bouches, comme un cri de victoire. Chacun le répète. Ceux qui avaient le moins foi en l'avenir poussent une exclamation, comme les naufragés qui, prêts à être engloutis, voient tout à coup le navire qui leur apporte le salut<sup>250</sup>. »

Les femmes écrivent aussi, de plus en plus nombreuses. Jamais dans l'histoire du *Populaire* leurs textes n'ont été autant mis en avant. Dans l'édition du 30 mai, Cabet écrit en lettres majuscules :

« FEMMES, VENEZ EN ICARIE<sup>251</sup> ! »

Le 15 août sont publiées les premières adresses collectives exclusivement féminines, dont trois de communistes icariennes parisiennes. Elles sont signées par des dizaines de femmes. Au début, leurs interventions sont encore timides :

« Nous venons, au nom de plusieurs dames icariennes de Paris, vous remercier du bien que vous nous avez fait en cherchant à nous régénérer et en nous donnant le titre de filles de Dieu. En nous rendant meilleures vous nous honorez ; vous nous rendez dignes de cette terre vierge où nous n'aurons plus le spectacle hideux de la misère et des vices. [...] Merci notre père, de nous faire connaître nos droits ! »

Le 22 août est publiée une adresse de 200 Icariennes lyonnaises. Le 5 septembre, ce sont 22 femmes de Rive-de-Gier qui écrivent :

« Nous aussi, aspirant au beau titre d'Icariennes, nous nous préparons à recevoir le baptême de l'égalité sur une terre vierge, et, à cet effet, nous dévouons

nos jeunes enfants à l'avenir de notre chère Icarie où vous jouirez du bonheur de vos nobles travaux. Honneur aux hommes qui ont su faire le choix d'un tel directeur ! Gloire à l'ami du Peuple et de l'humanité ! Nous invoquons l'Éternel pour la conservation de votre santé. »

De nombreuses femmes se prennent de passion pour le projet d'émigration, en tant que mères et épouses, mais aussi en tant que citoyennes autonomes. Elles veulent participer à l'organisation du départ. À partir du mois d'octobre, Cabet autorise la tenue de réunions exclusivement féminines rue Jean-Jacques Rousseau :

« Depuis longtemps, les Icarieuses de Paris désiraient pouvoir se réunir comme les Icariens, au bureau du *Populaire* ; et nous le désirions aussi ; car nos doctrines exigent que les femmes puissent jouir enfin de l'égalité, puissent discuter leurs intérêts et nous aider de leur intelligence et de leurs lumières, tout en fraternisant entre elles pour acquérir plus de moyens de faire utilement de la propagande<sup>252</sup>. »

### Derniers préparatifs

L'appel à l'émigration a des effets sur la sociologie du mouvement icarien qui attire de plus en plus à la limite entre la petite bourgeoisie dans les petites villes de province et l'élite du monde ouvrier dans les grands centres urbains. Puisque *Le Populaire* est devenu hebdomadaire, l'abonnement coûte évidemment plus cher, passant de trois à 12 francs pour un an. Pourtant, entre avril et mai, on relève 300 nouvelles souscriptions. En juin, le journal gagne 335 nouveaux lecteurs payants : c'est près de 10 % de croissance en seulement quatre semaines. Jamais *Le Populaire* n'a connu une telle progression de sa diffusion depuis 1841. Chaque mois de l'année 1847, ce sont au moins 200 abonnés de

plus qui reçoivent le journal. Au total, entre le 25 avril 1847 et le 13 février 1848, 2 570 nouveaux abonnements ont été souscrits : c'est plus de la moitié du lectorat du journal qui a été renouvelé. À la fin de l'année 1847, aucun journal d'extrême gauche n'a un tirage et un nombre d'abonnés comparable à celui du *Populaire*. Peut-être ce succès est-il dû au changement de périodicité ou encore à l'approche des événements de février, fortement pressentis, mais l'essentiel du journal est consacré au projet d'émigration depuis l'affaire de Tours et Blois ; c'est ce dernier qui suscite un brusque regain d'intérêt.

Les premières indications sur les préparatifs du départ sont publiées le 23 mai 1847 ; elles sont importantes : les Icaréens qui partiront devront abandonner tout ce qu'ils possèdent à la Communauté et un minimum d'apport social sera fixé à 600 francs par adulte. Pour Cabet, il s'agit d'être sûr que les partants feront preuve du dévouement nécessaire. Pour beaucoup de ses disciples, cela signifie surtout que le départ en Icarie exclut les plus pauvres. Cabet précise que n'importe qui peut payer le complément d'un apport qui serait d'un montant insuffisant ; une commune, un atelier peuvent lancer une souscription. Mais, comme le fait remarquer très vite un de ses lecteurs, cette solution s'apparente fort à l'aumône. J. L., un ouvrier imprimeur de Paris, lui écrit en juin :

« Vous avez dit, Monsieur, que votre confiance avait été accueillie partout avec des larmes de joie ; mais si ceux que vous abandonnez osaient exprimer leur pensée, ils vous diraient que cette joie n'est qu'une goutte de rosée à côté d'un torrent de douleur : c'est le minimum d'apport du premier départ, les six cents francs, qui les effraient ; d'où ils concluent que les portes d'Icarie leur seront à jamais fermées, et qu'en perdant leur libérateur, ils perdent avec lui tout espoir<sup>253</sup>. »

Cabet reçoit beaucoup de lettres de ce type : c'est la première objection majeure à la fondation d'Icarie. Dans le même temps est publié le profil du migrant idéal qu'il veut emmener avec lui : il faut qu'il soit bien instruit des doctrines icariennes et surtout « bien pénétré du sentiment de la fraternité (source, principe et gage de toutes les vertus sociales) ». Il ne veut pas d'ivrognes, de jouisseurs, de paresseux, de débauchés, « mais des hommes d'élite », ce qui est déjà précisé dans le texte du 9 mai :

« Ce ne sera pas une cohue d'hommes sans idée, poussés seulement par la misère et le désir égoïste d'améliorer leur sort personnel. »

Le 27 juin est annoncé pour la première fois la rédaction d'un Contrat social. Il s'agit d'une ébauche de Constitution politique :

« Notre organisation sera une démocratie pure et parfaite, avec la souveraineté du Peuple ou de la Nation, avec le suffrage universel, avec une complète indépendance des votes. Tous les associés seront électeurs, tous seront éligibles à toutes les fonctions publiques, sans autre titre que la capacité et l'utilité publique. Tous se réuniront fréquemment dans des assemblées populaires, où chacun aura le droit d'émettre ses opinions, ses idées, ses propositions. »

Tout candidat au départ devra accepter et signer le Contrat social. C'est la première condition pour être admis au voyage. Le 5 septembre sont publiées, par précaution, d'autres conditions encore : le dévouement réfléchi et absolu à « la cause des femmes et des enfants, du Peuple et de l'humanité » ; l'adoption complète et sincère des principes icariens ; être connu comme un travailleur laborieux et être prêt à travailler au défrichement s'il est nécessaire ; jouir d'une réputation irréprochable. Ainsi, les modalités

de la candidature sont précisées et les premiers Icariens prêts à partir peuvent commencer à se faire connaître.

Le 19 septembre, le *Contrat social* ou *Acte de société pour la Communauté d'Icarie* est publié. La principale disposition, fortement discutée parmi les disciples, est que Cabet se nomme lui-même gérant unique de la Communauté pour dix ans. 12 communistes icariens de Niort lui écrivent le 30 septembre, lui objectant que la durée envisagée est bien longue et que les pouvoirs du gérant sont bien étendus : ils acceptent comme une évidence que Cabet soit le seul gérant avant la fondation effective, mais un an après l'arrivée en Icarie, la question de l'élection d'un comité associé à la direction devrait se poser<sup>254</sup>. La réponse de Cabet annonce déjà des difficultés pour l'avenir d'Icarie :

« Puisqu'ils conviennent que M. Cabet serait réélu chaque année, à quoi bon cette élection, qui aurait l'immense inconvénient de tout mettre continuellement en question et d'enchaîner le gérant, qu'il ne pourrait s'éloigner si quelque voyage lui devenait nécessaire, ni former aucun projet pour l'avenir ? Un comité qui serait élu pour être adjoint à la direction n'aiderait pas le gérant, mais il l'entraverait infailliblement ; ce serait une gérance multiple ; et nous sommes convaincus que ce serait la division ou la paralysie. On veut la pratique des principes démocratiques ; mais loin d'exclure une gérance provisoire et transitoire, les principes la réclament au commencement, précisément pour assurer le règne définitif de la démocratie<sup>255</sup>. »

À l'instar de celle imaginée pour Icar dans le *Voyage en Icarie*, la dictature du gérant, qui permet l'établissement progressif de la Communauté dans le roman, est présentée comme une nécessité pour permettre à l'utopie de fonctionner dans la réalité. Les pouvoirs du gérant sur les personnes et les biens communautaires sont considérables. Cabet veut se mettre en situation de

tout contrôler. Il choisit les 100 premiers associés, parmi lesquels sont désignés, par lui seul, les 20 membres du comité d'admission. Leurs noms sont tenus secrets pour éviter les tentatives de pression. Le gérant doit confirmer toutes les décisions de ce comité. Vers le milieu du mois de septembre, une caisse de préparation est mise en place : elle doit recevoir la cotisation de dix francs versée par tous les candidats au départ, puis la totalité des sommes avancées par les admis au titre de leur apport social.

Le mois de septembre 1847 est celui des décisions qui précipitent la marche vers la fondation de la colonie. Du 8 au 22, Cabet est à Londres où il rencontre chaque jour Robert Owen, récemment arrivé d'Amérique. Owen le met en contact avec des hommes d'affaires américains qui peuvent lui céder de vastes terrains. La solution retenue, finalement, est l'offre de la compagnie Peters. William Smalling Peters est un Anglais qui a émigré aux États-Unis en 1827. Il vit à Pittsburg. Avec ses associés, il a obtenu du Texas, en 1841, la concession de très vastes territoires dans le nord de l'État. Le principe est le suivant : le territoire à coloniser est organisé en damier, une parcelle sur deux reste la propriété de l'État, l'autre est attribuée gratuitement au concessionnaire. Il doit mettre en culture ses parcelles et bâtir sur chacune d'elle au moins une habitation. Cette mise en valeur d'une parcelle sur deux a pour effet de rendre attractives les terres restantes, qui sont alors vendues à bon prix. Peters dispose ainsi de millions d'acres en territoire officiellement « inoccupé » mais en réalité situés en territoire comanche. Ces terres « vierges » et théoriquement disponibles sont situées entre la Rivière Rouge et la vallée de la Rivière Trinité. Peters est en Angleterre pour inciter des milliers d'ouvriers britanniques à émigrer vers sa concession, mais l'affaire est difficile. Il a tenté de convaincre Owen, sans succès. Cabet présente sa demande au bon moment. Peters lui

propose de prendre gratuitement autant de moitiés de chacune de ses parcelles qu'il pourra en cultiver et bâtir avant le 1<sup>er</sup> juillet 1848. Dans un premier temps, Cabet envisageait le départ d'une première avant-garde vers la fin du mois de mars et des premiers grands départs dans les derniers jours de septembre. Cette échéance l'oblige à accélérer les préparatifs. Il ne donne pourtant pas son accord tout de suite, il veut prendre des avis. Dans *Le Populaire* du 26 septembre, les Icariens sont néanmoins informés que le territoire choisi pour fonder Icarie est en Amérique du Nord, mais sans plus de précision. Il veut d'abord envoyer une commission de trois à cinq membres explorer les territoires promis et une avant-garde de 20 à 50 travailleurs pour défricher, cultiver, construire des ateliers et des logements, préparer l'arrivée des «grands départs» qui suivront :

«Ces travailleurs devront être des hommes vigoureux, sachant tous manier une arme, et dont plusieurs sauront chasser et pêcher<sup>256</sup>.»

Le 3 octobre, le départ de cette avant-garde est annoncé pour le mois de février. Le 10 octobre, la Société pour fonder Icarie en Amérique est constituée. Ce dimanche-là, 150 Icariens sont réunis au bureau du *Populaire* : ils consentent tous au Contrat social et s'acceptent tous mutuellement comme membres de la société constituée. La liste de leurs noms est publiée. Le comité d'admission peut commencer son travail de sélection des premiers candidats.

Une intense «propagande d'argent» est organisée. Une rubrique entière du *Populaire* annonce des dons ahurissants pouvant atteindre 80 000 voire 100 000 francs. À Givors, en décembre, lors d'une réunion, les Icariennes se dépouillent de leurs bijoux. Sont collectés ici ou là des bagues, des chaînes, des montres en

or, mais aussi des fusils et des pistolets. Le 26 décembre, *Le Populaire* annonce que la liste des admis à l'avant-garde est arrêtée ; les noms sont publiés, à cette date : ils sont 40. Cabet reçoit une lettre de protestation, de la part d'une Icarienne de Paris :

«Ayant eu l'honneur d'assister chez vous à la première réunion icarienne, j'ai éprouvé bien du bonheur en voyant avec quelle indulgence vous nous avez parlé, et je vous en remercie, car, malgré leur ignorance, les femmes comprennent bien tout ce que vous avez fait pour elles. Mais pour moi, j'ai éprouvé un grand serrement de cœur lorsque vous avez dit que l'on ne pouvait admettre des femmes pour les départs d'avant-garde, que les femmes étaient trop faibles pour supporter comme les hommes la fatigue et le mauvais temps ; mon émotion était trop forte pour vous répondre sur le moment, mais vous savez aussi bien que moi, Monsieur, qu'il existe des femmes qui ont pour le moins autant de courage et de dévouement que les hommes, l'histoire en donne assez d'exemples, et s'il y a, comme vous l'avez dit, cruauté à nous exposer à de pareilles fatigues, il y en a bien davantage à refuser à ces braves travailleurs quelques femmes de dévouement pour avoir soin d'eux, s'ils sont blessés ou malades, pour blanchir et réparer leur linge et leurs vêtements. [...] Pour moi j'ai trente-huit ans et j'ai l'habitude des privations de toutes espèces, j'ai appris bien jeune à former mon courage, ce qui fait que je n'ai peur de rien pour moi. Comme je ne pense pas être la seule femme qui se soit offerte, je vous prie, Monsieur, de peser mes raisons. Et si vous le jugez à propos, faites en part à vos confrères de la commission d'admission<sup>257</sup>.»

C'est signé «Femme C...». 16 Icariennes de Nantes lui adressent une demande identique et lui expriment leur frustration d'être écartées de la fondation d'Icarie. Cabet prévoit, pour la fin du mois de mars, le départ d'un deuxième groupe, une «grande avant-garde» qui n'exclut pas que quelques femmes puissent alors accompagner leur mari. Pour la première expédition, il a

estimé, «en accord avec la commission», «qu'il fallait pouvoir voyager, parcourir le pays, surmonter des obstacles de tout genre, et que les femmes manquaient de la force physique nécessaire pour une pareille mission<sup>258</sup>».

À la fin du mois de décembre, il est de nouveau à Londres pour prendre les dernières dispositions avec la compagnie Peters. Il est arrêté le 5 janvier pour l'affaire de Saint-Quentin, alors qu'il rentre en France. Mais l'urgence des préparatifs demeure. Le 9 janvier, il fait savoir aux Icarieus qu'ils disposent d'un million d'acres «de terres excellentes» pour l'établissement d'Icarie en Amérique. Ce n'est que dans le numéro suivant, publié le 16 janvier, qu'il annonce que c'est au Texas que sera fondée Icarie. Il y a déjà envoyé un agent, Sully, l'un de ses correspondants à Londres qui avait organisé les rencontres avec Owen. Dans le même numéro, le prochain départ de la «petite avant-garde» est annoncé :

«[Elle sera] en même temps une commission d'exploration et une troupe de travailleurs. Elle explorera les lieux, les rivières, les terres, les montagnes, les pierres, les mines, la chasse et la pêche. Elle préparera, pour la grande avant-garde de mars, des habitats provisoires, des bestiaux et des légumes.»

D'après Cabet, la Rivière Rouge est navigable jusqu'à l'établissement choisi pour fonder Icarie. Peut-être qu'il se trompe. Des agents sont envoyés au Havre au milieu du mois de janvier. Un navire américain, tout neuf, a été loué. Ils seront finalement une soixantaine à partir. Les vivres sont achetés. Les bagages sont prêts à être expédiés. Le départ du navire est prévu entre le 28 et le 31 janvier.

## Icarie au Texas

Le 3 février 1848 est considéré par les Icariens comme la date la plus importante de leur calendrier, marquant la fondation d'Icarie. Ce jour-là, les 69 membres de l'avant-garde quittent le port du Havre à bord du *Rome*, un navire américain de mille tonnes. Aucun doute sur leur destination : ils filent droit vers le paradis sur terre, vers les terres vierges et libres du Texas, vers un désert fertile, un nouveau monde d'égalité et de justice qui ne demande qu'à être construit<sup>259</sup>. Ils ne doutent pas un instant de leur réussite. Ils n'imaginent rien des difficultés qui les attendent, des écarts entre le rêve de compter parmi les fondateurs d'Icarie et ce que peut être le passage sur le continent nord-américain, vers des lieux encore majoritairement inexplorés<sup>260</sup>. Ils ne savent rien des réalités d'un territoire qui appartient aux Comanches depuis un siècle au moins, de leurs raids et de leurs pillages<sup>261</sup>. Ils n'en imaginent même pas la mesure. Ils partent pour l'Icarie du roman de Cabet et non pour un territoire où de nombreux colons anglo-américains paient de leur vie le tribut des États-Unis à la conquête des territoires de l'Ouest.

### « L'Auguste Égalité s'avance »

Des agents icariens les ont précédés au Havre. Gouhennant a négocié le prix de la traversée : 50 francs par passager. Cette avant-garde se compose de bûcherons, de scieurs de long, de carriers, de terrassiers, de briquetiers, de forgerons, de menuisiers, d'ébénistes, de tisseurs, de tailleurs, de cordonniers, de tourneurs en cuivre, de serruriers, de quelques agriculteurs et de deux médecins nantis des livres et de la pharmacie nécessaires. Toutes les précautions ont été prises pour assurer leur bien-être, leur sécurité et surtout leur succès : ils ont acheté des vivres, des machines, des outils de défrichage, d'agriculture, de construction, d'arpentage, des instruments de chasse et de pêche, et même de physique et de chimie dont, sait-on jamais, ils pourraient avoir quelque usage au milieu de la prairie nord-américaine. Ainsi, dans un souci extrême de prévoyance, ils ont été lestés d'un fardeau terrible, impossible à transporter là où ils doivent aller. La bonne volonté pour faire tout ce qui est possible en faveur de l'expédition est immense, mais Cabet n'a pas songé que cet argent dépensé sans compter en France eût été mieux employé en Amérique pour progresser sur des terres immenses où aucune route n'a jamais été tracée.

Les 69 quittent Paris le 29 janvier, à onze heures du soir, avec les cinq membres de la commission de préparation et Cabet qui a demandé à sa fille Céline de l'accompagner. À la gare, la foule est venue nombreuse pour saluer leur départ. Ils arrivent au Havre par le chemin de fer le lendemain matin à six heures. Ils rejoignent immédiatement le *Rome* et déjeunent tous ensemble à bord.

Vers trois heures de l'après-midi, portant l'uniforme icarien (tunique de velours noir, gilet de flanelle rouge, souliers napolitains et chapeau de feutre gris), ils marchent en silence, en rangs par deux, se tenant par le bras, sur une longue file, vers

la commune d'Ingouville. À une demi-heure du Havre, sur le bord de mer, un grand banquet « fraternel » est organisé pour leur dire adieu. Sont présents les Icariens du Havre, d'autres venus de Paris et de Rouen, des hommes, des femmes et des enfants : plus de 250 personnes en tout.

L'hymne icarien, composé en octobre 1847 par Félix Lamb, est chanté<sup>262</sup>. Un chœur de coryphées et un chœur général se partagent l'interprétation du refrain :

« Sainte Fraternité,  
Divine Égalité  
Que l'Évangile inspire ;  
En dépit des pervers,  
Sur le vaste univers  
Étendez votre Empire.  
Unis d'âme et de cœur,  
Fondons une Patrie  
Et répétons en chœur :  
Partons pour Icarie !  
Oui, répétons en chœur :  
Voguons [quatre fois] vers l'Icarie<sup>263</sup> ! »

Un *Chant du départ icarien*, sur l'air du *Chant du départ*, a été spécialement composé aussi. L'avant-garde entonne :

« Lève-toi, Travailleur, courbé dans la poussière,  
L'heure du réveil a sonné  
Aux abords américains vois flotter la bannière  
De la Sainte Communauté...  
Plus de vices, plus de souffrances,  
Plus de crimes, plus de douleurs,

L'Auguste Égalité s'avance ;  
Prolétaire, sèche tes pleurs.  
Allons fonder notre Patrie,  
Soldats de la Fraternité,  
Allons fonder en Icarie  
Le bonheur de l'Humanité. »

Suit un chœur d'hommes qui bénit les « vaillants disciples de Jésus », puis un chœur de femmes qui salue ce « pays lointain, sol vierge d'esclavage », exempt de la faim et de la guerre, ce qui ne dénote pas une grande connaissance du Texas anglo-américain alors esclavagiste et en guerre à la fois contre le Mexique et contre les Comanches. Enfin un chœur de jeunes filles achève par ces mots, attestant ce que peut être la ferveur icarienne :

« Voyez-vous, âmes sœurs, cette aurore nouvelle  
Du jour où tomberont nos fers ?  
Debout, filles de Dieu, partons pleines de zèle,  
Pour régénérer l'Univers.  
Non, d'une tyrannie fatale  
Ne redoutons pas le retour.  
La femme de l'homme est l'égale.  
Sous la divine loi d'amour,  
Oui, fondez notre Patrie,  
Le Temple de l'Égalité.  
Nous vous suivrons en Icarie,  
Soldats de la Fraternité <sup>264</sup>. »

Le dîner est « simple et frugal » selon les mots de Cabet. L'ensemble de la cérémonie n'en dure pas moins six heures. Les partants sont invités à prendre la parole, plusieurs acceptent

d'improviser de brefs discours ; ils sont vivement applaudis. Au nom de toute l'avant-garde, le médecin Leclerc, l'un des partants, lit une adresse à Cabet, au « cher et vénéré Père ». Après une série de compliments, il ajoute :

« Voilà pourquoi notre reconnaissance se manifesterà dans une vie consacrée tout entière à une tentative qui est la première phase du bonheur de l'humanité ; c'est à notre dévouement à l'œuvre que vous jugerez la force de notre gratitude. »

Leclerc sera l'un des premiers à désertier l'avant-garde en arrivant à la Nouvelle-Orléans.

Le 31 janvier et le 1<sup>er</sup> février, les dîners sont pris à bord du *Rome*. Les nuits sont passées à terre, dans le logement de Cabet, pour discuter jusqu'au bout les « devoirs et les intérêts » de l'avant-garde. L'ambiance est celle des grands moments. Cabet en rend compte en ces termes :

« Soixante-quinze Icariens assis autour d'une table, dont soixante-neuf qui allaient affronter les mers pour aller commencer à deux mille lieues une société modèle pour le bonheur de l'humanité, avaient quelque chose de solennel, de grand et de vraiment dramatique<sup>265</sup>. »

À deux heures du matin, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2, il leur fait adopter une série de 15 engagements, dont ceux de se « dévouer pour l'intérêt et pour le bonheur des femmes, des enfants, des masses opprimées », de « supporter toutes les charges et toutes les privations », de « braver tous les dangers dans l'intérêt général et commun », de conserver l'unité et de « s'adopter sincèrement pour frères ». Il leur demande de consentir « à ce que celui qui abandonnerait ses frères pour n'écouter que son intérêt personnel et

égoïste pût être publiquement flétri comme un déserteur et un traître» et que la gérance d'Icarie lui soit confiée pour dix ans. Bouleversés, enthousiastes, les partants s'empressent d'approuver et signer. Dans la même nuit, Cabet nomme Adolphe Gouhennant «délégué» de l'expédition et les sept membres du conseil chargé de l'assister : Mazoire, les médecins Leclerc et Roveira, Guillot, Rougier, Buisson et Myet. Mazoire est nommé vice-délégué, l'avocat Rougier secrétaire et Alexis-Armel Marchand, trésorier. C'est donc à ces hommes qu'il confie le destin d'Icarie.

Quand vient le moment du départ, resté à quai, il s'exclame :

«Enfin, le jeudi 3 février à neuf heures du matin, s'est accompli l'un des plus grands actes, nous le croyons, dans l'histoire du genre humain. L'avant-garde, partant sur le *Rome*, a quitté Le Havre pour voguer sur l'Océan et vers Icarie.»

En passant devant l'extrémité de la jetée sur laquelle sont rassemblés 400 à 500 spectateurs, l'avant-garde, en uniforme sur la dunette du navire, entonne une fois encore le *Chant du départ icarien*. Cabet leur adresse un dernier adieu :

«Que les vents et les flots vous soient propices, soldats de l'humanité ! Et nous, Icariens, qui restons, préparons-nous sans perdre de temps à rejoindre nos amis et nos frères<sup>266</sup> ! »

C'est tout ce à quoi Cabet est occupé durant le mois de février 1848. Dans *Le Populaire* daté du 13 février, il annonce deux à trois départs pour le mois suivant et le début du mois d'avril. La deuxième avant-garde pourrait compter entre 1 000 et 1 500 migrants.

Quand survient la révolution, à la fin du mois de février, le projet d'émigration n'est pas abandonné, même si Cabet consacre

désormais à ce nouvel événement l'essentiel de son temps et de ses moyens éditoriaux. Dès le 5 mars, dans *Le Populaire*, il annonce qu'il entend poursuivre la réalisation d'Icarie en Amérique. Le 12, il rappelle comment les Icariens restés en France sont engagés vis-à-vis de ceux qui sont partis. Les projets de départ sont retardés et modifiés mais ils ne sont pas annulés : il prévoit le départ, vers le 15 avril, d'une centaine d'Icariens. Les «grands départs», pour la première fois désignés sous ce nom, sont maintenus et seulement reportés aux mois de septembre et octobre. Ces décisions sont prises en délibération par un comité formé à cet effet. Une réunion des actionnaires du *Populaire* est convoquée le 20 mars : elle devient l'instance chargée de discuter et décider toutes les questions concernant l'émigration. Celle-ci se retrouve en moyenne deux fois par mois. Le 16 avril, un millier de ces actionnaires et 300 à 400 femmes sont rassemblés dans la salle de la Redoute, rue de Grenelle, quand Cabet apprend que l'on bat le rappel dans Paris pour traquer les communistes et que des furieux le recherchent aux cris de «Mort à Cabet».

La place qu'il consacre dans son journal à ses doctrines comme au projet d'émigration est liée fortement à l'évolution de la révolution de février : plus se développent les perspectives d'une nouvelle carrière politique en France, moins le projet d'émigration en Amérique paraît d'actualité. Inversement, plus les communistes icariens subissent de «persécutions», et celles-ci se font nombreuses à partir de mars 1848, plus ses disciples réclament la poursuite du projet et des mesures rapides pour le réaliser. Des rumeurs circulent quant aux hésitations de Cabet, tiraillé entre ses ambitions politiques et son désir de continuer la construction d'Icarie. Elles font l'objet de courtes mais régulières mises au point dans *Le Populaire*. Dans le numéro daté du 6 avril, il s'en justifie ainsi :

«Si le salut de la révolution était assuré, nous ne nous occuperions plus que du départ pour Icarie, et nous partirions et nous serions prêts à partir en grand nombre; mais malheureusement tel n'est pas l'état des choses; et les dangers de la Patrie, qui ne nous permettent pas d'abandonner ici nos frères pour ne penser qu'à nous, ne nous laissent pas notre entière liberté d'action.»

Il s'engage à continuer l'aventure américaine en l'absence de toute information qui proviendrait de l'avant-garde. Il ne dispose, vers le 15 mars, que d'une lettre de Sully, son agent qui précède l'avant-garde aux États-Unis et doit y préparer son arrivée. Elle est datée du 8 février. Sully lui annonce qu'il s'apprête à quitter la Nouvelle-Orléans pour la Rivière Rouge. Il arrive le 19 février à Shreveport, ce qui fait l'objet d'un nouveau courrier publié dans *Le Populaire*, le 27 avril :

«Je puis vous dire que tout ce que j'ai pu voir et entendre m'affermir dans l'idée que la place au monde la plus propice pour fonder notre Icarie est là où nous avons espéré la trouver.»

Mais avant de pouvoir publier les premières nouvelles de l'avant-garde, Cabet informe ses lecteurs que les journaux de Toulouse ont lancé de graves accusations contre Gouhennant, le délégué qu'il a choisi au début du mois de février. La révolution a en effet rendu accessibles les archives de la police du régime précédent : des lettres de Gouhennant, datées de 1843, ont été découvertes dans les cartons de la préfecture de Toulouse. D'après ces lettres, publiées par la presse locale, Gouhennant aurait proposé au préfet de vendre des informations sur le réseau icarien pour 200 000 francs. Cabet n'entre pas dans les détails et fait observer que l'intéressé n'est pas là pour se défendre. Mais il est manifeste que l'affaire le soucie : ces lettres montreraient que Gouhennant a été tenté par

la duplicité, qu'il aurait sérieusement songé à dénoncer ses amis politiques contre les deniers de Judas. L'accusation est pourtant absurde. Si Gouhennant a réellement réclamé une telle fortune au préfet de la Haute-Garonne, le montant de la somme indiquée ne peut relever que de l'insolence, d'un acte de rébellion. Cabet choisit pourtant de prendre les accusations au sérieux. Il est travaillé par le soupçon et il le fait savoir publiquement, ce qui équivaut, sans autre forme de procès, à condamner son délégué en Icarie.

Dans *Le Populaire* daté des jeudi 4 et dimanche 7 mai, il annonce qu'il vient enfin de recevoir des nouvelles de la première avant-garde. Elle est arrivée à la Nouvelle-Orléans depuis la fin du mois de mars.

### **En pays comanche**

La traversée dure cinquante-trois jours. D'après les lettres adressées aux amis restés en France, la sortie de la Manche est longue et difficile. Le mauvais temps s'installe dès le 4 février. Le vent d'ouest dominant oblige les navires à louvoyer longuement entre la France et l'Angleterre avant de passer le cap Lizard et l'île d'Ouessant. Il faut parfois plus d'une semaine avant de pouvoir faire route au sud-ouest, vers le golfe de Gascogne, en direction des alizés<sup>267</sup>. Pour le *Rome*, la sortie de la Manche dure cinq jours. Beaucoup souffrent du mal de mer. D'après leurs témoignages, malgré ce désagrément, tout au long de la traversée, l'ordre, l'harmonie et la fraternité règnent entre eux. Dans les premiers temps, le capitaine américain ne les apprécie guère ; il désapprouve ce qu'il connaît de leurs doctrines. Mais les Icarieens s'organisent. Cherchant à se rendre utiles, ils se regroupent par corps de métiers, en ateliers, chaque atelier élisant un chef. Cordonniers, tailleurs, pêcheurs trouvent rapidement de l'ouvrage à bord. Des

cours sont également dispensés : jardinage, agriculture, grammaire française, espagnole ou anglaise. À force d'activité, de pratiquer et surtout d'afficher leurs principes de fraternité, ils gagnent bientôt l'estime de l'équipage et surtout la confiance du capitaine. À l'occasion, il les reçoit à sa table. Des fêtes sont organisées : les chœurs de chants icariens, les bals improvisés au son de la flûte et du violon rappellent «les beaux jours du vieux monde».

Un rapport de Gouhennant à Cabet, publié le 20 août dans *Le Populaire*, décrit pourtant une réalité nettement moins harmonieuse. C'est un journal de bord. Le 10 février, il écrit :

«Gros vent, grosse mer, apparence de pluie. La mauvaise humeur, l'inquiétude commencent à se manifester.»

Certains commencent à le tenir pour responsable de leur mal de mer. Le 25 février, en assemblée générale, un début d'opposition s'organise contre lui : les distributions de vivres suscitent des mécontentements, il faut nommer une commission ad hoc. Le 28 février, les difficultés augmentent, les discussions «s'égarent», les caractères s'aigrissent, «le fantôme du vieux monde monte souvent la tête». Le différend porte, cette fois, sur la tenue du journal de bord, Rougier soutenant qu'elle lui revient à lui seul. Le 4 mars, Gouhennant est convaincu qu'une opposition systématique sourd contre lui. Le 6, il écrit :

«Les petits murmures, les quelques mécontentements manifestés me prouvent que beaucoup d'entre nous ne sont pas assez instruits, pas assez imbus de nos principes. Je commence un cours icarien.»

Le 21 mars, il observe :

« Rien n'est plus funeste que l'oisiveté à bord. »

Deux jours plus tard, il fait visiter toutes les malles et tout inventorier pour occuper ses « frères ». Des commissions ont été créées en grand nombre pour occuper les esprits : il y a des rapports officiels à produire, des discussions sans fin à tenir. Les 24, 25 et 26 mars, les réunions affichent le même ordre du jour : la conduite à tenir au moment du débarquement. La fin du voyage en mer est imminente.

Le navire, avant d'être remorqué jusqu'à la Nouvelle-Orléans, s'est présenté devant l'embouchure du Mississippi le 25 mars. L'émerveillement est total.

« L'abord des quatorze embouchures du fleuve est de l'aspect le plus imposant : ici ce sont d'immenses dépôts de bois, charriés par les eaux ; là des îlots couverts d'herbages, au milieu desquels nous apercevons des bœufs, des porcs et de nombreux oiseaux qui y vivent. Plus loin, ce sont des îles parfaitement cultivées, où, à l'entour de jolies cabanes apparaissent des champs de riz, de cannes à sucre et des bosquets d'orangers et de citronniers chargés de fruits. Le mouvement qui règne de tous côtés nous indique que nous sommes ici chez un grand peuple. Les chaloupes, les navires se croisent dans tous les sens ; les bateaux à vapeur se montrent sans cesse et disparaissent en hennissant avec fierté<sup>268</sup>. »

Le 27 mars, à onze heures du matin, ils entrent dans le bassin de la Nouvelle-Orléans. Après que Gouhennant a donné l'ordre à tous de débarquer, Tessa se présente à eux et leur donne des nouvelles de Sully. Ce dernier est parti depuis le 10 février vers la Rivière Rouge. Autour d'eux, des bruits courent sur les événements qui se sont produits en France. Ils n'osent y croire d'abord. Grâce à Tessa, le premier journal qu'ils parviennent à se procurer

est *Le Populaire*, mais ce sont les derniers numéros avant que ne survienne la révolution, ceux des 13 et 20 février. Des Icariens de la Nouvelle-Orléans, il en existe, leur confirment l'avènement de la République en France. L'information vient de parvenir en Louisiane, depuis New York, par le télégraphe électrique. À midi, le canon a retenti pour saluer la révolution du 24 février en France et la proclamation de la République. La joie est à son comble. Une assemblée générale est convoquée. Gouhennant propose de continuer la mission. Il est approuvé. Cinq seulement veulent tout arrêter : le médecin Leclerc et Myet, tous deux membre du conseil, l'architecte d'Elbeuf, Piquenard, les Nantais Boissier et Pasquier choisissent de quitter le groupe. Ils disent vouloir rentrer en France, au plus vite. Pour les autres, fonder Icarie reste à l'ordre du jour, avec le même caractère d'urgence qu'avant la révolution. Non seulement celle-ci ne remet pas en cause le projet de fonder Icarie en Amérique, mais elle peut le favoriser. Ils croient que l'extension de la liberté en France et en Europe fera tomber des obstacles que le régime de Juillet maintenait contre eux. Rougier écrit le lendemain, 28 mars :

«La République nous sera sans doute favorable, mais elle ne détruira pas le mal dans la racine ; la Communauté seule permettra de réaliser véritablement cette sainte formule : Fraternité, Égalité, Liberté<sup>269</sup>.»

Cette appréciation explicite la manière dont ils entendent leur mission : la République, fût-elle réellement démocratique, n'est pas l'horizon principal de leurs attentes. Seule les intéresse vraiment la perfection politique et sociale ultime, la seule possible, celle d'Icarie. Cela les différencie de Cabet. La révolution redonne au communisme icarien une place utile dans le paysage politique. Il ne souhaite pas abandonner le projet de fonder la Communauté

en Amérique, mais sa priorité n'est clairement plus la réalisation d'Icarie au Texas et encore moins son propre départ. Il a plus de responsabilités que n'importe lequel de ses disciples dans la réalisation du projet, mais il est désormais moins déterminé que certains d'entre eux.

Gouhennant négocie un trajet en vapeur jusqu'à Shreveport, sur la Rivière Rouge, à 200 lieues de la Nouvelle-Orléans, pour le prix de 2 000 francs. Dès le 1<sup>er</sup> avril, les Icariens embarquent sur le paquebot *Monterey* avec tous leurs bagages. Quatre jours plus tard, ils arrivent à Shreveport. La ville et ses environs sont en voie de peuplement et de développement économique rapide. Elle est une base de départ vers le Texas oriental pour beaucoup de migrants européens, pour la plupart allemands ou anglo-américains. Déjà à l'époque des Mexicains à partir de 1821, puis sous le régime de pseudo-indépendance après 1836, plus encore depuis l'intégration à la fédération des États-Unis en 1845, l'afflux des colons européens est encouragé pour faire reculer les Comanches<sup>270</sup>. La nation comanche compte environ 40 000 membres en 1848, avant que le choléra l'atteigne en 1849 et l'affaiblisse durablement. Les Comanches vivent sur un territoire immense qui s'étend de la rivière Arkansas au Rio Grande, des abords des Montagnes Rocheuses au Nouveau Mexique et jusque sur la Trinity River au Texas. Leurs raids les portent très largement au-delà de ces limites, mais, dans les années 1840, leurs expéditions les entraînent surtout vers le nord du Mexique. Le nombre des habitants d'origine européenne au Texas était d'environ 25 000 en 1835, à l'époque de la guerre d'indépendance contre le Mexique ; ils sont autour de 500 000 en 1848, pour la plupart installés dans le sud et l'est de l'État. Pour un territoire de près de 700 000 kilomètres carrés, celui-ci est très peu peuplé. Le nord, vers lequel se dirigent les Icariens, est presque totalement exempt

de tout établissement urbain ou agricole durable. Quand une ferme est installée, ses habitants sont presque immédiatement pillés et massacrés par les Indiens, ou enlevés, selon l'âge et le sexe. Fort-Worth, construit pour faire face aux raids comanches, n'est fondé qu'en 1849. Dallas existe depuis 1841 mais elle ne compte que quelques dizaines d'habitants.

Icarie est située sur les Cross Timbers, à deux kilomètres environ au nord-est de l'actuelle petite ville de Justin, dans le comté de Denton fondé en 1846. J. B. Denton, qui lui donne son nom, était un avocat et un pasteur tué par les Indiens Kichai en 1841. Le peuplement texan du comté de Denton n'est alors commencé que dans sa partie sud-est, près de Dallas. Les Icariens se rendent quant à eux dans sa partie sud-ouest – aujourd'hui au nord-ouest de l'aire urbaine de la Metroplex Dallas-Fort-Worth, l'une des quatre métropoles les plus riches et les plus peuplées des États-Unis.

Les Cross Timbers appartiennent à une écorégion de transition entre les forêts de l'est et la prairie des grandes plaines américaines. Les conditions climatiques sont assez proches de celles que l'on peut rencontrer dans le sud de la France, ou en Italie, selon la propagande icarienne. Il pleut beaucoup au printemps, mais les précipitations sont assez régulières sur l'ensemble de l'année. Les températures moyennes s'échelonnent de 5 °C en hiver à 25 °C en été. Le lieu est situé sur le parallèle 33°N, proche du tropique, mais l'altitude modère la chaleur. L'emplacement prévu pour l'installation d'Icarie se situe à la confluence de la Oliver Creek et de la Denton Creek, elle-même affluent de la Trinity River. Aux vues de ces données, les Icariens ne courent pas immanquablement à leur perte, contrairement à ce que soutient Jules Prudhommeaux qui, dans *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*, condamne l'essai et dénonce la supposée impéritie de

Cabet<sup>271</sup>. Il existe des raisons d'estimer que le contrat passé avec la compagnie Peters était en fait une bonne affaire pour les Icarieus. Mais en 1848, le lieu pose problème, étant situé sur la frontière de l'Ouest et même un peu au-delà de la colonisation nord-américaine. En quête d'un « désert » pour fuir les « persécutions », les Icarieus sont seulement arrivés un peu trop tôt.

À chaque étape de leur trajet de la Nouvelle-Orléans jusqu'en Icarie, les membres de l'avant-garde portent un regard plus émerveillé sur l'Amérique qu'ils découvrent, s'il faut en croire, du moins, les lettres qu'ils adressent à Cabet et que celui-ci publie dans *Le Populaire* en juin et en juillet. Pour rendre compte de l'enthousiasme et de la foi de ces pionniers, de l'intensité de leurs attentes, le mieux est de les citer assez largement.

Le 23 avril, le menuisier Moity rédige une longue lettre depuis Shreveport. Il est resté avec 24 autres à la frontière entre le nord-ouest de la Louisiane et le Texas. Ils ont à construire là une grande maison qui servira de magasin et de logement pour les futurs migrants sur la route d'Icarie. L'expérience du dépaysement lui inspire un enthousiasme sans nuance :

« Nous avons bien admiré la campagne depuis la mer jusqu'à la Nouvelle-Orléans ; mais notre surprise a bien grandi quand nous avons remonté le Mississippi et la Rivière Rouge, et quand nous avons vu ces beaux pays à demi sauvages, car l'on y trouve de loin en loin quelques baraques construites depuis peu par des migrants dont le nombre augmente journellement. [...] La Rivière Rouge est de la force de la Seine environ, encaissée dans des terres en certains endroits et en d'autres très large, car elle s'étend beaucoup en largeur ; son eau est très rouge et pas engageante à boire, surtout pour ceux qui ne sont pas acclimatés, car elle donne la diarrhée. Mais les sources d'eau vive sont aussi communes qu'en France. [...] Du reste, tous les habitants s'accordent à dire que jamais ils ne font de mal. Une chose est très précieuse pour

nous, c'est le poisson dont la rivière est peuplée; car aujourd'hui, en moins d'une demi-heure, nous en avons tué huit énormes; et quand nous en voulons, nous n'avons qu'à prendre notre fusil, et en peu de temps nous en avons en abondance. Il y a des carpes de quatre-vingts livres, de très belles perches et un grand nombre d'autres poissons de différentes espèces qui nous étaient inconnues et qui sont énormes. Nous en prenons journellement, et cela est un grand délassement pour nous après le travail. La campagne est couverte de bois; [...] le cèdre de Virginie, la famille des sapins et beaucoup d'autres, tels que les pruniers, pêchers, cerisiers, qui dans ce moment sont couverts de fruits et, d'après le dire des habitants, sont très bons à manger. Mais ce qui surprend le plus, c'est l'énorme quantité de vignes qui sont dans ces forêts, et toutes couvertes de raisins qui se perdent annuellement et que nous allons utiliser. La terre est d'une telle fertilité que c'est à peine si on a besoin de l'égratigner pour semer, et elle rend beaucoup plus qu'en France. On y récolte du blé, du maïs, des patates, du sucre, cacao, café, tabac, coton, et tout cela sans toucher la terre de la semence jusqu'à la récolte. Si les malheureux cultivateurs français en avaient la plus petite connaissance, ils déserteraient bien vite une terre ingrate, qui leur donne tant de peine et qui ne leur rapporte souvent rien; car en Amérique jamais la récolte ne manque, et si un jour j'étais obligé de quitter ce pays, j'aimerais autant mourir. Quant à la température, le ciel est très bleu et pur; la nuit une abondante rosée suffit pour entretenir la fraîcheur<sup>272</sup>. »

La lettre se poursuit, où il décrit ses activités à Shreveport. Il indique que les autres membres de l'avant-garde sont partis pour une localité du nom de Pienelle, en fait une ferme située en amont sur la rivière Sulphur où ils doivent rejoindre Sully, dans un lieu nommé Sulphur-Prairie, à plus de 50 lieues de Shreveport. Il indique également qu'un détachement de neuf hommes, dirigé par Gouhennant, est en route pour Icarie elle-même, 50 lieues plus loin encore. Ces derniers ont quitté Shreveport dès le 8 avril,

à pied, le sac au dos et sous la pluie, avec deux chariots transportant les outils, les semences, les objets précieux et les provisions de bouche. Tout le matériel a été loué fort cher, 500 francs, les chances de retour étant incertaines. Moity annonce son propre départ de Shreveport pour rejoindre les autres membres plus avancés de l'avant-garde. Selon Cabet, Icarie devait être accessible en bateau par la Rivière Rouge. Or, il reste au moins 120 à 130 lieues à parcourir à pied, soit 400 kilomètres environ, dans un pays où tous les chemins sont à frayer par ceux qui s'y avancement. Mais les membres de l'avant-garde se sont donnés pour mission de les rendre aussi confortables et sûrs que possible.

Le 15 mai, trois semaines plus tard, Moity est arrivé à Sulphur-Prairie. Cette fois, il est vraiment au Texas. Il écrit à ses parents :

« Nous sommes partis de Shreveport le sac sur le dos, chargés de vivres, et notre gourde pleine d'eau-de-vie, avec nos armes de chasse, notre plomb, notre poudre. Malgré nos fatigues, sous le poids desquelles certains de nos frères commençaient à fléchir, je puis vous assurer que l'union la plus parfaite a régné parmi nous, et que nous rivalisons de courage. Nous sommes aujourd'hui dans la propriété achetée par Sully, agent de M. Cabet. Nous avons commencé à défricher et à semer. Nous préparons aussi des logements pour recevoir la deuxième avant-garde et nos frères et sœurs des départs successifs. Notre propriété est très grande, à peu près quatre mille arpents d'étendue, moitié prairie, moitié forêt en terrain de première qualité, et ce qui le prouve c'est notre blé, qui est magnifique. Nous l'avons semé en très grande quantité, ainsi que du maïs et quoique nous l'ayons semé dans la prairie, seulement après avoir brûlé l'herbe qui est très haute, et sans avoir labouré ni bêché, nous sommes étonnés de le voir si beau et pousser si vite. Jamais je n'ai vu une végétation plus puissante et plus active, car à peine avons-nous déposé les graines dans le sein de la terre, que quelques jours après la plante est sortie. Ainsi nous avons semé des oignons qui en France sont très longs

à germer ; ici ils sont sortis au bout de trois jours. Au bout de dix jours, nous avons pu manger nos radis. L'air est excellent ; le soleil est chaud, mais il y a un vent frais appelé alizé, qui souffle et rafraîchit l'air continuellement. [...] La chasse est très abondante, mais nous n'avons pas le temps de nous y livrer. On nous vend le chevreuil avec la peau, un sou la livre, et encore, on nous l'apporte ; les dindes sauvages pour un franc la pièce, et elles pèsent toutes plumées et éventrées jusqu'à vingt livres ; un énorme bœuf très gras se vend quarante francs. Nous vivons bien et en bonne intelligence avec nos voisins, qui, quoiqu'appelés *sauvages*, sont plus honnêtes et plus polis que nos soi-disant civilisés européens. Nos autres frères, au nombre de vingt-cinq, sont à environ quarante lieues plus loin ; c'est là que doit être Icarie dans un pays magnifique. J'irai les rejoindre quand nous aurons construit des hangars pour recevoir nos frères de France<sup>273</sup>. »

### « Dans quelques années, nous serons heureux... »

Dans un prospectus daté du 11 juillet, Cabet indique que le chemin de Shreveport à Icarie est de 50 lieues et qu'il faut dix jours pour les parcourir à pied ou en chariot. Ce n'est pas tout à fait exact. La première lettre écrite des Cross Timbers est datée du 10 mai. Gouhennant et un petit groupe de huit autres ont enfin atteint Icarie le 8, un mois après leur départ de Shreveport. L'ébéniste parisien Pierre Grillas l'écrit à sa femme :

« Nous avons une terre magnifique, de l'eau de toute bonté, du bois en abondance, enfin un vrai paradis terrestre. Nous avons beaucoup souffert par les difficultés et les privations, obligés de frayer des routes à travers les rivières et les forêts ; j'ai été plusieurs fois obligé de me jeter à la nage pour sonder le passage à mes frères. J'ai aussi usé, à force de marcher, une paire de bottes sans la quitter des pieds. Couchés au bivouac, sans nourriture presque, nous avons tout bravé pour faire triompher notre sainte cause, et tout cela sans aucune maladie. Je me porte on ne peut mieux<sup>274</sup>. »

Sur place, Gouhennant et ses compagnons ont trouvé un agent du Gouvernement et des employés de la compagnie Peters, qui les ont aidés à choisir le lieu de leur première installation et à mesurer les terrains mis à leur disposition.

Gouhennant est le seul à se déplacer à cheval. Le 20 mai, revenu en arrière, il est à Sulphur-Prairie. Il rédige la dernière lettre aussi résolument optimiste écrite d'Icarie aux Icariens restés en France :

« Partis de Shreveport pour nous rendre en Icarie, nous sommes d'abord arrivés à Bonham. J'ai obtenu là, chez un secrétaire d'État, les renseignements les plus encourageants. Nous n'étions pas encore en Icarie, mais nous en approchions, et nous venions d'acquérir la certitude que nous pouvions y parvenir sans difficultés et sans dangers. Forts de ces bons renseignements, nous avons continué notre marche, et le sixième jour nous avons touché le sol icarien. Oh ! Si vous voyiez Icarie !... C'est un Eden. Quand on vous offrirait de présider la République, venez plutôt en Icarie, vous serez plus heureux, plus riches et plus grands parmi nous. Nous avons été bien accueillis par les gens de la compagnie Peters et par le secrétaire d'État. J'ai requis immédiatement leur assistance pour mesurer et limiter les sections que nous allons occuper. Nous possédons enfin Icarie, nous sommes sauvés. La révolution a ébranlé quelques-uns de nos frères, trois ou quatre seulement. J'espère les dissuader de retourner en France ; mais en masse tous sont dévoués, courageux ; il ne se passe pas de jour sans que les cris *Vive Cabet*, *Vive Icarie*, ne se fassent entendre. Nous sommes au comble de nos vœux ; toutes les descriptions d'Icarie sont faibles, les espérances sont dépassées. Demain, le reste de nos frères qui étaient près de Sully (à Becknell's ou à Sulphur-Prairie) se joindront à moi pour nous rendre en Icarie, à cinquante lieues plus loin, entre La Trinité et la Rivière Rouge, dans l'Éden, un vrai paradis terrestre. Il n'y a ni serpents, ni sauvages, ni Indiens, tout cela ne sont que fables. Je viens de parcourir à cheval pendant quinze jours toutes les parties de nos possessions, je n'ai rien vu d'effrayant, je n'ai vu que du merveilleux<sup>275</sup>. »

Il promet que les «frères» de la deuxième avant-garde seront guidés au moins depuis Shreveport, et qu'ils trouveront en arrivant de belles cabanes pour les abriter et de belles sections à posséder :

«Il n'y a qu'à se baisser et en prendre.»

Le rêve de fonder Icarie au Texas fonctionne à merveille jusqu'à la fin du mois de mai et même le début du mois de juin – jusqu'aux premières fortes chaleurs. Les espérances de la première avant-garde ont atteint leur zénith, elles commencent à décliner à partir de là. Les nouvelles lettres, publiées courant juillet dans *Le Populaire*, décrivent une réalité plus dure. Le merveilleux n'est pas la seule marque des paysages au nord du Texas. Dans une lettre datée de Sulphur-Prairie le 15 mai, Van den Eden écrit :

«Nous sommes sûrs que dans quelques années nous serons heureux et que nous vivrons sans soucis<sup>276</sup>.»

Ce bonheur n'est pas pour tout de suite. Van den Eden rapporte que l'un des deux wagons avec lesquels Gouhennant avait quitté Shreveport a dû être abonné dès le premier jour. Le second s'est brisé trois jours avant d'atteindre la ferme où les attendait Sully. Toutes leurs affaires, exceptés quelques outils immédiatement indispensables pour un premier défrichement, sont restées à Shreveport. Les malles, les matelas, les livres et autres instruments divers n'ont jamais pu être transportées jusqu'en Icarie. De plus, les moustiques pullulent.

Le 2 juin, Lévi de Reims écrit une très longue lettre qui donne un récit jour par jour du trajet de Shreveport, d'où il est parti le 8 avril, jusqu'en Icarie où il vient tout juste d'arriver, presque

deux mois après<sup>277</sup>. Son texte est l'un des plus précis sur les conditions d'accès aux Cross Timbers, sur les véritables difficultés du voyage, sur les souffrances endurées et acceptées pour installer, à tout prix, la Communauté d'Icarie sur les rives de la Denton Creek. Il décrit surtout l'engagement des Icariens de la première avant-garde, il est impressionnant. Levi n'est pas rentré vivant de ce voyage à travers les grands espaces sauvages de l'Ouest américain ; il est mort d'épuisement lors du repli en septembre. Dans un premier temps, en avril, lors du voyage pionnier jusqu'à Sulphur-Prairie. Il est parmi les premiers à quitter la Louisiane :

«Vous serez étonnés de nous voir voyager toujours nos vivres sur le dos, mais comprenez un pays où l'on peut faire dix à quinze lieues sans rencontrer une habitation. Une personne ou deux peuvent voyager à cheval, les Américains ne voyagent pas autrement dans ces parages et ils y trouvent toujours à se nourrir, car on peut entrer dans chaque habitation et s'y mettre à table, ce n'est ni ridicule ni incivil, c'est une hospitalité réciproque pratiquée sur toute la surface des États-Unis ; mais nombreux comme nous étions, cela ne pouvait se faire, nous n'aurions pas trouvé de quoi satisfaire notre appétit, et il n'y a ni auberge ni hôtel dans les campagnes. Nous continuons donc notre voyage par une chaleur étouffante, couchant dans la forêt, enveloppés d'une couverture.»

Il y a déjà des malades ou, à tout le moins, des Icariens épuisés dès cette première partie du voyage. Dès qu'il pleut, tout déplacement devient impossible : «les ravins grossissent prodigieusement». Les vivres manquent, bien avant d'atteindre l'objectif. Son récit évoque beaucoup la faim, à partir du 14 avril : ils n'ont plus qu'un peu de vermicelle pour le souper. Il doit rester en arrière pendant une semaine entière avec un malade, à Mont Plaisant, où ils en profitent pour se réapprovisionner. Il arrive à Sulphur-Prairie le 21 avril. Il n'en repart que le 21 mai, sur l'ordre

de Gouhennant. Le délégué est pressé de tous les faire marcher jusqu'en Icarie.

La deuxième partie du voyage est bien plus difficile :

«La route de Mont Plaisant à Bonham étant très dangereuse, on nous en avait indiqué une autre plus praticable. [...] Le mot route que j'emploie n'a point ici la signification européenne, car on appelle ainsi l'endroit par où il faut nécessairement passer, lors même qu'il n'existe aucun tracé du point de départ à celui d'arrivée. [...] Le 21 [mai] nous partons et nous campons la première nuit dans une plaine au bord d'un ruisseau. À peine étions-nous couchés que le tonnerre commence à gronder. On nous avait dit que nous n'étions pas très loin d'une ferme, nous nous levons aussitôt et nous nous mettons en marche; nous avons à peine fait quelques pas que l'orage éclate avec violence et nous force à nous arrêter; au bout de quelques minutes, nous étions dans l'eau jusqu'aux genoux. Au retour du calme, nous continuons notre marche à travers des ruisseaux, ayant de l'eau jusqu'aux bras, et nous voyageons ainsi jusqu'au jour, sans que le tonnerre s'arrête, guidés seulement par la lueur des éclairs. Nous arrivons enfin à cette ferme tant désirée, où nous allumons un grand feu pour nous sécher et nous faisons le thé pour nous réchauffer intérieurement. Après cette restauration, nous continuons notre marche à travers une forêt coupée de ravins que nous franchissons ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Après deux heures de marche, nous arrivons à une rivière grossie par l'orage; nous nous y engageons; à peine avons nous fait quatre pas que l'eau monte jusqu'à nos sacs, nous sentons avec une perche qu'il y avait plus de vingt pieds d'eau. Plusieurs d'entre nous ne sachant pas nager, surtout avec armes et bagages, nous sommes obligés de retourner sur nos pas pour chercher des indications de passage. Nous arrivons enfin à un moulin, un homme monte à cheval et nous conduit à travers la forêt pendant plus d'une heure, marchant dans l'eau et la boue jusqu'aux genoux. Au terme de ce détestable chemin, nous nous reposons deux heures et nous continuons notre route jusqu'au soir. Nous campons auprès d'une ferme.»

Le 25, après un déjeuner de sel, de pain, de thé et d'eau-de-vie, ils s'engagent de nouveau dans les bois, dévorés par des nuages de moustiques. Plus loin, un pont s'est rompu, ils construisent un radeau en liant, avec leurs ceintures, les débris qu'ils peuvent en récupérer. Le passage reste impossible. Ils reviennent de nouveau en arrière. Dans une ferme, ils abandonnent l'un des leurs, les pieds trop abîmés pour continuer. Ils reviennent le lendemain là où ils avaient échoué à passer la veille. Ils abattent des arbres et parviennent finalement à en faire tenir un en travers de la rivière. Au bout d'une heure, «après des efforts inouïs», ils passent tous de l'autre côté du torrent dont le niveau a baissé de dix pieds depuis la veille. Le 27, ils campent dans une maison abandonnée : ses habitants ont été égorgés par les Comanches.

«Le 28, nous n'avons plus de chemin, nous marchons au hasard à travers les prairies, les fossés, les forêts, et nous arrivons à la rivière La Trinité. [...] Nous la traversons sur un bac. Le chemin sur la rive droite est on ne peut plus mauvais, [...] nous avons marché à travers des broussailles dans une boue collante, toujours dévorés par les moustiques qui se rencontrent partout où il y a des eaux stagnantes. Nous trouvons deux voitures embourbées jusqu'au moyeu, que le charretier est obligé d'abandonner, malgré un attelage de huit bœufs [...]. Le 29, les chemins se perdent entièrement, nous ne faisons que louvoyer, nous trouvant tantôt en face d'un précipice, tantôt d'un cours d'eau infranchissable. Depuis que nous avons traversé La Trinité, le pays devient très montagneux et d'un aspect admirable.»

Le 29 au soir, à force de buter sur les rivières, de marcher avec de l'herbe jusqu'aux épaules, ils se perdent tout à fait, et leurs vivres sont épuisés. Le 30, laissant les sacs dans un camp improvisé, ils partent deux à deux dans diverses directions pour tenter de retrouver la bonne direction. Le lendemain, ils

reprennent la marche tous ensemble et finissent par trouver une ferme où on leur indique que deux Icariens sont passés la veille pour chercher du bétail. Pour les rattraper, ils doivent rejoindre une autre ferme à dix miles de là. La nuit les surprend en route, dans les bois. Ils atteignent la ferme, trop tard pour y trouver leurs amis. Ce jour-là, ils se perdent une nouvelle fois «au milieu d'une immense plaine». Le soir, harassés de fatigue, certains ne peuvent plus marcher. Ils se couchent une nouvelle fois sans manger. Le 1<sup>er</sup> juin, deux d'entre eux, partis en éclaireur vers l'ouest, trouvent enfin Icarie. Cinq Icariens, «bien armés», leur portant pain et eau-de-vie, sont dépêchés vers eux malgré la nuit noire.

«Nous dormions bien tranquillement lorsque, vers onze heures, nous entendons dans le lointain un coup de fusil. Je réponds aussitôt par un autre coup qui est répété par deux coups et même répétition de ma part; vers minuit, les cinq frères arrivent dans notre camp, mouillés, crottés, ayant roulé dans les ravins, marché au hasard, au risque de se rompre le corps pour venir au secours de leurs frères. [...] Nous nous acheminons au grand jour vers Icarie, où nous arrivons avec la plus grande joie. Maintenant quelques mots sur Icarie. J'y ai trouvé une maison terminée, deux autres prêtes à l'être, un pays magnifique<sup>278</sup>.»

Le 2 juin, une cabane de rondin, une *log-house* seulement est construite sur les Cross Timbers. Il faut se hâter d'abattre du bois sur le plus grand nombre possible de sections, l'échéance du 1<sup>er</sup> juillet est proche. L'urgence est de construire une cabane de quatre mètres carrés sur le plus grand nombre possible de sections pour que celles-ci soient définitivement et gratuitement acquises à la Communauté. Le même jour, Buisson de Lyon écrit :

«En fait d'arbre fruitier, il n'y en a pas ; tout ce qu'il y a en grande quantité, c'est la vigne et les mûriers<sup>279</sup>.»

Icarie n'est peut-être pas le paradis décrit jusque-là.

Le 3 juin, une deuxième avant-garde quitte le port du Havre à bord du navire *Hannibal*. Robillard, le gérant du *Populaire*, a pu embarquer jusqu'à la fin du remorquage. Il leur lance :

«Votre mission est d'aller retrouver ceux qui vous ont précédés et de travailler ensemble à prouver au monde que la fraternité n'est pas un vain mot, que l'on peut mettre en pratique ce que l'on a jusqu'à présent traité d'utopie<sup>280</sup>.»

L'expédition est commandée par Pierre Favard, le frère du gendre défunt de Cabet. Ils ne sont qu'une vingtaine d'hommes. Ils doivent surtout porter de l'argent et des lettres aux pionniers de la première avant-garde, et leur transmettre des nouvelles de leurs familles restées en France. Il ne s'agit pas d'une mission de sauvetage. En juin, l'expédition au Texas n'en est pas là, et c'est encore vrai au début du mois de juillet ; c'est du moins de ce qu'en sait Cabet à ce moment-là. Le premier mort est emporté par les fièvres le 30 juillet.

## La révolution de février

Échaudé par le succès de la campagne du parti réformiste qui dure depuis plusieurs semaines<sup>281</sup>, le Gouvernement de Guizot décide d'interdire le grand banquet prévu à Paris le 22 février 1848 qui doit en être le point d'orgue. Dans un premier temps, les organisateurs déclarent leur intention de passer outre et maintiennent la convocation des convives. Le Gouvernement renouvelle son interdiction le 21 février. Devant cette détermination, les partisans de la réforme électorale finissent par céder et annoncent qu'ils renoncent à la manifestation. Mais il est trop tard. Furieux, des étudiants et des ouvriers manifestent dans Paris le 22. Le 23, l'agitation prend de l'ampleur. La Garde nationale est appelée pour rétablir l'ordre. Dans ses rangs on crie « Vive la Réforme ! » : c'est un très mauvais signal pour le pouvoir. Le soir, de graves incidents surviennent boulevard des Capucines, devant le ministère des Affaires étrangères ; il y a des morts. Le lendemain, les Parisiens bloquent les ponts, dressent des barricades, le Palais des Tuileries est attaqué. Vers midi, Louis-Philippe abdique en faveur de son petit-fils et quitte le pays. En fin d'après-midi, un

Gouvernement provisoire de la République est constitué à l'Hôtel-de-Ville. Une liste de 11 noms est proposée aux insurgés. Y figurent sept députés : Dupont de l'Eure, Arago, Marie, Garnier-Pagès, Ledru-Rollin, républicains depuis longtemps, mais aussi ceux de Crémieux ou Lamartine qui ne l'étaient pas jusque-là. Cette liste résulte d'un compromis négocié entre les deux principales tendances du parti réformiste, entre les hommes du *National*, qui veulent une révolution strictement politique, et ceux de *La Réforme*, plus ouverts à des évolutions sociales. Sont désignés pour participer à ce Gouvernement les rédacteurs en chef de ces deux journaux, Marrast pour le premier et Flocon pour le second. Si les noms de Ledru-Rollin et de Flocon conviennent à tous les démocrates, c'est moins évident pour tous les autres. Pour faire contrepoids et inciter les révolutionnaires de février à accepter toute la liste, le théoricien socialiste Louis Blanc et l'ouvrier Albert, fortement impliqué dans les sociétés secrètes républicaines, sont également nommés. Le 25, Lamartine prend un début d'ascendant sur ses collègues, prononçant ce célèbre discours par lequel il retourne une manifestation populaire venue à l'Hôtel de Ville pour réclamer la substitution du drapeau rouge au drapeau tricolore comme emblème du nouveau régime.

Quand survient la révolution de février, Cabet ne s'y attend pas<sup>282</sup>. Ces événements sont pour lui une surprise ; il ne participe à aucune action avant le 25, reste à l'écart des banquets et, dans une certaine mesure, des violences des 22, 23 et 24. Pourtant, s'il n'est pas homme à courir à la barricade, plusieurs de ses proches, dont Robillard et Gosse, prennent les armes le 23 et le 24 et il ne cherche pas à les en dissuader<sup>283</sup>. Leur point de ralliement est son domicile, le siège du *Populaire*. Les scènes de fraternisation entre les ouvriers, les bourgeois et les soldats le bouleversent. Il admire le respect des combattants pour les biens et les personnes. Les

événements de février sont les plus heureux auxquels il ait jamais osé rêver depuis 1830. C'est le triomphe de la fraternité qu'il appelle de ses vœux depuis si longtemps.

La révolution libère immédiatement la presse de toutes les dispositions qui l'entravaient depuis les lois de septembre 1835, le cautionnement et le timbre. *Le Populaire* est de nouveau publié à Paris et crié dans les rues comme en 1833. Il est vendu au numéro, selon le nombre de pages, 5 ou 10 centimes, ce qui est très bon marché. Il peut paraître presque tous les jours, au moins jusqu'au 7 mars, sur une, deux ou quatre pages. À la une, le 27, Cabet clame son bonheur :

«Quelle révolution ! C'est bien autre chose que 1830 ! C'est prodigieux, merveilleux, miraculeux ! [...] C'est comme un rêve.»

Le 28 février, comme beaucoup d'autres, il crée son club : la Société fraternelle centrale<sup>284</sup>. 2 000 personnes assistent à la première séance dans la salle de la Redoute, rue Grenelle-Saint-Honoré. Le 1<sup>er</sup> mars, pour la deuxième séance, ils sont 3 000 spectateurs. Ils élisent rapidement les 15 membres qui forment le bureau du club. Parmi eux figurent des militants éminents du mouvement icarien : outre Cabet, président, on trouve Robillard, vice-président, Maillard, secrétaire, ainsi que Chameroy, Gosse, Montagne, Favard et Durand. 30 commissaires sont élus pour assurer le maintien de l'ordre ; ce sont aussi des hommes de confiance : Angelmann, Aron, Dabat, Duthy, Jules Prudent, Simon ou encore Voiturier. La dignité, l'ordre et le calme que tous affichent lors des discussions du club sont des démonstrations à l'adresse des «ennemis du Peuple». L'inclination à la bousculade et l'indiscipline supposées des classes populaires ne doivent pas devenir des arguments pour les adversaires du droit d'association, du droit de

réunion et de discussion, heureuses mais fragiles conquêtes de février.

À partir du 6 mars, la Société se retrouve presque tous les soirs dans une salle plus vaste, la salle Valentino, rue Saint-Honoré. Les réunions s'achèvent fréquemment aux cris des « Vive la République ! Vive Cabet ! » Entre mars et mai, le succès est impressionnant si l'on songe qu'il y a plus de 300 ou 400 clubs dans Paris<sup>285</sup>. À chacune de ses séances, ils sont plus de 5 000 citoyens, Icariens et badauds, à se précipiter au spectacle de la Société fraternelle centrale. Certains soirs, jusqu'à 1 000 personnes sont empêchées de pénétrer dans la salle, tant celle-ci est comble. Le club communiste est l'un des plus fréquentés de Paris. Daniel Stern évoque même une foule de 6 000 à 8 000 personnes. Beaucoup de femmes sont présentes, jusqu'à un millier environ. Celles qui le peuvent s'installent dans la galerie supérieure où elles sont réunies à 400 ou 500 ; l'audition des discours de Cabet y provoque une intense émotion. Il commence toujours ses interventions par « citoyennes, citoyens », une apostrophe qui ne va pas de soi en 1848. Il est le seul à pouvoir réellement prendre la parole longuement. Ses discours font l'objet d'une publication<sup>286</sup>. Sous la forme de petites brochures d'une quinzaine de pages, ses discours à la Société fraternelle centrale sont criés dans les rues de Paris où ils sont vendus 10 centimes. Ils sont aussi distribués dans les principales villes icariennes des départements. Les auditeurs sont appelés à voter plusieurs fois à main levée pendant les discours qui durent parfois jusqu'à deux heures. Les votes sont toujours favorables et, en général, quasi unanimes. Cabet est un bon orateur, il fait rire son public, il sait l'émouvoir et lui plaire. Dans ces conditions, en mars 1848, il est l'un des tribuns populaires parmi les plus influents de Paris. L'Amérique est loin à ce moment-là, il y a des affaires plus urgentes à traiter en France.

L'évolution de sa place dans le mouvement révolutionnaire, ou de sa relégation politique, se joue autour de trois moments principaux : le 25 février, le 17 mars et le 16 avril. Ce ne sont pas là les dates d'échéances électorales, mais de journées révolutionnaires ou contre-révolutionnaires à Paris, de manifestations de masse, de ces moments où tout peut basculer en faveur de la république démocratique et sociale ou, au contraire, à son désavantage.

**« Point de désordre, point de violence »**

Le jour où Lamartine défend le drapeau tricolore contre le drapeau rouge sur le parvis de l'Hôtel-de-Ville, Cabet publie une proclamation adressée aux « Travailleurs nos frères ». Il s'agit d'une édition du *Populaire* numérotée 1 pour l'occasion et placardée sur tous les murs de Paris, le journal étant, ce jour-là, imprimé sur une seule face. C'est un texte d'adhésion à la nomination du Gouvernement provisoire ainsi qu'à sa composition. Dans sa proclamation, il appelle les ouvriers à soutenir ce Gouvernement présidé par Dupont de l'Eure. Autant dire qu'il appelle à cesser immédiatement de se battre. Son premier mot d'ordre est l'ajournement du communisme. La République seule est à l'ordre du jour :

« Fidèles à nos principes de fraternité, d'humanité et de modération, de justice et de raison, crions toujours et partout : Point de vengeance ! Point de désordre, point de violence, point d'oppression pour personne, afin d'obtenir justice pour tous ! Point d'atteinte à la propriété ! Mais inébranlable persévérance à demander tous les moyens que peut accepter la justice pour supprimer la misère : notamment en adoptant un système démocratique d'inégalité successivement décroissante, et d'égalité croissante. Gardons-nous de demander l'application immédiate de nos doctrines communistes. Nous

avons toujours dit que nous ne voulions leur triomphe que par la discussion, par la conviction, par la puissance de l'opinion publique, par le consentement individuel, et par la volonté nationale. Restons fidèles à nos paroles<sup>287</sup>. »

Ce texte est l'un des plus importants jamais publiés par Cabet. Sans doute, lors de ces journées de février, la réalité de son ascendant sur les ouvriers parisiens est-il difficile à mesurer. Mais de nombreux témoignages concordent pour attester la puissance de l'effet produit, y compris en provenance d'adversaires politiques par ailleurs sans complaisance à son égard. *Le Courrier Français*, dès le 28 février, loue l'appel au patriotisme du chef des communistes icariens à tous ses « adeptes » :

« Le voici, ce communiste icarien dont la monarchie s'efforçait de nous faire tant peur ; il a compris la liberté de la parole et de mouvement pour lui-même et pour nous tous. »

Plus tard, en 1850, Émile de Girardin l'écrit plus explicitement encore :

« Nous nous souvenons de l'immense effet que produisit, le 25 février, une affiche placardée sur tous les murs de Paris, et qui invitait le Peuple au calme et à la patience. Cette proclamation était signée Cabet<sup>288</sup>. »

En 1870, beaucoup plus tard, dans son *Histoire de la révolution de 1848*, Louis Blanc cite presque en entier le texte de Cabet, prouvant qu'il s'en souvenait donc encore<sup>289</sup>. Les rédacteurs de *La Démocratie Pacifique* reproduisent son texte à la une de leur journal dès le dimanche 27 février, sans commentaire, ce qui est une forme d'hommage. Leur analyse n'est publiée que le lendemain, sous le titre « Union des socialistes » :

«Tous les Icariens sont des hommes de cœur, ils serreront les mains qui leur seront tendues : union des socialistes pour le maintien de l'ordre et de la paix, pour l'affermissement de la confiance ; accord et fraternité dans toutes les âmes.»

Le texte de Cabet ne procède pas d'une foi naïve en la fraternité, «cette abstraction débonnaire des antagonismes de classes», stigmatisée par Karl Marx dans *La lutte des classes en France*.

Dans la version entière de son manifeste du 25 février, le rédacteur en chef du *Populaire* ajoute :

«Ne déposez pas les armes ; ne quittez pas vos glorieuses et immortelles barricades ! Laissez, au contraire, toutes vos affaires pour vous organiser et vous enrégimenter ! Achevez, complétez et régularisez votre armement ; demandez que les bastilles soient désarmées, que tous les canons, toutes les armes et toutes les munitions soient livrés au Peuple ; et que le Peuple parisien soit tout entier sous les armes, organisé, discipliné sous les chefs de son choix ; c'est alors qu'on aura réellement la garantie de l'ordre comme de la liberté, et quand toute la Garde nationale sera armée et organisée démocratiquement, c'est alors qu'on aura la garantie réelle de la paix universelle, de l'indépendance des nations et la fraternité des Peuples<sup>290</sup>.»

Le 6 mars, devant la Société fraternelle centrale dont c'est la quatrième séance, il poursuit :

«Nous sommes tous chargés de défendre la République : elle sera mieux défendue par le bras démocratique que quand elle était confiée à l'épée brillante de l'aristocratie ou de la bourgeoisie, qui, quoi qu'on fasse, arrivera bien un jour, mais qui n'arrivera pas tout de suite à se confondre avec le Peuple, et à considérer comme des frères les prolétaires et les travailleurs<sup>291</sup>.»

Cette prise de position peut surprendre de la part de Cabet, jusque-là apôtre de la propagande légale et pacifique et de la collaboration de classe. Mais c'est aussi la seule fois de sa vie politique où il peut parler en l'absence de toute censure politique. Dans un article du *Populaire* daté du 2 mars, il écrit clairement :

« Aujourd'hui nous sommes révolutionnaires pour défendre la révolution et la République<sup>292</sup>. »

Il refuse à quiconque le droit d'imposer des idées par la force et continue à invoquer comme seuls moyens d'action légitimes la persuasion, la conviction et le travail sur l'opinion publique. Mais il croit aussi que les conditions d'un débat équitable doivent exister. Il est sincère quand il proclame sa foi en la fraternité, pour lui-même et pour les « travailleurs », mais il doute que les anciennes classes privilégiées soient dans les mêmes dispositions, quels que soient leurs protestations d'innocence ou leurs silences après les journées de février. Dans son discours du 6 mars au public de son club, il énonce les cinq priorités à l'ordre du jour : l'élargissement du recrutement de la Garde nationale aux « classes populaires », la levée de toutes les entraves à la liberté de la presse, la reconnaissance inconditionnelle du droit d'association, de réunion et de discussion publique, la loi électorale et l'organisation du travail. Les deuxième et troisième points ne posent pas directement problème au début du mois de mars 1848 – du moins pas encore. En revanche, l'accès de la Garde nationale aux classes populaires est lourdement porteur de discorde dans la France de cette époque. Cabet insiste :

« Nous l'avons dit, vous l'avez proclamé, [le plus urgent], c'est l'organisation de la Garde nationale, c'est l'organisation du Peuple entier sous les armes, du

Peuple enrégimenté, nommant ses chefs, habillé démocratiquement et armé. Quand le Peuple sera ainsi tout entier sous les armes, il aura dans son organisation toutes les garanties pour toutes ses libertés, pour tous ses intérêts, pour la discussion approfondie et sincère de toutes les questions<sup>293</sup>. »

Il n'est pas certain que les observateurs bourgeois, volontiers moqueurs et ironiques face aux « folles utopies » de 1848, puissent longtemps s'amuser en entendant pareil discours adressé à une foule d'ouvriers et colporté sous la forme de brochures dans presque toutes les villes françaises. Le champ des possibles se referme progressivement, la peur gagne très vite les rangs des partisans de l'ordre ancien.

### **« Je veux la République démocratique et toutes ses conséquences »**

Le 13 mars, le ministre de l'Intérieur, Ledru-Rollin fait passer un décret sur l'organisation des élections des officiers au sein de la Garde nationale. Le 14, un deuxième décret abolit tous les signes distinctifs des corps d'élite. Ceux-ci étaient jusque-là recrutés dans les rangs de la haute bourgeoisie. Si plus rien ne les distingue, cela équivaut à leur dissolution. Si tous les citoyens de 20 à 55 ans peuvent voter pour choisir les officiers, alors la bourgeoisie et les classes populaires se trouvent confondues dans les rangs de la milice citoyenne. Or, pour beaucoup de gardes nationaux, la prise d'arme, quand le tambour bat le rappel, a pour fonction principale, sinon unique, le combat de la bourgeoisie contre l'émeute populaire. Pour les gardes des quartiers de l'ouest, les décrets des 13 et 14 mars sont proprement intolérables, ils leur font perdre le contrôle exclusif du maintien de l'ordre en permettant l'armement des classes populaires. Ils sont des milliers, le 16 mars, 20 000, 50 000 ou plus, à manifester vers l'Hôtel-de-Ville et pour une partie d'entre eux à l'atteindre<sup>294</sup>. Ils crient « À mort Ledru-Rollin ! À

mort les communistes ! » Ces cris furieux disent la confusion qui peut régner dans les esprits. C'est la journée des bonnets à poils, la toute première manifestation d'inspiration contre-révolutionnaire depuis février. Le drapeau blanc est promené dans Paris. Ce soir-là, les principaux chefs des clubs se réunissent. Ils veulent organiser une manifestation du parti populaire et révolutionnaire en opposition à celle du parti conservateur. Elle est décidée pour le lendemain. Cabet et Sobrier se rendent chez Lamartine pour lui présenter l'affaire : il s'agit de manifester un soutien au Gouvernement confronté à la réaction des compagnies d'élite de la Garde nationale et non d'une manifestation d'hostilité.

Le 13 mars, avant même la mobilisation des bonnets à poils, il soutient déjà cette position devant l'auditoire de la Société fraternelle centrale :

« On conçoit bien qu'il y ait des individus, des classes qui, dans leur aveuglement, dans leur injuste défiance contre le Peuple, veulent l'éloigner de la Garde nationale et le condamner à perpétuité à l'ilotisme politique<sup>295</sup>. »

Il en conclut qu'il faut soutenir les hommes de l'Hôtel-de-Ville, le Gouvernement « au-dessus de toutes les classes de la société ». Il n'y a donc pas encore de rupture explicite. Les motifs d'inquiétude, pour ne pas dire de défiance existent pourtant. Cabet, comme les autres chefs des clubs démocratiques, comprend mal pourquoi le Gouvernement a appelé les militaires pour aider la Garde nationale dans ses opérations de maintien de l'ordre ; il trouve que la date retenue pour les élections de l'Assemblée constituante, le 9 avril, et plus encore celle des élections des officiers de la Garde nationale, les 18, 19 et 20 mars, sont prématurées. Selon lui, les travailleurs n'ont pas eu le temps de s'inscrire sur les listes électorales de la milice citoyenne, le parti populaire n'est pas prêt :

« Dans cette situation, la Garde nationale qui va faire les élections n'est pas la véritable Garde nationale ; c'est une fraction de la Garde nationale ; c'est un allongement, si l'on peut s'exprimer ainsi, de l'ancienne Garde nationale aristocratique et bourgeoise : elles ne seront pas sincèrement républicaines ; elles ne seront pas démocratiques ; et le Peuple, qui croyait avoir assuré la conquête de sa liberté par la révolution, sera joué<sup>296</sup>. »

L'idée d'un possible escamotage de la révolution comme en 1830 n'est pas loin. Le discours du 13 commence par ces mots :

« En première ligne, je crois devoir vous dire que, dès le commencement de la révolution, nous avons presque tous reconnu que notre premier intérêt était de nous rallier au Gouvernement [...]. Eh bien ! Malheureusement nous pouvons déjà avoir à regretter de grandes erreurs, de grandes fautes, et nous devons le déclarer franchement, sans colère comme sans ménagement<sup>297</sup>. »

La journée du 17 mars est un succès, du moins en termes de mobilisation : près de 200 000 ouvriers et clubistes manifestent pacifiquement dans les rues de Paris, des Champs-Élysées à la place de la Révolution, sur les quais puis vers la place de Grève. Les premiers, Blanqui et la Société des Droits de l'Homme en tête, arrivent au but quand les derniers n'ont pas encore commencé à marcher. Le silence est requis au départ, pour montrer la capacité à défiler en bon ordre, mais aussi pour signifier la gravité du moment et de la démarche. Il est rompu sur les quais par *La Marseillaise*. Les chants patriotiques, *Les Girondins* notamment, sont également repris d'une voix de plus en plus forte aux abords de l'Hôtel-de-Ville. Il s'agit d'un moment décisif de la révolution. Il n'y a pas d'incident, mais c'est une impressionnante démonstration de force. À l'Hôtel-de-Ville, derrière les murs, l'inquiétude grandit : Lamartine pense que c'est le 20

juin 1793 qui recommence, Buchez demande qu'on arrête tous les meneurs. Finalement, ces «meneurs», une cinquantaine dont Cabet, Barbès et Blanqui, sont reçus par les membres du Gouvernement provisoire. Les trois principales revendications du jour sont présentées : l'éloignement des troupes, le report des élections de la Garde nationale et le report des élections pour l'Assemblée constituante. Le Gouvernement, unanime, refuse de céder sous la pression. Promesse est faite simplement que ces questions seront examinées. Le Gouvernement remercie les manifestants d'avoir bien voulu lui donner un conseil et le Peuple de Paris d'être venu jusqu'à l'Hôtel-de-Ville exprimer ses vœux. Pour Cabet l'objectif est atteint, les revendications des militants révolutionnaires ont été présentées et il n'est pas possible d'humilier pour de bon le Gouvernement. Il entraîne Blanqui et les siens dehors. La manifestation, après avoir marché sur les boulevards, est dispersée près de la Bourse.

Le soir même, les Icariens ont rendez-vous à leur club, alors que des manifestants parcourent encore les rues en réclamant qu'on illumine Paris, qu'on allume les lampions pour «fêter la victoire du Peuple». Pour Cabet, c'est un triomphe, une grande victoire populaire dont il revendique, au passage, l'initiative :

«Hier, une manifestation a été faite par une partie de la nation, habituée à se considérer comme étant, sous tous les rapports, l'élite du pays ; cette fraction a voulu faire une leçon au Peuple, et c'est le Peuple aujourd'hui qui a donné une leçon à tout le monde, à ses amis comme à ses ennemis<sup>298</sup>.»

Plus loin, il ajoute :

«Beaucoup de gens prétendent, quand on parle de la force du Peuple, que c'est une chimère, un mensonge, une exagération, une illusion même. Eh

bien ! Aujourd'hui, amis et ennemis, tout le monde aura vu que le Peuple est la force et la puissance<sup>299</sup>. »

Il ne réalise pas encore à quel point cette force et cette puissance peuvent préoccuper voire horrifier ceux qui les ont vus défiler sur les boulevards, sans compter les membres du Gouvernement provisoire. Le 17 mars 1848, Cabet espère encore que le Gouvernement va faire le choix de s'appuyer résolument sur la « force populaire », pour sauver la République, pour assurer la prospérité du pays en permettant le retour à la confiance des travailleurs. Finalement, les élections dans la Garde nationale sont reportées au 5 avril et celle pour l'Assemblée constituante au 23 avril. Ils savent que celles-ci risquent d'être difficiles, que leurs adversaires sont puissants.

Cabet l'admet avec lucidité :

« Je n'ai pas besoin de vous dire, vous le savez tous, que dans les plus reculées des campagnes, des influences pernicieuses dominant, qui font considérer au Peuple, ignorant de ses propres intérêts, les meilleures institutions comme des institutions dangereuses, et les meilleurs citoyens comme ses ennemis<sup>300</sup>. »

Il ne manque pas de lucidité politique non plus quand il expose ainsi les enjeux des élections d'avril :

« Si l'Assemblée nationale est mauvaise, si au lieu d'amener en France des institutions solides, elle laisse dans le cœur du Peuple des germes de mécontentement profond, si elle sème en France des semences de guerre civile, au lieu de remédier à l'état du commerce et de l'industrie, au lieu de l'améliorer, elle l'aggravera ; nous pensons donc qu'on irait d'un état mauvais à un état pire, d'un état de crise à un état de ruine et de désastre<sup>301</sup>. »

Le 23 mars, il publie dans *Le Populaire* la liste des candidats qu'il soutient pour les élections du 23 avril dans le département de la Seine :

|                     |                 |                      |
|---------------------|-----------------|----------------------|
| 1° Dupont de l'Eure | 8° Cabet        | 15° Hubert           |
| 2° François Arago   | 9° P. Leroux    | 16° Berrier-Fontaine |
| 3° Ledru-Rollin     | 10° Considerant | 17° Baudin           |
| 4° Lamartine        | 11° Lamennais   | 18° Robillard        |
| 5° Flocon           | 12° Raspail     | 19° Flotte           |
| 6° Louis Blanc      | 13° Blanqui     | 20° Montagne         |
| 7° Albert           | 14° Barbès      | 21° Guibert          |

Les sept premiers de la liste sont des membres du Gouvernement provisoire, de son aile gauche jusqu'au centre. En deuxième position, il fait figurer, derrière son nom, les principaux écrivains socialistes ou chefs de club, puis enfin quelques hommes proches de lui et des lieutenants des principaux chefs de clubs. Ce n'est pas une liste qui peut être qualifiée d'icarienne : seuls Robillard et Montagne sont icariens, quoiqu'aucun de ces deux hommes n'ait jamais cherché à partir pour Icarie. En revanche, elle contient des éléments très révolutionnaires : les noms de Blanqui, Barbès, Flotte ne renvoient pas précisément à la doxa de la propagande légale et pacifique.

Cette liste est soumise à l'approbation des auditeurs de la Société fraternelle centrale lors de la séance du 29 mars. Elle est assortie d'une profession de foi en 23 points «à exiger des candidats». Certains n'engagent à rien de précis, sauf de choisir un camp : «Je veux la République démocratique et toutes ses conséquences» ; d'autres sont plus explicitement programmatiques, comme «l'éducation gratuite et égale pour tous». Le 23<sup>e</sup> et dernier point porte sur l'organisation du travail.

La préparation des élections révèle à quel point l'antagonisme des positions se durcit entre mars et avril. Le 22 mars, devant la Société fraternelle centrale, Cabet le déplore :

« Il y a dans les élections aujourd'hui, comme auparavant, deux partis, et c'est un malheur que nous devons déplorer, car je crois qu'on aurait pu agir de manière à détruire les partis, à désespérer ceux qui se prêtent encore à des manœuvres, à les forcer à se résigner. Dans les élections, les deux partis sont d'une part, l'aristocratie ou la bourgeoisie, de l'autre, le Peuple, les travailleurs, les prolétaires<sup>302</sup>. »

Deux jours plus tard, au même endroit, il évoque la propagande contre-révolutionnaire face au communisme :

« Nous pensons que toutes les nuances doivent se fondre, s'unir, s'identifier, sans distinction d'opinions, soit politiques, soit sociales, pour appuyer les candidats les plus utiles au Peuple entier. Ainsi nous, Icariens, socialistes, nous nous entendrons à cet effet avec toutes les écoles socialistes. Jusqu'à présent, par condescendance pour l'opinion publique, nous avons caché, ou plutôt momentanément tu notre nom, notre qualité distinctive de communistes. Mais comme on nous calomnie partout, qu'on nous attaque sans ménagement, que nos sacrifices ne servent à rien, nous soutiendrons désormais la discussion en notre qualité de communistes Icariens<sup>303</sup>. »

### **« Mort à Cabet ! Mort aux communistes ! »**

Malgré le projet de l'unanimité, le culte proclamé du consensualisme, Cabet s'engage délibérément dans le combat politique contre les ennemis de la République démocratique et sociale, en revendiquant de nouveau son communisme. Il n'a pas voulu la discorde publique, il pense avoir fait ce qu'il pouvait pour l'empêcher, mais en mars il ne cherche plus l'évitement du conflit en

appelant à la fuite immédiate des communistes en Amérique – pas encore.

Le 24 mars pourtant, il croit encore que tout est possible, professant un grand optimisme devant les milliers d'auditeurs de son club :

« Les communistes paraîtront probablement en assez grand nombre à l'Assemblée nationale. On nous entendra, nous ne parlerons qu'au nom de la justice, de l'ordre, de l'humanité, du bonheur de toutes les nations. Si la vérité est pour nous, nous avons l'espérance que, pacifiquement, par la seule force de la raison, nous ferons triompher nos idées<sup>304</sup>. »

À ce moment-là, une intense campagne de propagande anti-communiste est déclenchée à Paris puis dans les départements. Et ce ne sont pas seulement les communistes en général ou les républicains supposés tels qui sont visés, mais bien Cabet en personne. Des affiches sont placardées partout pour répandre les pires rumeurs de complots contre la République. Sur les boulevards, on joue des pièces ouvertement anticommunistes. Guénée et Tandrou font jouer, au Théâtre des délassements comiques, *Un Voyage en Icarie*, pièce en un acte. Les caricaturistes s'en donnent à cœur joie ; des pamphlétaires, souvent anonymes, entretiennent la peur des anarchistes qui menacent de s'emparer de l'Hôtel-de-Ville, qui préparent le pillage généralisé, qui ourdissent leur sanglante dictature. Jacques Bonhomme, pseudonyme de nombreux écrivains anticommunistes, est l'auteur supposé d'un *Cabet, Pacha d'Icarie* ; un autre écrit *La Cabétise ou Le Voyage en Ignarie*. Denise Cabet elle-même, dans les jardins du Palais-Royal, entend chaque jour les pires choses sur son mari.

Les candidats aux élections doivent se défendre de ne pas être communistes. Beaucoup de démocrates en sont accusés ; c'est

devenu une injure et bientôt, même, une menace de mort. C'est comme si l'on criait, en montrant du doigt, «au voleur», «à l'incendiaire» ou «à l'assassin». Dans une réunion préparatoire pour l'élection d'un colonel, la candidature de Cantagrel, le gérant de *La Démocratie Pacifique*, est repoussée après qu'il a été désigné comme communiste. Il nie évidemment, il se déclare l'adversaire des communistes, mais il refuse de se déclarer leur ennemi. Il veut qu'on leur reconnaisse qu'ils sont dans leur droit quand ils exposent leurs idées pacifiquement, même s'ils se trompent : c'est là un principe de la fraternité républicaine auquel il n'entend pas renoncer. Victor Considerant se croit obligé de se défendre de la même accusation, mais sans nuance, le 8 avril, sur une affiche adressée aux habitants du Loiret dont il convoite les suffrages :

«Pour m'enlever votre confiance on ne craint pas d'affirmer que je suis communiste, que je veux le partage des terres, l'abolition de la propriété, de la famille, et je ne sais quelles monstruosité. Je proteste avec la dernière énergie contre ces erreurs des uns, contre ces mensonges des autres. Je regarde et j'ai toujours regardé la propriété et la famille comme deux éléments essentiels et sacrés de toute société humaine. Je tiens pour insensées toutes les théories qui proposeraient d'y porter atteinte. Loin d'être communiste comme on ose m'en accuser, je n'ai cessé de combattre toutes les doctrines de communauté, d'abolition de la propriété individuelle et de niveau égalitaire.»

Il écrit très clairement et en caractères majuscules :

«Cette doctrine [le communisme] est TRÈS DANGEREUSE.»

Il rappelle la publication, le 6 décembre 1846, de son article intitulé «Pour en finir avec M. Cabet». Cette affiche a été conservée dans les papiers de Cabet jusqu'à la fin de sa vie comme la

trace d'une contrariété définitive. Les coups sont rudes, plus douloureux quand ils viennent de proches.

Cette propagande anti-communiste, se diffusant dans les rangs d'une bourgeoisie déjà convaincue, vise en réalité un autre destinataire : les milieux populaires. C'est évidemment grave pour Cabet :

« Malheureux ouvriers, on vous trompe, on abuse de votre bonne foi, quand on vous fait croire que les communistes sont vos ennemis [...] ! On abuse de votre confiance quand on vous fait croire que ce sont des paresseux, des ivrognes, des débauchés, des voleurs, qui veulent prendre et partager votre argent, vos outils, vos meubles, pour vivre sans rien faire, tandis qu'ils ne pensent qu'à augmenter votre bien-être, à améliorer votre sort, à faire disparaître la misère, à vous assurer du travail avec un salaire suffisant<sup>305</sup>. »

Des ouvriers ont commencé à crier « À bas les Communistes ! » La situation des Icariens au début du mois d'avril 1848, quatre semaines seulement après la révolution de février, est plus difficile sous la République qu'elle ne l'a jamais été sous la Monarchie de Juillet. Une assemblée générale des actionnaires du *Populaire* est convoquée pour le dimanche 16 avril. La question de l'émigration en Amérique est remise à l'ordre du jour. Il ne s'agit plus seulement, pour les Icariens, d'avoir à se soucier de l'avant-garde partie le 3 février, mais de l'éventualité d'avoir à partir tous en masse. Ce jour-là, salle de la Redoute, Cabet est avec un millier de ses disciples et 300 à 400 de leurs femmes, pour délibérer des moyens de continuer et d'activer le projet de départ. Il apprend à la fin de la réunion que l'on bat le rappel partout dans Paris.

Depuis dix heures du matin, quelques milliers d'ouvriers et les délégués des corporations du Luxembourg se sont réunis au champ de Mars. Louis Blanc a obtenu qu'un certain nombre de

postes d'officiers de la Garde nationale leur soient réservés. Ils veulent préparer les élections. Une collecte est effectuée à cet effet. Ils veulent la porter, en gage de confiance, au Gouvernement provisoire. Au même moment, des ouvriers des Ateliers nationaux sont rassemblés à l'Hippodrome : ils parlent de se joindre aux autres. Eux aussi veulent aller donner l'assurance de leur soutien au Gouvernement provisoire. Ils portent des bannières : « Organisation du travail par l'association » ou « Cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme ». Lorsqu'ils se mettent en marche, ils sont confiants en leur bon droit et en la justesse de leur cause.

La veille, un *Bulletin de la République* a été affiché sur les murs de Paris. L'éditorial a été rédigé par George Sand ; les partisans de l'ordre y voient la menace de grandes manifestations ouvrières en cas de victoire des conservateurs aux élections prochaines de la Garde nationale. Il paraît aussi que les chefs de clubs se sont réunis pendant la nuit, chez Sobrier, pour délibérer entre eux de la composition d'un comité de Salut public, dans lequel entreraient aux côtés de Ledru-Rollin, Flocon, Louis Blanc et Albert, les chefs des partis les plus révolutionnaires : Raspail, Blanqui et Cabet. Les rumeurs des pires désordres circulent dans Paris depuis le samedi 15 au soir. Le dimanche 16, le parti conservateur est prêt à l'affrontement. Marrast a expédié des ordres secrets dans toutes les mairies de Paris : la Garde nationale doit se tenir prête au combat. Il paraît que le faubourg Saint-Antoine se soulève, que des ouvriers sont en passe d'incendier les Invalides. Le Gouvernement prend peur : 100 000 hommes marcheraient derrière Blanqui pour prendre d'assaut l'Hôtel-de-Ville.

À peine les ouvriers du champ de Mars se sont-ils mis en marche, vers une heure de l'après-midi, que la générale est battue dans tous les quartiers de Paris. Ils sont presque 30 000 à

s'avancer sur le quai du Louvre où les légions de la rive droite les attendent de pied ferme, fusils chargés, des cartouches plein les poches. Les légions de la rive gauche arrivent du pont Saint-Michel, elles se placent derrière le cortège des ouvriers qui ne peuvent plus ni avancer ni reculer. Les légions manœuvrent alors en les enveloppant dans une forêt de baïonnettes menaçantes. Un cri formidable surgit : « À bas les communistes ! » Les ouvriers sont autorisés à s'avancer doucement vers l'Hôtel-de-Ville, à condition de se tenir en rangs par deux. Des dizaines de milliers de gardes nationaux les encadrent. Ils sont surpris, inquiets, mécontents. Les légions crient plus fort : « À bas Blanqui ! À bas Louis Blanc ! À bas Cabet ! À l'eau les communistes ! » Le modeste défilé des ouvriers se disperse sans bruit. La manifestation des gardes nationaux peut commencer, elle dure toute la nuit. La chasse aux communistes est ouverte. Certains se rendent jusqu'au domicile de Cabet. Il n'a pas eu l'imprudence de rentrer chez lui ce soir-là, heureusement. Il eût été mis en pièces.

George Sand n'est pas femme à rester chez elle quand Paris est soulevé par un pareil tumulte. Tard dans la nuit du 16 au 17 avril, elle rentre à peine, elle prend la plume pour faire à son fils, Maurice Dudevant-Sand, le récit de la journée :

« Aujourd'hui, ce n'étaient plus seulement les bonnets à poil, c'était toute la bourgeoisie armée et habillée, c'était toute la banlieue, cette même féroce banlieue qui criait en 1832 "Mort aux Républicains". Aujourd'hui elle crie : "Vive la République, mais Mort aux Communistes, Mort à Cabet". Et ce cri est sorti de deux cent mille bouches dont les dix-neuf vingtièmes le répétaient sans savoir ce que c'est que le communisme<sup>306</sup>. »

Elle continue :

«Ce soir, je suis sortie à neuf heures avec Borie pour voir ce qui se passait. Tous les ouvriers étaient partis, la rue était aux bourgeois, étudiants, flâneurs de toute espèce qui criaient en rotant leur vin “à bas les communistes”, “à la lanterne les Cabétistes, mort à Cabet!” Et les enfants des rues qui répétaient machinalement ces cris de mort. Voilà comment la bourgeoisie fait l'éducation du Peuple. [...] Sur le pont des Arts, nous entendons battre la charge et nous voyons reluire aux torches, sur les quais, une file de baïonnettes immense qui reprend au pas de course le chemin de l'Hôtel-de-Ville. Nous y courons, c'était la deuxième légion, la plus bourgeoise de Paris, qui vociférait à en rendre sourd cet éternel cri de “Mort à Cabet, Mort aux Communistes”.»

Sur la place de Grève, des coups de fusil sont tirés en l'air :

«Ces bourgeois qui ne veulent pas que le Peuple lance des pétards, ils avaient le fusil chargé à balle et pouvaient tuer quelques curieux aux fenêtres. Ça leur était égal, c'était une bande de bêtes altérées de sang. Que quelqu'un eût prononcé un mot de protestation, ils l'eussent tué<sup>307</sup>.»

La peur panique des communistes dure toute la semaine. Les patrouilles de gardes nationaux surveillent les rues la nuit. Quand un piéton attardé se présente de loin, les fusils sont chargés, il est mis en joue jusqu'à ce qu'il dise qui il est. D'un poste de patrouille à l'autre, on se raconte n'importe quoi : Raspail est mort, Cabet attaque l'Hôtel-de-Ville, plusieurs postes de gardes nationaux ont été enlevés par les communistes, on répète une fois de plus que le faubourg Saint-Antoine est à feu et à sang... Lamartine, consterné, est sans doute le seul dans Paris à tendre une main amicale à Cabet :

«Dans un moment où votre nom prononcé ainsi peut vous donner des inquiétudes ainsi qu'à votre famille, songez à moi et permettez-moi de vous offrir l'asile d'une maison amie<sup>308</sup>.»

Le 18, selon un journaliste de *La Réforme*, la république a commencé sa marche en arrière :

« Nous avons raison de nous défier. La journée d'hier n'a été qu'une journée de dupes. La Garde nationale a prêté les mains, sans s'en douter, à une infâme machination. Elle a servi de comparse à la réaction qui chante victoire. »

Le 18 également, *La Démocratie pacifique* titre en une « Le Mal de la Peur », évoquant la menace imaginaire du communisme. Dans le même numéro est publiée une lettre de Cabet qui nie s'être rendu au Champ-de-Mars le 16. À propos de ces deux jours pendant lesquels « Paris entier a entendu vouer nominativement à la mort trois citoyens » (Cabet, Blanqui et Raspail), le commentateur des fouriéristes est le suivant :

« Oui, il faut le dire bien haut, les deux journées du 16 et du 17 avril ont été deux journées de vertige et d'égarement. C'est la première déviation de la victoire de février, et cette déviation ne vient pas des ouvriers. »

La conscience qu'une rupture vient d'intervenir dans le processus révolutionnaire est très nette : les ouvriers des corporations comme ceux des Ateliers nationaux ont vu de près le niveau de violence, symbolique pour l'instant, que la bourgeoisie parisienne pouvait leur opposer. Le 21 avril, dans *Le Bulletin de la République*, c'est sans doute Ledru-Rollin directement qui écrit ce commentaire à propos des communistes :

« Au lieu d'en avoir peur, qu'on livre leurs idées à la libre discussion, et le bon sens public les combattra plus sûrement que ne pourraient le faire les officiers de justice. La République est assez forte pour ouvrir la carrière à tous les systèmes, et tant que les auteurs d'une impraticable théorie ne conspirent point,

ils ne sont pas dangereux; ils portent eux-mêmes dans leur propre sein l'élément de leur destruction.»

Ce n'est pas précisément un message de soutien aux communistes, mais pas non plus à leurs adversaires. Le ministre de l'Intérieur commence à comprendre que le spectre du communisme est une invention qui peut être dirigée contre lui.

Le 18, les journalistes du *National* protestent de leur attachement à la liberté d'opinion, en ajoutant aussitôt :

«Le cri “À bas les communistes !” n'aurait pas retenti dans les rues de Paris si cette doctrine fût restée dans son droit et n'eût pas empiété sur les droits des autres. Ce cri, nous ne pouvons que nous y associer quand ils feront un essai d'intimidation.»

Dans un autre article du même numéro de ce journal, on peut lire encore :

«Vous sortez complètement de votre rôle, théoriciens attachés à des sectes fort diverses, quand vous essayez de l'emporter par la violence, quitte à vider entre vous vos débats particuliers.»

C'est dit ouvertement, les hommes du *National* assument la rupture du 16; pour eux, c'est une victoire qui fait reculer la conception démocratique et sociale de la république, dont ils ne veulent pas.

Dans *Le Populaire* daté du 22 avril, la veille des élections, Cabet accuse ces hommes de tout ce qui s'est passé dans une diatribe enflammée :

«J'accuse le Parti Jésuite, le Parti Carliste et le Parti de la Régence de s'être alliés ou ligués contre la République<sup>309</sup>. J'accuse le Général et les colonels de

la Garde nationale pour les menaces de mort proférées contre les communistes et contre moi. J'accuse le Parti du *National* dans le Gouvernement provisoire de faciliter la contre-révolution et la Régence. J'en accuse particulièrement le maire de Paris Armand Marrast et son adjoint Buzet.»

Dans le même numéro du journal, il déclare :

«Je veux ne m'occuper désormais que de notre migration en Amérique pour y fonder notre Communauté d'Icarie. Et quand je vois tant de haine d'un côté, tant d'indifférence et d'abandon de l'autre, tant d'aveuglement dans le Peuple, tant de difficultés à faire du bien dans la terrible crise qui s'avance, je ne désire que faiblement faire partie de l'Assemblée constituante.»

Les journées d'avril l'ont manifestement durement éprouvé. Le 24 avril, malgré les difficultés, il parvient encore à réunir la Société fraternelle centrale. Devant ses auditeurs, il prend les accents du sectarisme icarien le plus étroit, ceux de l'abattement et de la défaite :

«Nous sommes les disciples véritables, les spectateurs sincères de ce Christ qu'on a crucifié aussi lorsqu'il se dévouait pour le salut de ses frères, du Peuple, de l'humanité tout entière. Sa mort n'aura pas fait reculer tous ceux qui auront dans l'âme une parcelle du feu sacré qui l'animait ; nous sommes les vrais chrétiens, nous marchons sur leurs traces, comme eux nous saurons braver la persécution, le danger, et dût la proscription redoubler encore, nous saurons tous, vous comme moi, moi comme vous, être martyrs, s'il le faut, pour persévérer dans la carrière qui nous est ouverte, carrière de délivrance, et de salut de l'humanité tout entière.»

«Tonnerres d'applaudissements-Sensations prolongées» indique le procès-verbal de la réunion<sup>310</sup>. Cabet ne saurait pourtant

dire autrement son renoncement, son découragement, sa déception deux mois seulement après la révolution de février. Mais ce renoncement n'est que provisoire.

Lors des élections du 23 avril pour l'Assemblée constituante, il ne parvient pas à réunir 20 000 voix sur son nom. C'est très peu. Raspail avec 52 000 voix, et Pierre Leroux, avec 47 000 voix, sont également battus. Blanqui a recueilli 5 500 voix ; c'est dérisoire en comparaison des 259 000 voix de Lamartine.

À cette date, Cabet est décidément isolé : ni les journaux, ni les ouvriers du Luxembourg n'ont voulu soutenir sa candidature.

Le 15 mai, étranger aux troubles événements de cette journée, il n'est pas arrêté. Son domicile est néanmoins envahi par la Garde nationale ; elle y trouve des fusils. Une découverte qui vaudra à Cabet de passer quelques jours en prison, mais beaucoup plus tard, en 1851 seulement. Plus grave, le soir même, Blanqui, Raspail, Barbès et Sobrier sont les premiers à entrer dans les prisons de la République. Louis Blanc est dans une situation très difficile, presque intenable : malgré ses protestations, devant de nombreux témoins, les émeutiers l'ont porté en triomphe après avoir commis leur attaque contre l'Assemblée constituante. Albert s'est quant à lui réellement laissé compromettre dans cette affaire : il est arrêté. Lamartine et Ledru-Rollin sont affaiblis au sein de la commission exécutive nommée depuis le 10 mai. La contre-révolution a encore progressé.

Le 4 juin, des élections complémentaires sont prévues, à cause des élections multiples. Onze sièges restent à pourvoir pour le département de la Seine. Cabet est de nouveau candidat, mais cette fois sa candidature n'est pas une candidature isolée. Son nom apparaît dans la liste commune soutenue par les délégués des Ateliers nationaux et par les délégués des corporations ouvrières au Luxembourg. Pierre Leroux, Lagrange, Proudhon, Caussidière

sont élus. C'est la première victoire du parti démocratique depuis le 16 avril. Cabet est de nouveau battu, mais il a tout de même réuni 68 000 voix sur son nom. Il arrive en 16<sup>e</sup> position pour 11 élus. La défaite, cette fois, est honorable.

Dans le camp des contre-révolutionnaires, ces résultats déclenchent une alarme.

Le 3 juin, la veille des élections, la deuxième avant-garde icarienne a quitté le port du Havre.

### **« Je demanderai la cessation de l'état de siège et l'amnistie »**

Cabet, comme tous les vrais républicains, est atterré par les événements de la fin du mois de juin 1848, aux antipodes de toutes les attentes qui existaient au moment de la révolution de février<sup>311</sup>.

Le 21 juin, la commission du pouvoir exécutif promulgue un décret visant à disperser les ouvriers des Ateliers nationaux, à dissoudre cette armée de prolétaires en réserve pour le parti révolutionnaire : les hommes de moins de 25 ans sans travail ont le choix entre s'enrôler dans l'armée ou se tenir prêts à quitter Paris, à partir mendier de l'embauche dans des travaux de terrassement, le plus loin possible. « Il faut en finir ! » C'est ce que fait entendre partout le député Falloux qui vient d'être nommé rapporteur de la commission parlementaire chargée de cette question. Effarés par la provocation, près de 1 500 jeunes ouvriers se réunissent place du Panthéon le 22 au matin. Des délégués se mettent en marche vers le Palais du Luxembourg. Marie accepte de les recevoir. L'ancien avocat de Cabet leur signifie sans détour que le Gouvernement utilisera la force contre les ouvriers qui ne voudront pas quitter Paris. En réaction, Pujol, le porte-parole de la délégation, organise un rassemblement le samedi 23. À six heures du matin, ils sont 7 000 devant le monument dédié aux

pères de la première Révolution. Les bannières des Ateliers nationaux sont déployées, elles portent une inscription : « La Liberté ou la Mort ! » Un hommage est rendu en silence, à genoux, devant les tombeaux des héros de 1789. Pour les héros de février 1848, la Révolution est trahie. Elle est à recommencer. À dix heures trente, une première barricade est dressée en travers du boulevard Bonne-Nouvelle, au niveau de la rue Saint-Denis. Des dizaines de milliers d'hommes en blouse, un foulard noué autour de la taille en guise de ceinture, dépavent les rues et barricadent le faubourg Saint-Martin, le faubourg du Temple, le faubourg Poissonnière, le faubourg Saint-Antoine. Sur la rive gauche, le faubourg Saint-Jacques et la place du Panthéon sont investis par les ouvriers qui en barricadent également les rues. La moitié de Paris est à l'insurrection avant onze heures.

Dans les quartiers du centre et de l'ouest, les tambours battent le rappel. Le ministre de la guerre, le général Cavaignac, regroupe ses troupes sur les Champs-Élysées, aux Tuileries, sur l'esplanade des Invalides. Les premiers coups de feu sont tirés avant midi. Un détachement de gardes nationaux s'approche imprudemment de la barricade de la rue Bonne-Nouvelle : 12 hommes sont tués. Leurs camarades répliquent. Le chef de la barricade est abattu. Au même moment, Arago ordonne qu'on tire au canon contre les barricades de la rue Soufflot. Il fait nettoyer la place du Panthéon à la baïonnette. Les éclairs, le tonnerre, la pluie battante se mêlent au son du canon et de la mitraille. Les combats sont déjà atroces, et la détermination des prolétaires surprend. Avant la nuit aucun des deux camps n'emporte l'avantage décisif. Le dimanche 24 au matin, rien n'est résolu. L'Assemblée vote la mise en état de siège de Paris. La commission exécutive, nommée le 10 mai, donne sa démission. Cavaignac reçoit les pleins pouvoirs exécutifs. Les combats gagnent en violence. Le soir, les drapeaux

rouges flottent toujours sur les barricades des faubourgs. Dans la matinée du 25, Cavaignac ordonne l'offensive générale. Les insurgés ne commencent à reculer qu'en début d'après-midi. Cinq généraux sont tués. Monseigneur Affre est abattu sur la place de la Bastille en cherchant à offrir sa médiation.

Le 26, le faubourg Saint-Antoine est bombardé à coup d'obus. À onze heures, tout est fini. L'insurrection ouvrière est vaincue, écrasée, humiliée. La répression est sans pitié. Des milliers d'hommes en blouse sont arrêtés, beaucoup sont exécutés, sans autre forme de procès. La tristesse et la désolation envahissent les quartiers de l'est de Paris. L'épouvante et la haine demeurent dans les quartiers de l'ouest.

Depuis le début des événements, Cabet se cache, étant activement recherché. L'armée ne recueille à son sujet que des témoignages fantaisistes<sup>312</sup>. Il ne reparait qu'une semaine plus tard, quand tout est vraiment fini<sup>313</sup>. Le 9 juillet, il signe dans *Le Populaire* son premier éditorial depuis le début des hostilités. En effet, le journal n'a pas pu paraître depuis le 18 juin. Il rappelle comment les socialistes avaient prédit la catastrophe si aucun remède n'était mis en œuvre contre l'extension de la misère, comment ils ont toujours dénoncé les causes du mal non seulement dans les dysfonctionnements politiques du pays mais encore et surtout dans les vices de son organisation sociale. Il révoque l'imputation qui est faite aux socialistes d'être à l'origine du désastre quand ils étaient les seuls à travailler pour l'éviter<sup>314</sup>. Les rédacteurs de *La Démocratie pacifique*, quant à eux, écrivent que «les plus grands ennemis de l'ordre social ne sont pas les ouvriers enfiévrés de faim qui ont construit les barricades mais ceux qui leur ont fait prendre en haine l'autorité publique par la manière dont ils ont exercé le pouvoir<sup>315</sup>».

«Non, les journées de juin ne sont pas venues parce qu'il y avait dans l'air trop de socialisme, mais au contraire parce qu'il n'y en avait pas assez<sup>316</sup>.»

Le même jour, Cabet écrit :

«C'est le socialisme seul qui pourra devenir le salut commun en ne cessant jamais de demander l'organisation et la pratique de la fraternité<sup>317</sup>.»

Les différentes écoles du socialisme marchaient en ordre dispersé avant la révolution de février, cultivant même leurs différences. Elles étaient encore divisées en avril, au moment des élections. Après ce qui vient d'arriver en juin, ce qui les sépare peut sembler dérisoire ; il devient urgent de faire cause commune. Contre le puissant comité de propagande contre-révolutionnaire que les réactionnaires ont installé rue de Poitiers, les socialistes doivent s'unir, sous peine d'être évacués de l'espace public. Leur lecture commune des événements de juin, leur exigence partagée d'une amnistie immédiate pour les insurgés pris vivants sont des conditions favorables pour envisager l'unité dans un parti du socialisme ou plutôt, pour reprendre le mot d'ordre des combattants sur les barricades en juin, en fondant celui de la République démocratique et sociale.

Même le socialiste le plus réfractaire à toutes les alliances, Proudhon, accepte de porter la parole de la cause commune, la «protestation du prolétariat», devant l'Assemblée, le 31 juillet, en prononçant un discours qui fait date. C'est pour lui répondre que Thiers fait paraître, en septembre, *De la propriété*, un texte qui établit les fondements idéologiques du conservatisme contre-révolutionnaire et anticomunisme pour des décennies<sup>318</sup>. Le journal proudhonien *Le Représentant du Peuple* se désigne lui-même, le 21 août, comme «l'organe bien connu de la République

démocratique et sociale». Il est remplacé par *Le Peuple* qui est annoncé, en septembre, comme «l'organe de la pensée ouvrière», portant en sous-titre, dès le deuxième numéro : «Journal de la République démocratique et sociale».

Pour Cabet, c'est un moment très important. Pour la première fois depuis 1840, il n'est plus seul. Le dimanche 10 septembre, un comité électoral des associations démocratiques et des corporations ouvrières est réuni dans la salle des Spectacles-concerts, boulevard Bonne-Nouvelle. 1 500 à 1 800 personnes sont présentes. Les noms de Cabet, Raspail et Thoré sont choisis pour représenter les démocrates socialistes aux élections complémentaires du 17 septembre à Paris, contre les candidats du parti de l'ordre, Bugeaud, Fould et Roger du Nord. Le 14 septembre, Cabet publie une profession de foi :

«Si je suis l'un des représentants du Peuple, je demanderai en général la réalisation de la République démocratique et sociale, l'accomplissement de toutes les promesses du Gouvernement provisoire, la suppression de la misère, et l'application en tout du principe de la fraternité. Je demanderai particulièrement : la garantie du travail pour tout citoyen, la diminution raisonnable de la durée du travail, le remboursement intégral des dépôts dans les caisses d'épargne, la suppression de l'impôt des 45 centimes<sup>319</sup>. J'appuierai les institutions de crédit, notamment la prompte création d'une banque immobilière. Je demanderai la suppression de toutes les entraves, soit contre la liberté d'association et de réunion publique, soit contre la liberté de la presse. Je demanderai la reconnaissance du droit des femmes et la suppression des exclusions prononcées contre elles. Je demanderai la cessation de l'état de siège et l'amnistie. Et je ne cesserai de répéter : point de guerre civile et point de vengeance<sup>320</sup>. »

Le chef des Icariens est une nouvelle fois battu, mais de peu : sa candidature arrive en quatrième position.

Dans *La Démocratie pacifique* datée du 12 octobre, Victor Meunier appelle de ses vœux la création d'un «parti politique du socialisme». Trois jours plus tard, dans *Le Populaire*, Cabet écrit :

«Que toutes les nuances du socialisme se rallient, s'organisent, se disciplinent sous l'unique drapeau de cette République démocratique et sociale; et quand même là ne serait pas la victoire électorale, là du moins ne manquera pas une autre victoire, celle d'une immense propagande qui formera l'opinion publique et préparera la défense contre toutes les agressions et tous les dangers<sup>321</sup>.»

Le 17, il assiste à un banquet à la barrière Poissonnière, ce qui est une nouveauté pour lui depuis qu'il est communiste. Sont également présents Pierre Leroux et Proudhon. Cabet porte un toast «à l'union des démocrates de France et [de] tous les pays». Le 22 octobre, salle Dourlans, 2 000 convives sont rassemblés à un nouveau banquet du parti démocratique et social à la barrière des Capucines. Pour le présider, Cabet est élu à l'unanimité des membres de la commission d'organisation, parmi lesquels figurent Greppo, Kersausie, Pierre Leroux, Proudhon, Victor Considerant. Le 16 novembre, au même endroit, il préside encore une fois une manifestation rassemblant plus de 1 300 militants «démoc-soc». Il porte un toast cette fois «au socialisme et aux femmes».

En décembre 1848, Victor Considerant publie *Le Socialisme devant le vieux monde ou le vivant devant les morts*. Tout en identifiant les enjeux du moment, il donne une interprétation de l'unité possible des socialistes en 1848, malgré leurs divisions :

«Voltaire, Rousseau, Diderot eux-mêmes et les autres faisaient fort mauvais ménage au siècle dernier; la philosophie en a-t-elle moins été un mouvement unitaire et la cause décisive des grands phénomènes politiques et sociaux de son siècle<sup>322</sup> ? »

Il ajoute :

«Que chacun de nous amène au socialisme par son avenue, en l'élargissant et en la faisant agréable et belle; que chacun pêche avec ses filets et montre librement en quoi ils diffèrent de ceux des autres. Le socialisme n'y perdra pas. Beaucoup entreront par une porte qui ne seraient jamais entrés par telle ou telle autre<sup>323</sup>.»

Quand Victor Considerant publie ces lignes, Cabet a quitté la France.

En janvier 1850, un an plus tard, il indique par ces mots «aux Icariens de France et aux démocrates» la dualité de la position dans laquelle il se trouve alors :

«En Amérique, je suis communiste icarien ou pacifique [...] ; mais en France, comme je l'ai répété cent fois dans mes écrits et mes discours, comme je l'ai prouvé après février, je n'ai été, je ne suis et ne serai que démocrate, républicain et socialiste, n'invoquant que la Fraternité, l'Égalité, la Liberté et la Solidarité par un progrès successif<sup>324</sup>.»

## La fin d'une illusion ?

Le 12 juillet 1848, Gouhennant rend compte à Cabet de ce qui a été accompli en Icarie jusque-là<sup>325</sup>. Le 1er juillet, comme prévu, les agents de l'État et de la compagnie Peters sont venus en Icarie : ils ont relevé les noms des présents, leurs qualités, et surtout les travaux qu'ils ont réalisés pour rédiger leur rapport au gouvernement du Texas. Les Icariens seraient parvenus à lotir 32 demi-sections de 320 acres. Ils ont certes construit de vagues cabanes en bois, mais elles sont inhabitables. Les parcelles ne sont quant à elles pas vraiment défrichées, aucune charrue n'étant jamais arrivée jusqu'en Icarie. Au mieux, des arbres ont été abattus. Ils n'ont finalement réussi à remplir qu'une partie du contrat avec la compagnie de colonisation, en travaillant sur ces quelques parcelles.

### **« Il nous semble être abandonnés de tous »**

Le projet de départ portait sur un million d'acres ; moins de 1 000 sont attribuées. À titre de comparaison, la propriété achetée par Sully à Sulphur-Prairie est trois fois plus étendue. Les Icariens disposent de 5 000 hectares en Icarie, aménagées en parcelles

discontinues et lointaines les unes des autres, contre 15 000 hectares d'un seul tenant sur les rives de la rivière Sulphur.

Gouhennant se dit satisfait malgré tout :

« C'est déjà bien joli, c'est déjà bien grand, c'est déjà bien assez pour occuper et nourrir quinze à vingt mille personnes<sup>326</sup>. »

Pour lui l'essentiel est réalisé :

« Icarie est fondée<sup>327</sup>. »

Jusque-là, il s'est toujours montré enthousiaste dans les rapports qu'il présentait à Cabet, il a toujours veillé à lui montrer avec complaisance pourquoi il méritait sa confiance. Passé le récit de l'expédition, somme toute décevant, sa lettre du 12 juillet laisse pour la première fois percevoir que la situation des Icariens sur les Cross Timbers n'est pas bonne et qu'elle pourrait même devenir rapidement catastrophique. Les nouveaux venus vivent un moment difficile ; ils sont atteints au physique et au moral :

« Plusieurs de nos frères ressentent à présent des fatigues et des privations de notre long voyage, puis le changement de climat, de nourriture, de logement, de soins habituels contribue à un malaise général. Nous devons payer un tribut au Texas pour nous acclimater ; mais il n'y a pas de graves maladies, pas de danger. Le plus grand nombre est valide, et tous rivalisent de zèle et d'ardeur pour les travaux que nous avons à faire. Les uns vont dans la forêt abattre des arbres, les autres conduisent les voitures pour les transports et nos approvisionnements. Les charpentiers construisent des maisons en bois ; nos mécaniciens s'occupent de la construction d'un moulin, d'autres bâtissent un four ; les jardiniers, les cultivateurs, les terrassiers, les charbonniers, enfin tous nos frères sont en mouvement pour préparer à la deuxième

avant-garde, que vous accompagnerez peut-être, toutes les choses de première nécessité. Mais quand arrivera-t-elle, cette deuxième avant-garde tant désirée par nous? Nous sommes sans nouvelles, ni de vous, ni d'elle, ni de nos familles; il nous semble être abandonnés de tous.»

Plus loin, il ajoute :

« Nous ne pouvons, ni ne devons faire aucune réflexion sur votre entrée dans l'arène où se livrent, où vont se livrer des combats si terribles. Nous vous exprimerons seulement nos vœux les plus ardents; c'est de vous ménager, de vous conserver dans l'intérêt de l'humanité; c'est de vous voir tourner les yeux vers Icarie, vous voir lui consacrer, comme vous l'avez fait jusqu'à présent, tous vos soins, tous vos instants, vous voir arriver bientôt au milieu de nous. Viens Père, viens près de tes enfants qui t'aiment<sup>328</sup>. »

Les déclarations de Gouhennant sur les difficultés psychologiques des Icariens décrivent sans doute une réalité, même si elles demeurent sous-évaluées dans ce rapport. En revanche, tout ce qu'il décrit sur les réalisations matérielles est très surévalué : les Icariens n'ont pu construire qu'une petite maison et quatre hangars. Cabet a toujours prétendu n'avoir reçu cette première alarme qu'à la fin du mois de septembre; elle n'est publiée dans *Le Populaire* que le 1<sup>er</sup> octobre.

Le 12 août, il fait partir de Paris une commission de cinq membres chargée de porter 25 000 francs à la Communauté et d'annoncer son arrivée prochaine. Les cinq membres, dirigés par Caudron, passent par New York où ce dernier fonde, au passage, une Société fraternelle. L'idée est d'éviter la Nouvelle-Orléans pendant la saison des fièvres. La commission arrive à Manhattan le 15 septembre, d'où elle se met en route pour Icarie, via l'Ohio, le Mississippi et la Rivière Rouge. Il s'agit de porter des secours,

puisque la révolution en France a considérablement retardé le projet d'émigration, mais les cinq ne se doutent pas encore à quel point la situation s'est dégradée dans la colonie des Cross Timbers.

Dirigés par Favard, les hommes de la seconde avant-garde n'arrivent que le 22 juillet à la Nouvelle-Orléans. Chauvin, que Gouhennant a envoyé à leur rencontre, les y attend depuis plusieurs semaines. À partir de Shreveport, qu'ils quittent le 2 août, il leur faut marcher encore pendant un mois avant d'atteindre Icarie.

Le 27 octobre, à Paris, Cabet reçoit une lettre d'Icarie datée du 20 août; celle-ci est lue à 150 Icariens et Icarieuses qui se préparent à quitter la France. La réception de cette lettre est signalée dans *Le Populaire* du 12 novembre, mais elle n'est publiée en entier que le 3 décembre. Prenant la forme d'un texte collectif des membres de la première avant-garde, le document donne des informations terribles :

« Pour nous, nous n'avons pas aujourd'hui de bonnes nouvelles à vous donner : depuis le milieu du mois de juin, plusieurs d'entre nous ont eu des fièvres. Le mal augmente de jour en jour ; en juillet, presque tous étaient atteints par la maladie ; le 30 juillet, nous avons eu le malheur de perdre notre frère Guillot. En août, personne n'avait échappé au fléau et un assez grand nombre étaient devenus très gravement malades ; à peine trouvait-on quelques convalescents pour fournir des soins aux malades, faire le pain et la cuisine, le moindre travail suffit pour faire bientôt rechuter ; il en est qui ont eu la fièvre jusqu'à cinq fois différentes. Une nourriture grossière et peu variée ne contribue pas peu à aggraver notre position ; nous n'avons en effet aucun légume ; et, excepté trois bœufs, huit chevreuils et quelques dindes, notre nourriture n'a consisté qu'en lard, soupe au lard, soupe au maïs et pain de maïs mêlé dans les derniers temps d'un quart de froment, thé et café pour boisson. Il est vrai que si nous n'avions pas éprouvé tant de fatigues et de privations, et si nous étions arrivés un mois plus tôt, et que n'eussions pas besoin de nous livrer à notre arrivée

à de si pénibles travaux, nous aurions pu avoir des légumes, nous construire de bons abris; et si, avec cela, nous avions pu nous procurer une nourriture confortable et notamment du vin, nous sommes convaincus que nous aurions été moins malades. Les Américains nous ont dit en effet que pendant les mois de juillet et d'août principalement, on devait dans ce climat s'abstenir de tout travail, que c'était la plus importante condition à laquelle doivent se soumettre les émigrants pour amoindrir les maladies d'acclimatation. [...] Tout cela ne serait pas arrivé si le médecin Leclerc n'avait pas abandonné ses frères à la Nouvelle-Orléans, ou si on s'était arrêté à Sulphur-Prairie sans affronter tant de fatigues, ou si la révolution n'était pas venue tout paralyser. La maladie que nous éprouvons laisse chez la plupart des frères une grande langueur. Tous nos travaux sont restés interrompus depuis les premiers jours de juillet, et nous ne savons quand nous pourrons les reprendre. Jusqu'aujourd'hui, nous n'avons pas encore pu commencer nos défrichements pour les semailles d'automne, tant à cause de notre situation que parce que nous manquons d'instruments convenables et d'animaux dressés pour le labour. [...] Jusqu'à présent, nos logements sont encore insuffisants pour nous, et pour construire des habitations confortables pour les familles, établir la scierie mécanique, construire un moulin, il nous faudra beaucoup de temps; ainsi nous laissons à votre sagesse de décider le moment qui sera le plus opportun pour le premier départ des femmes. [...] La pêche ne nous a pas été fructueuse, non plus que la chasse. Nous avons quelques poissons dans le Denton, mais nous manquons de filets convenables pour les prendre. Les dindes, les chevreuils et les daims abondent dans le pays; mais nos fusils ont une trop faible portée pour les atteindre; les deux tiers d'ailleurs sont hors d'usage. Nous aurions besoin de carabines de Vincennes pour pouvoir faire du gibier. [...] Petit, Cochard, Siès et Paul, le charpentier, qui depuis longtemps avaient déclaré leur intention de partir, viennent de se séparer de nous de la manière la plus inconvenante; Petit est parti furtivement. Les trois autres sont partis à pied, avec leurs sacs, sans vouloir attendre les secours que nous leur avons promis: nous devons, en effet, partir avec un wagon pour Shreveport, dès que nous aurions

assez d'hommes valides pour le conduire, les nourrir en route, et, à Shreveport, payer leur passage jusqu'à la Nouvelle-Orléans. Mais ils ont mieux aimé saisir le moment où nous étions le plus malades pour se mettre en route. Ceux qui ont encore manifesté le désir de partir attendent le départ de notre wagon pour profiter de nos secours. Nous exhortons les commissions d'examen pour les départs de mettre la plus grande sévérité dans leurs choix<sup>329</sup>. »

Les 52 signataires de cette lettre avouent avoir dû contracter des dettes, notamment auprès de l'agent de la compagnie Peters : celles-ci s'élèvent à 9454 francs. Jusqu'au 20 août, des dissensions existent sur le fait de quitter ou non la Communauté, mais la majorité semble disposée à ne pas croire la partie définitivement perdue. François Hidoux l'écrit à sa femme et ses enfants, le 23 août, parlant encore de «réussite infaillible».

Cabet est au Havre le 3 novembre, quand il reçoit une autre lettre, de Favard cette fois, datée du 2 septembre. Le compte-rendu est encore plus amer. Une grande partie de la deuxième avant-garde vient d'arriver en Icarie mais certains de ses membres, trop épuisés, n'ont pu aller jusqu'au bout du voyage. Cette lettre évoque la décision d'abandonner Icarie, de renoncer à l'installation sur les Cross Timbers et même au Texas et de se retirer jusqu'à la Nouvelle-Orléans. En revanche, elle ne dit pas quel a été le rôle de Favard dans ce sauve-qui-peut ; elle n'exprime pas non plus sa propre panique, son manque d'égard pour les sacrifices déjà consentis, comment il s'est dressé contre Gouhennant qui était d'avis qu'il fallait continuer, que la partie n'était pas perdue :

«Pauvre Père ! Comment faire pour vous dépeindre la position où j'ai trouvé nos frères ? Presque tous ceux qui restent sont malades. Quatre sont morts : le premier c'est Guillot ; le second, Collet, que la foudre a tué ; le troisième, c'est Guérin ; et le quatrième, Saugé. [...] Je n'ai pas hésité un instant à lever le

camp, ce qui a plu à tous; car plusieurs n'attendaient que notre arrivée pour avoir quelques secours et pouvoir partir<sup>330</sup>. »

En France, les Icariens d'Angers, les camarades de Guillot, écrivent :

« Sur les cendres de nos frères morts, nous devons élever Icarie; c'est une dette sacrée qu'aucun d'entre nous n'oubliera<sup>331</sup>. »

De nombreux Icariens pensent comme eux, puisque, prévenus, ils sont des centaines à maintenir leur départ. Mais Icarie n'existe plus. Favard en a décidé ainsi. Il a perdu son sang-froid et il lui faut un coupable, il doit justifier sa propre défaillance, sa décision de brusquement désertier le site de la colonie. Il organise une cérémonie de défoulement lors de laquelle il décide d'évincer Gouhennant, pourtant toujours habité par une foi indéfectible dans l'idéal d'Icarie et un courage sans limite pour entreprendre la construction de la Communauté sur les rives de la Denton Creek. Cabet, dans un numéro du *Populaire* daté du 17 décembre et publié après son propre départ pour l'Amérique, donne les détails de la mise en scène organisée par Favard pour détruire tout ce que Gouhennant représente. Ce dernier est désormais désigné à la vindicte :

« Oui, le délégué de la première avant-garde, qui nous inspirait à tous une confiance extrême, qui paraissait joindre la fidélité et le dévouement à l'intelligence et à l'expérience, était, le fait est aujourd'hui certain, un traître chargé peut-être de l'infamante mission de faire échouer l'entreprise la plus utile à l'humanité. Et cependant, il me priait et me suppliait de lui envoyer son jeune fils ! Sans donner à cette affreuse découverte un éclat qui me semble plus nuisible qu'utile, je charge le délégué de la deuxième avant-garde d'interroger secrètement Gouhennant, de lui présenter les preuves en cas de dénégation,

puis de le déférer au jugement de l'assemblée générale. En arrivant le 29 août, avec la moitié de la deuxième avant-garde [...], le délégué trouve la première avant-garde malade, découragée, démoralisée [...], décidée, contre l'avis de Gouhennant et de deux autres seulement, à quitter l'établissement pour se retirer à Shreveport et à la Nouvelle-Orléans. Il croit devoir ajourner l'accusation, afin d'utiliser Gouhennant pendant la retraite, en le surveillant. Mais beaucoup accusent Gouhennant de fautes énormes, et même de trahison, le délégué de la deuxième avant-garde se décide à tout confier à l'assemblée générale. Il n'y a qu'un cri contre Gouhennant... Il n'ose rien nier ; il avoue... On trouve dans sa malle des lettres, des brochures, des ornements ou insignes qui paraissent prouver qu'il est l'agent des Jésuites... On le croit l'agent des Jésuites!... Vous devinez l'émotion générale et l'irritation. On le condamne comme traître... "Tu es orgueilleux, lui dit-on, de ta belle chevelure et de ta belle barbe ; tu seras puni dans ton orgueil ; ta chevelure et ta barbe seront rasées". Il se résigne sans murmures et sans protestations, puis on le chasse et l'on exécute la retraite avec Rougier choisi pour le remplacer. Ainsi, c'est peut-être la main d'une police, ou la main des Jésuites qui a conduit un nouveau Judas au milieu des déserts pour y travailler à empêcher la réalisation de la fraternité.»

Il ne s'agit pas seulement de menaces proférées mais d'un passage à l'acte : Gouhennant est réellement rasé et tondu. Si Cabet croit à ce qu'il écrit, c'est que la paranoïa devient pour lui un problème sérieux. Dans les faits, les agents de la compagnie Peters ont proposé aux Icariens de se disperser, momentanément, par deux, dans les fermes environnantes, le temps de reprendre des forces. Cette invitation est repoussée sous l'exhortation de Favard qui ne pense plus qu'à la fuite éperdue et immédiate. Seuls Drouard et Bourgeois décident de rester sur place et d'attendre l'agent de l'État du Texas qui vient, en 1850, leur délivrer un titre de propriété officiel, à chacun une demi-section de 320 acres de terres.

Quand Maxime Guillot, frère de Guillaume Guillot, le premier Icarien mort sur les terres de la concession Peters, vient réclamer la part qui aurait dû revenir à son frère, il obtient de l'État du Texas un lot foncier dans ce qui est aujourd'hui l'agglomération de Dallas. Sa famille y vit toujours ; c'est l'une des plus prospères de la ville<sup>332</sup>.

Gouhennant, quant à lui, part vivre avec les Indiens pendant quelque temps, puis il passe par Forth Worth au moment de sa création, en 1849. Il y exerce le métier de maître d'armes et fait office de précepteur pour les enfants du commandant. Il s'associe ensuite à ses deux anciens amis icariens, Drouard et Bourgeois, pour fonder une petite Icarie sur les terres de la compagnie Peters. L'exploitation, où tout est produit et consommé en commun, prospère rapidement. En 1852, il ouvre un salon d'art et de musique à Dallas, un lieu de bal, une salle maçonnique, servant de salle de réunion et d'église tout à la fois. Puis il devient le premier photographe de cette ville. Quand Victor Considerant vient au Texas, en 1853, pour fonder sa colonie fouriériste de Réunion, il le rencontre et le prend en grande estime : «un peu artiste, un peu instruit de tout, très intelligent, très affectueux», écrit-il à son propos<sup>333</sup>. Il propose de le défendre contre les Icariens qui continuent de le calomnier. Les Cross Timbers étaient un bon endroit pour fonder Icarie, et sans doute Gouhennant était-il l'homme de la situation. Cabet choisit pourtant de soutenir celui qui a tout perdu, de loin le moins estimable de tous les délégués qu'il a nommés. Les causes de l'échec pour implanter Icarie au Texas sont donc moins le résultat des décisions prises avant la révolution de février que la conséquence de celles prises par Cabet après, dont la nomination de Favard à la tête de la deuxième avant-garde en juin.

Favard partage l'argent qui reste entre les membres des deux avant-gardes puis la retraite se fait individuellement, chacun

pour soi, jusqu'à Shreveport, la Nouvelle-Orléans ou la France, sans aucun fonctionnement collectif. Ils abandonnent tout leur matériel sur place, chacun n'emportant que le strict nécessaire à son retour. Sur les 65 hommes qui ont fui Icarie, tous ne sont pas arrivés à Shreveport le 13 octobre 1848, six semaines plus tard, quand la commission des cinq arrive dans cette ville. À ce moment-là, quelques-uns (une vingtaine d'Icariens) sont déjà partis pour la Nouvelle-Orléans. Caudron décide de partager la responsabilité de porter les 25 000 francs avec les quatre autres commissionnaires. Louis Chaize s'enfuit avec les 3 000 francs qui lui sont confiés. Il écrit à sa famille son bonheur d'avoir réussi à «s'échapper de ce piège<sup>334</sup>». Il devient joueur de cartes professionnel à la Nouvelle-Orléans. Caudron distribue 55 francs de secours à chaque Icarien qui se présente à ce qu'il reste de sa commission. Le 13 novembre, deux mois et demi après le début de la fuite, les membres des deux premières avant-gardes ne sont pas tous arrivés à la Nouvelle-Orléans ; certains d'entre eux ont trouvé du travail à Shreveport, d'autres ne sont toujours pas localisés. Levi de Reims, Barroux, Berson et Nieux sont morts en route.

Le cordonnier parisien Nicolas Paquot, à 59 ans le membre le plus âgé de la première avant-garde, n'est jamais allé au-delà de Shreveport. Il s'est blessé dès l'arrivée, en débarquant du vapeur. Il est à la Nouvelle-Orléans quand Favard y débarque le 22 juillet avec la deuxième avant-garde. Doutant de sa bonne foi, le délégué le laisse là, malade, sans aucun secours. Paquot a donc son avis sur ce qui s'est passé en Icarie, sur Favard et la fuite que ce dernier a organisée :

«Je dis donc, moi, dans mon âme et conscience, que Favard, en présence de tous nos frères malades, des morts et des mourants, a commis une indigne lâcheté en donnant sa démission et déclarant, chacun pour soi, chacun chez

soi, ne voulant plus se mêler de rien en ordonnant de lever le camp ; il a, par cet acte, semé le désespoir et la terreur dans l'âme de nos malheureux frères<sup>335</sup>. »

Il est un témoin privilégié de l'arrivée des tout premiers rescapés d'Icarie à la Nouvelle-Orléans :

« Enfin, arrivent dans le courant d'octobre, par petits détachements, nos malheureux frères, dans un état tout à fait désespérant, les uns atteints d'aliénation mentale, pouvant à peine marcher, les autres de fièvres, enfin de vrais squelettes vivants<sup>336</sup>. »

Il accable encore Favard pour ce qui se passe ensuite :

« Favard était logé avec ses privilégiés chez un nommé Monsieur Auguste, restaurant français, rue Saint-Philippe, se nourrissait bien pendant qu'une partie de ses frères étaient à la merci de généreux habitants de cette ville ; se contentant de répondre à ceux qui lui demandaient quelques petits secours chacun chez soi et chacun pour soi, il ne quitta le restaurant que quelques jours avant l'arrivée de M. Cabet pour aller habiter la maison commune<sup>337</sup>. »

À la fin du mois de novembre, ils sont encore une vingtaine à l'hôpital de la Nouvelle-Orléans, convalescents, mais une communauté transitoire a été créée dans cette ville en attendant l'arrivée de Cabet.

Le 28 septembre, une troisième avant-garde d'hommes « jeunes, vigoureux, non mariés » a embarqué au Havre à bord du *Victoria*. Ils sont 23 à rejoindre Icarie et 21 autres à devoir trouver un emploi à la Nouvelle-Orléans pour rassembler les 600 francs exigés pour rejoindre la Communauté au Texas. Le délégué de cette expédition est le menuisier vosgien Jean-Baptiste Gérard.

Ils doivent achever à Shreveport, à Sulphur-Prairie, en Icarie et sur les routes, les travaux nécessaires pour assurer un voyage « facile et commode aux femmes et aux enfants. » Ils sont tous armés d'un fusil et portent un sac militaire. Ils emmènent avec eux deux chiens de berger.

Leur navire entre dans le port de la Nouvelle-Orléans le 24 novembre. Ils sont immédiatement informés de la situation ; leur groupe ne se désagrège pas pour autant. Ce sont ces hommes qui, par leurs initiatives mais aussi par la force de leurs convictions, sauvent la situation des Icariens en Amérique. Ils décident de louer une très grande maison, pouvant loger de 150 à 200 personnes. C'est leur première disposition en prévision des grands départs qui doivent bientôt les rejoindre. Ils y vivent en communauté, comme s'ils étaient en Icarie. La plupart trouvent immédiatement à s'embaucher en ville. Les salaires sont élevés en comparaison de ce qui est pratiqué en France : 7,50 francs en moyenne. Ils sont versés à la caisse commune. D'emblée, ils croient qu'il y aura un autre lieu pour refonder Icarie. Le 1<sup>er</sup> décembre, le clerc de notaire Aubel s'écrie dans une lettre qu'il adresse à un ami resté en France :

« Il faut qu'Icarie soit fondée ! Elle le sera<sup>338</sup> ! »

### **Des centaines de nouveaux immigrants**

Dès les derniers jours de novembre 1848, une vingtaine des membres des première et deuxième avant-gardes rejoignent Gérard et ses hommes. Sans attendre les ordres de Paris, ils recréent une communauté icarienne aux États-Unis.

Depuis le mois de juillet, de son côté, Cabet a relancé le projet d'émigrer en masse. Il prévoit des premiers grands départs à la fin

du mois de septembre ou en octobre, à la cadence d'un navire par quinzaine ou par mois. Un grand prospectus est publié dans *Le Populaire* du 11 juillet, le deuxième numéro du journal seulement après les événements de juin. Les demandes sont nombreuses ; elles sont aussi de plus en plus pressantes. L'anticommunisme gagne en virulence après juin. Les cas de « persécution » se multiplient. Partout, les Icariens sont accusés d'être des pillards, des voleurs, des incendiaires, des meurtriers. Dans les départements, les frustrés du grand massacre parisien s'en donnent à cœur joie contre les communistes qu'ils ont sous la main, les pacifiques disciples de Cabet. Certains demandent s'ils peuvent déjà tout vendre, fonds de commerce, meubles, immeubles, faire livrer des bagages à Paris. D'autres voudraient partir sans les 600 francs de l'apport exigé ; à ce sujet, Cabet reste ferme : le voyage en Icarie n'est pas un voyage pour les miséreux, les ouvriers pauvres ne sont pas concernés par la fondation d'Icarie en Amérique. Sont écartés tous ceux que la révolution a placés dans une situation économique difficile, les chômeurs ou ceux dont les petites affaires sont ruinées. Une liste de dix autres conditions est publiée : il faut faire partie de la Société fraternelle depuis au moins trois mois, connaître le système icarien, l'avoir adopté, sentir que l'on est doté des vraies vertus icariennes, avoir le consentement de sa femme ou de son mari, pouvoir travailler, s'engager à se marier si l'on est célibataire, être en bonne santé, souscrire aux dispositions du Contrat social publié en septembre 1847 et apporter tout ce que l'on possède. Des candidatures sont envoyées. Une commission d'admission est constituée.

Dès la fin du mois d'août, Cabet annonce dans son journal que les listes d'admis sont presque prêtes. Chaque Icarien concerné reçoit un imprimé avec toutes les dispositions qu'il doit prendre. Le 10 septembre est publié l'impressionnant inventaire du trousseau

qu'il faut prévoir, pour les hommes : les chemises, les mouchoirs de poche, les gilets de flanelle, les caleçons, les paires de bas, de bretelles, la redingote, les manteaux en gros drap, les cravates, les blouses, les pantalons de grosse toile, les chaussures, le fusil, le pistolet de poche, mais aussi les fournitures pour écrire, les outils professionnels, et même les accessoires de toilette. Deux objets seulement sont fournis par le bureau du *Populaire* : le chapeau icarien et la tunique de velours noir, ou l'étoffe nécessaire pour la tailler. Ce sont les deux pièces de l'uniforme icarien. Il faut deux réunions d'Icariennes pour décider quel doit être le costume des femmes :

«Peignoir ou pardessus en mousseline, laine couleur grenat, belle qualité, à coulisses tout autour, à revers avec petit col rabattant, froncé sur les épaules, larges manches à revers, ouvert devant pour être boutonné à volonté, les revers, le col et le devant garnis d'un lacet de laine gros blanc, plus court que la jupe de quinze centimètres avec un col uni et rabattant.»

Les Icariennes aiment la précision. Cabet donne ce commentaire où point la vague inquiétude d'une possible coquetterie, un défaut féminin qu'il abhorre :

«Le costume ayant pour but de rappeler notre principe de fraternité et d'égalité, nous espérons qu'aucune Icarienne ne voudra se distinguer de ses sœurs par plus de richesse dans le costume adopté<sup>339</sup>.»

Avec Robillard et Chameroy, il met en place tout un dispositif logistique pour gérer la réception et le stockage des malles. Des entrepôts sont ouverts à Paris, rue Montorgueil, et au Havre, impasse Roubeau, près du débarcadère du chemin de fer. Dubut a été dépêché là-bas. Il est engagé, dès le début du mois d'août, pour surveiller les navires, prendre des informations sur les traversées,

préparer les voyages des partants, les recevoir au Havre, les aider à embarquer. Accessoirement, il est prié aussi de placer des abonnements au *Populaire*<sup>340</sup>.

Avant même d'avoir reçu leur avis définitif d'admission, des familles arrivent à Paris, expédient de trop lourdes malles, de pesantes machines impossibles à manier, sans avoir consulté Cabet.

«L'impatience est excessive parce que beaucoup ont donné leur congé, beaucoup ont profité d'une occasion pour vendre leur mobilier, beaucoup sont sans travail et craignent de manger leur apport. On me pousse ainsi, et l'on m'entraîne<sup>341</sup>.»

Dans les villes de départ ou sur le trajet des partants, d'impressionnants banquets démocratiques sont donnés pour les adieux. Ils rassemblent jusqu'à 400 ou 500 convives. Le 15 octobre, à Bordeaux, ils sont près de 600. Le portrait de Cabet est généralement placé bien en vue, acclamé au moment de l'accrochage, entouré d'un faisceau de drapeaux. On chante le *Chant du Départ icarien*. On crie «Vive Cabet! Vivent les Icariens!» Des toasts sont portés à la prospérité d'Icarie, parfois aussi à celle de la République démocratique et sociale.

*La Démocratie pacifique* datée du 21 octobre 1848 rapporte ainsi le départ de Bordeaux sur le *Cabot*, le 17 du même mois :

«Mardi matin, vers dix heures, l'embarquement des Icariens a eu lieu à Bordeaux. Ils étaient au nombre de soixante environ et accompagnés de quinze à vingt femmes et de plusieurs enfants. En marchant processionnellement et dans le plus grand silence, ils ont gagné la cale Rase, où les attendaient une galère et un petit bateau décoré de plusieurs pavillons. Quelques partisans de la République sociale leur servaient d'escorte. [...] Puis l'un des chefs, se tournant vers la foule qu'un pareil spectacle a dû naturellement rassembler

sur les bords du fleuve, s'est écrié : "Nous sommes des exilés volontaires qui allons, sous la garde de Dieu, à la conquête de la liberté." Cette petite harangue a été suivie des cris : "Vivent les Communistes ! Vivent les Icariens ! Vive Cabet ! Vive la République sociale !" Puis les barques ont pris le large pour rejoindre le *Cabot*, navire sur lequel ils doivent opérer leur traversée. On a remarqué généralement la conduite de ces émigrants, qui paraissent d'honnêtes ouvriers, et de bons pères de famille. Leurs chapeaux blancs à large bord et leurs paletots de velours noir sont assez pittoresques. Les femmes portaient toutes un chapeau de paille entouré de rubans bleus ; elles étaient généralement fort jeunes et fort jolies. »

Les hommes et les femmes qui montent à bord de ce navire ne savent rien de ce qui s'est passé au Texas. Ceux dont le voyage est appelé « premier grand départ » et qui montent à bord du *Brunswick* le 2 novembre au Havre sont tenus dans la même ignorance. Cabet a pourtant déjà reçu la lettre écrite en Icarie le 20 août, mais il choisit de ne rien leur dire. Le délégué de ce premier grand départ est le bijoutier Jules Prudent ; sa femme Jeanne Nicole l'accompagne. Il est assisté par un conseil de huit membres. Ils sont 34 hommes, 30 femmes et 19 enfants. Ils ont quitté Paris, tous en costume, le 29 octobre. D'après Cabet, qui les accompagne jusqu'au Havre avec Robillard et Chameroy, 10000 Icariens auraient salué leur départ à la gare. Les bagages doivent voyager sur des wagons séparés ; 129 colis sont répertoriés, sans compter tous ceux qui ont été expédiés directement à Dubut. Les professions les mieux représentées sont les mécaniciens, les maçons, les charpentiers, les menuisiers, les charrons, les cultivateurs et les jardiniers, « tous ouvriers robustes, habiles et dévoués, tous résolus à travailler la terre s'il le faut<sup>342</sup> ». Ils partent pour Icarie telle qu'ils l'imaginent encore, celle du roman de Cabet, sur les rives de la Denton Creek, sur les terres vierges et

fertiles du Nouveau Monde. L'idée est de faire partir les hommes qui ont les qualités les plus utiles pour «défricher, cultiver, exploiter un vaste désert», faire des routes<sup>343</sup>. Cabet confie à Prudent 15 000 francs et lui donne pouvoir de disposer de 35 000 autres à la Nouvelle-Orléans. Ils partent du Havre, au milieu des chants et des cris de joie. Sur le navire, toutes les femmes, mariées ou non, sont placées à bâbord, derrière un lourd rideau. Leurs compagnons sont logés à tribord avec les garçons de plus de quatre ans. Dans l'entrepont, à l'arrière du navire, les lits à deux places sont alignés sur deux niveaux. Un inspecteur veille la nuit à écarter toute espèce de promiscuité. Toute communication entre les deux bords du navire est rigoureusement interdite entre le moment du coucher et celui du lever, dont les heures sont adoptées en assemblée générale. Seuls les Français peuvent se déplacer sur le pont à leur gré. Leur statut à bord des navires américains est très différent de celui des autres migrants, pour la plupart des Allemands qui fuient en masse la misère de leur pays. Ceux-ci sont enfermés à fond de cale derrière des cloisons en bois qui sont clouées au moment du départ. En cas de décès, et il y en a, des ouvertures sont pratiquées pour jeter les cadavres par-dessus bord, sans autre forme de procès. La traversée du *Brunswick* est relativement rapide : trente-cinq jours de mer seulement, contre deux mois pour le *Cabot*.

Cabet prétend qu'il n'a reçu la lettre de Favard lui annonçant l'échec du Texas et la retraite que le 3 novembre, par un courrier arrivé par le chemin de fer, alors qu'il était encore au Havre et que le *Brunswick* venait de prendre la mer.

Le 4, il est rentré à Paris. Il réunit 150 Icariens déjà prêts pour les prochains départs. Il leur lit la lettre de la première avant-garde datée du 20 août et celle de la seconde avant-garde datée du 2 septembre. D'après lui, personne ne veut renoncer au voyage :

«Tous, hommes, femmes, ont répondu que rien, dans ces nouvelles et dans ces événements, ne les surprenait; que tout cela était la conséquence presque inévitable d'une pareille entreprise, à une pareille distance et dans d'aussi violentes circonstances révolutionnaires; que, s'ils étaient surpris d'une chose, c'est qu'il n'était rien arrivé de plus grave; que chacun est exposé, en France, à bien d'autres malheurs; et que, loin de les décourager ou de les refroidir, ces nouvelles n'avaient d'autres effets que d'augmenter leur impatience de partir, en redoublant aussi leur dévouement à nos frères et à notre cause<sup>344</sup>.»

Ils connaissent les difficultés et même l'échec des expéditions qui les ont précédés, mais ils ne se doutent pas encore du climat de division qui règne à la Nouvelle-Orléans entre les deux camps qui se sont formés là-bas: celui des «persévérants» ou «fanatiques», et celui des «dissidents» ou «déserteurs». De ce fait, l'embarquement au Havre du deuxième grand départ, le 12 novembre, sur le navire *Suzan Howell*, apparaît encore comme un événement heureux. Cabet, monté à bord, accompagne les migrants le temps du remorquage. Ils sont 74 hommes, femmes et enfants, dirigés par le mécanicien alsacien Jean-Jacques Witzig. Celui-ci sera appelé à jouer un rôle de toute première importance après leur arrivée aux États-Unis le 22 décembre.

Dans le numéro du *Populaire* daté du 12 novembre, Cabet annonce la suspension des admissions et par conséquent de la préparation des nouveaux départs. Il veut se rendre lui-même aux États-Unis avant de décider de la suite des opérations. Les 28 novembre et 18 décembre, les troisième et quatrième grands départs, qui étaient déjà prêts, quittent à leur tour les côtes françaises. Ils sont 114 à bord du *Pie IX*, 40 hommes, 36 femmes et 38 enfants, et 42 encore à bord du *Hargrave*, 20 hommes et 22 «femmes et enfants». Ces deux derniers départs parviennent à

destination les 5 et 9 février 1849. Cabet arrive à la Nouvelle-Orléans avant eux, le 19 janvier.

### **Une accusation d'escroquerie**

De novembre 1848 à janvier 1849, en attendant l'arrivée de Cabet, la Communauté et la dissidence s'organisent à la Nouvelle-Orléans.

Le 23 novembre, la veille de l'arrivée de la troisième avant-garde, le bijoutier bordelais Dubuisson, membre aigri de la deuxième avant-garde, fait publier une lettre pleine de colère dans *Le Courrier de la Louisiane*. Cette lettre est reprise en France par *Le Constitutionnel* le 25 décembre. Dubuisson accuse Cabet d'escroquerie et expose les griefs principaux dont il se dit victime : il n'y aurait jamais eu de contrat de concession passé entre Cabet et la compagnie Peters. La communauté se serait alors endettée, l'établissement des Icariens à Shreveport étant engagé pour 1 000 francs. De plus, l'expérience de Communauté icarienne aurait rendu malades au dernier degré tous ceux qui s'y seraient essayés, peuplant ainsi le soi-disant paradis terrestre de morts et de moribonds. Plutôt que de venir en aide à ses « frères », Dubuisson préfère la fuite vers la Nouvelle-Orléans où il est l'un des premiers à revenir, en bonne santé du reste. Il est aussi le premier à exiger qu'on lui rende l'argent qu'il a donné pour l'installation de la Communauté : 600 francs pour lui et 400 francs pour sa mère qui va renoncer au voyage. Le 29 novembre, une réunion de 46 Icariens à la Nouvelle-Orléans vote un texte qui dénonce cette prétention au remboursement des apports et les calomnies contre Cabet :

« Oh ! Mépris, mépris, ou plutôt pitié pour le déserteur, le renégat, le traître qui a osé porter sur le glorieux et immortel drapeau d'Icarie une main sacrilège<sup>345</sup>. »

Julien Chambry, l'ancien correspondant de Cabet dans les Vosges, et lui aussi membre de la deuxième avant-garde, lance à son tour le même type d'accusations contre Cabet et l'impéritie avec laquelle il aurait organisé l'émigration aux États-Unis<sup>346</sup>. Pour lui la question essentielle n'est pas la restitution de l'argent mais l'incompétence de ceux qui ont mené des centaines d'hommes, femmes et enfants vers l'impossible fondation d'Icarie dans le désert texan. Hardier, tourneur en cuivre parisien, embarqué sur le *Pie IX*, a quitté l'aventure communautaire dès l'escale forcée sur les côtes anglaises, le 5 décembre, pour cause de tempêtes. Dès son retour à Paris, il écrit aux journaux anticommunistes, exigeant que l'argent de son apport lui soit rendu. Ce point est au cœur du différend qui se développe entre les Icarieus, entre ceux qui pensent que l'essai raté doit être tenté une nouvelle fois ailleurs et ceux qui concluent, au contraire, qu'il faut partager ce qui reste et rentrer en France. Les dissidents les plus radicaux choisissent de se loger en ville, en dehors de la maison commune qu'ils assiègent tous les jours pour réclamer à cor et à cri la restitution de leur argent. Ils veulent le remboursement de leurs apports à la Communauté parce que celle-ci, selon eux, n'existe plus, ayant été dissoute le 2 septembre dans les Cross Timbers. Ils s'adressent à l'avocat Soulier, sénateur de l'État de Louisiane, et au consul de France à la Nouvelle-Orléans. Les deux hommes refusent de les aider. Ils engagent une action judiciaire en France.

Au fur et à mesure des arrivées, les persévérants s'organisent autour du noyau initial des membres de la troisième avant-garde. Le 10 décembre, les délégués des deuxième et troisième avant-gardes, Favard et Gérard, celui de la commission des cinq, Caudron, et celui du premier grand départ, Prudent, proposent à l'assemblée générale de la Communauté transitoire l'élection d'une commission d'organisation. Il s'agit de gérer les affaires de

la maison commune rue Saint-Ferdinand et de tenir bon face à l'opposition en attendant l'arrivée de Cabet. Le 16 décembre, un comité de gérance de la communauté d'Icarie est élu par l'assemblée générale des Icariens décidés à continuer. Le nom de la Communauté d'Icarie réapparaît. Pour les persévérants, celle-ci n'a jamais cessé d'exister. Sont élus à sa tête le jardinier François Champeau, de la première avant-garde, le corroyeur Aubry et Aubel, membres tous deux de la troisième avant-garde, le bûcheron Pierre Tartas, du premier grand départ, et surtout Jules Prudent, le délégué de ce même grand départ. À cette date, ils déclarent avoir 49 555 francs en caisse. Cet argent n'est pas destiné à la restitution mais à refonder Icarie, à renouveler l'essai dans un autre lieu, ailleurs qu'à la Nouvelle-Orléans. Dès le 19 décembre, une commission d'exploration composée de Caudron, Édouard, Potocki et Ancerne quitte la ville en direction de Galvestone, Houston et Austin pour étudier ce qui peut de nouveau être tenté au Texas, notamment dans les comtés de Bastrop, Travis et Bexer.

Le choix de rallier la Communauté ou la dissidence ne se partage pas de la même manière selon les navires qui arrivent ; il ne dépend pas non plus seulement de la date du départ et donc des informations reçues avant de partir. La personnalité du délégué et le choix auquel il appelle comptent également. Ainsi, le premier grand départ choisit très majoritairement, comme Jules Prudent, le ralliement à la Communauté de la rue Saint-Ferdinand où ils reçoivent un accueil très chaleureux lorsqu'ils y arrivent le 7 décembre. Ils savent gré à ceux qui ont préparé leur arrivée malgré la catastrophe. En revanche, la grande majorité des passagers du *Cabot* choisissent «l'individualisme» dès leur débarquement. Pépin, le miroitier de Périgueux, venu en Icarie avec sa femme, sa belle-mère, ses cinq enfants et un domestique, est le premier à prendre cette décision en découvrant ce qu'est

réellement l'existence communautaire en Amérique. Il partage immédiatement l'argent de la caisse entre tous les membres de l'expédition partie de Bordeaux, et il refuse de restituer à la Communauté des persévérants les 5 250 francs en or américain que lui avait confiés Cabet<sup>347</sup>. Il rentre en France sans plus attendre.

Les passagers du *Suzan Howell*, quant à eux, restent unis autour de Jean-Jacques Witzig. Ils sont favorables au camp des persévérants, ayant été mieux avertis de ce à quoi il fallait s'attendre en arrivant, hormis l'atmosphère de haine entretenue par les dissidents contre les réfugiés de la rue Saint-Ferdinand. Au sein même de cette fragile communauté, les dissensions sont fortes. Le 21 décembre, la commission de gérance décide de restituer 250 francs par adulte à tous ceux qui voudraient se retirer, et 50 francs par enfant, pour se débarrasser des « obsessions incessantes d'un certain nombre de dissidents hostiles<sup>348</sup> ».

Dans les derniers jours de décembre, ils nomment une commission qui doit aller explorer l'Arkansas, le Missouri et les environs de Saint-Louis. L'idée est de trouver un lieu facile d'accès, déjà cultivé, dans un endroit sain, l'exact contraire des Cross Timbers. Sont désignés Jean-Jacques Witzig, Nief, membre comme lui du deuxième grand départ, et Antoine Étienne du premier grand départ. Ils découvrent le site de Nauvoo dans l'Illinois au début du mois de février 1849.

Le 24 décembre, Jules Prudent, qui peut être considéré comme le principal responsable de la Communauté des persévérants, décrit ainsi la situation à un ami resté en France :

« La Nouvelle-Orléans, où nous campons pour l'instant, est la ville la plus dégoûtante et la plus sale qu'il soit possible de voir. [...] Figure-toi une grande Bohème où tout se résume par le mot piastre<sup>349</sup>. »

La concurrence est rude pour le travail comme pour le logement. Dans la seule journée du 10 décembre, cinq navires de migrants allemands et irlandais, de plus de 300 passagers chacun, arrivent au port. La lassitude grandit. L'attente de Cabet est chaque jour plus lourde d'anxiété. Le 13 décembre, Prudent, Taxil, Blaise, Simon et Deligny lui adressaient un appel pressant :

« Venez, oh ! oui, venez ; parmi nous vous disposerez de nos forces, vous régulariserez nos volontés, nos bras et nos cœurs sont toujours dévoués à l'humanité. Mais, nous devons le déclarer, le moindre retard que vous mettez à satisfaire nos vœux, prolongeant nos inquiétudes, serait la cause d'une dislocation, que votre présence seule rendra impossible<sup>350</sup>. »

Un mois plus tard, la situation est plus critique encore. Le 8 janvier, filant la métaphore, l'ancien bijoutier Pierre Bourg exprime à ses amis lyonnais son impatience de voir arriver le gérant d'Icarie :

« Lui seul me semble capable de relier la gerbe qui s'éparpille et d'en extraire les chardons. Nous avons parmi nous et au-dehors des gens qui, mal intentionnés, sèment la discorde. Ils sont en petit nombre, il est vrai, mais ils font beaucoup de mal<sup>351</sup>. »

Depuis le 5 novembre, Cabet annonce chaque semaine son départ pour les États-Unis. Le 12 novembre, il écrit :

« Pour nous, nous sommes désolés de ne pouvoir, dans les graves circonstances qui menacent notre pays, continuer à nous dévouer à l'accomplissement de notre devoir patriotique en France, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, en ne reculant devant aucun sacrifice personnel ; mais un autre devoir impérieux nous entraîne ; nous ne pouvons nous dispenser d'aller

au secours de nos frères en Icarie, et nous partons pour aller partager leur sort<sup>352</sup>. »

### **Icarie sera partout où nous irons**

Il ne quitte pas la France porté par l'enthousiasme d'aller fonder Icarie en Amérique, mais parce qu'il y a mis des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants dans une situation difficile. Le 19 novembre, il annonce, toujours dans *Le Populaire*, qu'il part pour quatre ou cinq mois au plus. À aucun moment, il n'est question que Denise et Céline l'accompagnent ; il pense revenir au plus vite. Quatre jours avant, le 15 novembre, il a été condamné à un mois de prison par le tribunal correctionnel de Paris pour une affaire de fusils découverts chez lui par Arago le 15 mai. Les armes étaient celles des combattants icariens de février qui les avaient imprudemment abandonnées dans les bureaux du *Populaire*<sup>353</sup>. Ce jugement est confirmé le 30 novembre. Il n'a plus le temps d'exécuter cette peine. Il déclare qu'à son retour, il se constituera prisonnier. Il prend les dernières dispositions pour organiser la publication du *Populaire* en son absence : il nomme Louis Krolkowski rédacteur en chef et annonce le retour à une périodicité mensuelle pour le journal. Le 13 décembre, à sept heures du soir, il quitte secrètement Paris en train, avec son ami Durand, cultivateur, qui ne part que pour l'accompagner et revenir après avoir organisé les bases de l'agriculture en Icarie. Ils sont à Londres le 15 vers midi. Ils prennent le temps de rendre visite à Robert Owen. À huit heures le soir, ils sont dans le train pour Liverpool où ils arrivent le lendemain à cinq heures du matin. Ils embarquent, quelques heures plus tard, sur le navire *Europa* en partance pour New York. Cabet est ébahi par la puissance de ce bâtiment : c'est un bateau à vapeur, « portant deux

énormes machines, ensemble neuf cents chevaux», qui permet de naviguer face au vent, malgré la tempête qu'ils essuient<sup>354</sup>. Après un voyage mouvementé mais d'une rapidité surprenante, moins de 20 jours après leur départ de Paris, ils entrent dans la baie de New York le 31<sup>355</sup>. Ils y trouvent le froid et la neige, les traîneaux «comme dans une ville de Russie». Cabet écrit dans son journal de bord :

«Nous voici donc à New-York le dernier jour de l'année 1848 et le premier jour de l'année 1849. Puisse la République se consolider en France comme elle s'enracine aux États-Unis en développant leur puissance et leur prospérité<sup>356</sup>.»

Ils sont impressionnés par la richesse de la ville américaine. Ils y restent plus longtemps qu'ils ne l'auraient voulu. Une épidémie de choléra est annoncée à la Nouvelle-Orléans, ce qui retarde leur départ. Autre motif de contrariété, mise à la disposition des particuliers en temps normal, la ligne du télégraphe électrique qui relie New York et la Nouvelle-Orléans est interrompue pendant plusieurs jours. Cabet ne peut avertir ses disciples qu'il vient d'arriver en Amérique. Alors que Durand et lui se tiennent prêts à embarquer pour la Louisiane, il se trouve que tous les navires au port ont pour destination la Californie où l'on vient de découvrir de l'or. Ils optent finalement pour la voie terrestre et fluviale, le passage par l'Ohio et le Mississippi, en huit nuits et huit jours. La route est desservie par les chemins de fer, les bateaux et les diligences. Ils quittent New York le 7 janvier.

Le 19, ils arrivent à destination. Cabet apprend que les dissidents se sont adressés au consul et à des avocats pour lui intenter un procès, qu'ils veulent faire saisir la caisse de la Communauté, le faire arrêter et enfermer dans la prison de Bâton-Rouge. Le 21, il convoque une assemblée générale des Icariens encore à la

Nouvelle-Orléans où les dissidents sont invités à se présenter. Il leur annonce qu'il refuse la dissolution de la Communauté telle qu'elle a été décidée au Texas par les membres de la première et de la deuxième avant-garde dans un moment de panique, qu'elle est impossible sans son consentement.

Il rend compte lui-même de la réunion dans *Le Populaire* daté du 15 avril 1849 :

«Je déclare que, si l'on était unanime pour demander la dissolution et la liquidation, j'y consentirais à l'instant, parce que la vie qu'on me fait n'est plus pour moi qu'un enfer ; mais que la dissolution serait la ruine pour tous ; et que puisqu'une immense majorité a le courage de persévérer, je continuerai moi-même à me dévouer dans son intérêt. »

Il donne d'abord la parole aux hommes de la première avant-garde. Le médecin catalan Roveira se présente le premier. Il attaque Cabet «avec la dernière inconvenance». Il dit que ses amis et lui ont rédigé un écrit que Moity est chargé de lire. Cabet explique dans son récit de la réunion :

«Moity lit en effet, avec une certaine douleur, un écrit revêtu de sept ou huit signatures, qui semble rédigé par un avocat ou un huissier et qui paraît une espèce d'acte m'accusant d'avoir trompé la première avant-garde, de l'avoir abandonnée et même de l'avoir envoyée dans le Texas pour l'y faire périr. On comprendra, en France, ma surprise, ma douleur et mon indignation. Je réponds que, gérant d'Icarie, accepté par tous, par les dissidents comme par les autres, je considère ces accusations comme une révolte, comme de l'anarchie, comme une odieuse calomnie, et que je pourrais dédaigner d'y répondre ; mais que je veux bien donner des explications dans l'intérêt de tous. Je déclare que je n'accepte aucun reproche, que c'est au contraire moi qui pourrais reprocher aux dissidents de m'avoir trompé, de m'avoir abandonné

et d'avoir causé tout le mal par leurs fautes, et que puisqu'on m'attaque ainsi en ennemi, je ferai connaître toute la vérité.»

Quand il fait cette mise au point, 20 dissidents sont déjà repartis pour la France, pressés d'y porter leur plainte devant la justice. C'est le cas de Julien Chambry qui est désapprouvé par sa famille, son père restant fidèle à ses engagements icariens.

Quand les migrants embarqués sur le *Hargrave* et sur le *Pie IX* arrivent à la Nouvelle-Orléans au début de février, devant tous les Icariens réunis, dissidents et persévérants, Cabet propose de donner 200 francs à chaque «déserteur», pour qu'il rentre en France ou s'installe ailleurs en Amérique, «par esprit de fraternité», pour donner plus de chances de succès à la fondation d'Icarie.

«Nous allons toujours en Icarie parce qu'Icarie sera partout où nous irons<sup>357</sup>.»

Au total, il donne près de 15 000 francs à ceux qui veulent tout abandonner, «fils ingrats, dénaturés et presque parricides», selon ses mots, soit plus de 8 300 dollars: une fortune au regard des besoins prévisibles des «persévérants».

Finalement, ils sont 280 Icariens, 142 hommes, 74 femmes et 64 enfants, à continuer le voyage et partir vers le nord pour fonder Icarie :

«Honneur à eux ! Ils auront sauvé notre cause par leur fermeté et leur persévérance ! Ainsi je me dévoue plus que jamais à leur bonheur, je ne retournerai en France que pour répondre à mes persécuteurs<sup>358</sup>.»

Le 1<sup>er</sup> mars, ils embarquent à bord du navire à vapeur le *Maréchal-Ney*, en partance pour Saint-Louis. Là-bas, ils montent à bord de l'*American Eagle*, jusqu'à Nauvoo, où ils arrivent le 15 mars

1849. Le voyage est très difficile : 20 Icariens meurent en route sur le Mississippi ou en arrivant à Nauvoo, emportés par le choléra entre le 1<sup>er</sup> mars et le 3 avril. En arrivant dans l'Illinois, Cabet s'écrie :

« Nulle part l'air n'est plus pur et le climat plus salubre<sup>359</sup>. »

## Réalités de la communauté d'Icarie

L'Illinois est un territoire d'abord exploré par les Français dans les années 1670. Puis les Anglais en prennent le contrôle dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il devient le 21<sup>e</sup> État des États-Unis en 1818. En 1849, il compte encore moins de 500 000 habitants, ce qui est peu compte tenu de sa taille, 150 000 kilomètres carrés. Ce n'est plus un territoire de la frontière mais cette faible densité de population lui confère des caractéristiques qui en sont proches, des régions entières de bois et de prairies n'y ont toujours pas trouvé preneur. Pour les migrants qui affluent vers l'ouest, l'endroit est moins attractif que l'Indiana ou l'Ohio, tous deux mieux reliés à la Nouvelle Angleterre et au littoral atlantique ou aux États du sud par le Mississippi. Il l'est moins encore que certains territoires comme le Kansas qui n'appartiennent toujours pas à l'Union mais où la terre est à prendre pour rien aux Indiens. Le site de Nauvoo se situe à l'extrême périphérie occidentale de l'Illinois, face à l'Iowa, vastes immensités de prairies quasi inhabitées. Lorsque les Icariens arrivent en 1849, Nauvoo n'est pas le désert dont ils avaient rêvé pour fonder Icarie. D'emblée, ils

tiennent cet endroit pour un lieu de repli transitoire. Pourtant, ce n'est pas un site proche des métropoles prospères du nord-est du pays. Aucun chemin de fer ne passe par là. Quant aux navires qui desservent les rives du Mississippi jusqu'à cette latitude, ils ne peuvent y accoster à cause des bancs de sable et de la très faible profondeur. L'étape la plus proche pour les *steam-boats* est celle de Keokuk d'où Nauvoo n'est accessible, en barque à fond plat, que par très beau temps. De plus, le fleuve est impraticable pour les navires à vapeur en hiver et jusqu'au début du mois de mars. Par ailleurs, rien ne permet d'attester des relations suivies entre les habitants de Nauvoo et ceux de Springfield, la capitale de l'État, où l'avocat Abraham Lincoln vient de commencer sa carrière politique. La ville la plus peuplée et la plus riche de l'Illinois est Chicago, qui compte encore moins de 25 000 habitants, mais elle est très éloignée et n'exerce aucune influence sur ces confins de l'Illinois, du Missouri et de l'Iowa. Saint-Louis est plus proche et plus influente dans cette région des États-Unis.

Fuyant des persécutions sévères, notamment dans le Missouri, les premiers Mormons arrivent dans cet endroit relativement isolé vers la fin de 1839. C'est alors un hameau construit sur un promontoire d'une cinquantaine de mètres de hauteur dominant le Mississippi, d'où la vue porte loin sur la plaine alentour. Le lieu s'appelle Commerce City. C'est Joseph Smith, en 1840, qui donne le nom de Nauvoo à la ville où il installe l'Église des Saints du Dernier Jour. Quatre ans plus tard, elle est peuplée de 12 000 à 15 000 habitants, presque tous Mormons. Joseph Smith en est le commerçant le plus riche, le président de l'Église, le rédacteur en chef du principal journal, le maire, le chef de la cour municipale et le général d'une milice forte de 2 000 hommes, la Nauvoo Legion. Une telle puissance dérange non seulement dans les villes voisines du comté de Hancock, mais aussi certains membres de

l'église mormone où se développe une dissidence. Smith est assassiné à Carthage le 27 juin 1844. Brigham Young, son successeur, décide alors d'organiser la migration des Mormons vers l'Utah, un exode éprouvant à travers 2 000 kilomètres de désert. En compensation de ce *trail*, la tentative icarienne au Texas était un projet raisonnable, une entreprise qui aurait dû réussir. Nombreux sont les Mormons qui meurent en route, avant d'avoir atteint la région du Lac Salé. En 1846, ils ont presque tous quitté Nauvoo<sup>360</sup>.

### **La Communauté s'installe à Nauvoo**

Les Icariens arrivent dans une cité désolée, à peu près ruinée et encore peuplée de quelque 3 000 habitants. Des centaines de maisons sont abandonnées ; elles ne sont pourtant pas disponibles gratuitement ou utilisables sans remise en état.

Durand, Aubel, Blaise et Witzig y sont depuis une semaine quand les persévérants de la Nouvelle-Orléans arrivent avec Cabet, le 15 mars 1849. Ils ont préparé leur arrivée comme ils ont pu en louant deux maisons seulement, ainsi qu'une première ferme. Les Icariens partent de rien ou presque : ils ne possèdent que de lourds et encombrants bagages, pour l'essentiel inadaptés à la situation, et 46 000 francs en caisse, soit à peu près 8 000 dollars. C'est peu. Le voyage depuis la Louisiane leur a coûté plus de 1 700 dollars, presque autant que le remboursement des apports consentis à la Nouvelle-Orléans.

Ils se mettent immédiatement à réparer des bâtiments vacants pour les rendre habitables ou pour abriter les ateliers, les entrepôts, les écuries, la porcherie. Ils fabriquent eux-mêmes les meubles les plus nécessaires : des bois de lit, des tables, des chaises. Pour se loger, ils dépensent près de 1 200 dollars. Ils achètent également des chevaux, des bœufs, des vaches, des

moutons, des porcs, des outils, des matières premières et des semences, ce qui leur coûte près de 7 000 dollars. Il leur faut encore se nourrir : ils dépensent pour ce seul poste 8 200 dollars, en plus des frais de pharmacie, de blanchissage, de fourrage. En octobre 1849, Cabet doit se rendre à Saint-Louis afin d'emprunter presque tout cet argent aux banques, pour que la colonie puisse passer l'hiver. Le 11 novembre 1849, il reste 5 dollars en caisse quand arrivent une vingtaine de nouveaux Icariens. Leurs apports, pourtant insuffisants, sont immédiatement investis pour faire vivre, dans une extrême précarité, une communauté de 250 personnes. Le 1<sup>er</sup> août 1850, 1 000 dollars sont de nouveau disponibles dans la caisse de la colonie. Le moment le plus difficile est passé. Icarie est sauvée du naufrage économique qui la menace depuis le début. Cabet reconnaît avoir traversé des moments de découragement presque absolu avant cette date.

Dès le 30 juillet 1849, les Icariens disposent de 22 maisons, 12 vaches, autant de veaux, 50 porcs, 70 poules, 3 wagons, 9 chevaux et 4 bœufs. Dès le premier automne, ils récoltent des haricots verts et du maïs en grande quantité. Ils achètent le temple construit par les Mormons entre 1841 et 1846 et quatre acres de terrain autour. Déjà incendié une première fois en décembre 1848, la foudre frappe de nouveau le monument en mai 1849, provoquant l'effondrement presque total de ses murs. Les ruines servent immédiatement de carrière de pierres. Il s'agit de pierres de taille blanches d'excellente qualité. Les Icariens entreprennent de nombreuses constructions : une école, un réfectoire pour accueillir jusqu'à 800 personnes, de nouveaux logements, une infirmerie, une pharmacie, une boulangerie, une boucherie, un lavoir, une buanderie, ou encore des ateliers de jardinerie. Ils achètent également un moulin à vapeur, une scierie qui travaille aussi pour les villes voisines, puis une distillerie de whisky dont les déchets

permettent de nourrir les porcs. Ils construisent des barques, fabriquent des filets. La pêche est particulièrement abondante dans les eaux du Mississippi. La chasse permet de nourrir au moins les malades de l'infirmerie. Ils mettent ensuite en place une bibliothèque, une imprimerie et un arsenal pour les armes de chasse. Les femmes travaillent au lavage et au repassage du linge, à la couture et aux cuisines; les hommes se sont organisés en ateliers de tailleurs, de cordonniers, de sabotiers, de matelassiers, de maçons, de plâtriers, de charpentiers, de charrons, de mécaniciens, de forgerons, de tôliers, de tanneurs, de bûcherons, de meuniers, de cuisiniers et d'agriculteurs surtout. Chaque atelier élit un directeur qui fait un rapport hebdomadaire au gérant de la colonie. Dans les premiers temps, les Icariens changent souvent de métier et d'atelier.

Leur enthousiasme au travail rappelle celui des membres de la première avant-garde de 1848. Le 10 août 1849, Tabuteau, l'un des rares persévérants du départ de Bordeaux, écrit à des amis restés en France. Sa lettre est publiée en octobre dans la brochure de Cabet intitulée *Réalisation d'Icarie*:

«C'est le 18 avril que j'ai commencé à mettre la main à la charrue, jour désigné pour l'ouverture de nos travaux agricoles. Depuis cette époque, je n'ai cessé de labourer et d'ensemencer; il n'y a que huit jours que je laboure seul, soit avec un, soit avec deux chevaux. Ces jours-ci, je vais apprendre à faucher; cet état, que je désirais depuis si longtemps, me plaît infiniment, quoique bien plus rude que celui de cordonnier... Le climat ici est fort salubre, très sain, la végétation est excessive et les variétés de toutes les plantes en général sont infinies. Ce pays est extrêmement pittoresque; il est aussi beau que notre Touraine, soit par la fertilité du sol, soit par ses sites enchanteurs. Aussi toute la colonie se porte à merveille, et les enfants surtout y jouissent d'une santé parfaite<sup>361</sup>.»

Il y a encore une vingtaine de morts du choléra à Nauvoo cet été-là. En août, la température à l'ombre est en moyenne de 36 °C en milieu de journée. La fertilité du sol, en revanche, n'est pas un mythe : la plaine alluviale du Mississippi, limoneuse, légère, cultivée déjà bien avant l'arrivée des Icariens, est facile à labourer. Mais pour ces artisans et ces citadins français, la pratique de l'agriculture dans la grande plaine américaine n'est pas toujours bien vécue, contrairement à ce qu'en rapporte Tabuteau. Chaque jour, les Icariens se lèvent à quatre heures trente, rejoignent leurs ateliers dès cinq heures pour les hommes, sept heures pour les femmes, déjeunent à huit heures, dînent à une heure, se reposent jusqu'à trois heures à cause des chaleurs en été et reprennent le travail jusqu'à sept heures, le moment du souper. Ils se couchent à dix heures, après un temps de récréation, de jeux, de discussions ou de réunions diverses. Dans les ateliers comme à table, sauf nécessité absolue, le silence est de rigueur. La règle s'est vite imposée à cause du bruit généré par la vie en si grand nombre dans une telle promiscuité. L'insatisfaction, les états d'âme ne peuvent être exprimés qu'en assemblée générale, publiquement, il s'agit de prévenir la médisance. Tout cela est « affaire d'organisation » s'exclame l'ancien mécanicien Eugène Camus. Dans l'une de ses nombreuses lettres adressées à sa famille en cet été 1849, il se dit admiratif devant tant d'ordre et de discipline, devant ce silence « qui fait plaisir à voir<sup>362</sup> ».

Alors même que sa femme Jeanne est gravement malade, Jules Prudent, dès le 9 août 1849, croit pouvoir résumer la situation avec ces mots d'un optimisme tout icarien :

« Vous apprendrez avec plaisir que, malgré toutes les traverses, toutes les difficultés et toutes les tracasseries que nous avons eues à vaincre, notre entreprise est en voie de prospérité : chaque jour, nous apercevons nos progrès. Nous sommes bien heureux d'avoir à notre tête un homme aussi juste,

aussi dévoué que le citoyen Cabet ; son amour pour l'humanité n'a pas de bornes, lui qu'on a tant calomnié, tant outragé ! Il nous montre en toute chose l'exemple de l'ordre, du travail, de l'économie et de l'égalité. Ils sont bien méchants, bien infâmes, ceux qui, après avoir trahi et abandonné ceux qu'ils appelaient leurs frères, ont poussé la scélératesse jusqu'à porter une accusation odieuse contre le gérant d'Icarie ; triste nécessité pour pouvoir expliquer leur conduite, que celle de devenir calomniateurs, peut-être à gages<sup>363</sup>. »

Jules Prudent fait ici allusion à l'accusation pour escroquerie déposée à Paris par Chambry, Chapron, Dubuisson, Tessier, Bale, Becquerel et Fouillard. Pour le reste, la situation à Nauvoo n'est pas tout à fait aussi brillante qu'il le dit. En juillet, un incendie détruit l'une des écuries, à cause de la négligence de Chanson, fumeur de pipe imprudent. Le même mois, 17 nouveaux dissidents décident de se séparer de la Communauté, accompagnés de huit femmes et neuf enfants, emportant avec eux des outils et des vêtements en grande quantité. Ils sont recueillis par les catholiques de la ville. Pour Cabet, « ce sont les Jésuites qui sont la cause de cette désertion », comme ils l'étaient déjà de la prétendue trahison de Gouhennant au Texas. Le 11 août, Belguise écrit à sa femme tout le mal qu'il en pense :

« Ils sont tous restés à Nauvoo, ils y vont à la messe. On fait des quêtes à l'église pour les nourrir. Les catholiques de l'endroit donnent des bals par souscription à leur bénéfice ».

Il ajoute :

« Quant à nous, nous sommes généralement bien considérés par tous ceux qui ne sont pas jésuites, c'est-à-dire la très grande majorité des habitants les plus notables de la ville<sup>364</sup>. »

Hormis celui du curé catholique et de quelques rares commerçants qui ont senti des menaces pour leurs activités, notamment les cabaretiers, ce bon accueil des habitants de Nauvoo est confirmé par ailleurs. Dès le 4 juillet, les Icariens célèbrent avec leurs nouveaux voisins la fête de l'indépendance américaine. Ils ont mis en place une musique instrumentale et vocale, très appréciée. C'est un moyen efficace pour se rapprocher et se faire accepter de la population avec laquelle ils cohabitent.

Pour le reste, la Communauté vit coupée de l'histoire politique des États-Unis, elle fonctionne en vase clos. Elle ne perçoit rien de ce qui se passe dans la fédération, pas même dans l'État de l'Illinois. Elle est indifférente aux débats sur l'esclavage, sur l'immigration, sur les relations entre les États et l'Union. Seuls les événements révolutionnaires et l'évolution de la République en France affectent les colons icariens. En retour, les Américains ne sont pas intéressés par l'entreprise de ces Français qui prétendent édifier un îlot de salut «pour l'humanité désespérée». La colonie icarienne ne suscite guère d'articles dans la presse américaine anglophone de la région, excepté en ce qui concerne les déboires judiciaires de Cabet en France, qui sont généralement rapportés. La Communauté fonctionne comme un isolat français au cœur du continent américain, une colonie agricole de migrants, comme il en existe beaucoup d'autres. Tant qu'ils respectent les lois du pays qui les accueille, l'indifférence est totale dès que sont passées les limites de la ville. Par contre, la colonie icarienne ne vit pas coupée de son contexte local, de la «communauté» des citoyens de Nauvoo. Elle n'est pas ceinte de murs, les logements et les ateliers ne sont pas regroupés sur un site unique. Les Icariens vivent, logent, se déplacent et travaillent en se mêlant aux habitants de la cité américaine, ce qui est peut-être à l'origine de leur obsession de quitter la «civilisation» pour le désert.

### Plus de morts et de déserteurs que de nouveaux arrivants

Il y a lieu de s'interroger sur ce qui motive Cabet à demeurer en Icarie après le sauvetage de la colonie. Il a le choix entre la tâche peu exaltante de gérer le quotidien d'un pauvre groupe de migrants mal fixés au milieu des grandes plaines américaines et la perspective de renouer avec une brillante carrière de républicain démocrate et socialiste en France. Depuis la fin de 1848, et plus encore en 1849, une intense propagande anticommuniste organisée par le parti réactionnaire a pour effet de mettre la question du communisme plus que jamais à l'ordre du jour. Contre ce travail du parti de l'ordre, face aux puissantes organisations contre-révolutionnaires, un parti démocrate socialiste est en construction, dévoilant de nouvelles perspectives après les événements du printemps 1848. De toute évidence, Cabet peut croire qu'il a une place de premier ordre à prendre dans ce parti. En France, il reste l'une des grandes figures de l'utopie socialiste.

Au début du mois d'avril 1849, sept journaux de la presse démocratique et sociale adoptent et publient un programme politique et une liste de candidats communs en vue des élections législatives prévues en mai. Sous le titre «*Ordre-Unité-Progrès*», *La Réforme*, *La République*, *Le Peuple*, *La Révolution démocratique et sociale*, *Le Populaire*, *Le Travail affranchi* et *La Démocratie pacifique* s'engagent. Leur texte énumère six points : le maintien de la Constitution dans un sens démocratique, le droit au travail et à l'éducation, l'organisation démocratique des services publics, en particulier ceux de la Justice et de l'armée, la réforme de la fiscalité, le développement agricole et industriel du pays et le respect des nationalités partout en Europe. Il se termine par un «*Vive la République sociale et universelle*<sup>365</sup> ! » Les résultats des élections législatives du 13 mai sont connus le 18 : Cabet obtient plus de 95 000 voix à Paris. Le dernier élu en a 107 000. C'est un échec,

mais très relatif, qui est à mettre en regard du score obtenu en 1848, quand Cabet n'obtenait pas plus de 16 000 voix. Cette fois, Pierre Leroux et Victor Considerant sont élus dès le premier tour, comme huit autres de la liste soutenue par le parti démocrate socialiste.

La question du retour se pose aussi avec les poursuites judiciaires engagées par les dissidents rentrés en France après l'échec de la fondation d'Icarie au Texas. Dès la fin du mois de décembre 1848, *Le Constitutionnel*, organe du parti de l'ordre, a publié des documents supposés accablants contre les illusions du communisme réel et l'utopie dont Cabet a bercé ses pauvres disciples, ses «dupes».

En janvier 1849, *Le Journal des Débats* et d'autres journaux réactionnaires des départements reprennent des témoignages de dissidents icariens. La police enquête. Dès le mois de janvier, d'anciens Icariens, à peine rentrés des États-Unis, sont entendus : Dubuisson, Fouillard, Chambry, Chapron, Rousseau, Bâle, Poiret ; ce sont presque tous des hommes de la deuxième avant-garde. Une saisie des livres et des registres de comptabilité est ordonnée aux bureaux du *Populaire*. Cabet ne l'apprend qu'en mai. Il publie une protestation dans le journal, le 1<sup>er</sup> juillet, sous le titre d'«Infâme Accusation» :

«Aujourd'hui, sous un nouveau Gouvernement qu'on appelle une République, quand je sacrifie tous mes intérêts personnels, quand je brave toutes les fatigues et tous les dangers, le choléra et la haine, pour faire plus de trois mille lieues, par mer et par terre, afin de me dévouer au salut de mes frères, j'apprends à Nauvoo, au milieu de la maladie et de la mort, que les agents du Gouvernement me poursuivent de nouveau à Paris, saisissant tous mes registres et m'accusant, en mon absence, de n'avoir imaginé le projet d'émigration et de colonie icarienne que par spéculation personnelle, pour

m'enrichir en dépouillant mes dupes ; en un mot d'être un escroc. Ah ! C'est indigne autant qu'insensé<sup>366</sup>. »

Le 6 juin, la Chambre du conseil du tribunal correctionnel de Paris rend une ordonnance qui autorise les poursuites en escroquerie contre lui et son mandataire en France, Louis Krolikowski, accusé de complicité. Dans un premier temps, Krolikowski, réfugié polonais, est même prié de quitter le pays au plus vite, avant qu'on ne s'avise de sa naturalisation française. Le 15 juin, une assignation à comparaître le 22 leur est délivrée au bureau du *Populaire*. Le 20, Krolikowski est arrêté, soupçonné cette fois d'être mêlé à l'affaire de la manifestation du 13 juin. Le 22, il se tient sur le banc des accusés, sans Cabet. Il rappelle qu'il est notoire que le fondateur d'Icarie est à Nauvoo, aux États-Unis. Krolikowski demande un renvoi de six mois au moins pour que Cabet, l'accusé principal, puisse préparer et présenter sa défense. L'affaire est renvoyée au 27 septembre seulement, ce que le chef des Icariens apprend le 8 août à Nauvoo, en lisant *Le Courrier des États-Unis* daté du 25 juillet. Le jour de l'audience, refusant un nouveau renvoi pourtant sollicité, le président Jourdain se montre d'emblée hostile. Il parle de manœuvres frauduleuses, de l'existence d'une fausse entreprise<sup>367</sup>. 25 témoins sont entendus, tous appelés par l'accusation. Le parquet soutient qu'il n'y a jamais eu de concession de terres faite par Peters. Le 29 septembre, Krolikowski est acquitté. Malgré une très longue plaidoirie de son avocat, Henry Celliez, qui parle plus de cinq heures, Cabet est condamné par défaut à deux ans de prison, 50 francs d'amende et cinq ans d'interdiction de ses droits politiques. La République, menée par le parti réactionnaire, a osé et réussi ce que le régime précédent n'était jamais parvenu à faire. C'est une condamnation infamante, même s'il est évident pour tous les Icariens, les

républicains socialistes et l'opinion publique qu'il s'agit là d'un procès politique.

Très tôt, dès le 14 avril 1849, Victor Considerant prend la parole à l'Assemblée nationale pour soutenir Cabet contre les « organes de l'ordre, de la vertu et des bonnes doctrines, les journaux honnêtes et modérés » qui ouvrent leurs colonnes aux Icariens dissidents. Évoquant les difficultés des Icariens en Amérique, il lance :

« Qu'est-ce que cela prouve cependant contre le communisme ? Cela prouve d'abord que le communisme fait des hommes de cœur. [...] Quant au communisme en lui-même, consacré par le dévouement de ses soldats et par la haine de ses adversaires, il n'en sortira que plus fort<sup>368</sup>. »

Après la condamnation du 29 septembre, Louis Blanc, à Londres, s'engage lui aussi résolument dans la défense de Cabet. Il adresse à *La Démocratie pacifique* et à *La République* une lettre que les deux journaux publient le 23 octobre 1849, ce qui leur vaut d'être saisis :

« Le jugement par lequel on a voulu frapper, dans la personne du citoyen Cabet, un des plus purs et des plus courageux serviteurs de la démocratie, nous a profondément indignés sans nous surprendre. Quelles que puissent être les opinions sur un essai de colonisation, inspiré d'ailleurs par un sentiment de dévouement si élevé, tous les socialistes se considèrent comme atteints solidairement par l'arrêt rendu contre Cabet. Il appartenait à ceux qui ont sanctifié le pilori et le bagne de réhabiliter les bancs de la police correctionnelle. Chacun de nous a désormais payé sa dette. Les fusillades, les pontons, l'exil, le carcan, les galères et les condamnations infamantes sont la consécration des idées nouvelles. C'est toujours le gibet d'ignominie transformé en labarum de victoire, le bonnet des esclaves devenu le symbole glorieux de la liberté. »

À travers Cabet, ce sont tous les démocrates socialistes qui sont attaqués. Dans les *Confessions d'un révolutionnaire*, Proudhon se montre cependant beaucoup plus critique. Dans la conclusion de l'ouvrage, il estime que «l'utopie icarienne» a donné sa démission le jour où Cabet, «quittant la France comme une terre maudite, abandonnant son école et sa mémoire à ses calomnieurs, est allé [...] faire pieds-neufs aux États-Unis<sup>369</sup>». Depuis le départ de Cabet et jusqu'à son propre emprisonnement, Proudhon était resté discret sur les difficultés icariennes aux États-Unis. Après l'échec du 13 juin, il cesse de croire possible ou même seulement nécessaire l'émergence d'un parti démocrate socialiste. Il ne retient plus ses critiques et son acrimonie contre tous les autres socialistes. Le 17 avril 1850, dans *La Voix du Peuple*, il lance une violente diatribe contre la Communauté icarienne installée aux États-Unis, prononçant un jugement implacable :

«Pour nous qui n'avons jamais cessé, un seul instant, de nous réclamer de la liberté; nous qui, au nom de la liberté, ne cessons de protester contre l'État; nous qui combattons chaque jour les propositions communistes, fouriéristes, les utopies sociétaires, communautaires et fraternitaires, parce qu'elles sont toutes violatrices de la liberté; nous qui n'imposons à la liberté d'autre loi que le respect d'elle-même, la fidélité à elle-même, le progrès sur elle-même, nous avons le droit de le dire: nous n'avons rien de commun avec ce socialisme dictatorial, gouvernemental, inquisitorial; nous sommes ses adversaires les plus déclarés; nous ne faisons nulle distinction entre lui et les systèmes de gouvernement contre lesquels se débat depuis six mille ans l'humanité. La liberté, toujours la liberté, rien que la liberté, voilà notre drapeau, notre devise, notre programme<sup>370</sup>.»

Quand Proudhon écrit ces lignes, le parti démocrate socialiste, dont il s'est désolidarisé, prépare l'élection du 28 avril 1850. Il

reste un siège de député à pourvoir à Paris. Un «conclave rouge», selon l'expression du *Journal des Débats*, est réuni pour désigner un candidat. Le nom de Cabet est proposé par un Icarien. Il obtient le plus grand nombre de suffrages lors de la prise en considération des candidatures (191 voix sur 227 votants). Jean-Pierre Béluzé vient alors à la tribune :

«Citoyens, nous sommes bien aises qu'on ait proposé la candidature du citoyen Cabet, et qu'elle ait trouvé ici des sympathies, mais nous n'avons pas l'intention de la soutenir. Il nous suffit de voir se produire une manifestation en faveur de ce socialiste tant persécuté par la réaction. Vous avez fait cette manifestation, nous vous en remercions en son nom<sup>371</sup>.»

Cabet est toujours retenu en Icarie. Le rédacteur du *Populaire*, chargé de rendre compte de la réunion, est néanmoins au comble de l'enthousiasme :

«Ces paroles ont été couvertes d'une triple salve d'applaudissements frénétiques. Aujourd'hui nous sommes assurés du succès de cette candidature aux prochaines élections générales. Le nom de Cabet sortira triomphant du scrutin solennel de 1852, et cet homme, l'une des gloires les plus pures de la démocratie française, ira s'asseoir au sommet de la montagne pour y défendre le drapeau du communisme, ce labarum sauveur des temps modernes<sup>372</sup>.»

Les élections législatives générales sont prévues en avril 1852, les élections présidentielles en mai. En attendant, en avril 1850, le candidat choisi par le comité démocrate socialiste, Eugène Sue, est largement élu avec 128000 voix.

Avant de rentrer en France pour obtenir un nouveau jugement et tirer les conséquences d'un rapprochement avec Louis Blanc, Pierre Leroux ou Victor Considerant, pour devenir en 1852 l'un

des principaux représentants du parti socialiste en France, Cabet prend des dispositions en Icarie afin de pouvoir quitter la colonie sans dommage. Il fait modifier par l'assemblée générale la Constitution d'Icarie, son Contrat social, ainsi que les règles d'admission dans la Communauté.

Sur le premier de ces points, il publie une brochure de 40 pages publiée à Paris le 12 juin 1850, rappelant qu'il n'a « consenti » à l'expérience d'Icarie et à l'expatriation qu'à la condition qu'il serait gérant unique et absolu de l'expérience pendant dix ans<sup>373</sup>. Après un an de fonctionnement, il propose une profonde modification, « pour mettre le Contrat social en parfaite harmonie avec la loi et l'opinion américaines », « pour appliquer dès à présent les principes républicains et radicalement démocratiques qui devaient toujours un peu plus tard gouverner la Communauté<sup>374</sup> ». Le texte de la nouvelle Constitution est adopté en assemblée générale le 21 février 1850, chaque article ayant été voté séparément à main levée les jours précédents. Il dispose que la gérance unique et absolue pour dix ans est remplacée par une gérance multiple, élective et annuelle, Cabet acceptant d'être lui-même soumis à la réélection. Chaque année, six gérants doivent être élus à la majorité absolue par l'assemblée générale de la Communauté. Cette gérance est renouvelable par moitié tous les six mois. Les gérants sont rééligibles indéfiniment. Un vote séparé est effectué pour élire le président de la gérance et de la Communauté. Ce dernier, chargé de la direction générale, a également la responsabilité des relations extérieures, de la correspondance, de la propagande, de la rédaction des journaux et des brochures. Il doit, de plus, produire tous les six mois un rapport sur la situation matérielle et morale de la Communauté. Un deuxième gérant a en charge la direction générale des finances et de la nourriture, un troisième la direction du logement et du vêtement, un

quatrième la direction de l'éducation et de la santé et un cinquième la direction de l'industrie et de l'agriculture. Le sixième est chargé du secrétariat, c'est-à-dire de la tenue des registres de l'état civil icarien, de l'imprimerie des brochures et journaux, des abonnements et du secrétariat des nombreuses réunions icariennes. La gérance peut être réunie tous les jours ou presque, elle doit l'être au moins une fois par semaine. Ce n'est pas une réunion informelle : il y a lecture et approbation du procès-verbal des séances précédentes et la prise de parole est soumise à des règles. Elle est clairement désignée comme le pouvoir exécutif de la Communauté, chargée de proposer les lois à l'assemblée générale et de les exécuter. Les gérants reçoivent chaque semaine un rapport des directeurs d'ateliers, qui sont eux aussi élus. Ils partagent les informations concernant le fonctionnement ou le dysfonctionnement de la Communauté. C'est l'instance de pouvoir où sont prises les décisions les plus importantes, notamment sur les achats, l'orientation des différentes productions, les potentielles mesures de redressement, l'instruction des comportements irréguliers et les demandes de sanctions contre les fauteurs de trouble le cas échéant. Mais le dernier mot reste toujours à l'assemblée générale, celle-ci étant souveraine et ses compétences sans limite.

La première gérance est élue le 3 février 1850, avant même l'adoption définitive de la Constitution. Le plus influent de ses membres, l'homme à cette date le plus proche de Cabet, est Jules Prudent, le délégué du premier grand départ en 1848. Il retourne en mission d'exploration au Texas en 1850, convaincu que l'abandon de la concession Peters en 1848 a été décidé trop vite ; c'est un point de vue auquel se ralliera finalement Cabet. Au Texas, Prudent rencontre Gouhennant, Bourgeois et Drouard, installés près de Dallas. Ils y vivent fort bien, presque deux ans après l'échec de

l'implantation dans les Cross Timbers. En 1850, Prudent devient directeur des finances et de la nourriture. Pierre Favard est quant à lui en charge de la direction du logement et du vêtement. Jean-Jacques Witzig, délégué du deuxième grand départ en 1848 et l'un des trois Icariens à avoir découvert le site de Nauvoo en 1849, est nommé responsable de l'industrie et de l'agriculture. Ignacio Montaldo, ancien enseignant catalan et l'un des très rares persévérants du départ de Bordeaux, dont le mariage avec la jeune modiste Céline Pigny est le premier célébré dans la colonie au début de l'année 1850, est élu directeur de l'éducation et de la santé. Pierre Bourg, très engagé dans la protestation contre les diverses dissidences, est élu directeur du secrétariat. L'élection des gérants n'est pas une pure formalité : en août 1850, lors du premier renouvellement, sur 119 votants, Bourg obtient 64 voix, Witzig, 62 et Montaldo tout juste 60.

La deuxième grande réforme voulue par Cabet dans le nouveau Contrat social est celle du régime des admissions, des retraits et des exclusions de la Communauté. Il s'en explique également dans *Réalisation d'Icarie* :

« En France, avant les départs, nous l'avions ainsi décidé, nous avons appelé les émigrants icariens des soldats de l'humanité, qui juraient de rester fidèles au drapeau d'Icarie et qui consentaient à être flétris comme des déserteurs et des traîtres s'ils abandonnaient la Communauté malgré elle. L'engagement perpétuel et irrévocable nous paraissait nécessaire, plus conforme à nos principes, plus simple, plus fort, plus avantageux à la Communauté<sup>375</sup>. »

Les Icariens admis jusque-là ont donné absolument tout ce qu'ils possédaient à la Communauté, avec un apport minimum de 600 francs par migrant. D'après les conditions prévues dès 1847, ils ne peuvent rien réclamer en cas de retraite, d'où la

violence des récriminations quand ils regrettent l'enthousiasme qui les habitait le jour où ils ont décidé de suivre Cabet en Icarie. Ceux qui veulent abandonner l'expérience n'ont pas même de quoi rentrer en France. Cabet dit pourquoi de telles conditions d'admission ne peuvent être maintenues. Selon lui, tout a changé depuis la nécessité du repli provisoire à Nauvoo :

«Car d'une part, la loi et l'opinion américaine dans les anciens États n'admettent pas d'engagement perpétuel, et, d'autre part, une triste expérience nous a prouvé que, dans notre position, les engagements les plus formels, et qui paraissent les plus sacrés, ne suffisent pas pour empêcher de les briser violemment, scandaleusement, avec tous les inconvénients d'une hostilité déclarée<sup>376</sup>. »

Explicitement, il dit aussi vouloir convaincre des Icariens plus fortunés de venir tenter l'expérience de la vie en Icarie. La colonie a besoin d'apports élevés pour assurer sa survie, même après un an de fonctionnement. La nouvelle loi sur l'admission, la retraite et l'exclusion est votée le 5 avril 1850, après huit séances de discussion. Il y a 83 voix pour et 3 contre – l'abstention n'est pas autorisée par le règlement de l'assemblée générale. Le nouveau texte prévoit la mise en place d'une période d'essai de quatre mois :

«Cette admission provisoire sera une épreuve, une espèce de noviciat pendant lequel on pourra s'assurer que l'admis provisoirement a toutes les qualités nécessaires pour que la vie sociale ou commune lui convienne et pour qu'il convienne lui-même à la Communauté<sup>377</sup>. »

L'Icarien admis provisoirement peut se retirer sans préavis et récupérer les quatre cinquièmes de son apport en argent ou en

nature s'il part sans hostilité déclarée. Le prélèvement opéré malgré tout a pour but de prévenir les demandes d'admission «trop légères», précise Cabet, mais aussi de couvrir les frais occasionnés par le séjour dans la Communauté. L'admission définitive intervient en assemblée générale, après le rapport et sur la proposition de la gérance: une majorité des trois quarts est requise, le vote intervenant à bulletin secret. Les admis ne sont pas pour autant soumis au régime de l'engagement perpétuel: ils peuvent aussi décider de se retirer. Dans ce cas, la loi prévoit la restitution de la moitié de leur apport en argent. Ils récupèrent aussi leur trousseau, leur literie et leurs outils s'ils partent sans hostilité contre la Communauté. La colonie rembourse 100 francs (ou 20 dollars) comptant, puis le reste dans un délai de moins de cinq ans, fixé par l'assemblée générale. Le minimum de l'apport est abaissé à 400 francs pour les hommes comme pour les femmes et à 200 francs par enfant. La loi prévoit très clairement qu'aucun des Icariens admis dans la colonie avant le 5 avril 1850 ne peut prétendre au bénéfice de ce droit qui n'est ouvert qu'aux futurs membres.

L'idée principale est d'inciter de nouveaux candidats à venir tenter l'expérience icarienne, la Communauté manquant de bras et d'argent. Cabet est persuadé que l'arrivée continuelle de nouveaux colons doit être encouragée, qu'elle est une nécessité. Il s'agit de compenser les nombreux départs, isolés ou collectifs, qui se multiplient tout au long de l'année 1850, sans parler des nombreux décès dus au choléra en fin d'été. En octobre 1850, le bureau de Paris annonce l'arrivée de 17 migrants seulement avant la fin de l'année; Cabet le vit comme une catastrophe. Les lois sur la presse de l'été 1850 rendent la propagande de plus en plus difficile en France et la mobilisation des Icariens français en faveur de la colonie faiblit dangereusement. Il retarde néanmoins

son départ: outre qu'il doit faire face à une nouvelle et grave dissidence d'une vingtaine de colons en janvier 1851, il s'occupe du lancement d'un journal en anglais, *The Popular Tribune*, pour tenter d'intéresser les Américains au soutien d'Icarie, sans succès au demeurant. Il attend aussi que le président de la Chambre des Représentants, celui du Sénat et le gouverneur signent l'acte d'incorporation de la colonie à l'État de l'Illinois – ce qui est fait en février 1851. L'existence juridique de la Communauté d'Icarie est désormais assurée.

### Intermède français

Le 11 mai 1851, Cabet quitte Nauvoo avec Lentilhac et Langlois. Une souscription a été lancée en France pour payer le voyage. La direction de la colonie a été confiée à Jules Prudent pour la durée indéterminée de cette absence. C'est donc ce dernier qui rend compte à Krolikowski de l'émotion ressentie au moment de la séparation: toute la Communauté les a accompagnés, en larmes, jusqu'au moulin où se fait l'embarquement sur le flat-boat. Le jeudi 19 juin, les trois hommes sont à Paris. Le dimanche 22, Cabet se constitue prisonnier aux Madelonnettes. Cela ne l'empêche pas de reprendre en main *Le Populaire* dès le numéro du 4 juillet. Le journal, publié à Troyes pour éviter un cautionnement trop cher, est redevenu hebdomadaire. Il est rédigé depuis septembre 1850 par un groupe de jeunes socialistes assez peu icariens. Dirigés par Georges Vauzy, ils en ont changé le style et les contenus; la colonie américaine est à peine évoquée: quelques mots seulement, parfois, en fin de journal. La rhétorique cabétiste, spiritualiste et sectaire est abandonnée au profit d'un discours républicain et socialiste beaucoup plus froid et ouvert. Alors que *La Démocratie pacifique* ou *L'Atelier* ont dû cesser de paraître, *Le Populaire* est

devenu l'organe d'un socialisme réformiste en profond renouvellement qui revendique l'efficacité de l'argumentation théorique et scientifique. Plusieurs rédacteurs n'hésitent pas à accuser l'utopie d'impuissance, comme Ange Guépin qui écrit, le 7 septembre 1850, sous le titre «Libéraux, Socialistes, Communistes» :

«Hommes du vieux monde, comprenez-le bien, ce n'est ici ni à des rêveurs, ni à des utopistes, mais à des hommes très sérieux que vous avez affaire<sup>378</sup>.»

Manifestement, il y a un hiatus entre cette posture intellectuelle et les doctrines qui ont été celles de Cabet jusque-là. Le 29 juillet, Prudent lui écrit de Nauvoo l'inquiétude qui le gagne à ce sujet :

«Quelle est l'utilité du *Populaire*, depuis quelque temps, pour la propagande communiste, pour l'instruction et la moralisation du Peuple, que reste-t-il après qu'on a lu chaque numéro ? Rien<sup>379</sup>.»

Les Icariens d'Amérique ne comprennent plus le socialisme qui continue, sans eux, son développement en France.

Le 4 juillet, c'est dans *Le Populaire* que Cabet annonce qu'il est acquitté pour l'affaire du fusil découvert dans les bureaux du journal en mai 1848. Le 5 août, c'est encore dans *Le Populaire* qu'il annonce son acquittement pour l'affaire autrement plus sérieuse de l'accusation d'escroquerie lancée par la cour d'appel de Paris le 26 juillet. Il a pris la parole pendant quatre heures, après son avocat Henry Celliez, pour présenter lui-même sa défense. D'après les comptes rendus qu'il ne manque pas de publier pour propager le plus largement possible l'heureuse nouvelle, il aurait arraché des larmes à l'auditoire et forcé l'accusation à lui rendre hommage, notamment à propos de son rôle en février 1848. Dans

le même numéro du journal, il annonce qu'il va cesser la publication du *Populaire*, «dont le titre est craint et repoussé par beaucoup», pour le remplacer par «un nouvel organe de la démocratie», un journal vendu à bas prix, 10 centimes, qui ne serait pas exclusivement communiste: le *Républicain populaire et social*<sup>380</sup>. Un prospectus est publié le jour même et tiré à 20 000 exemplaires. Ils sont immédiatement saisis par la police à la demande d'un juge d'instruction de Troyes. Cabet ne craint pas un nouveau procès: ce serait une publicité extraordinaire.

Les principes et les buts annoncés dans ce prospectus montrent la rapidité et l'intense avidité avec lesquelles Cabet redécouvre la vie politique française:

«Chacun sent que la situation actuelle de la France est intolérable et qu'un grand changement est inévitable en 1852. La solution sera violente ou pacifique, le changement sera une réforme ou une révolution. Si c'est une révolution par un combat, tout le monde prévoit que ce sera certainement un cataclysme social, non seulement pour la France, mais pour l'Europe; et tout le monde s'en épouvante pour l'humanité autant que pour sa famille et pour soi-même. Dans cette position terrible, la presse aura certainement l'un des premiers rôles à remplir: elle fera le salut ou la ruine de la Patrie. Mais tandis que tous les partis anti-populaires ont leurs journaux bien organisés et bien solidement fondés, le grand parti populaire, démocrate, républicain, socialiste, n'a aucun organe dont l'existence soit assurée, et qui puisse l'éclairer dans les périls, le diriger et le sauver. Chacun voit le mal et désire le remède; chacun paraît impatient de voir créer et établir un nouvel organe de la démocratie. Quelque difficile donc que soit l'entreprise, nous la commençons résolument et convaincus que notre exemple sera suivi et que la réunion des efforts assurera le succès<sup>381</sup>.»

Le 30 octobre 1851, toujours de Nauvoo, Prudent lui adresse une lettre pleine d'amertume et d'angoisse:

«Lorsque j'ai demandé en gérance ce qu'il fallait vous écrire, après avoir lu les lettres de Charles et de Béluze du 20 octobre, et deux mots de vous, le désappointement était tel que Witzig a répondu "j'écirai moi-même", Favard dit qu'il nous fallait de l'argent et que vos lettres pouvaient porter le découragement dans la société, en faisant croire que vous ne vous occupez plus de la colonie, Montaldo, rien, et Piquenard, la même chose<sup>382</sup>.»

Cabet vient de perdre leur confiance. Prudent lui reproche de dépenser l'argent icarien pour lancer un nouveau journal à Paris, de ne plus s'occuper de la propagande pour les départs, d'oublier le secours qu'il leur avait promis et surtout d'oublier que sa propre vie appartient à la Communauté :

«On supporterait mieux la nouvelle d'un événement malheureux que la pensée que vous nous oubliez. Et si nous voulions exprimer l'opinion de plusieurs, nous vous dirions peut-être que vous nous sacrifiez à la politique. C'est un grand malheur qu'il en soit ainsi car nous étions en bonne voie ; soyez certain que nous aurons fait pour le mieux<sup>383</sup>.»

De fait, comme le craignent les colons de Nauvoo, Cabet est tout entier occupé en France par les échéances politiques de 1852. Il ne songe plus qu'au triomphe du socialisme qui semble possible, voire assuré, et à ses propres ambitions politiques. Emporté par l'enthousiasme, il prétend que Louis Blanc et Pierre Leroux seront avec lui les directeurs du nouveau journal qui doit guider les républicains français vers la victoire. Il ne les a pas consultés, et les deux intéressés se défendent d'avoir accepté cette collaboration, Louis Blanc disant ne pas comprendre très bien ce que l'on attend de lui et Pierre Leroux se déclarant hésitant face aux procès qui ne manqueront pas contre un tel journal. Le premier numéro du *Républicain populaire et social* sort le 11 octobre. Le

dernier numéro paraît le 29 novembre. Après le 2 décembre, évidemment, tout est fini. Dans un article intitulé «Deux mots à Louis-Napoléon», Cabet écrivait, quelques jours plus tôt :

«Nous, républicains démocrates et puritains, nous nous ferons tuer plutôt que de laisser violer la Constitution et restaurer l'Empire<sup>384</sup>.»

Certains vont jusque-là, mais pas lui. Le 3 décembre, Victor Schœlcher parcourt le faubourg Saint-Antoine avec quelques députés pour appeler les ouvriers à la résistance armée contre le coup d'État de la veille, sans grand succès. Quelques barricades sont tout de même dressées dans Paris. Le représentant Victor Baudin est abattu sur l'une d'elle, près de la place de la Bastille, après avoir lancé aux ouvriers qui hésitaient à le suivre pour défendre des députés selon eux trop bien payés :

«Vous verrez tout à l'heure comment on peut mourir pour 25 francs par jour».

Le 4, rue Saint-Denis et rue Montorgueil, une intense canonade anéantit les dernières tentatives sérieuses de résistance. Sur le boulevard Bonne-Nouvelle, la troupe déclenche la fusillade dans toutes les directions au signal de la moindre hostilité. Dans les départements, les opposants à Louis-Napoléon Bonaparte subissent aussi une répression d'une très grande violence<sup>385</sup>. Comme souvent, quand on se bat les armes à la main, Cabet se cache.

Le 12 décembre, la police perquisitionne le 3 rue Baillet où sont installés le bureau icarien et celui du *Républicain populaire et social* ; c'est aussi l'adresse de Jean-Pierre Béluzé chez lequel Cabet habite depuis son retour à Paris, mais Béluzé le déclare absent ce jour-là. Aucune arme ou munition n'est découverte, mais

les affiches annonçant le journal sont tout de même arrachées dans la rue. Le cas de Cabet est jugé par la deuxième commission militaire le 30 décembre. Il est signalé comme «démocrate dangereux», mais l'arrêt de renvoi devant le Conseil de guerre le classe parmi les accusés de «deuxième catégorie», c'est-à-dire les «moins coupables» de participation à l'insurrection de décembre. Une nouvelle perquisition est opérée le 31 décembre. Cette fois, un grand nombre de lettres venant de province, d'une «certaine importance relativement aux affaires passées et aux insurgés des départements», est saisi<sup>386</sup>.

Le 23 janvier 1852, un mandat d'arrêt est lancé contre Cabet, qui est appréhendé le 26 par l'officier de paix Macé. Il comparaît devant la Commission de Révision qui décide de l'expulser sans délai. Le 1<sup>er</sup> février, il est transporté à Calais, manu militari, jusqu'au bateau en partance pour l'Angleterre<sup>387</sup>. À 63 ans, il est de nouveau sur la route de l'exil.

Mais il ne décide pas d'embarquer immédiatement pour les États-Unis. Il reste quatre mois et demi à Londres pour s'occuper des affaires de la colonie, d'après ce qu'il écrit à ses divers correspondants. Ce moment est aussi celui de la rupture avec Louis Krolkowski, lassé par les défaites successives et qui vient de publier, sans l'autorisation de son chef, un ouvrage réunissant des articles parus dans *Le Populaire* sous le titre de *Système de Fraternité*. Le 13 mars, il est remplacé par Jean-Pierre Béluze, qui devient le nouveau mandataire de Cabet à Paris et le responsable du bureau icarien en France. Cabet a peut-être un moment d'hésitation avant de repartir définitivement pour l'Amérique, «prisonnier de son œuvre», comme le suggère Jules Prudhommeaux<sup>388</sup>. Le 15 février, il écrit à Denise, sa femme, pour qu'elle vienne le rejoindre à Londres, comme elle l'avait déjà fait en 1834. Elle reste tout un mois à ses côtés. Cabet aime tendrement

sa femme qui retourne en France près de leur fille. Défendre leur intérêt restera pour Cabet une priorité, jusqu'à se mettre en difficultés avec ses disciples de la colonie de Nauvoo. Ce n'est que vers le milieu du mois d'avril qu'il arrête une date pour son départ, sans doute définitif, vers les États-Unis. Le 18 juin, il quitte Londres pour Liverpool, où il embarque le 19 sur le navire à vapeur *Africa*. Il passe quelques jours à New York. Le 23 juillet, il arrive à Nauvoo. Il est très attendu : toute la colonie vient au-devant de lui avec sa musique. Les enfants chantent pendant le dîner. 400 personnes sont réunies. Une pièce de théâtre est jouée le soir. Mais, malgré les apparences, les choses ont changé durant cette année d'absence.

### **La « Grande Réforme » contre le tabac**

La situation morale et économique de la Communauté reste des plus précaires. Présentant le bilan des six premiers mois de l'année à l'assemblée générale, au 1<sup>er</sup> juillet 1852, Prudent dénombre seulement 355 Icariens dans la colonie, dont 60 entrés depuis le 1<sup>er</sup> janvier : 176 hommes, 101 femmes et 88 enfants. Il évalue l'actif de la Communauté à 200 000 francs, ce qui est une estimation fantaisiste, impossible à vérifier, destinée surtout à reconforter un auditoire menacé d'abattement. Il annonce un passif de 5 000 dollars, soit 25 000 francs : les dettes contractées à Saint-Louis, elles, sont bien réelles. À la fin de son rapport, il exprime la douleur causée par la perte de 22 Icariens emportés par le choléra entre le 8 juillet et le 14 août. Stanislas Savariau, l'ancien correspondant de Cabet à Niort, l'un des six gérants de la colonie, est décédé le 9 août à l'âge de 32 ans « par suite de son trop d'ardeur à remplir sa pénible fonction de directeur de l'industrie et de l'agriculture », précise-t-il<sup>389</sup>. Dix femmes, dont

l'épouse de Jean-Jacques Witzig, âgée de 27 ans, et six enfants âgés de moins de trois ans sont morts.

La vie est dure en Icarie. Le découragement gagne, les rancœurs s'exaspèrent. De plus, la loi sur les admissions du 5 avril 1850, décidée par Cabet avant son voyage en France, cristallise un mécontentement à peine contenu. Dès le 22 mai 1852, Prudent l'écrit à Béluze :

« Nous avons déjà parlé au citoyen Cabet de l'opinion d'un très grand nombre de membres de la société qui veulent rappeler la loi sur les admissions, particulièrement sur la restitution des apports. Tous, indistinctement, nous sentons que cette position différente des nouveaux et des anciens nous gêne énormément. Et puis cette restriction des nouveaux constitue en quelque sorte deux classes et deux catégories entre nous ; c'est une anomalie que l'on voudrait voir disparaître au plus tôt. Il y a derrière une duperie dont les anciens membres sont les victimes ; ils ont autant de devoirs que les autres et moins de droits, et une foule d'autres inconvénients que je vous signalerai dans une autre lettre, qui rendent impraticable la continuation dans cette voie<sup>390</sup>. »

Cabet ne veut pas entendre parler d'une modification de cette loi : l'opinion des gérants qui ont dirigé Icarie en son absence est très clairement en opposition avec cette intransigeance.

En 1853, il durcit son contrôle sur le comportement des habitants de la colonie en s'occupant de ce qu'il appelle très pompeusement sa « Grande Réforme ». Il s'agit d'interdire l'usage du tabac à tous les anciens Icarieus qui ne s'y adonnent pas encore et à tous les nouveaux entrants. La discussion commence dès le mois de janvier et la loi est adoptée le 21 novembre, à la majorité de 104 voix pour et 17 contre. Cabet veut des citoyens parfaits pour fonder sa société modèle :

«Un véritable Icarien ne doit être ni égoïste, ni sensualiste, ni vaniteux mais raisonnable, fraternel, démocrate, républicain, ami de l'égalité sans aucun privilège<sup>391</sup>.»

La modération en tout est la marque de cette authenticité icarienne : la coquetterie est interdite aux femmes, le whisky est rationné tous les matins, le tabac est banni de tous les lieux couverts. Le dégoût de Cabet pour la consommation de tabac tourne à l'obsession : selon lui, en consommer est «une habitude malpropre, sale, dégoûtante» et nuisible à la santé. Dans une lettre de rupture adressée à Faucon, son correspondant à Lyon, qui a critiqué cette loi au début de l'année 1854, il écrit :

«C'est du sensualisme, du matérialisme, de l'égoïsme contraire à la fraternité, c'est un abus qui justifierait tous les autres abus et tous les vices<sup>392</sup>.»

Il y déplore que l'usage du tabac se soit généralisé pendant son absence :

«Et si l'on n'avait pas arrêté le torrent, tous les hommes, même les femmes et même les enfants auraient prisé, fumé, chiqué ; et le Peuple icarien tout entier serait à perpétuité un peuple priseur, fumeur et chiqueur<sup>393</sup>.»

Au même moment, il doit également faire face à la résistance des parents qui hésitent à déléguer toute l'éducation de leurs enfants à l'école de la Communauté, un internat où sont hébergés les garçons et les filles de l'âge de 5 ans jusqu'à la fin de leur scolarité à 16 ans. Il est convaincu que les hommes et les femmes élevés dans l'ancien système ne peuvent que transmettre de «mauvaises habitudes». Les parents ne peuvent théoriquement voir leurs enfants que le dimanche entre le dîner et le souper.

Dans les faits certains tentent d'entrer en contact avec eux tous les jours, la palissade qui entoure l'école n'étant pas très haute.

Par-delà ces tensions qui crispent progressivement les relations entre Cabet et ses disciples, il lui faut relancer le projet de la vraie fondation d'Icarie. Les Icariens louent les 720 acres de terres qu'ils travaillent à Nauvoo, un peu plus de 300 hectares. Ils ne les ont pas achetées, pas plus que les maisons dans lesquelles ils vivent. Jamais l'étape dans l'Illinois n'a été envisagée comme celle de l'implantation définitive. Ce n'est qu'une station de repli provisoire. Dès le mois de septembre 1852, une commission de dix membres quitte la colonie pour «aller commencer l'installation dans le désert de l'Ouest<sup>394</sup>». Elle se dirige vers l'Iowa et découvre un site qui pourrait convenir à Corning, dans le comté d'Adams, à 66 lieues de Nauvoo, soit deux semaines de marche. En 1853, des petits groupes successifs d'Icariens conduisent les premiers wagons sur place. En octobre, ils ont construit trois ou quatre maisons de rondins, une cuisine, un four à pain, une laiterie, des caves pour stocker les laitages et les légumes. Ils ont semé du blé, du seigle, du maïs et des haricots sur dix acres seulement. Ils ont pris avec eux quelques vaches pour le lait et une centaine de poules. Quand l'automne arrive, tous tombent malades. Mais ils n'abandonnent pas. L'endroit devient le lieu de la fondation mythique d'Icarie qui permet aux colons demeurés dans l'Illinois de ne pas désespérer de l'avenir de la Communauté. En juillet 1854, Cabet a déposé une pétition au Congrès des États-Unis pour obtenir la concession de 10 000 acres dans l'Iowa. En attendant, la Communauté achète près de 4 000 acres de terres pour la somme de 2 000 dollars<sup>395</sup>. En juillet 1854, ils sont une vingtaine d'hommes et de femmes sur le site.

Le 9 octobre 1854, Cabet et 26 autres Icariens prêtent le serment de fidélité à la Constitution et aux lois américaines devant

la cour de Carthage. Ceux qui sont arrivés les premiers à Nauvoo remplissent désormais les conditions pour être naturalisés. Ils deviennent citoyens américains, renonçant définitivement à la France. 30 autres font la même démarche en mars 1855.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1855, Icarie est une communauté de 452 personnes. Avant le 1<sup>er</sup> juillet, elle est renforcée par l'arrivée de 93 nouveaux candidats à l'admission. Par la suite, dix enfants naissent dans la colonie, deux Icariens décèdent, 27 partent. En août 1855, ils sont 526, dont 57 dans l'Iowa, quand Cabet déclare ouvertement la guerre à ceux qui s'opposent à lui en Icarie.

## La fin du rêve communautaire

En 1856, Cabet est chassé de la colonie qu'il a fondée. Le chagrin, la commotion qu'il en éprouve sont à l'origine de son décès quelques jours après son arrivée à Saint-Louis, en novembre. La fin de sa vie, les dernières semaines de combat contre l'opposition dans la colonie icarienne et la crise de 1855-1856 révèlent des aspects jusqu'à peu perceptibles de son projet utopique. Ceux qui l'évincent appartiennent à l'élite des communistes icariens. Ce sont eux qui maintiennent en vie cette Communauté icarienne aux États-Unis jusqu'à la fin du siècle. Les derniers mois de la vie du fondateur d'Icarie sont marqués par l'affliction, ce qui ne le distingue guère des autres fondateurs de communautés, de sectes ou de religions aux États-Unis. Jules Prudhommeaux rappelle que les Rappites, à Economy, ont affronté la division de leur communauté, quelques années avant que les Icariens n'en soient réduits au même sort. Joseph Smith fut également en butte à une très grave dissidence mormone à Kirtland, avant de fuir dans le Missouri puis dans l'Illinois: prophète déchu, il fut excommunié de l'Église des Saints du Dernier Jour qu'il avait fondée, et ses relations avec certains

membres de l'Église furent parfois marquées par une grande violence. En comparaison, ce qui oppose les Icariens entre eux peut sembler une version assez édulcorée de la conflictualité en milieu sectaire. Entre Icariens, des coups de poings ont été distribués, des portes ont été défoncées à coups de hache, des accusations de trahison, des insultes définitives ont pu être échangées, mais personne n'en est mort, du moins pas directement.

**« Est-ce que j'ai fait 3 000 lieues pour n'être pas libre ? »**

C'est Cabet qui déclare la guerre à ses opposants, le 3 juillet 1855. Comme c'est l'usage à la fin de chaque semestre, en tant que président de Communauté, il présente à l'assemblée générale un compte rendu sur la situation matérielle et morale de la colonie. C'est un très long discours ne ménageant personne, tout imbu d'une confiance exagérée en son ascendant, pourtant déjà contesté, sur la Communauté. Le texte, publié dans une brochure parue à Paris en janvier 1856, couvre plus de 100 pages<sup>396</sup>. D'emblée, il fait savoir aux 600 membres de la Communauté qu'il n'est pas content. Il est d'abord question de la propreté qui laisserait à désirer ou d'autres récriminations plus mesquines encore, de l'usage abusif que feraient certains du sucre dans le thé ou le café, du manque de tempérance, de frugalité, de simplicité, de ces qualités si éminemment icariennes. Il évoque des difficultés de comportement si générales et si diverses que chacun des membres de la Communauté peut se sentir visé.

L'attaque contre les opposants n'est réellement lancée qu'après de longues heures d'admonestations moralisatrices et paternalistes. Cabet rappelle une fois de plus qu'il n'a accepté d'émigrer aux États-Unis pour tenter l'expérience du communisme icarien qu'à la condition de disposer de la gérance unique et absolue

pour dix ans et que cette condition avait été acceptée par tous les premiers partants. Il revient sur la modification de la première Constitution icarienne en février 1850, mais surtout sur la loi du 5 avril 1850 modifiant les conditions de l'admission, la retraite et l'exclusion, adossée, selon lui, aux dispositions constitutionnelles. Parmi les partisans de l'abrogation, de plus en plus ouvertement déclarés, figurent les membres de la gérance de 1851, et notamment le premier d'entre eux, Jules Prudent. Il n'est pourtant pas encore explicitement désigné à l'opprobre de l'assemblée à ce stade de la polémique. Sont également visés, sans être davantage nommés, Jean-Baptiste Gérard, responsable jusque-là de la tenue des comptes de la colonie, Alexis-Armel Marchand, principal responsable de l'éducation et de la santé dans la Communauté, Ignacio Montaldo, Jean Busque, Eugène Mourot et quelques autres, tous des cadres de premier rang dans la colonie de Nauvoo en 1855. Apparemment l'intervention porte sur les 48 conditions de l'admission en Icarie et sur les difficultés que semblent éprouver les Icariens à en appliquer fidèlement et continuellement les principes alors qu'ils ont eux-mêmes élaboré et adopté ces règles à l'unanimité en 1850.

Le discours de Cabet témoigne des difficultés à vivre ensemble, entre travailleurs théoriquement semblables, entre artisans du même type, citadins et français pour la plupart, dans une Communauté irrémédiablement pauvre et isolée de la vie américaine. Il relate l'inévitable exaspération des tensions, la multiplication et le durcissement des conflits entre les personnes : critiques bénignes d'abord, jalousies puis haines violentes, « discutaileries », des disputes qui dégénèrent à l'atelier ou ailleurs, jusqu'à l'injure, l'accusation de fainéantise. Il dit comment naît le mépris pour les plus faibles ou les plus inadaptés aux travaux champêtres ou industriels, la morgue de « l'aristocratie des muscles et des bras »,

des «Hercules», et comment se développe le travail du harcèlement pour pousser les moins productifs au départ, surtout si ce sont des nouveaux arrivants. L'accueil dans la Communauté est loin d'être toujours enthousiaste et amical. Ceux qui arrivent de France encore tout confiants dans le premier des principes icariens, la fraternité, sont surpris en débarquant à Kéokuk ou Nauvoo par la froideur, voire l'animosité, des anciens. L'harmonie entre les «frères» et les «sœurs» est inscrite au programme de la société modèle qu'il s'agit de fonder, mais elle est souvent et de plus en plus gravement troublée.

Contre ceux qui se montrent franchement hostiles, Cabet parle de «folie» et de violation des engagements les plus sacrés :

«Cependant, il en est quelques-uns qui s'adonnent à leur impatience de voir la Communauté complètement établie avec tout, soin, bien-être, rêvent une autre Communauté mêlée d'individualisme et d'égoïsme, et voudraient peut-être transformer Icarie en une Communauté de propriétaires individuels, d'industriels et de travailleurs salariés<sup>397</sup>.»

Il dénonce le projet qu'auraient formé certains de capter l'ensemble du patrimoine communautaire, et donc les apports des nouveaux arrivants, de le réserver à un groupe restreint mais renforcé, à une élite autoproclamée dépourvue de toute indulgence et du moindre esprit de solidarité envers tous ceux qui ne seraient pas leurs égaux :

«Je ne puis m'expliquer toute cette conduite que par le désir et le projet de tuer la propagande et la Communauté icarienne, et de réduire la colonie à un petit nombre de membres, qui se partageraient les dépouilles des autres pour vivre dans l'individualisme ou dans de petites associations particulières. C'est horrible à penser ; car ce serait le plus monstrueux égoïsme, la plus

monstrueuse inhumanité envers les membres les plus faibles de la colonie, qui ont le plus besoin de protection<sup>398</sup>. »

La résistance qui lui est opposée est en réalité différente : plus que la force des corps, c'est la force de l'engagement icarien qui pose problème. L'opposition à Cabet n'appelle pas à dénaturer le projet communautaire mais à repenser la politique du recrutement des nouveaux membres et à proposer une alternative aux choix de Cabet sur le renforcement et la pérennisation de l'expérience.

Le différend porte sur la question de la restitution des apports en cas de départ de la Communauté. Pour Cabet, les nouveaux arrivants permettent la survie économique en apportant de l'argent frais. Il faut donc les ménager, ne pas les dissuader par des conditions de réception sans concessions. Pour ses adversaires, il faudrait, au contraire, faire cesser les nouvelles arrivées qui constituent un fardeau pour la colonie plus qu'une nécessité. Seuls devraient pouvoir être accueillis ceux qui brûlent vraiment leurs vaisseaux en arrivant aux États-Unis, comme l'ont fait les premiers migrants. Les hésitants, les prudents, ceux qui veulent tenter l'expérience d'Icarie sans prendre le risque d'y engager toute leur vie n'ont rien à faire dans la colonie. Cette position pose aussi implicitement la question du rôle du bureau icarien à Paris, dont la seule utilité pour la Communauté est de continuer la propagande en sa faveur sur le territoire français et de susciter des candidatures nouvelles à l'émigration en Icarie. Or, pour Cabet, il n'y a pas lieu d'en débattre :

« Supposons deux Icaries, dont l'une dirait aux Icariens du dehors : "Venez ; mais si vous ne vous plaisez pas parmi nous, et si vous voulez vous retirer, nous vous rendrons la totalité ou la moitié de votre apport" et dont l'autre

dirait: "Venez; mais si vous sortez ensuite, on ne vous rendra rien, et vous vous tirerez d'affaire comme vous pourrez dans un pays dont vous ne connaîtrez ni la langue ni les usages"; laquelle des deux Icaries ferait le plus de propagande et aurait le plus de chances d'avoir un plus grand nombre de membres, de les conserver tous, et de prospérer avec leurs apports et leur travail, surtout si la première avait la réputation de pratiquer parfaitement la fraternité, tandis que la seconde aurait la réputation de forcer à la retraite, par de mauvais traitements, les plus riches dont elle voudrait retenir les apports en les éloignant et les dépouillant<sup>399</sup> ? »

Le rôle principal que Cabet s'est lui-même attribué, à savoir son travail de propagande en direction des Icarieus du dehors, justifie ses privilèges: une vie en retrait dans son cabinet et non au milieu des autres colons, un éloignement des tâches matérielles et de tous les détails du fonctionnement de la Communauté. Ainsi, le réel objet du débat est de savoir si Cabet est réellement indispensable à l'expérience icarienne ou s'il n'est pas plutôt une entrave à son fonctionnement démocratique.

L'harmonie fraternelle est de plus en plus troublée car ses prétentions à vouloir contrôler la vie de chacun dans la colonie deviennent insupportables.

« Est-ce que j'ai fait trois mille lieues pour n'être pas libre ? »

Cette question, hostile au fondateur d'Icarie, est de plus en plus souvent et ouvertement répétée. À ceux qui la lui posent, indirectement pour l'instant, ce dernier répond :

« Notre système icarien est, je le soutiens, le plus favorable à la liberté ; car il vous affranchit de la misère, de l'ignorance, en ne vous soumettant qu'aux lois faites par vous-mêmes. C'est une folie, je le soutiens encore, d'invoquer

une liberté illimitée et absolue, sans règle et sans frein, qui ne serait autre chose que la liberté pour le plus fort et pour le riche d'opprimer le faible et le pauvre, la liberté de s'adonner à toutes les passions, à tous les vices et à tous les crimes; ce ne serait plus la liberté, mais l'anarchie, la licence, le désordre, la confusion, le chaos et l'esclavage sous le nom de liberté<sup>400</sup>. »

Les fumeurs ou les chiqueurs supportent mal l'injonction d'avoir à se défaire de leur addiction au tabac au motif que Cabet éprouve un dégoût obsessionnel pour leurs pratiques «sensualistes». Certaines femmes supportent mal l'interdiction qui leur est faite de porter ces bijoux qu'elles ont pu discrètement conserver et moins encore la colère de Cabet quand elles «transportent» la mode de Paris à Nauvoo :

«Pour moi, je me sens la force et le courage de me faire quêteur pour des femmes laborieuses, frugales et simples, comme pour des hommes travailleurs et tempérants; mais je ne voudrais faire aucun effort en faveur des femmes qui violeraient leurs engagements par entraînement pour la toilette, pas plus que pour des ivrognes et des viveurs<sup>401</sup>. »

Il apparaîtrait, en fait, que Cabet lui-même supporte de moins en moins bien la vie en communauté et la promiscuité avec ses disciples. Il est impossible de comprendre autrement ce passage de son discours, à propos du silence, où il laisse entrevoir à quel point la vie dans la colonie l'ennuie, le déprime et l'irrite :

«Généralement on ne sait même pas ouvrir et fermer les portes sans bruit, même dans le bureau. On parle à haute voix partout, même dans la rue et autour du cabinet où je travaille; et comme vous passez tous trois ou quatre fois par jour sous mes fenêtres, le bruit me rend le travail plus pénible quand il ne m'empêche pas de travailler, et l'effet de l'habitude est tel que même les

personnes qui m'affectionnent le plus personnellement, oublient que leurs causeries bruyantes sont une espèce de supplice pour moi<sup>402</sup>. »

Peu soucieux de ménager en sa faveur au moins une partie de son auditoire, il menace d'un régime de terreur policière ceux qui critiquent et violent les lois de la Communauté ou ceux, encore plus nombreux, qui pourraient s'écarter d'une parfaite et stricte observance des vertus icariennes :

« Je vous proposerai donc des fonctionnaires pour veiller à l'exécution de nos lois, et des mesures pour les faire respecter par la puissance de l'opinion publique et par l'exclusion quand vous la jugerez nécessaire<sup>403</sup>. »

### **Révolutions en Icarie**

Après 80 pages de texte où il accable l'assemblée des Icariens de son interminable série de récriminations, il en vient au véritable objet de son discours :

« Un autre mal bien autrement grave, c'est qu'il existe parmi nous une Opposition systématique, un véritable parti, qui veut s'emparer de l'administration pour substituer l'individualisme à la Communauté, ou remplacer la Communauté icarienne par je ne sais quel communisme impossible et qui, pour y parvenir, dirige ses efforts, tantôt patiemment, tantôt sourdement contre moi-même<sup>404</sup>. »

Il évoque l'existence d'un groupe de dissidents de huit à dix membres, « mais audacieux, sans frein, ne manquant pas d'une certaine énergie et d'une certaine habileté pour faire une contre-propagande continuelle, pour exploiter toutes les impatiences, tous les mécontentements, toutes les erreurs et toutes les fautes ; ce qui, d'ailleurs, n'est pas difficile<sup>405</sup> ». Il dit alors comment il

faut comprendre ce qu'il a si longuement déploré auparavant : les difficultés à vivre les vertus icariennes, les difficultés à établir la validité économique du communisme sont de puissants points d'appui mobilisables contre lui par ses opposants. Il les appelle les « Rouges », « plus révolutionnaires qu'Icariens » qui se nomment eux-mêmes le « parti des forts » en butte au parti des « flatteurs », des « ambitieux », des « mouchards », des « Cabétistes<sup>406</sup> ». Il s'afflige :

« J'ajouterai que ce parti s'est oublié et s'oublie jusqu'à manquer d'égards et de respect envers moi, jusqu'à m'insulter même et m'outrager, ce qui constitue, je n'hésite pas à la dire, une monstruosité. »

Il ajoute :

« Je me demande secrètement à moi-même si cette monstruosité ne vient pas de mes propres fautes ou de l'imperfection de mon système<sup>407</sup>. »

Mais c'est une interrogation toute rhétorique. Le crime de lèse-majesté est constitué :

« Il m'attaque directement, moi, fondateur et président de la Communauté, moi qu'il appelait son Père et son Maître, moi dont il reconnaissait l'amour pour les Icariens et pour l'humanité. »

Il ne croit pas vraiment, cependant, pouvoir être contesté par son peuple, comme le serait un tyran. Il se pose encore une fois en tribun démocrate et il annonce que la guerre est déclarée contre les « traîtres », les « insensés », le parti aristocratique qui complotait en Icarie. Il lance alors un ultimatum en évoquant ce qui, pour la plupart des Icariens, relève sans doute encore de l'impensable en juillet 1855, l'hypothèse de son propre départ de la Communauté :

«Je suis vieux, accablé de travail, de fatigue et de soucis, et j'ai besoin de repos. Par suite de toutes ces fatigues et de toutes ces agitations, à la fin d'une longue explication de ma part dans l'assemblée générale, en décembre dernier, j'ai été frappé, vous ne l'avez pas oublié, d'une attaque de paralysie qui, grâce à la saignée pratiquée par notre médecin, ne m'a pas empêché de sortir dès le lendemain matin pour ne pas vous inquiéter. Depuis, mes yeux n'ont plus la même force pour lire, ni mes mains la même dextérité pour écrire. Je suis, en quelque sorte, malade et souffrant. Et si l'Opposition systématique dont je me plains ne cessait pas complètement, si le parti qui s'est formé ne disparaissait pas absolument, si la majorité n'était pas énergiquement prononcée et résolue à pratiquer les principes icariens et les lois icariennes sans en souffrir aucune violation, je me retirerais en février prochain, en vous laissant le soin de pourvoir vous-même à votre salut. Si vous vous croyiez libres envers moi, je le serais également envers vous<sup>408</sup>.»

Il lui serait difficile de créer plus d'intensité dramatique. Depuis quelque temps, il est écouté avec dédain : certains Icariens n'hésitent plus à manifester clairement à quel point il les ennueie quand il se remet à prêcher son interminable catéchisme. Cette fois, tous sont saisis de stupéfaction par ce qu'ils entendent : quelques-uns sont horrifiés, d'autres intéressés par cette perspective inattendue.

Sans s'en apercevoir, il vient d'ouvrir un puits sans fond de difficultés nouvelles pour lui. Le moment de vertige qu'il vient de faire vivre à ses disciples ne peut produire, croit-il, qu'un effet de basculement quasi unanime en sa faveur. Il énonce alors, sans douter un instant du résultat, une série de conditions pour ne pas mettre à exécution la menace de son départ : il exige que le parti de ses opposants cesse immédiatement la lutte, ou se retire volontairement de la colonie, ou que l'exclusion soit prononcée par l'assemblée générale qui doit se montrer ferme. Il annonce

qu'il va demander de «graves modifications» à la Constitution d'Icarie, «pour avoir plus d'autorité», ajoute-t-il.

Selon le calendrier icarien des révisions constitutionnelles, la procédure régulière prévoit qu'il n'est possible de formuler des propositions tendant à modifier la Constitution qu'en février, avec un vote en mars, et seulement une année sur deux. Cabet n'hésite pourtant pas à bousculer cette règle, présentant, le 15 décembre 1855, une série de dispositions dont il demande l'adoption.

Outre la date, la nature de ses propositions pose surtout problème. Il suggère en effet une concentration des pouvoirs au profit du président de la colonie pour combattre ses opposants. Il est très clairement question de donner à un seul homme le pouvoir de tout contrôler en Icarie, supprimant par là même le fonctionnement collégial de la direction qui existe depuis 1850 :

«Je vous demande seulement l'application des principes de la constitution américaine, un président élu pour quatre ans, chargé de la haute direction, de la haute administration et de l'exécution des lois, choisissant et révoquant, sous sa responsabilité, tous les directeurs ou administrateurs généraux, tous les agents et toutes les commissions qu'il juge nécessaires, pouvant travailler avec chacun d'eux séparément ou les réunir en conseil, pour entendre leurs avis et leur donner ses instructions<sup>409</sup>.»

Il veut pouvoir contrôler ou nommer directement tous les directeurs d'ateliers, jusque-là élus, notamment si leurs responsabilités ont des implications financières. Il veut décider seul de la direction de la colonie de l'Iowa.

Ses propositions suscitent une forte réaction :

«À l'usurpation ! Au despotisme ! À la tyrannie ! À l'esclavage<sup>410</sup> !»

Les 15 et 16 décembre, les deux gérants Jean-Baptiste Gérard et Alexis-Armel Marchand démissionnent de la direction des finances et de celle de l'éducation et de la santé. Le 22 décembre, l'assemblée générale accepte ces deux démissions, Cabet appelant à voter pour et Mourot à voter contre. Avec 93 voix contre 52, le président d'Icarie a encore une majorité, mais l'opposition, de toute évidence, se renforce. Le lendemain, Émile Baxter et Charles Mesnier, réputé neutre pour le premier, plus favorable à Cabet pour le second, sont élus pour remplacer les démissionnaires. Jusqu'au 3 février 1856, il ne se passe plus rien de remarquable.

La suite, Cabet la racontera en détail aux Icariens de France, le 28 mars 1856 :

«Le dimanche 3 février, la séance commença à onze heures du matin. L'anniversaire du départ de la première avant-garde ayant été ajourné pendant le mois, on propose l'ajournement, jusqu'à la même époque, de l'élection pour trois membres de la gérance (Cabet, Martin et Baxter). Ferrandon, l'un des candidats pour la gérance en remplacement de Martin, démissionnaire, déclare qu'il ne s'oppose pas à l'ajournement. Un autre membre de l'Opposition, Labrunerie, le demande formellement et tout annonce qu'il va être voté, lorsqu'éclate un grand désordre : cinquante-cinq opposants, ayant Prudent, Mourot et Gérard à leur tête, sortent inconstitutionnellement de l'assemblée en protestant et en s'abstenant de voter au mépris de tous les principes et du texte formel de la loi qui ne permet à aucun citoyen de s'abstenir de voter. Quatorze autres, restés dans la salle de l'assemblée s'abstiennent aussi en violant la loi comme ceux qui sont sortis. Mais soixante-dix membres restés à leur poste, constituant, dès le commencement de la séance, une majorité légale et suffisante, votent l'ajournement. La séance est levée à quatre heures et demie. À la séance du soir, le même jour, le citoyen Cabet proteste contre l'abstention et la sortie des cinquante-cinq et des quatorze qui ont trois fois violé la Constitution et la loi. Mais après que la séance a été légalement

levée par le président de l'assemblée, l'Opposition reste réunie au nombre de soixante-sept sur cent cinquante inscrits ; elle forme un bureau, puis procède à l'élection d'un président de la Communauté et nomme Gérard par soixante et une voix, six donnant la leur au citoyen Cabet. Dans cette séance insurrectionnelle, qui dure de neuf heures jusqu'à onze heures et demie, on décide que le lendemain matin, pendant la séance, après neuf heures, Gérard ira s'emparer du bureau de la gérance et de l'imprimerie, tandis que ses amis se tiendront en permanence pour le soutenir et lui prêter main-forte ; qu'un écriteau portant les mots "Fidélité à la Constitution" sera arboré dans le réfectoire servant de salle à l'assemblée générale ; que la journée sera proclamée une révolution, une victoire populaire et la plus belle page de l'histoire d'Icarie. Le lendemain voit éclater plusieurs scènes de désordre, dans lesquelles les citoyens Baxter et Haymart sont apostrophés comme bourgeois et aristocrates. Le citoyen Cabet, qui a pris la précaution d'appeler le magistrat municipal de la ville, déclare que si la colonie ne trouve pas le moyen de s'entendre pacifiquement sur les mesures à prendre, elle peut être perdue le lendemain. Puis, à deux heures, il déclare que pour sauver la colonie, pour sauver les femmes, les enfants, les vieillards et les infirmes, dans l'intérêt du Peuple et de l'humanité tout entière, il consent à ajourner sa proposition pendant un an. Les femmes et beaucoup d'hommes pleurent de joie ; Ferrandon s'écrie qu'il est enchanté et ravi ; un autre dit que ce n'est pas une concession, une reculade de la part du citoyen Cabet, mais un acte de courage et de dévouement ; tous déclarent qu'ils sont prêts à voter pour le citoyen Cabet, et qu'ils prennent l'engagement de pratiquer désormais les principes icariens, la Constitution, les lois et les règlements. Une assemblée générale est convoquée pour le soir, et le citoyen Cabet est, en effet, réélu à l'unanimité président de la Communauté. Mais ce n'était qu'un feu de paille, ou qu'une ruse, de la part de l'Opposition ; car dès le même soir, et jusqu'au 23 février, on peut constater dix à douze actes d'une flagrante hostilité contre ce président qu'on vient de nommer à l'unanimité. Notamment sa destitution, comme rédacteur du journal et des brochures, ou plutôt la suppression de ceux-ci pour étouffer sa voix

et celle de la vérité ! Et depuis ce jour, l'Opposition est parvenue à se former une majorité ; mais cette majorité n'a été que l'effet et la suite des violences des 3 et 4 février ; de la violation de la Constitution et des lois ; d'une espèce de terreur qui a fait passer les timides de l'ancienne majorité du côté d'une Opposition remplie d'audace<sup>411</sup>. »

Le 4 février, Cabet renonce à son projet de modifier la Constitution d'Icarie, mais la guerre entre son camp et celui de ses adversaires n'est pas terminée. L'enjeu pour ses opposants n'est plus d'empêcher qu'il s'empare d'un pouvoir dictatorial, mais de le mettre en minorité en assemblée générale et, si c'est possible, d'obtenir son départ comme il l'a lui-même évoqué l'été précédent. De nombreux Icariens, épouvantés par les scènes de violence des 3 et 4 février, quittent la colonie avec leurs femmes et leurs enfants. Une vingtaine de familles partent, une soixantaine de personnes en tout. Leur retraite affaiblit le parti des « Cabélistes » qui ne regroupe pas précisément les Icariens les plus hardis de la colonie. Le 23 février, Cabet obtient encore une illusoire et très éphémère majorité. C'est la dernière :

« Le 23 février, considérant la vie commune entre l'Opposition et les fidèles comme étant désormais insupportable, je demande à être entendu, non seulement en qualité de président de la Communauté, mais encore en qualité de fondateur d'Icarie, et je propose une séparation volontaire et amiable, à la condition que l'une ou l'autre des deux parties se retirerait dans l'Iowa, dont l'autre lui ferait la vente ou la cession. On me laisse d'abord expliquer quelque temps ma proposition de séparation volontaire ; mais Marchand m'interrompt violemment pour demander l'ordre du jour en faveur de la demande de Prudent, pour le renouvellement de la commission des comptes. J'ai beau invoquer l'importance capitale de ma proposition [...], l'assemblée décide, sur l'appel nominal, que je ne pourrai pas continuer à parler pour l'urgence.

Cependant l'appel nominal donne soixante-douze pour l'urgence, et seulement soixante-neuf contre ; mais pour l'urgence, la loi exige les trois quarts des voix<sup>412</sup>. »

L'opposition peut donc imposer l'ordre du jour ; Prudent, Mathieu et Gérard sont élus membres titulaires de la commission des comptes de la colonie, Marchand et Katz suppléants : ce sont les principaux chefs de l'opposition.

La proposition de se séparer en deux Communautés est, de la part de Cabet, une manœuvre dilatoire : l'enjeu sur la composition de la commission des comptes est le maintien ou non du bureau icarien à Paris que dirige Jean-Pierre Beluze. Les revenus de Denise et de Céline Cabet, à peine 3 000 francs par an, 11 705 francs exactement entre 1852 et 1855, sont prélevés sur les recettes de ce bureau, c'est-à-dire, pour l'essentiel, sur les apports des candidats au départ. Beluze a perçu 5 000 francs pour la même période. Une fermeture placerait Cabet dans une situation très délicate vis-à-vis de sa femme et de sa fille et, par-delà, vis-à-vis des Icariens de France face auxquels il serait contraint au silence. Le lendemain (désormais l'assemblée générale siège tous les jours), le président d'Icarie relance sa proposition d'une séparation volontaire en deux Communautés. Favard repousse ce projet avec violence :

« Le citoyen Cabet est libre de se retirer, sa présence ici n'est nullement nécessaire, on peut bien se passer de lui ; on paiera les frais de son voyage ; on lui fera une pension de mille à deux mille dollars pour qu'il se retire à New York, à Londres ou à Paris<sup>413</sup>. »

L'intervention de Katz, après celle de Favard, dit encore plus clairement où en est désormais l'opposition :

«Si M. Cabet est impuissant à satisfaire les besoins de la Communauté, il faut qu'il se retire et laisse la Communauté faire elle-même ses affaires<sup>414</sup>.»

Le 28 mars, un mois plus tard, Mourot propose explicitement la fermeture du bureau de Paris, la discussion et le vote sur cette question sont inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée générale du 12 mai.

La séance de la nuit du 12 au 13 mai 1856 marque un nouveau recul pour le camp des partisans de Cabet<sup>415</sup>. Ils sont en passe de perdre la partie. La séance rassemble 108 présents et dure jusqu'au lendemain. Elle se déroule dans un désordre indescriptible. Mercadier et Vogel sont les deux principaux orateurs du parti des Cabetistes, désormais minoritaire; Favard, Prudent, Montaldo, sont ceux de la majorité. Cabet est le premier à demander la parole:

«Je réclame la priorité pour plusieurs affaires importantes dont j'ai à vous faire part. Je vais vous parler d'abord d'une question préjudicielle, relative au citoyen Abé: ses insultes et ses menaces, ainsi que les instances de plusieurs d'entre vous, m'ont porté à appeler l'intervention des autorités judiciaires du pays...<sup>416</sup>»

Mourot lui coupe la parole:

«Ce dont le citoyen Cabet commence à nous entretenir peut le concerner particulièrement, mais cela ne regarde pas la société. Au contraire, le bureau de Paris touche à nos intérêts les plus vifs. Je demande donc que l'on discute la question à l'ordre du jour, sans perdre de temps à des inutilités.»

Cabet est sidéré:

«Ma position est vraiment extraordinaire! Qui se serait jamais douté qu'en Icarie on serait allé jusqu'à m'empêcher de prendre la parole<sup>417</sup>?»

Il se fait traiter d'agitateur, de traître, il est accusé d'avoir violé les lois d'Icarie. Katz va plus loin :

«J'accuse le citoyen Cabet d'avoir commis des crimes et des délits. Oui, vous êtes un criminel<sup>418</sup>.»

Mourot appuie cette accusation en évoquant le viol de la Constitution et les menaces de poursuites judiciaires contre la majorité. Il propose la destitution de Cabet et déclare qu'il ne le tient déjà plus pour le président de la Communauté. Prudent lui apporte son soutien :

«Je déclare formellement que le citoyen Cabet n'est plus président de la Communauté icarienne ; il n'est plus digne d'être à notre tête ; il ne peut plus nous représenter ; il a trahi son mandat, il a violé la Constitution<sup>419</sup>.»

Plus tard, Katz reprend sa protestation contre la présidence de Cabet :

«Nous ne voulons pas de partage : dans la Communauté, tout est à tous ; que ceux qui ne sont pas contents s'en aillent<sup>420</sup>.»

Mercadier déclenche un quart d'heure de tumulte en tentant une réponse :

«Si le citoyen Cabet est proscrit, nous voulons tous l'être avec lui<sup>421</sup>.»

Toute discussion devient impossible. À deux heures du matin, la majorité n'a toujours pas pu voter la fermeture du bureau icarien de Paris ni la destitution du président de la Communauté. Cabet se dit fatigué, on lui répond sans pitié :

«Tant pis ! Qu'il s'en aille ! Nous délibérerons sans lui !»

La majorité veut imposer l'élection d'une commission d'enquête et de surveillance qui pourrait mettre Cabet en accusation. Vogel dénonce cette nouveauté :

«J'ai dit que la Communauté n'existait plus, sous le rapport de la Fraternité puisque nous sommes en guerre. La commission est inconstitutionnelle et la destitution aussi. Je suis gérant et directeur au nom de la Constitution et du bill d'incorporation. Si l'on me destitue, je résisterai à la violence avec le concours des magistrats américains<sup>422</sup>.»

Katz accuse Cabet d'être un escroc qui aurait détourné, pour son propre compte, 1 600 dollars<sup>423</sup>. Des crachats sont échangés. Un vote pour la formation d'une commission d'enquête et de surveillance intervient finalement : 71 voix pour, 41 contre. Les partisans de Cabet sont devenus très nettement minoritaires, mais pour créer la commission, il faudrait une majorité des trois quarts. Mourot finit par lâcher :

«On parle de lois et de Constitution ; il n'y en a plus. Nous sommes en révolution et dans une circonstance exceptionnelle, où le Peuple reprend ses pouvoirs. C'est au nom du droit naturel que nous nous défendons<sup>424</sup>.»

Prudent propose les noms de Katz, Mourot et Montaldo pour constituer cette commission : il s'ensuit une heure de désordre et de violences diverses. Le 13, vers cinq heures et demie, Cabet est accompagné jusque chez lui par les hommes de la minorité tant la situation est tendue. Pour terminer la séance, la fermeture du bureau de Paris est votée par 81 voix contre 54. La minorité est vaincue, définitivement cette fois. Elle considère, dans ces

conditions, que la séparation est effective: elle ne reconnaît plus l'opposition, ni ses assemblées, ni sa majorité. Elle désigne ses propres gérants et directeurs: Cabet, Mercadier, Heggi, Mesnier et Vogel. Elle forme sa propre assemblée générale. À partir du 13 mai, il y a deux Communautés sur le même site en Icarie; c'est du moins ce que pensent les partisans de Cabet. Pour la majorité, il n'en existe qu'une. Les majoritaires choisissent la date du 4 août pour élire trois nouveaux gérants afin d'éliminer de la direction de la colonie les Cabétistes qui s'y trouvent encore. Gérard, Lafaix et Mourot sont élus. Avec Shroeder et Ferrandon, les gérants de l'opposition sont au nombre de cinq sur six. Ils peuvent désormais diriger complètement la Communauté. Cabet a ses appartements dans les bureaux de la gérance: il s'agit pour eux de s'en emparer. Pour les fidèles, il s'agit, au contraire, d'empêcher l'expulsion du fondateur d'Icarie de son logement. Benjamin Mercadier est le plus influent de ceux qui restent fidèles à Cabet. C'est lui qui rend compte de la situation à Jean-Pierre Beluze, Denise et Céline Cabet à Paris. À la date du 5 août, il décrit les dispositions qui sont prises pour organiser la résistance contre la majorité:

«Nos femmes et nos jeunes filles partagent notre résolution. Nos nourrices parlent de se placer dans les endroits les plus exposés pour se présenter les premières, et leurs enfants sur les bras, aux violences de nos adversaires s'ils y avaient recours<sup>425</sup>.»

Les nouveaux gérants veulent faire appliquer une disposition du règlement icarien: celui qui ne travaille pas ne mange pas. De plus, ce sont désormais eux qui affectent les travailleurs dans les différents ateliers. Obtempérer revient à reconnaître leur autorité. À partir du 6 août, les récalcitrants sont théoriquement interdits d'accès au réfectoire. À la date du 7 août, Mercadier écrit:

«Nuit tranquille. Au déjeuner éclate une scène d'une grande violence. Les nouveaux gérants se mettent à lire leurs arrêtés sur le travail et contre les anciens gérants, lorsque quelques membres de la minorité, pour empêcher cette lecture, protestent et accompagnent leur protestation d'un grand bruit, fait avec les pieds, les bancs, les gobelets et les couteaux; un grand nombre d'autres se retirent et tous se disposent à en faire autant. Les citoyens Mourot et Gérard voyant cela s'écrient: "Fermez les portes!" Alors les membres des deux partis se précipitent en foule sur la porte, ceux de la majorité pour la fermer, et ceux de la minorité pour l'ouvrir. On se foule, on se refoule; des altercations ont lieu; des menaces sont proférées; des luttes partielles s'engagent; des coups de poing et de pied et autres voies de fait font quelques blessures. Des femmes même, telles que les citoyennes Wiské et Bauer, sont frappées et légèrement blessées. Une chose digne de remarque est que plusieurs de l'Opposition se sont jetés à la fois sur un seul des nôtres pour le frapper avec plus de sûreté. Nos amis Durand aîné, Heggi, Salarnier, Blondeau et Colin se sont vus assaillis; au nombre des assaillants figurent les citoyens Reichard, Félix, Mourot, les deux Mathieu, les Couloy. Le bruit est grand dans le réfectoire; des clameurs s'entendent. Une citoyenne s'écrie "à l'assassin!" Un combat, un massacre peut avoir lieu. Aussi ceux des nôtres qui sont sortis veulent rentrer. Ils cassent les carreaux. Le citoyen Uttenweiler prend une hache et brise en partie la porte d'entrée. Elle cède bientôt, et la lutte cesse; mais les apostrophes et les conversations continuent plus vives et plus générales<sup>426</sup>.»

À la date du 8, il évoque la possibilité d'une nouvelle Saint-Barthélemy dans la colonie. Cabet en serait le nouveau Coligny:

«Les insultes, les outrages et les menaces que l'on profère contre lui dépassent tout ce que l'on avait entendu ces derniers jours. L'on devrait le tuer comme un chien, d'un coup de fusil; un autre parle de l'écarteler avec quatre chevaux. La citoyenne Favard ose dire: "Prenez donc une corde, pendez-le et tout sera fini"<sup>427</sup>.»

Chaque jour, le sheriff est réquisitionné pour gérer un conflit. Le scandale commence à indisposer les autres habitants de Nauvoo.

Le 12 août, Cabet se résout à quitter la colonie et s'installe en ville, dans une maison qu'il loue à un médecin suisse.

Les tribunaux américains sont saisis de la dissolution de la Communauté de Nauvoo demandée par la minorité. Le tribunal de Carthage prévoit un examen de l'affaire en octobre 1856, mais renvoie l'affaire au mois de mars 1857. Dès le début du mois d'août, la décision a été prise de quitter Nauvoo pour passer l'hiver à Saint-Louis, en attendant de trouver un autre lieu pour l'implantation définitive de la «nouvelle» Icarie guidée par Cabet. La minorité laisse tout (animaux, meubles, outils, vêtements) à la majorité en attendant la décision de la justice américaine. Finalement, la majorité doit rembourser 50 000 francs. Heggi, Roiné, Maritz et Garnier partent en avant pour trouver de nouvelles habitations. Le 27 septembre, parce ce qu'il en a appelé aux tribunaux américains pour trancher le conflit qui les oppose, les hommes de la gérance élue en août proposent l'exclusion de Cabet de la Communauté. Il faut les trois quarts des voix de l'assemblée générale pour valider une telle proposition. Or, selon les critères de la majorité, la minorité fait toujours partie de la Communauté, même si les deux partis n'ont plus siégé ensemble depuis trois mois. Favard a l'idée de priver tous les membres de la minorité de leurs droits civiques, ce qui pourrait résoudre leur problème. Cabet n'est pas inquiet : il se présentera devant le tribunal de Carthage en tant que président de la nouvelle Communauté ; la nécessité de la séparation n'en sera que plus manifeste pour le juge.

Le 10 octobre, il écrit à Beluze :

«Je viens de recevoir des nouvelles d'Heggi. Il a conclu pour deux maisons qui pourront nous contenir tous, ou presque tous, et dont l'une nous est louée

pour mille deux cents dollars, l'autre pour cinq cents dollars, en tout mille sept cents dollars ou huit mille cinq cents francs par an. C'est très cher ; mais nous ne pouvons pas faire autrement. »

### **Un demi-siècle d'Icarie**

Le 15 octobre, les premiers Icariens de la minorité quittent Nauvoo pour Saint-Louis. Le 25, un deuxième groupement embarque en direction du Missouri, un troisième la semaine suivante. Le 25 encore, l'assemblée générale de la colonie de Nauvoo vote l'exclusion de Cabet de la Communauté qu'il a fondée six ans plus tôt. La séance dure moins d'un quart d'heure. Le 31 octobre, ayant terminé toutes ses affaires à Nauvoo, il quitte enfin la ville. Le 4 novembre, il écrit à Beluze la dernière lettre de sa vie :

« Mon cher Beluze, me voici arrivé à Saint-Louis par un temps magnifique. Je suis parti de Nauvoo vendredi à cinq heures du matin, avec Raynaud et un enfant parlant anglais. J'ai trouvé ici les deux premiers départs. Le troisième et dernier a dû partir dans la journée de samedi ou de dimanche. Nous l'attendons aujourd'hui. Immédiatement nous allons nous organiser. Nous espérons avoir du travail. Nous nous trouvons heureux d'être éloignés. Pressez l'impression des dernières explications. Votre dernière lettre a dû arriver quelques heures après mon départ. On me l'apportera. Communiquez ma lettre tout de suite à ma femme. Je vous embrasse tous. Cabet<sup>428</sup>. »

Le samedi 8 novembre, Mercadier écrit à Beluze. La lettre est entourée d'un liseré noir. Elle est reçue à Paris le 2 décembre :

« Quelle triste nouvelle que j'ai à vous apprendre : le citoyen Cabet est mort ! Hier matin, vers huit heures, il a eu une attaque d'apoplexie, compliquée par la paralysie, d'abord partielle, mais qui bientôt est devenue générale et complète. La maladie, d'abord peu grave, du moins en apparence, a fait des

progrès effrayants, et à midi, il n'avait plus de connaissance, il n'entendait plus, il ne voyait plus, il ne parlait plus. Dès lors tout a été inutile : soins, médecins, tendresse, vénération. À minuit son état est devenu désespérant. À cinq heures du matin, aujourd'hui, il rendait son dernier soupir.»

Il continue à propos des Icariens de Saint-Louis, de leur deuil, des funérailles qu'ils ont organisées dans des conditions difficiles :

«Les citoyens Vogel, Raynaud avec sa femme et moi, nous avons recueilli son dernier soupir. Pendant sa maladie et depuis qu'il est mort tous les Icariens, et même quelques étrangers, sont venus le visiter. Il s'est éteint au milieu de sa famille, qui le regrette, qui le pleure plus qu'on ne saurait l'exprimer. Annoncez la nouvelle aux Icariens de France, auxquels nous allons faire une adresse dans quelques jours. Nous avons l'intention de continuer la Communauté avec ses principes et toute sa doctrine.»

Il ajoute :

«Pour moi, je me sens plein de courage, c'est maintenant plus que jamais qu'il faut le montrer. Mais Madame Favard et Madame Cabet ? Quel coup et quelle douleur ! Tout le monde ici se préoccupe de leur affliction. Nous allons leur faire une lettre collective<sup>429</sup>.»

Le 2 janvier, Mercadier, qui vient de recevoir des nouvelles de Paris, leur écrit pour les rassurer :

«Pauvres dames Cabet ! Quelle fatalité ! Quelle douleur ! Oh ! Nous la comprenons et nous la partageons. Il paraît que l'avenir leur fait peur. À ce sujet, je me contenterai de dire aujourd'hui qu'elles ne seront pas abandonnées. Je n'ai pas, nous n'avons pas d'idée arrêtée encore, quoiqu'une pension fixe, comme employées du bureau, à peu près comme elles sont maintenant, me

paraît préférable à une souscription. Mais quoiqu'il en fût, qu'elles bannissent toute crainte, si elles ne l'ont pas déjà fait : la reconnaissance et le devoir sont nos plus chères préoccupations. Parmi nous, un ingrat serait une monstruosité<sup>430</sup>. »

Le cortège funèbre de Cabet, le 9 novembre, est assez misérable. Il pleut, la route jusqu'au cimetière de Riddle, à plusieurs lieues des faubourgs de Saint-Louis, est mal tracée, boueuse. Ils sont seulement une dizaine d'hommes, les trois gérants (Mercadier, Vogel, Heggi) et sept délégués, à marcher derrière le pauvre corbillard vers le lieu d'inhumation. La dépouille du fondateur d'Icarie, enveloppée dans un drap blanc, est placée dans une modeste bière en noyer. Regrettant cette excessive simplicité, les Icariens du dehors, Denise et Céline Cabet notamment, font exhumer son corps le 22 janvier 1857. Il est replacé au même endroit, mais cette fois dans un double cercueil de fer fondu et de chêne, long de plus de deux mètres. Les huit Icariens dépêchés pour procéder à l'opération rédigent un procès-verbal détaillé, notamment sur l'état de conservation du corps :

« Comme le jour de sa mort, sa physionomie exprimait aussi la douceur et une mansuétude céleste ; ses lèvres semblaient prononcer encore des paroles de pardon<sup>431</sup>. »

Une douzaine de ses ouvrages sont placés dans le cercueil, dont sa brochure *La Femme et Mémorable séance du 12 mai*. La tombe existe toujours dans le cimetière de Holly Ghost à Saint-Louis.

Les Icariens de Saint-Louis apprennent, dès janvier 1857, que leurs coreligionnaires qui avaient prévu de quitter la France pour les rejoindre ont décidé de maintenir leur départ en apprenant

la mort de Cabet. L'histoire icarienne continue. Le premier mars 1857, la Communauté de Saint-Louis compte 165 personnes. En février 1858, ils achètent un site déjà bâti pour s'installer durablement à Cheltenham, dans la banlieue ouest de Saint-Louis. En 1859, Vogel crée une dissidence et quitte la Communauté avec une quarantaine de ses membres. En 1861, Mercadier et une vingtaine d'hommes de la colonie s'engagent, en tant que mercenaires, dans la Guerre de Sécession. Ils rejoignent l'armée de l'Union. Les Sudistes sont attendus dans le Missouri, mais la menace est rapidement écartée. Pendant un an, leurs soldes permettent de faire subsister leur très pauvre Communauté. Ils sont perclus de dettes. En janvier 1863, Jean-Pierre Beluze démissionne de ses responsabilités au bureau icarien de Paris, après des mois de différends avec Mercadier. Il est las des récriminations sur les faibles montants des sommes versées à la colonie, de l'incompréhension quant à la difficulté de faire de la propagande icarienne en France sous l'Empire. Dans sa lettre de rupture, il rappelle à Mercadier qu'il a dû subir huit procès depuis 1851 et une douzaine de visites domiciliaires. Mercadier, lui-même, renonce quelques mois plus tard. Il quitte la Communauté et devient très vite un riche commerçant de Saint-Louis. Il est remplacé à la présidence par le jeune Arsène Sauva, âgé de 25 ans, arrivé de France en 1860. En mars 1864, c'est Sauva qui demande à la vingtaine d'Icariens de Cheltenham s'ils veulent continuer. Ils sont alors huit hommes, sept femmes et quelques enfants. Ils préfèrent finalement dissoudre la Communauté. L'ancien propriétaire des lieux en reprend possession. Sauva rentre en France. Les rescapés décident de rejoindre l'autre Icarie, dans l'Iowa, où ils sont bien reçus, après avoir décrit leurs difficultés, par les Icariens de l'ancienne majorité. La discorde de 1856 est pour tous de l'histoire ancienne, les rancœurs ne sont plus d'actualité.

Le transfert de la Communauté de Nauvoo vers le « désert » du comté d'Adams dans l'Iowa a commencé dès le départ de Cabet à la fin de l'année 1856. En 1857, Prudent et Gérard, les deux principaux chefs de l'opposition, sont chargés de liquider leurs propriétés dans l'Illinois. La vente a lieu en 1859 ; elle est calamiteuse : elle ne rapporte que 10 000 dollars quand les dettes de la Communauté s'élèvent à 30 000 dollars. Cette situation a pour effet d'éteindre la procédure entamée sans vergogne contre eux par Denise et Céline Cabet au motif que tous les biens d'Icarie avaient été enregistrés au nom de Cabet. Elle a également pour effet de brouiller définitivement Gérard et Prudent. Ce dernier quitte la Communauté et se rend à la Nouvelle-Orléans où il meurt presque aussitôt du choléra. Pour continuer, les Icariens de Corning doivent de nouveau s'endetter, en hypothéquant les riches terres qu'ils viennent à peine de défricher. Emmenés par Gérard, les derniers colons de Nauvoo quittent le site en 1860. En 1863, Gérard quitte à son tour la Communauté installée dans l'Iowa. Il reçoit, pour toutes ces années de sacrifices et d'engagement icarien, une quarantaine de dollars. Il fait rapidement fortune en s'établissant dans une ferme qui jouxte les terres de la colonie. À la fin des années 1870, il vient en aide aux Icariens en proie à de nouvelles dissensions. Deux camps s'opposent : la « Vieille » Icarie, majoritaire, dirigée par Alexis-Armel Marchand et Arsène Sauva, revenu en Amérique, et la « Jeune » Icarie, menée notamment par des communards réfugiés aux États-Unis, Simon Dereure et Émile Péron. La Jeune Icarie reçoit le soutien de Jules Leroux, le frère cadet de Pierre Leroux. En 1878, un tribunal ordonne le partage des biens de la Communauté de Corning entre les deux parties. En 1883, les membres de la Jeune Icarie fondent Icaria-Speranza, près de Cloverdale en Californie. Cette expérience prend fin en 1887. La Vieille Communauté de Corning lui survit<sup>432</sup>.

En France, les procureurs généraux surveillent encore les Ica-riens de 1856 à 1858, à Troyes, à Besançon, à Marseille, à Bordeaux et à Limoux dans l'Aube. En 1856, le ministre de l'Intérieur écrit au procureur général d'Orléans :

«Sauf de très rares exceptions, il y a lieu de favoriser plutôt que de restreindre l'émigration des communistes, socialistes ou phalanstériens et de débarrasser ainsi le pays d'un élément de désordre<sup>433</sup>.»

En août 1858, le procureur général de Paris écrit à propos de Beluze que son activité de propagande ne concerne plus que «quelques rares adeptes qui ont encore foi dans les théories de Cabet<sup>434</sup>».

En mars 1862, Beluze épouse Céline Cabet, alors âgée de 44 ans. Elle décède peu de temps après, le 15 avril 1866. Sa mère, Denise, épouse de Cabet depuis le 25 mars 1839, décède le 25 août 1877 à Saint-Mandé, à l'âge de 86 ans. Jean-Pierre Beluze, quant à lui, disparaît le 28 février 1908, à Meudon.

L'assemblée générale de la Communauté de Corning dans l'Iowa, qui a pris le nom de Nouvelle Icarie depuis la séparation de 1878, ne parvient plus à élire de président au début de l'année 1895. Alexis-Armel Marchand, membre de la première avant-garde, âgé de 81 ans, décline l'offre. L'assemblée générale vote la dissolution de la Communauté, à l'unanimité, le 16 février. Il faut encore trois ans avant que les biens en soient liquidés. Le 22 octobre 1898, à trois heures de l'après-midi, le juge H. M. Towner prononce la disparition légale de la dernière Communauté icarienne aux États-Unis.

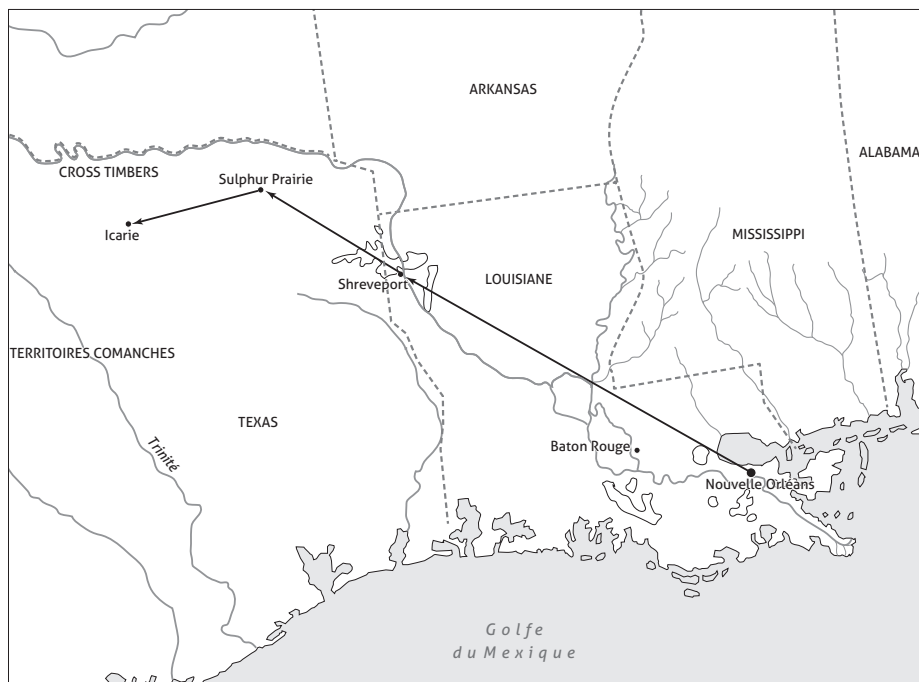
Dans ses papiers, Jean-Pierre Beluze conserve une traduction de l'hommage rendu par le journal local, l'*Adams County Union Republican*, le 27 octobre 1898 :

«Étienne Cabet, sociologue, philanthrope qui, il y a deux générations, soulevait toute la France par ses écrits socialistes et communistes, et qui contribua pour beaucoup à activer la révolution de 1848, dont il fut ensuite l'historien, Étienne Cabet, contemporain et collaborateur de Proudhon en faveur des pauvres et des opprimés de France, agitateur, essayiste, historien, scientifique et finalement exilé de son pays natal, fut le fondateur de la Communité qui, après une existence de près d'un demi-siècle, prit fin le samedi 22 octobre 1898<sup>435</sup>.»

## Les colonies icariennes en 1855



## Icarie au Texas, 1848



## Notes

1. Il existe une allée Étienne Cabet à Nanterre et une impasse au Pré-Saint-Gervais, une rue aussi à La Rochelle. C'est bien peu.
2. Il existe un Centre des études icariennes aux États-Unis, à Macomb dans l'Illinois. En France, il existe une Société Proudhon, une Société des études saint-simoniennes, des *Cahiers Charles Fourier*, mais aucune société savante n'entretient réellement sa mémoire ou n'étudie la spécificité de son communisme.
3. Une partie de l'ouvrage vient d'être rééditée en français dans le Montana, aux États-Unis: J. Prudhommeaux, *Histoire de la Communauté Icarienne, 3 février 1848-22 octobre 1898*, Whitefish, MT, Kessinger Publishing's Rare Reprints, septembre 2010.
4. Ch. H. Johnson, *Utopian Communism in France. Cabet and the Icarians. 1839-1851*, New-York et Londres, Cornell University Press, 1974, et R. P. Sutton, *Les Icariens. The Utopian Dream in Europe and America*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 1994.
5. Sur la nécessité de l'oubli et la peur générée par la discorde, voir N. Loraux, *La Cité divisée. L'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris, Payot et Rivages, 1997.
6. Voir M. Riot-Sarcey, *Le Réel de l'utopie. Essai sur la politique au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris Albin Michel, 1998, et bien sûr les nombreux travaux qu'elle a conduits depuis sur cette question.
7. Dijon, Tonneliers, Registre des délibérations et des comptes de la Communauté, 1766-1791, Archives départementales de la Côte-d'Or, E 3466.
8. C'est ainsi que l'exercice est désigné dans le registre des délibérations des maîtres tonneliers. La mesure est une unité de volume utilisée en France avant la Révolution, équivalente à un peu plus de 260 litres.
9. Les registres paroissiaux datant d'avant la Révolution puis les registres d'état-civil concernant Cabet et ses proches sont tous bien conservés et microfilmés. Ils sont consultables aux archives municipales de Dijon. Pour son baptême précisément, l'inscription sur le registre de la paroisse Saint-Michel, voir la bobine 5 Mi 9 R 96.
10. Une partie de leur correspondance a été conservée par Cabet toute sa vie, voir notamment Papiers Cabet, BNF, Nouvelles acquisitions françaises, vol. 18146. Pour le partage des biens familiaux, avant le décès des parents en décembre 1817, ff. 77 et 78.
11. Pour les informations qui suivent sur l'école centrale puis le lycée et l'école de Droit, Archives départementales de la Côte-d'Or, cartons L 1092, L 1093, XVII T3a1, a2 et a3, XIX T2a.
12. Sur J. Jacotot, voir D. Demnard et D. Fourmeur, *Dictionnaire d'Histoire de l'enseignement*, Paris, 1981. Son influence sur Cabet est évoquée par J. Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*, Paris, 1907.
13. J. Prudhommeaux tient de J.-P. Béluze que Cabet a fait apprendre ce livre par cœur à sa fille Céline.
14. La rue porte aujourd'hui son nom à Dijon.
15. Les originaux des diplômes sont conservés dans les Papiers Cabet à la BNF, NAF 18146, ff. 82 et 83. Les documents concernant ses débuts au barreau de Dijon sont conservés au même endroit.
16. *Le Moniteur*, samedi 18 mars 1815. Pour tout ce qui concerne Dijon plus précisément, *Le Journal de la Côte-d'Or* donne un récit très précis des événements pendant les Cent-Jours dans le département.

17. *Le Journal de la Côte-d'Or*, 15 avril 1815.
18. Voir notamment la brochure de Cabet *Les Masques arrachés* ou le rapport et l'acte de délibération du Conseil de l'Ordre des Avocats de Dijon, daté du 22 novembre 1815, ainsi que le mémoire justificatif adressé à ce Conseil dans ses papiers à la BNF, NAF 18146, ff. 90 et suivants.
19. *Le Moniteur*, 11 mai 1815.
20. Pour cette affaire, BNF, Papiers Cabet, NAF 18146, ff. 88 et suivants.
21. BNF, Papiers Cabet, NAF 18146, f. 93.
22. Pour cette affaire, voir *Le Moniteur* qui en rend compte tous les jours à partir du 24 août 1816.
23. Pour cette affaire, voir les brochures autobiographiques de Cabet, notamment *Le National traduit devant le tribunal de l'opinion publique*, p. 40 et suivantes, et *Les Masques arrachés*, p. 71 et suivantes.
24. BNF, Papiers Cabet, NAF 18146, f. 97.
25. Il y a deux séries de lettres de la famille Nicod à Cabet dans les Archives Cabet de l'IISG d'Amsterdam. Le ton en est très affectueux.
26. *Le National traduit devant le tribunal de l'Opinion publique*, p. 48.
27. *Le Moniteur*, vendredi 7 juillet 1815.
28. *Le Moniteur*, 27 février 1823.
29. Les sources sur la Charbonnerie sont rares. Pour ce qui suit, notamment : *Le National traduit devant le tribunal de l'Opinion publique*, pp. 45 et suivantes ou *Toute la vérité au Peuple*, pp. 86 et suivantes, ou encore Louis Blanc qui évoque assez longuement ce que fut cette organisation avant la révolution de 1830, *Histoire de dix ans*, tome I, pp. 99 et suivantes.
30. La Charbonnerie est supposée être organisée en ventes de 20 membres environ. Les membres d'une même vente se connaissent entre eux mais ne savent rien des autres groupes. La Vente suprême, appelée aussi la Haute-Vente, est, en principe, l'organe directeur de cette vaste société secrète. Elle est plus ou moins présente dans la moitié des départements français.
31. Pour cette affaire, voir divers ff. des Papiers Cabet, BNF, NAF 18146, notamment sa correspondance avec son ami Monnet, avocat à Dijon.
32. BNF, Papiers Cabet, NAF 18146, ff 111 et suivants.
33. Cabet a largement rendu compte, dans ses autobiographies, de sa participation aux journées de juillet 1830, notamment dans *Le National traduit devant le tribunal de l'Opinion publique*, pp. 50 et suivantes. Sur le «moment 1830», en France et en Europe, sur ses significations, voir S. Aprile, J.-C. Caron, E. Fureix (dir.), *La Liberté guidant les peuples. Les révolutions de 1830 en Europe*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.
34. Entre le Palais-de-Justice, l'École de Médecine, la Sorbonne et le jardin du Luxembourg, le 11<sup>e</sup> est le moins étendu des trois arrondissements de la rive gauche.
35. Né en 1795, il est le seul des quatre à avoir plus de trente ans.
36. Député déjà sous le Directoire, patriote sous l'Empire, il est l'une des grandes figures de l'opposition libérale à l'absolutisme qui vient d'être vaincu.
37. La source la plus complète ici reste la brochure de Cabet *Le National traduit devant le tribunal de l'Opinion publique*. On peut voir aussi *Toute la vérité au Peuple*, p. 74 et suivantes, ou encore *Opinions et sentiments publiquement exprimés concernant le fondateur d'Icarie*, p. 141.
38. *Le National traduit devant le tribunal de l'Opinion publique*, p. 54.

39. Un volume entier de ses Papiers à la BNF, NAF 18147, concerne exclusivement son travail en Corse, il contient 357 feuillets.
40. Le procès-verbal de cette audience est conservé. Archives nationales, BB6 188. Voir aussi toujours aux AN, le dossier BB6 199 sur sa destitution.
41. Pour une étude très développée de Dijon à partir de 1830, voir P. Lévêque, *Une société provinciale : la Bourgogne sous la Monarchie de Juillet*, Paris, éditions de l'EHSS, 1983.
42. BNF, Papiers Cabet, NAF 18147, f. 344. Cette association, dont la première action contre le régime précédent avait été d'organiser les imposantes funérailles de Manuel, entretient un puissant réseau de correspondants dans les départements et influence de manière décisive les électeurs libéraux.
43. *Toute la vérité au Peuple*, pp. 42 et 75, *Les masques arrachés*, p. 15.
44. P. Lévêque, *La Bourgogne de la Monarchie de Juillet au Second Empire*, Lille, 1980, tome II, p. 804. P. Lévêque trouve cette élection «étonnante», mais, d'une part, sa candidature reçoit de puissants soutiens, celui de Mauguin, par exemple. D'autre part, il n'est pas encore le «farouche» républicain qu'il ne devient qu'après 1832.
45. Pour toute son activité parlementaire, *Le Moniteur universel* donne des transcriptions en entier de ses discours et des réactions de la Chambre. Une table complète publiée chaque année permet de les retrouver rapidement.
46. Le titre n'est pas sans rappeler les *Lettres à mes commettants* de Robespierre.
47. P. 20 de la brochure.
48. *Péril de la situation présente*, pp. 48-49. Sur les problèmes du patriotisme à cette époque, voir P. Darriulat, *Les patriotes. La gauche républicaine et la nation. 1830-1870*, Paris, Seuil, 2001.
49. *Le Moniteur* du mardi 13 décembre 1831.
50. Sur l'événement de juin 1832, voir Th. Bouchet, *Le Roi et les barricades. Une histoire des 5 et 6 juin 1832*, Paris, Seli Arslan, 2000.
51. Pour les 5 et 6 juin 1832, les articles contemporains des événements dans *Le Courrier français*, *La Tribune* ou *Le National*, ou Louis Blanc, *Histoire de dix ans*, tome III, pp. 287-343, ou surtout Th. Bouchet, *Le Roi et les barricades*, op. cit.
52. *Le Journal des Débats* daté des 9-12 juin 1832.
53. C'est un ouvrage in-8° de 389 pages.
54. T. II, p. 156 de ses *Mémoires de M. Gisquet, ancien préfet de police, écrits par lui-même*, Paris, 1840.
55. *La Révolution de 1830 et la situation présente*, p. 66.
56. *La Révolution de 1830 et la situation présente*, pp. 169 et 170.
57. *La Révolution de 1830 et la situation présente*, p. 148 de la brochure.
58. Sur ce procès, les journaux *Le Bon Sens*, *Le Courrier français* et *Le Moniteur*, ainsi que les Papiers Cabet à la BNF, NAF 18146, ff 125 et suivants et NAF 18157, f. 539 notamment, ou encore AN, BB18 1214, dos. 8792.
59. AN, CC 615, pièces 59 à 70, papiers saisis chez Dolley après avril 1834.
60. G. Weill, *Histoire du parti républicain en France (1814-1870)*, Paris, 1928. La première édition date de 1900. Les éditions Slatkine ont réimprimé l'ouvrage en 1980.
61. Toujours dans le prospectus du *Populaire* publié le 24 juin 1833. Ce prospectus est conservé dans les Archives Cabet à l'IISG d'Amsterdam. Un autre exemplaire existe à la BNF, mais il est placé par erreur au début d'une bobine d'un microfilm du *Populaire de 1841*.
62. *Révolution de 1830 et situation présente*, p. 91.

63. *Révolution de 1830 et situation présente*, p. 168.
64. *Révolution de 1830 et situation présente*, p. 46.
65. *Ibid.*, p. 385.
66. Cabet publie les lettres d'un certain Hector dans *Le Populaire* en septembre 1833. D'après celui-ci, le 5 septembre, les «gros» maîtres s'étaient réunis chez un traiteur boulevard de l'Hôpital dans le but de «couler» les «petits» maîtres qui vendaient moins cher qu'eux; ils profitent de leur réunion pour s'entendre aussi contre les ouvriers en se proposant de prélever sur leurs salaires le coût de l'éclairage dans les ateliers.
67. *Moyen d'améliorer l'état déplorable des ouvriers*, p. 3.
68. Société des Droits de l'Homme, *Exposé des principes républicains de la Société des Droits de l'Homme et du Citoyen, suivi des noms des membres du Comité central*, Paris, octobre 1833, p. 4.
69. Texte publié dans *La Tribune* du 24 février 1834, et dans *Le Populaire*. Documents conservés dans le dossier CC615 aux Archives nationales, Papiers de Dolley, pièce n° 3.
70. AN, CC598, dossier n° 40, pièce n° 77. Papiers saisis chez Teste les 13 et 29 avril 1834.
71. Ch.-A. Teste, *Projet de Constitution républicaine*, pp. 33 et suivantes.
72. *Ibid.*
73. Le journal de Blanqui, assez difficile à trouver, est conservé dans les papiers de Brutus Minot, membre des sections Organisation du travail, Phocion et Lycurgue de la Société des droits de l'Homme et du Citoyen, AN, CC608, dossier n° 236.
74. Une réédition critique de cet ouvrage vient de paraître: Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf*, Édition critique établie par Jean-Marc Schiappa (dir), Jean-Numa Ducange, Alain Maillard et Stéphanie Roza, Montreuil, Éditions la Ville brûle, 2014, 479 pages.
75. A. Carrel, *Rapport sur le Manifeste de la Société des droits de l'Homme lu à la Société de défense commune de la liberté de la presse, le 8 décembre 1833*, Paris, 1835, p. 16.
76. Beaucoup de documents concernant cette Association dans deux cartons des Archives nationales, CC614, les papiers saisis chez Marchais et CC615, plus intéressants encore, puisque ce sont les papiers de Dolley qui a pris la suite de Cabet à la tête de l'Association après février 1834. Des informations utiles également dans les cartons CC597 et CC598. L'ouvrage de G. Perreux, *Au Temps des sociétés secrètes. La propagande républicaine au début de la Monarchie de Juillet*, Paris, 1931, malgré son titre inapproprié et la date ancienne de sa publication, reste une étude de référence sur ce sujet.
77. Les mots «peuple» et «dieu» figurent sans majuscule sur la une du journal.
78. Ces chiffres sont donnés par *Le Populaire* lui-même dans divers numéros en octobre et novembre 1833.
79. AN, CC 614, les papiers d'A. Marchais.
80. Beaucoup d'informations sur cette association aux Archives nationales dans les cartons CC 612 (Procès-verbaux de l'Assemblée générale des délégués en faveur de la presse patriotique), CC 613 et CC 614, ces deux cartons contenant les papiers de Marchais. Voir aussi les papiers de Dolley dans la boîte CC 615.
81. Ce qui lui vaut des insultes sur une supposée ivrognerie, chaque jour, dans *Le Figaro*.
82. AN, CC614, ainsi que *Le Populaire*, par exemple, 8 septembre 1833 ou 1<sup>er</sup> décembre 1833.
83. *Le Populaire*, 29 septembre 1833.
84. BNF, Papiers Cabet, NAF 18146, f. 187.
85. *Le Moniteur universel*, mercredi 8 janvier 1834.

86. *Le Moniteur*, 25 janvier 1834.
87. *Le Moniteur*, 8 février 1834.
88. Outre *Le Populaire* et *La Tribune*, *Le Moniteur* et même *Le Figaro* qui rendent largement compte du procès, il existe des documents, d'un type assez rare dans les archives du ministère de l'Intérieur, aux Archives nationales, F7 6783, dos. 4. Ce sont les rapports adressés au ministre, presque heure par heure, du colonel chargé de veiller au maintien de l'ordre dans les environs et à l'intérieur du Palais de Justice.
89. *La Tribune*, 2 mars 1834.
90. Cet événement a fait l'objet de l'une des lithographies les plus célèbres de Daumier, un habitant de cet immeuble, vêtu d'une chemise de nuit et d'un bonnet de coton gisant au pied de son lit après avoir été surpris dans le sommeil par la fureur inouïe des soldats. La rue Transnonain est l'actuelle rue Beaubourg.
91. Douze civils tués parmi lesquels des femmes et des enfants.
92. *La Justice d'avril. Lettre à M. Guizot*, p. 8.
93. Sur les exilés au XIX<sup>e</sup> siècle, voir S. Aprile, *Le Siècle des exilés. Bannis et proscrits de 1789 à la Commune*, Paris, CNRS Editions, 2010, ou encore F. Bensimon, "The French exiles and the British" in S. Freitag (dir.), *Exiles from European Revolutions. Refugees in Mid-Victorian England*, Oxford, Berghahn Books, 2003, pp. 88-102.
94. Le National traduit devant *l'Opinion publique*, p. 78. Cabet appelle sa dépression «la maladie du climat».
95. *Histoire populaire de la Révolution française*, tome IV, p. 108.
96. *Histoire populaire de la Révolution française*, tome IV, pp. 300-328.
97. *Toute la vérité au Peuple*, pp. 92 et suivantes, par exemple.
98. BNF, Papiers Cabet, NAF 18154 et 18155.
99. *Voyage en Icarie*, p. 550.
100. *Ibid.*, p. 566.
101. BNF, Papiers Cabet, NAF 18154, f. 137.
102. BNF, Papiers Cabet, NAF 18154, f. 525.
103. Dans la *Philosophie du Progrès*, en 1852, il écrit : «Le vrai en toutes choses, le réel, le positif, le praticable, est ce qui change, ou du moins qui est susceptible de progression, conciliation, transformation; tandis que le faux, le fictif, l'impossible, l'abstrait, est tout ce qui se présente comme fixe, entier, complet, inaltérable, indéfectible, non susceptible de modification, conversion, augmentation ou diminution, réfractaire par conséquent à toute combinaison supérieure, à toute synthèse.» *Op. cit.*, p. 50. Voir aussi sur ce sujet P. Hauptmann, *La Philosophie sociale de P.-J. Proudhon*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1980, pp. 131 et suivantes.
104. Sur les sans-culottes, voir surtout les travaux de H. Burstin, notamment *Une Révolution à l'œuvre. Le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Seyssel, Champ Vallon, 2005, ou encore *L'Invention du sans-culotte*, Paris, Odile Jacob, 2005.
105. Il existe des copies de ces lettres reçues de Voyer d'Argenson, Pagnerre, Arago et Lamennais dans les archives de Cabet à l'IISG d'Amsterdam. Il en existe aussi à la BNF, Papiers Cabet, NAF 18151, ff. 195 et suivants. Les documents originaux ont disparu.
106. Cité par Cabet dans *Attaque et défense des Communistes au sujet de l'attentat Quénisset, Dixième lettre d'un Communiste à un Réformiste*, pp. 128-129.
107. Cabet évoque à plusieurs reprises ces rencontres, par exemple, dans *Toute la vérité au Peuple*, p. 16. Il existe des documents à ce sujet dans les Papiers Cabet conservés à l'IISG d'Amsterdam.
108. AN, F17 6687, le rapport est daté du 2 novembre 1839.

109. Comme indiqué en bas de la page de couverture du livre de Cabet, H. Souverain est aussi l'éditeur de Balzac.
110. Elle reprend l'expression que Louis Blanc s'apprête à pérenniser en publiant son fameux article, sous ce titre, dans *La Revue du Progrès* en août 1840.
111. La Société des Saisons a été créée par Blanqui, Barbès et Martin Bernard vers 1837. Elle est constituée de semaines, six hommes et un chef, de mois de quatre semaines et donc de Saisons de trois mois. L'organisation d'une année entière n'a jamais pu être réalisée. L'idée est de commencer un coup de force, en l'occurrence ici rue Saint-Denis et rue Saint-Martin, pour entraîner les Parisiens dans une révolution. En mai 1839, l'échec est complet. Il y a 77 morts du côté des insurgés. Barbès, blessé, est arrêté dès le premier jour. Plus tard, Blanqui est accusé de l'avoir trahi. L'affaire empoisonne les relations entre les amis des deux hommes tout au long des années 1840.
112. A. Blanqui, *Œuvres*, tome I, *Des origines à la révolution de 1848*, PU de Nancy, textes rassemblés par D. Le Nuz, 1993. D. Le Nuz cite Mérilhou p. 388.
113. Jacques Grandjonc, attribue la création du mot à Restif de la Bretonne, in *Communisme, Kommunismus, Commununisme, Origine et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes, 1785-1842*, Karl-Marx-Haus, Trèves, 1989 pour la première édition et réédité par les Éditions des Malassis en 2013. Malgré ce qu'en dit Jacques Grandjonc, avec raison sur l'existence du mot, le nom du communisme ne prend tout son sens politique qu'en 1840.
114. *Toute la vérité au Peuple*, pp. 40-41. J. Grandjonc, *Communisme, Kommunismus, Communism, Origines et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes. 1785-1842*, op.cit. Sur les premiers communistes, on peut voir aussi A. Maillard, *La communauté des Égaux. Le communisme néo-babouviste dans la France des années 1840*, Paris Kimé, 1999.
115. Ce journal peut être consulté aux Archives nationales, BB18 1387, dos. 997.
116. J.-J. Pillot, Th. Dézamy, Dutilloy, Homberg, *Premier banquet communiste, le 1<sup>er</sup> juillet 1840*, Paris, 1840. Ici une citation de ce document par Cabet dans *Toute la vérité au Peuple*, pp. 34-35.
117. C'est une allusion à l'athéisme et au matérialisme déjà professés par quelques-uns.
118. *Ma ligne droite*, p. 26.
119. *Ma ligne droite*, p. 33.
120. Ces trois réactions sont recensées par Cabet lui-même dans *Le Populaire* du 18 avril 1841.
121. *Le Nouveau Monde industriel*, 1<sup>er</sup> avril.
122. *Le Commerce*, 23 février 1841.
123. Cabet recense lui-même toutes ces réactions dans *Procès de M. Cabet contre Le National au sujet des Bastilles et duel proposé*, juin 1841, 52 pages.
124. *L'embastillement de Paris est la ruine de Paris et de la France*, p. 55.
125. *Le Nouveau Monde*, 1<sup>er</sup> juillet 1841, cité par Cabet dans plusieurs de ses autobiographies, comme *Toute la vérité au Peuple*, p. 9 ou *Opinions et sentiments publiquement exprimés*, p. 7.
126. *La Phalange*, 10 mai 1841.
127. Texte cité dans *Toute la vérité au Peuple*, pp. 10 et 11.
128. *Ibid.*
129. La collection complète de la *Fraternité* de 1841 (cinq numéros en tout) peut être consultée aux Archives nationales, dans le carton CC 787. Ici un extrait du numéro de mai.

130. Jean-Michel Paris, *L'Humanitaire* (1841). *Naissance d'une presse anarchiste?*, L'Harmattan, Paris, 2014.
131. Dominique François Marie de Bastard de l'Étang, *Cour des Pairs. Attentat du 13 septembre 1841. Rapport fait à la Cour par le comte de Bastard*, Paris, 1841, 334 pages pour la première partie, 30 pages pour la seconde publiée à part à Arras par une réunion d'électeurs du Pas-de-Calais. La lettre de Charavay est citée dans cette deuxième partie p. 21.
132. Le *Communautaire*, août 1841, p. 12. Ce journal, ou du moins son prospectus, est très difficile d'accès. Cabet en donne des extraits dans sa brochure *Réfutation de l'Humanitaire demandant l'abolition du mariage et de la famille*, Paris, septembre 1841. Sous le nom d'Eliphas Levi, l'abbé Constant est devenu une figure de l'occultisme français par la suite.
133. Les trois ouvrages en question sont *La Bible de la Liberté*, *L'Assomption de la femme* et *les Doctrines sociales et religieuses*.
134. *Réfutation ou examen de tous les écrits ou journaux contre ou sur la Communauté*, par M. Cabet. *Réfutation des trois ouvrages de l'abbé Constant*, p. 32.
135. Sur toute l'affaire, les pièces sont conservées aux Archives nationales, CC787. Cabet publie une brochure après la fin du procès.
136. Deuxième partie de son rapport déjà cité, p. 10.
137. *Ibid.*, p. 17.
138. Le texte est encore cité en entier dans *Toute la vérité au Peuple*, pp. 54-55, ou dans *l'Almanach icarien de 1844*, p. 187.
139. *Ma ligne droite ou le vrai chemin du salut pour le Peuple*, p. 39.
140. *Toute la vérité au Peuple*, pp. 21-22.
141. T. Dézamy, *Code de la Communauté*, édition de 1842, p. 132. EDHIS en a fait une réimpression en 1967.
142. Cette phrase est relevée par Cabet, *Toute la vérité au Peuple*, p. 20.
143. Personnage de bandit communément utilisé dans l'art et la littérature de cette époque.
144. Ils sont cités par Cabet, *Utile et franche explication avec les communistes lyonnais sur des questions pratiques*, 4 octobre 1842, p. 17.
145. *Le Populaire*, 27 septembre 1842 et *Almanach icarien de 1843*, p. 189.
146. Dans le sens que peut avoir ce mot dans les années 1840. Cf Raymond Huard, *La Naissance du parti politique en France*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1996.
147. J. Valette, «Utopies sociales et utopistes sociaux en France vers 1848», in 1848. *Les Utopismes sociaux*, Paris, 1981, ouvrage collectif de la Société d'Histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans cet article, qui fait toujours référence, J. Valette utilise l'expression de «réseaux utopistes» pour évoquer les icariens et les phalanstériens. Il prend clairement des distances avec les analyses de Ch. H. Johnson, *Étienne Cabet and the Icarian Communist in France, 1839-1848*, thèse soutenue à l'Université du Wisconsin en 1968, publiée dans une version abrégée, *Utopian Communism in France. Cabet and the Icarians, 1839-1851*, New-York et Londres, 1974. Cet auteur décrit le communisme icarien comme un parti communiste «prémarxiste»; sa thèse est marquée par une pensée déterministe très datée: les Icaris seraient des ouvriers appartenant aux métiers les plus menacés par la révolution industrielle, en voie de déclassé social et d'appauvrissement.
148. Sur la lecture et sur les effets qu'elle peut produire, voir R. Chartier, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 1990, et les ouvrages qu'il a publiés ou

dirigés depuis, notamment, avec G. Cavallo, *Histoire de la lecture dans le monde occidental*, Paris, Seuil, 1995, où l'avant-dernier chapitre est consacré aux nouveaux lecteurs du XIX<sup>e</sup> siècle, parmi lesquels les ouvriers. Voir encore, toujours de R. Chartier, *Culture écrite et société. L'ordre des livres (XIV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Albin Michel, 1996.

149. Nettement moins que ce que coûte le cautionnement d'une publication parisienne dans ces conditions : 75 000 francs. À partir de là, Cabet adopte pour son journal une double numérotation, l'une hebdomadaire, l'autre mensuelle.

150. *Almanach icarien pour 1847*, p. 7, dans un article introductif, un dialogue entre l'auteur et un certain Jacques.

151. AN, BB17 a 145, dos. 1.

152. M. Nadaud, *Léonard maçon de la Creuse*, Paris, 1982, pour l'édition que nous avons utilisée, pp. 221-224 pour l'ensemble de ce récit. Pour une édition récente : *Mémoires de Léonard, maçon de la Creuse*, préface de J.P. Rioux, Paris, Vendémiaire, 2013. Nadaud a aussi publié un texte daté du 5 septembre 1849, dans *Le Populaire* du 7 avril 1850, sur sa toute première rencontre avec Cabet le 1<sup>er</sup> janvier 1840.

153. *Ibid.*, p. 222.

154. Cette brochure de 144 pages, dans laquelle Cabet règle une fois de plus ses comptes avec les communistes qui ont refusé son autorité, est publiée «au nom et aux frais d'une grande réunion d'actionnaires du *Populaire*», le 14 décembre 1844.

155. *Ibid.*

156. J. Prudhommeaux a publié un article sur ce personnage, «Un commis voyageur du communisme icarien : Chameroy, disciple de Cabet», *La Révolution de 1848*, tomes XXIV et XXV, 1927-1928.

157. M. Cordillot et alii, *La Sociale en Amérique*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002, pour une notice biographique plus complète de L. Krolkowski, p. 244 et 245.

158. *Le Populaire*, 25 janvier 1844.

159. BHVP, Manuscrits, carton n° 1052, Papiers d'Étienne Cabet, fol. 89.

160. Lettre publiée dans *Les Masques arrachés*, p. 94.

161. Pour cette affaire, notamment le rapport de G. Delessert cité ci-dessous, AN, BB18 1451, dos. 3598.

162. P. Vigier, *Nouvelle Histoire de Paris. Paris pendant la Monarchie de Juillet (1830-1848)*, Paris, Hachette, 1991, pp. 164 et suivantes.

163. *Ibid.*, p. 69.

164. AN, BB18 1428, dos. 9580, parmi des documents essentiellement consacrés à Lyon.

165. BHVP, Manuscrits, carton n° 1052, Papiers d'Étienne Cabet, ff. 46 et suivants.

166. «La Femme dans la société actuelle et dans la Communauté», p. 56. Cette brochure est un tiré à part des *Douze lettres d'un communiste à un réformiste sur la Communauté*, les pages sont numérotées à partir de 48.

167. *Ibid.*, p. 57.

168. *Ibid.*, p. 59.

169. *Almanach icarien de 1848*, p. 142 et suivantes.

170. *Ibid.*, p. 152.

171. *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, 5<sup>e</sup> livraison, novembre 1847, p. 253.

172. *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, 6<sup>e</sup> livraison, novembre 1847, p. 294.

173. Sur cette question, voir notamment J.-C. Caron, *L'Été rouge. Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002.

174. Il s'agit de la petite brochure de 16 pages que Cabet a publiée au tout début de l'année 1841 pour révéler publiquement son communisme, la seconde après *Comment je suis communiste*.
175. Sur cette affaire, Cabet a produit trois brochures. Deux sont publiées à Toulouse sur des incidents lors du procès, la plus importante est publiée à Paris, *Procès du Communisme à Toulouse avec les portraits des douze accusés et la vue de l'audience*, septembre 1843, 100 pages. Pour le point de vue des autorités: AN, BB18 1409, dos. 6043, un épais dossier sur toute cette affaire déclenchée par ce policier peu perspicace. Ce dossier doit être utilisé avec circonspection, beaucoup d'informations sont fantasmagoriques. Il informe surtout sur la manière dont les autorités perçoivent le communisme icarien du Midi et montre qu'elles n'y comprennent rien.
176. Dans le même dossier des Archives nationales, un rapport de 44 p. sur l'affaire, adressé par Delgué au procureur général Nicias Gaillard, daté du 8 mars 1843.
177. Toujours dans le même dossier AN, BB18 1409, dos. 6043.
178. La doctrine du suédois Swedenborg (1688-1772), dite de la *Nouvelle Jérusalem*, selon laquelle tout a un sens spirituel que seul Dieu peut connaître, connaît un regain de faveur dans les années 1840. Cette mode est à l'origine du spiritisme français tel qu'il a notamment été développé par Allan Kardec.
179. Ces mots sont de Cabet, *Procès du Communisme à Toulouse avec les portraits des douze accusés et la vue de l'audience*, p. 46 de sa brochure.
180. Une notice biographique sur plus de deux pages dans M. Cordillot et alii, *La Sociale en Amérique*, op. cit., pp. 217- 219.
181. *Procès du Communisme à Toulouse avec les portraits des douze accusés et la vue de l'audience*, p. 51.
182. *Ibid.*, p. 51.
183. Toujours dans le dossier des AN, BB18 1409, dos. 6043.
184. *Procès du communisme à Toulouse*, p. 51.
185. *Ibid.*, p. 42.
186. *Ibid.*, pp. 43-44.
187. *L'Émancipation*, 6 avril 1843. Un exemplaire de ce numéro du journal toulousain est conservé dans le dossier des AN BB18 1409. La lettre de Gouhennant est datée du 30 mars 1843.
188. *Ibid.*, p. 26.
189. *Ibid.*, p. 63.
190. C'est un des noms que Cabet donne aux néobabouvistes.
191. Outre l'ouvrage de Flora Tristan, *Le Tour de France*, voir *Les Masques arrachés*, p. 104.
192. Il s'agit d'un rapport très important sur la naissance du communisme à Lyon, AN, BB18 1397, dos. 2703.
193. Bourrat deviendra communiste icarien par la suite et il sera l'un des principaux soutiens de Cabet dans les milieux de la proscription démocrate à Londres jusque dans les années 1850. Voir les Papiers de Cabet à Amsterdam ou à la BNF.
194. J. Benoît, *Confessions d'un prolétaire*, Paris, 1968, pour l'édition que nous avons utilisée, pp. 71-77.
195. AN, BB18 1415, dos. 7135 pour les rapports concernant ce voyage de Cabet à Lyon.
196. *Mémoires et souvenirs de Sébastien Commissaire, ancien représentant du Peuple*, Paris et Lyon, 1888, t. I, p. 97.
197. *Ibid.*, p. 98.

198. Joseph Benoit, *Confessions d'un prolétaire*, Paris, Éditions sociales, 1968, pour l'édition utilisée.
199. *Ibid.*, pp. 74-75.
200. F. Tristan, *Le Tour de France*, p. 85.
201. *Ibid.*, p. 78.
202. *Ibid.*, p. 78.
203. Pour cette grève, Archives nationales, BB18 1420, dos. 8195. Ce dossier contient notamment un long rapport du procureur général à Lyon, Piou, daté du 30 mai, qui récapitule les éléments de l'affaire.
204. *Le Populaire*, 5 juin 1844.
205. Archives nationales, BB18 1420, dos. 8133.
206. *Ibid.*
207. *Ibid.*
208. *Utile et Franche Explication avec les communistes lyonnais*, p. 26.
209. F. Rude, *Deux Ouvriers isérois aux États-Unis en 1855. «Allons en Icarie»*, Grenoble, 1980. La première édition date de 1956. Une longue introduction de F. Rude, 95 pages, au récit de Créton et Lacour.
210. Pour cette affaire, Archives nationales, BB18 1423, dos. 8701, a9.
211. *Les Masques arrachés*, pp. 41-42.
212. «Situation des ouvriers», *Le Siècle*, 13 septembre 1846. Cabet cite souvent cet article, notamment *Almanach icarien de 1847*, p. 176.
213. Nous empruntons ici le titre de l'ouvrage de Frank Paul Bowman, *Le Christ des barricades. 1789-1848*, Les Éditions du Cerf, Paris, 1987. Il y a un passage consacré à Cabet, pp. 208 à 210.
214. *Le Voyage en Icarie*, p. 564 et p. 519 pour les «essais de communautés partielles trop petites» de R. Owen.
215. *Almanach icarien de 1843*, p. 95.
216. *Vrai Christianisme suivant Jésus-Christ*, p. 52.
217. *Ibid.*, p. 349.
218. *Ibid.*, p. 633, ce sont les dernières lignes de l'ouvrage.
219. Le rapport est rédigé le 19 janvier 1847 et adressé au ministre de l'Intérieur. Cité en entier par Garnier-Pagès, *Histoire de la révolution de 1848*, T. I, 1860-1861, p. 156.
220. Voir sur ce sujet F. Paul Bowman, *Le Christ des barricades. 1789-1848*, Paris, 1987, op. cit.
221. Cité par J. Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*, Paris, 1907, p. 62, note 1.
222. L'expression est de lui, *Salut par l'union ou Ruine par la division, la paix ou la guerre entre Le Populaire et La Réforme*, novembre 1845, p. 25.
223. Au sens de J. Habermas, *L'Espace public*, Paris, Payot, 1992. La première édition en allemand date de 1962.
224. Pour des références précises sur cette discussion entre Cabet et les fouriéristes, je me permets de renvoyer à l'une de mes études : «Icariens et phalanstériens, regards croisés entre 1845 et 1849», in *Cahiers Charles Fourier*, n° 10, décembre 1999, pp. 35- 57. Pour tout ce qui concerne V. Considerant, voir surtout J. Beecher, *Victor Considerant. Grandeur et décadence du socialisme romantique*, traduction de M. Cordillot, Paris, Les Presses du réel, 2012.

225. *Le Populaire*, 29 août 1847, «Les femmes en Icarie. Attaques de M. V. Hennequin contre le système icarien sur la femme et contre M. Cabet».
226. *La Démocratie pacifique*, 6 décembre 1846, «Pour en finir avec M. Cabet». L'expression «pape intolérant du communisme» est utilisée dans une double brochure contenant un Appel au ralliement des socialistes (*Lettre de M. Rey, communiste [...] aux rédacteurs de La Démocratie pacifique. Grenoble le 20 juin 1847*) suivi d'un texte de Considerant, *Observations sur la lettre de M. Rey. Les Deux Communismes*, p. 27.
227. V. Considerant, *Les Deux Communismes*, p. 22.
228. Lettre à Maurice, datée du 18 juillet 1841, citée par P. Haubtmann, *Pierre-Joseph Proudhon, Sa vie et sa pensée (1809-1849)*, Beauchesne, 1982, p. 419. Voir aussi P. Haubtmann, *Pierre-Joseph Proudhon, Sa vie et sa pensée, (1849-1865)*, t. 1, *Les grandes années, 1849-1855*, Paris, Desclée de Brouwer, 1988.
229. Proudhon, *Système des contradictions économiques ou philosophie de la misère*, t. II, pp. 301-302. La pagination est celle de l'édition Rivière, celle qui est utilisée dans les études proudhoniennes. Voir aussi le *Dictionnaire Proudhon*, publié par la Société P.-J. Proudhon en 2011, je me permets de renvoyer notamment à mes articles «Communisme» et «Socialisme» dans ce dictionnaire pour des références plus précises.
230. *Ibid.*, t. II, pp. 303-304 et *Dictionnaire Proudhon*, à l'article «Communisme».
231. *Ibid.*, t. II, p. 300.
232. Je me permets de renvoyer à l'une de mes études sur cette question, «Louis Blanc et le communisme de Cabet», in F. Démier (dir.), *Louis Blanc. Un socialiste en République*, Actes du colloque «Louis Blanc, socialisme et République», tenu les 24 et 25 février 2000 à l'Université de Paris-X-Nanterre, Paris, Créaphis, 2005, pp. 35-49.
233. L. Blanc, *Histoire de la révolution de 1848*, Bruxelles, A. Lacroix, Verboeckhoven et Cie, 1870. À plusieurs reprises dans cet ouvrage Cabet est mentionné de manière très bienveillante, notamment dans les toutes dernières pages.
234. Cabet lui-même relève ces déclarations d'hostilité dans plusieurs de ses ouvrages, par exemple dans sa *Dixième lettre d'un communiste à un réformiste*, pp. 123 et 128 pour les deux citations que nous donnons ici.
235. *Le Cataclysme social ou Conjurons la tempête*, p. 21.
236. Pour le point de vue des autorités sur cette affaire voir AN, BB18 1451, dos. 3598. Cabet en rend largement compte dans *Le Populaire*.
237. L'article est repris dans *Le Populaire* du 16 janvier 1848.
238. *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, p. 46.
239. *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, p. 17. Il s'agit sans doute de Flexanville.
240. Sur cette affaire, voir en particulier A. Blanqui, *Œuvres*, tome I, 1993. D. Le Nuz, qui présente les textes de Blanqui, consacre un chapitre presque entier à cette affaire, pp. 479-490.
241. *Le Populaire*, 9 mai 1847, «Communistes de Tours». Une lettre du docteur Desmou-lins écrite le 26 novembre a été publiée le 25 décembre 1846. BHVP, Manuscrits 1052, ff. 123-124. Sur l'affaire de Buzançais voir évidemment P. Vigier, *La Vie quotidienne en province et à Paris pendant les journées de 1848*, Paris, Hachette, 1982, pp. 35-55.
242. *Le Voile soulevé sur le procès communiste à Tours et à Blois*, p. 2.
243. A. de Toqueville, *Souvenirs*, Paris, Gallimard, 1978, pp. 49-50.
244. Cité par Cabet, *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, p. 4. Première publication de cette lettre dans *Le Populaire* du 6 juin 1847.
245. *Le Voile soulevé sur le procès communiste à Tours et à Blois*, p. 24.

246. *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, pp. 55-56.
247. *Ibid.*, pp. 92-93.
248. Lettre publiée dans la *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, p. 43.
249. La première publication de cette lettre se trouve dans *Le Populaire* du 23 mai 1847. Elle est republiée dans la *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, p. 47. Le nom de Pépin n'est pas mentionné, il est simplement désigné comme l'un des hommes «les plus propres à faire des prosélytes à notre cause».
250. *Le Populaire*, 30 mai 1847.
251. L'article est repris dans la *Réalisation de la Communauté d'Icarie*, p. 45.
252. *Le Populaire*, 24 octobre 1847. «Réunions d'Icariennes».
253. *Le Populaire*, 13 juin 1847.
254. Leur lettre est publiée dans *Le Populaire* du 24 octobre 1847.
255. La réponse de Cabet est donnée dans le même numéro du journal.
256. *Le Populaire*, 26 septembre 1847.
257. *Le Populaire*, 2 janvier 1848.
258. La lettre des 16 Icariennes nantaises et la réponse de Cabet sont publiées dans le même numéro du *Populaire* que la lettre de l'Icarienne parisienne C..., le 2 janvier 1848.
259. J. Rancière, *La Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, Paris, 1981, pp. 356-426 pour «Le Voyage d'Icar». Voir aussi M. Cordillot, *Utopistes et exilés du Nouveau Monde. Des Français aux États-Unis de 1848 à la Commune*, Paris, Vendémiaire, 2013, pp. 25-53 pour «Le Texas, Terre promise des Icariens». À comparer avec l'expérience des fouriéristes, plus tard, pp. 87- 135.
260. Voir B. Verlet, *Des Pionniers au Texas. 1850-1880*, Paris, Vendémiaire, 2012, pp. 101-141 sur la tentative des Icariens.
261. Sur les Comanches, voir P. Hämäläinen, *L'Empire comanche*, Toulouse, Anacharsis Editions, 2012.
262. Félix Lamb est le pseudonyme d'une femme; il s'agit peut-être de Jenny d'Héricourt.
263. L'hymne est publié en entier dans *Le Populaire* du 30 janvier 1848. Il y a cinq couplets.
264. *Ibid.*
265. Cabet donne un récit très détaillé du départ de la première avant-garde dans *Le Populaire* du 6 février 1848.
266. *Ibid.*
267. Le troisième grand départ, après avoir quitté le Havre le 28 novembre 1848, doit relâcher dans l'île de Wight le 5 décembre, essuyant tempête sur tempête.
268. *Le Populaire*, 11 et 14 mai 1848.
269. *Ibid.* Ce numéro du *Populaire* contient deux lettres de Rougier, l'une écrire à bord du *Rome*, l'autre après le débarquement.
270. L'indépendance de la république du Texas est reconnue par les États-Unis dès 1836, à la suite notamment des batailles de Fort Alamo et de San-Jacinto, mais pas par le Mexique qui le revendique toujours comme l'un de ses territoires. Son premier président est Samuel Houston. L'incorporation à l'Union du 29 décembre 1845 est tardive et montre le peu d'empressement des autres États à le reconnaître comme l'un des leurs.
271. J. Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*, 1907. Sur le séjour des Icariens au Texas proprement dit, seulement les pp. 222 à 235, ce qui est peu au regard de l'ensemble de l'ouvrage (688 pages).
272. *Le Populaire*, 9 juillet 1848.

273. *Ibid.*
274. *Le Populaire*, 11 juillet 1848.
275. *Le Populaire*, 11 juillet 1848.
276. *Le Populaire*, 23 juillet 1848.
277. Une première lettre de Lévi est publiée dans *Le Populaire* du 13 août 1848, mais le récit le plus important et le plus précis est publié la semaine suivante dans l'édition datée du 20 août 1848.
278. *Ibid.*
279. *Le Populaire*, 13 août 1848.
280. *Le Populaire*, 18 juin 1848.
281. Pour exiger notamment l'élargissement du droit de suffrage.
282. Sur cet événement, outre les nombreux récits des contemporains, au premier rang desquels celui de D. Stern, *Histoire de la révolution de 1848*, Paris 1850 pour la première édition, voir l'ouvrage richement illustré de M. Gribaudi, M. Riot-Sarcey, 1848. *La Révolution oubliée*, Paris, La Découverte, 2008.
283. Le 25, Robillard est proclamé commandant de bataillon par les hommes qui viennent de combattre à ses côtés.
284. Sur les clubs, voir P. H. Amann, *Revolution and Mass Democracy. The Paris Club Movement in 1848*, Princeton, Princeton University Press, 1975.
285. M. Gribaudi, M. Riot-Sarcey, 1848. *La Révolution oubliée*, op. cit., p. 133.
286. Sous le titre *Société Fraternelle Centrale. Discours du citoyen Cabet*, onze discours sont publiés en dix livraisons de 16 pages in-8°, 160 pages en tout donc, entre le 6 mars 1848 pour le premier et le 8 mai pour le dernier.
287. *Le Populaire*, 25 février 1848.
288. *La Presse*, 13 février 1850
289. L. Blanc, *Histoire de la révolution de 1848*, Bruxelles, 1870, t. II, p. 14.
290. *Le Populaire*, 25 février 1848.
291. *Société Fraternelle Centrale. Discours du citoyen Cabet. 1<sup>er</sup> discours, Sur la Garde nationale, la liberté de la presse, le droit d'association, de réunion, de discussion, les élections et le travail*, p. 5.
292. *Le Populaire*, 2 mars 1848.
293. *Société Fraternelle Centrale. Discours du citoyen Cabet. 1<sup>er</sup> discours, Sur la Garde nationale, la liberté de la presse, le droit d'association, de réunion, de discussion, les élections et le travail*, p. 5.
294. Sur les manifestations de rue en 1848, voir V. Robert, *Les Chemins de la manifestation. 1848-1914*, Lyon, PUL, 1996.
295. *Société Fraternelle Centrale. Discours du citoyen Cabet. 2<sup>e</sup> discours, Sur la nécessité d'éloigner les troupes et d'ajourner les élections*, pp. 4-5.
296. *Ibid.*, p. 7.
297. *Ibid.*, pp. 3-4.
298. *Société Fraternelle Centrale. Discours du citoyen Cabet. 3<sup>e</sup> discours, Sur la manifestation du 17 mars et la nécessité d'ajourner les élections*, p. 4.
299. *Ibid.*
300. *Ibid.*, pp. 9-10.
301. *Ibid.*, p. 11.
302. *Société Fraternelle Centrale. Discours du citoyen Cabet. 4<sup>e</sup> discours, Sur ce qu'il fallait faire et sur l'ajournement des élections*, p. 9.

- 303.** *Société Fraternelle Centrale. Discours du citoyen Cabet. 5<sup>e</sup> discours, Sur la profession de foi à exiger des candidats à l'Assemblée Nationale*, p. 14.
- 304.** *Ibid.*, p. 6.
- 305.** *Le Populaire*, 13 avril 1848.
- 306.** G. Sand, *Correspondance*, Paris, Classiques Garnier, 1964-1990, t. VIII, pp. 411-419 pour la totalité de la lettre.
- 307.** *Ibid.*
- 308.** *Opinions et sentiments publiquement exprimés*, p. 16.
- 309.** Le parti Jésuite est évidemment celui du pape. Le pontificat de Pie IX, élu en 1846, prend un tour très conservateur après la révolution de février en France et, par-delà, le Printemps des Peuples dans toute l'Europe, en Italie notamment. Le parti Carliste est le parti légitimiste espagnol, né dans les années 1830, qui conteste la décision de Ferdinand VII (mort en 1833) qui a transmis le trône à sa fille Isabelle. Les hommes de ce parti revendiquent le trône pour la branche aînée des Bourbons d'Espagne, n'hésitant pas à déclencher la guerre civile à trois reprises pour le conquérir. C'est ce nom que Cabet donne au parti légitimiste français, qui professant le même ultra-conservatisme, reconnaît pour héritier du trône de France le comte de Chambord. Le parti de la Régence est le parti Orléaniste, Louis-Philippe a abdiqué en faveur de son petit-fils, Philippe d'Orléans, né en 1838 et qui n'est donc âgé que de 10 ans en 1848.
- 310.** *Société Fraternelle Centrale. Discours du citoyen Cabet. 9<sup>e</sup> discours, Sur la proscription contre les communistes et sur l'esprit du communisme*, p. 10. D'après la brochure, il y aurait ce jour-là plus de 6000 spectateurs.
- 311.** M. Gribaudi, M. Riot-Sarcey, dans 1848. *La Révolution oubliée*, op. cit., font une large place à l'événement, un tiers de leur ouvrage environ. Voir aussi D. Oehler, *Le Spleen contre l'oubli. juin 1848. Baudelaire, Flaubert, Heine, Herzen*, Paris, Payot et Rivages, 1988, pour la traduction française.
- 312.** Archives de la guerre à Vincennes, JM 1848, dos. 3753.
- 313.** Le 25 octobre 1848, il publie une brochure *Insurrection du 23 juin avec ses causes, son caractère et ses suites, expliquées par la marche et les fautes de la révolution du 24 février*. Il s'agit d'une brochure de 60 pages qui contient un texte rédigé par Cabet le 24 juin dans le cas où il serait pris et abattu.
- 314.** Sur la légitimité de l'insurrection ou plutôt le déclin brutal de cette légitimité, voir L. Hincker, *Citoyens-combattants à Paris, 1848-1851*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008.
- 315.** *La Démocratie pacifique*, «La Terreur en 1848», 8 juillet 1848.
- 316.** *La Démocratie pacifique*, «Responsabilité des Socialistes», 9 juillet 1848.
- 317.** *Le Populaire*, 9 juillet 1848.
- 318.** Un tiré à part est publié en mai 1849 sous le titre *Du communisme*. Pour une étude plus détaillée de ce texte et le développement de l'anticommunisme à partir de là, je me permets de renvoyer à l'une de mes études, «1849-1851 : l'anticommunisme en France. Le Spectre rouge de 1852», in S. Aprile, N. Bayon, L. Clavier, L. Hincker, J.-L. Mayaud (dir.), *Comment meurt une République, autour du 2 décembre 1851*, Actes du colloque tenu sous le même titre dans les locaux de l'ISH de Lyon du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2001, Paris, Créaphis, 2004, pp. 135-151.
- 319.** Il s'agit d'une augmentation de 45 centimes, décidée en mars par un gouvernement aux abois financièrement, pour chaque franc payé au titre des impôts directs : portes et fenêtres, patente, taxes foncière et mobilière. Cette décision a pesé lourdement dans le vote

des paysans pour la constituante en avril et sans doute encore dans celles pour l'élection du président de la République en décembre.

320. *Le Populaire*, 14 septembre 1848.

321. *Le Populaire*, «République démocratique et sociale», 15 octobre 1848

322. *La Démocratie pacifique*, 14 février 1849, dans un article sur le livre de Considerant.

323. V. Considerant, *Le Socialisme devant le vieux monde ou le vivant devant les morts*, Paris, Librairie phalanstérienne, décembre 1848, p. 124.

324. *Le Populaire*, 3 mars 1850.

325. Dans le titre de ce chapitre, l'emprunt partiel est volontaire, bien entendu, au titre de l'ouvrage de F. Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, R. Laffont-Calmann-Lévy, 1995.

326. *Le Populaire*, 1<sup>er</sup> octobre 1848, «Icarie. Lettre du délégué.»

327. *Ibid.*

328. *Ibid.*

329. *Le Populaire*, 3 décembre 1848.

330. Elle est publiée dans le même numéro du *Populaire*, le 3 décembre 1848 : «Le délégué de la deuxième avant-garde à M. Cabet. Colonie icarienne, le 2 septembre 1848.»

331. Dans le même numéro du *Populaire*, 3 décembre 1848.

332. B. Verlet, *Des Pionniers au Texas*, *op. cit.*, p. 120.

333. B. Verlet, *op. cit.*, pp. 113-115, cite un long passage de la lettre où Victor Considerant rend compte de sa rencontre avec Gouhennant en juin 1853 à Dallas. Voir aussi J. Beecher, *Victor Considerant*, Berkeley, 2001. Le document manuscrit original est conservé aux AN sous la cote 10 AS 28 (9).

334. BNF, Papiers Cabet, NAF 18148, ff. 32-33, une lettre des frères Chaize, mécaniciens à Rive-de-Gier, datée du 19 janvier 1849 qui évoque la fuite de Louis Chaize et la lettre reçue.

335. BNF, Papiers Cabet, NAF 18150, f. 23 verso.

336. BNF, Papiers Cabet, NAF 18150, f. 27.

337. BNF, Papiers Cabet, NAF 18150, f. 27.

338. *Le Populaire*, 21 janvier 1849, lettre à G...

339. *Le Populaire*, 1<sup>er</sup> octobre 1848, pour le trousseau féminin et le commentaire de Cabet.

340. BNF, Papiers Cabet, NAF 18148, f. 59

341. *Le Populaire*, 8 octobre 1848, et 22 octobre 1848.

342. *Le Populaire*, 5 novembre 1848, «Premier grand départ».

343. Prospectus publié dans *Le Populaire*, 11 juillet 1848

344. *Le Populaire*, 12 novembre 1848.

345. *Le Populaire*, 21 janvier 1849.

346. Facteur d'orgue à Mirecourt, J. Chambry avait perdu son emploi suite à son engagement communiste. Les causes de son amertume sont diverses et en partie antérieures à son départ pour les États-Unis.

347. En octobre 1848, Pépin était venu jusqu'à Paris pour régler les détails du départ de Bordeaux BN NAF 18148 f 170.

348. *Le Populaire*, 18 février 1849.

349. *Ibid.*

350. *Le Populaire*, 21 janvier 1849.

351. Cité par J. Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*, *op. cit.*, p. 240.

352. *Le Populaire*, 12 novembre 1848.

353. Cf. *infra* p. 146.

354. *Le Populaire*, 18 février 1849. Une brochure spéciale de huit pages est publiée, *Voyage de M. Cabet (New-York, 6 janvier 1849). Lettre aux Icaris*.
355. Rappelons qu'en 1830, il avait fallu un mois à Cabet pour rejoindre son poste de procureur général à Bastia.
356. *Ibid.*
357. *Le Populaire*, 15 avril 1849.
358. *Ibid.*
359. *Le Populaire*, 20 mai 1849.
360. Emma Smith, la veuve de Joseph Smith, choisit de rester sur place. Malgré sa surveillance et celle des quelques Mormons demeurés avec elle dans le but de régler au mieux leurs affaires après le départ des autres, le temple est incendié en décembre 1848.
361. *Réalisation d'Icarie. Nouvelles de Nauvoo*, Paris, 5<sup>e</sup> livraison publiée le 12 octobre 1849, p. 97. Avec sa femme, Tabuteau est resté fidèle à Icarie jusque vers la fin des années 1870 malgré un très grave accident à la jambe en juillet 1850.
362. *Réalisation d'Icarie. Nouvelles de Nauvoo*. 4<sup>e</sup> livre, 23 septembre 1849, pp. 86-88. Eugène Camus, membre de la troisième avant-garde, est décédé dans la colonie des suites d'un accident en 1853. Son épouse et leur fils nouveau-né sont morts du choléra à Nauvoo en 1850.
363. *Réalisation d'Icarie. Nouvelles de Nauvoo*, 5<sup>e</sup> livre, 12 octobre 1849, p. 95.
364. *Ibid.*, p. 98.
365. Le texte est publié par *La Démocratie pacifique* le 5 avril 1849, par *Le Populaire* le 15 avril, sous le titre, dans les deux cas de «Liberté, Égalité, Fraternité. Programme de la presse démocratique et sociale. Ordre-Unité-Progress.»
366. *Le Populaire*, 1<sup>er</sup> juillet 1849.
367. *Procès et acquittement du citoyen Cabet accusé d'escroquerie au sujet de l'émigration icarienne*, octobre 1851, pp. 98 et suivantes pour le compte rendu de cette audience par Cabet qui écrit d'après une brochure publiée par Henry Celliez.
368. *La Démocratie Pacifique*, 17 avril 1849.
369. P.-J. Proudhon, *Confessions d'un révolutionnaire*, 1849, p. 103.
370. *La Voix du Peuple*, mercredi 17 avril 1850, en première page, publication d'une lettre de dissidents icariens, hommes et femmes, datée de Saint-Louis le 1<sup>er</sup> mars 1850 (Braconnier, Gavillot, Sainte-Marie, Deligny, Leullier, Becquerel, Tolier, Valsan, Boccassi, Coutelier, Simon, Fayart) et commentaire du journal de Proudhon. L'article n'est pas signé, un doute est permis sur le fait que Proudhon en soit l'auteur. En recevant cet article, Cabet, à Nauvoo dans l'Illinois aux États-Unis, écrit à Louis Krolkowski : «Proudhon me paraît infâme ou fou.» Voir BNF, Papiers Cabet, NAF 18151, ff. 267 et 287.
371. *Le Populaire*, 5 mai 1850.
372. *Ibid.* À cette date, les articles du *Populaire* ne sont pas encore signés. La loi faisant obligation de faire connaître le nom des auteurs dans la presse date du 8 juin 1850, un mois plus tard. Il est possible que l'auteur de ces lignes soit Louis Krolkowski.
373. Il s'agit du 6<sup>e</sup> et dernier livre de la brochure déjà citée, *Réalisation d'Icarie. Nouvelles de Nauvoo*.
374. *Ibid.*, p. 109.
375. *Réalisation d'Icarie. Nouvelle de Nauvoo*. 6<sup>e</sup> livre, 12 juin 1850, p. 126.
376. *Ibid.*
377. *Ibid.*, p. 125.
378. *Le Populaire*, 7 septembre 1850.

379. BNF, Papiers Cabet, NAF 18151, f. 395.
380. BNF, Papiers Cabet, NAF 18148, ff 236 à 240, assemblée générale des actionnaires du *Populaire*, le 31 septembre 1851.
381. Prospectus du *Républicain populaire et social* publié avec *Le Populaire* des 5 et 10 août 1851.
382. Charles est le pseudonyme de Louis Krolikowski. BNF, Papiers Cabet, NAF 18151, f. 456.
383. *Ibid.* En réalité, *Le Populaire* était publié à perte depuis 1850. La caisse des départs a servi à financer les déficits depuis déjà longtemps.
384. *Le Républicain populaire et social*, 29 novembre 1851.
385. L'un des récits de référence de ces événements est celui d'Eugène Ténot, *Le Coup d'État en décembre 1851. Paris-Province*, Paris, Le Chevalier, 1874, pour l'une des éditions les plus courantes (et illustrée). Un autre, très important évidemment : Victor Schœlcher, *Histoire des crimes du 2 décembre*, Bruxelles, 1852. Pour une approche plus récente de l'état de la recherche sur le coup d'État : S. Aprile, N. Bayon, L. Clavier, L. Hincker, J.-L. Mayaud (dir.), *Comment meurt une République, autour du 2 décembre 1851*, Paris, Créaphis, 2004.
386. BNF, Papiers Cabet, NAF 18152, f. 3 pour la version de Cabet dans une lettre de lui datée du 6 janvier 1852. Pour le reste Archives de la Guerre à Vincennes, JM 1851, dos. 661.
387. BNF, Papiers Cabet, NAF 18152, f. 50, «Cabet aux Icariens de France», lettre datée du 29 avril 1852.
388. J. Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*, *op. cit.*, p. 276.
389. BNF, Papiers Cabet, NAF 18148, f. 210
390. BNF, Papiers Cabet, NAF 18152, f. 66
391. BNF, Papiers Cabet, NAF 18148, f. 211, lettre datée de Nauvoo le 29 novembre 1853.
392. *Lettre sur la Réforme icarienne du 21 novembre 1853*, Paris, juin 1854.
393. *Ibid.*
394. BNF, Papiers Cabet, NAF 18148, ff. 206 et suivants, un rapport de la gérance préparé par Prudent et daté du 7 novembre 1852.
395. Ce qui représente un dollar l'hectare environ.
396. *Colonie icarienne aux États-Unis d'Amérique. Sa constitution, ses lois, sa situation matérielle et morale après le premier semestre de 1855*, Paris, 3 rue Baillet, janvier 1856. Le discours de Cabet ne commence qu'à la p. 129 et son rapport sur la situation morale à la p. 169.
397. *Colonie icarienne aux États-Unis d'Amérique...*, *op. cit.*, pp. 171-172.
398. *Ibid.*, p. 210.
399. *Ibid.*, p. 208.
400. *Ibid.*, p. 175.
401. *Ibid.*, pp. 184-185.
402. *Ibid.*, p. 196.
403. *Ibid.*, p. 202.
404. *Ibid.*, p. 204.
405. *Ibid.*, p. 205.
406. *Ibid.*, p. 206. Le mot "cabétiste" n'est attesté dans les sources que pour désigner les partisans de Cabet dans la crise de la Communauté en 1855-1856.
407. *Ibid.*, p. 207.
408. *Ibid.*, p. 221.

## NOTES

409. *Ibid.*, p. 228. Dès la réunion de juillet, Cabet annonce ses intentions de réformes.
410. *Le Fondateur d'Icarie aux Icaréens*, Paris, avril 1856, p. 7 pour ces cris.
411. *Ibid.*, pp. 7-9. La brochure publiée en avril à Paris est datée de Nauvoo le 28 mars 1856.
412. *Guerre de l'Opposition contre le citoyen Cabet fondateur d'Icarie*, Paris, août 1856, p. 7 et suivantes.
413. *Ibid.*, p. 8.
414. *Ibid.*, p. 9.
415. *Ibid.*, le compte rendu de la séance du 12 au 13 mai est très détaillé, à partir de la p. 14 de la brochure.
416. *Ibid.* William Abé, ouvrier tourneur, est un communiste icarien originaire d'Allemagne. Il a rejoint la Communauté de Nauvoo en 1854 avec deux de ses fils, et y travaille comme tonnelier.
417. *Ibid.*, p. 16.
418. *Ibid.*, p. 17.
419. *Ibid.*, p. 20.
420. *Ibid.*, p. 21.
421. *Ibid.*, p. 22.
422. *Ibid.*, p. 26.
423. Il s'agit en réalité d'une somme d'argent qui lui a été confiée par les derniers arrivants de France, ils refusent d'entrer dans la Communauté et ils doivent la récupérer avant de repartir vers la Nouvelle-Orléans. Voir J. Prudhommeaux, *Icarie et son fondateur Étienne Cabet*, p. 397.
424. *Guerre de l'Opposition contre le citoyen Cabet fondateur d'Icarie*, p. 30.
425. BNF, Papiers Cabet, NAF 18150, f. 215.
426. BNF, Papiers Cabet, NAF 18150, ff.217 et suivants.
427. *Ibid.*, f. 220.
428. BNF, Papiers Cabet, NAF 18152, f. 411.
429. BNF, Papiers Cabet, NAF 18152, f. 413.
430. BNF, Papiers Cabet, NAF 18153, f. 2.
431. *Célébration à Saint-Louis du neuvième anniversaire de la fondation d'Icarie*, Paris, avril 1857, pp. 10 et suivantes.
432. Pour ces divisions entre la «Vieille Icarie» et la «Nouvelle Icarie», voir M. Cordillot, *Utopistes et exilés du Nouveau Monde. Des Français aux états-Unis*, pp. 319 à 331.
433. AN, BB30 416, dos 1332.
434. AN, BB30 421, dos 1619.
435. BNF, Papiers Cabet, NAF 18149, f. 457.

## Orientations bibliographiques

La documentation de première main concernant directement Cabet, son engagement républicain et son communisme icarien, est conséquente. Dans 21 beaux volumes reliés, la BnF conserve la plus importante collection de manuscrits lui ayant appartenu, en tout près de 9 000 pièces. Il existe deux autres collections de Papiers Cabet, plus modestes, l'une à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris (Manuscrits 1052), l'autre à l'Institut d'Histoire sociale d'Amsterdam (IISG, Archief Cabet). Ce dernier dépôt contient aussi des documents imprimés, notamment des journaux communistes du début des années 1840 presque introuvables ailleurs, parfois annotés par Cabet lui-même. La série CC des Archives nationales françaises, où sont conservées les pièces collectées à l'occasion des enquêtes de la Cour des Pairs, contient également de nombreux documents d'un grand intérêt. Le carton CC 615, notamment, est celui où sont conservés les papiers que Cabet a confiés à Dolley avant son départ pour l'exil en 1834. De nombreux cartons de la série BB18 contiennent également des informations de grande valeur, même s'il faut lire avec prudence ce qu'écrivent certains procureurs généraux.

Les sources de première main imprimées sont encore plus nombreuses. Les journaux publiés par Cabet lui-même forment déjà un ensemble important, les deux *Populaire*, celui de 1833, puis celui de 1841, *Le Républicain populaire et social*, le *Popular Tribune*, *La Revue Icarienne*. La liste des journaux utilisables, par ailleurs, pour étudier son parcours, serait trop longue à dresser ici, parmi les sources de presse les plus notables tout au mieux peut-on mentionner *Le Bon Sens*, *La Tribune des Départemens* (sic) pour les années 1830, ou *La Revue du Progrès*, *L'Atelier*, *La Démocratie pacifique*, *La Fraternité de 1845*, *Le Représentant du Peuple*, *Le Peuple*, pour les années 1840.

Les livres publiés par Cabet lui-même sont très nombreux. Dans notre thèse de doctorat, *Etienne Cabet (1788-1856). Une propagande républicaine* (Villeneuve d'Asq, Presses Universitaires du Septentrion, 1998), nous donnons plus de 180 titres de brochures ou d'ouvrages plus conséquents dont il est l'unique ou le principal auteur.

Jules Prudhommeaux, qui a pu rencontrer sur place les derniers Icarieus de l'Iowa, dans *Icarie et son fondateur Etienne Cabet. Contribution à l'étude du socialisme expérimental* (Paris, Edouard Cornély, 1907), donne déjà un premier recensement de cette fabuleuse production qui a occupé l'essentiel de la

vie de Cabet. Les Éditions Slatkine ont réimprimé cet ouvrage en 1977, outil irremplaçable pour l'étude des colonies icariennes aux États-Unis.

L'ouvrage de Christopher H. Johnson, *Utopian Communism in France. Cabet and the Icarians. 1839-1851*, (New-York et Londres, Cornell University Press, 1974) demeure également très précieux pour l'étude du communisme icarien.

Le dernier ouvrage important publié sur la vie de Cabet est celui de R. P. Sutton, *Les Icariens. The Utopian Dream in Europe and America*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, 1994.

Avec Robert P. Sutton, sous la direction de Michel Cordillot, nous avons participé à un travail de recherche sur l'histoire des Icariens qui ont migré aux États-Unis, Michel Cordillot (dir.), *La Sociale en Amérique. Dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux États-Unis (1848-1922)*, Paris, les Éditions de l'Atelier, 2002. Michel Cordillot est par ailleurs l'auteur d'un ouvrage qui fait une belle place aux Icariens, *Utopistes et exilés du Nouveau Monde. Des Français aux États-Unis de 1848 à la Commune*, Paris, Vendémiaire, 2013. Chez le même éditeur, Bruno Verlet a publié *Des pionniers au Texas. 1850-1880*, en 2012, où il consacre quelques réflexions à Icarie.

Peut être signalé aussi l'ouvrage, plus ancien, de Fernand Rude, *Deux ouvriers isérois aux États-Unis en 1855. «Allons en Icarie!»*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1956 pour la première édition, il a été réédité en 1980.

Dans un registre très différent, une place est faite aussi aux Icariens par Jacques Rancière dans un ouvrage majeur, *La nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*, publié pour la première fois en 1981, de très nombreuses fois réédité depuis.

Sur le communisme du premier XIX<sup>e</sup> siècle, l'étude majeure est celle de Jacques Grandjonc, *Communisme/Kommunismus/Communism. Origine et développement international de la terminologie prémarxiste des utopistes aux néo-babouvistes. 1785-1842*, Trèves, Karl Marx Haus, 1989, réédité en 2013 par les Éditions des Malassis. Le livre d'Alain Maillard, *La Communauté des Égaux. Le Communisme néo-babouviste dans la France des années 1840*, Paris, Kimé, 1999, fait également référence.

Sur l'histoire de l'utopie, le travail théorique le plus important est celui de Michèle Riot-Sarcey, *Le réel de l'utopie, Essai sur le politique au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Albin Michel, 1998.

# Index

## A

Abé William 311  
 Alexandre-Albert Martin 207, 219, 224, 230  
 Arago François 5, 48, 52, 55, 64, 66, 68-69, 159, 207, 219, 232, 261  
 Aron 107, 208

## B

Barbès Armand 5, 68-69, 217, 219, 230  
 Bastide Jules 24, 78, 80  
 Baudin Victor 219, 289  
 Baxter Émile 307-308  
 Béluze Jean-Pierre 105, 279, 288-290, 292  
 Benoit Joseph 133, 136  
 Berrier-Fontaine 44, 48, 50, 60, 219  
 Blanc Louis 5, 7, 78, 103, 104, 156, 158, 207,

211, 219, 223-225, 230, 277, 279, 288  
 Blanqui Auguste 5, 43, 47, 68, 166-168, 216-217, 219, 224-225, 227, 230  
 Blondeau Bernard 168, 315  
 Boissaye 52  
 Bourg Pierre 260, 282  
 Bourgeois Louis 105, 245-246, 281  
 Bourrat Aimé 132  
 Buchez Philippe 153, 162, 217, 229  
 Buonarroti Philippe 47, 60, 69, 83, 153  
 Busque Jean 298  
 Butot Eugène 113, 160

## C

Calendras 133  
 Cantagrel François 222

Carrel Armand 43, 47-48, 52  
 Cauchois-Lemaire 50  
 Caudron Casimir 97, 113, 240, 247, 257-258  
 Cavaignac Godefroy 44, 52, 59, 232-233  
 Celliez Henry 276, 286  
 Chambry Julien 171, 257, 264, 272, 275  
 Chameroy Joseph, dit aussi Chaville 105-106, 208, 251, 253  
 Chapuis 133, 144  
 Charavay 84, 85  
 Claye Désirée 100  
 Coëffé Vincent 112-113, 118, 134, 143  
 Coignard 113  
 Commissaire Sébastien 135-136  
 Considerant Victor 5, 7, 154-155, 219, 222, 236-237, 246, 275, 277, 279

# INDEX

Cormenin Louis-Marie  
52, 55  
Crétinon Jean-François  
143

## D

Darmès 72-73  
Dereure Simon 321  
Desmoulins, médecin à  
Tours 113, 166-168  
Dézamy Théodore 67,  
70-71, 73, 82, 85,  
91-93  
Dubor Jean-Marie 122-  
123, 125  
Dubut 251, 253  
Dupont de l'Eure  
Jacques Charles 20,  
25-26, 49-50, 55, 207,  
210, 219  
Dupoty Auguste 69, 87,  
88-89, 159, 166  
Durand 208, 261, 262,  
268, 315  
Duthy 107, 208

## E

Esquiros Alphonse 153

## F

Faucon 144, 293  
Favard Pierre 205, 208,  
241, 243-248, 254,  
257, 282, 288, 310-311,  
315-316  
Fenet 52  
Flocon 207, 219, 224  
Flotte 219  
Fourier Charles 62-63,  
146, 155  
Frayssée 113

## G

Garnier-Pagès Louis-  
Antoine 32, 50, 55,  
58, 68, 207, 316  
Gérard Jean-Baptiste 248-  
249, 257, 298, 307-308,  
310, 314-315, 321  
Gouhennant Adolphe  
112, 120-126, 128-131,  
182, 186, 188-193, 196,  
198-200, 202, 238-241,  
243-246, 272, 281  
Greppo 133, 236  
Guay Paul 113  
Guépin Ange 286  
Guinard Joseph-Auguste  
24, 44, 50, 59

## H

Heggi Théophile 314-316,  
319  
Hennequin Victor 154  
Hubert 166-167, 219

## K

Katz 310, 312, 313  
Kersausie 44, 236  
Krolikowski Louis, dit  
aussi Charles 100,  
105-106, 151, 261, 276,  
285, 290

## L

Laborde Chéri 124  
Lacour François-Marie  
143  
Lafaix Achille 314  
Lahautière Richard 69,  
73, 82-84, 132, 156,  
160

Lamarque Lucien 29, 32,  
123

Lamb Félix, certainement  
un pseudonyme pour  
Jenny d'Héricourt 183

Lamennais Félicité de, 5,  
64, 66, 68, 152-153,  
219

Laponneraye Albert 69,  
100, 122

Laty 113

Lebon Napoléon 44, 60

Lechevalier Jules 48, 50

Leclerc 185-186, 192, 242

Ledru-Rollin Alexandre  
5, 158, 207, 214, 219,  
224, 227, 230

Leroux Jules 137, 321

Leroux Pierre 5, 7, 62,  
104, 153, 158, 219,  
230, 236, 275, 279,  
288, 321

Limagne 131

## M

Maillard Louis 105, 208  
Manuel Jacques-Antoine  
18-21

Marchais André 51-52

Marchand Alexis-Armel  
186, 298, 307, 309-310,  
321-322

Marrast Armand 60, 207,  
224, 229

Marx Karl 37, 157-158,  
212

May Jean-Joseph 85

Mercadier Benjamin 311-  
312, 314, 317-320

Mesnier Charles 307, 314

Moity P.-L. 195, 197, 263

Montagne 107, 208,  
218-219  
Montaldo Ignacio 282,  
288, 298, 311, 313  
Morand Jules 100  
Mourot Eugène 298, 307,  
311-315  
Myet 186, 192

## N

Nadaud Martin 102-103,  
136

## O

Owen Robert 62, 149,  
161, 177, 180, 261

## P

Pagnerre 45, 50, 57, 64,  
67, 69  
Pautet Jules 56  
Paya Jean-Baptiste 127  
Pédron 113  
Pépin 113, 148, 171, 258  
Péron Émile 321  
Pillot Jean-Jacques 70-72  
Piquenard Alfred 192,  
288  
Prat Marcelino 168  
Proudhon Pierre-Joseph  
8, 13-15, 37, 63, 103-  
104, 137, 153, 155-158,  
230, 234, 236, 278, 323  
Puyravault de, Audry 23

## Q

Quénisset François 85-87,  
89, 99, 159

## R

Raspail François-Vincent  
5, 219, 224, 226-227,  
230, 235  
Raynaud Charles 317-318  
Robillard Jacques 105,  
205, 207-208, 219,  
251, 253  
Roiné 316  
Roveira Juan 186, 263

## S

Saint-Simon 63, 153  
Sand George 103, 224-225  
Sauva Arsène 320-321  
Savariau Stanislas 291  
Schœlcher Victor 289  
Shroeder ou Schroeder,  
J.-C. 314  
Sobrier Joseph 215, 224,  
230  
Sue Eugène 279  
Sully Charles 180, 188,  
191, 196-197, 199-200,  
238

## T

Terradas Abdon 130  
Teste Charles-Antoine 24,  
45-48

Thoré Théophile 69, 235  
Trélat Ulysse 24  
Tristan Flora 131, 137-  
138

## V

Vauzy Georges 285  
Vignerte Jean-Jacques  
44-45, 59  
Villegardelle François 104  
Vogel 311, 313-314,  
318-320  
Voiturier 208  
Voyer d'Argenson Marc  
René de 20, 44, 48,  
50, 52, 58, 64

## W

Watrimon Antonio 100  
Wiské (femme) 315  
Witzig Jean-Jacques 255,  
259, 268, 282, 288, 292  
Wocquefen Charles 107

# Table des matières

|                                                                                                                                                                                                                  |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Introduction.....                                                                                                                                                                                                | 5   |
| L'oubli • L'utopie                                                                                                                                                                                               |     |
| La patrie.....                                                                                                                                                                                                   | 8   |
| Premier prix de grammaire • « Rebelle audacieux et criminel endurci » • L'aventure avortée de la Charbonnerie • Aux sources de la « monarchie républicaine » • « Les républicains veulent le bonheur du peuple » |     |
| Le Peuple, la république et l'utopie.....                                                                                                                                                                        | 36  |
| « Éclairez le Peuple, c'est le cri de l'humanité » • Ni Blanqui ni Carrel • Sur la route de l'exil • Voyage en Icarie                                                                                            |     |
| Le premier des communistes .....                                                                                                                                                                                 | 66  |
| Réformistes et babouvistes • Comment je suis communiste • Gagner la confiance des ouvriers • Rassurer la bourgeoisie • Contre la lutte des classes                                                               |     |
| « Une grande famille organisée » .....                                                                                                                                                                           | 95  |
| Tout donner pour Icarie • « Cabet a plusieurs des qualités d'un chef de secte » • « La communauté sera le paradis des femmes »                                                                                   |     |
| Illuminés et activistes.....                                                                                                                                                                                     | 119 |
| La « conspiration » de Toulouse • Le martyr de Gouhennant • « Lyon est possédée par le communisme »                                                                                                              |     |
| Partir.....                                                                                                                                                                                                      | 148 |
| « Le Christ des barricades » • « Le communisme, c'est la privation partout, la privation toujours » • L'insurrection de Tours • « Suivre à travers les mers le nouveau Colomb social... » • Derniers préparatifs |     |

|                                                                                                                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Icarie au Texas.....                                                                                                                                                                                                       | 181 |
| « L'Auguste Égalité s'avance » • En pays comanche • « Dans quelques années, nous serons heureux... »                                                                                                                       |     |
| La révolution de février.....                                                                                                                                                                                              | 206 |
| « Point de désordre, point de violence » • « Je veux la République démocratique et toutes ses conséquences » • « Mort à Cabet ! Mort aux communistes ! » • « Je demanderai la cessation de l'état de siège et l'amnistie » |     |
| La fin d'une illusion ? .....                                                                                                                                                                                              | 238 |
| « Il nous semble être abandonnés de tous » • Des centaines de nouveaux immigrants • Une accusation d'escroquerie • Icarie sera partout où nous irons                                                                       |     |
| Réalités de la communauté d'Icarie.....                                                                                                                                                                                    | 266 |
| La Communauté s'installe à Nauvoo • Plus de morts et de déserteurs que de nouveaux arrivants • Intermède français • La « Grande Réforme » contre le tabac                                                                  |     |
| La fin du rêve communautaire.....                                                                                                                                                                                          | 296 |
| « Est-ce que j'ai fait 3 000 lieues pour n'être pas libre ? » • Révolutions en Icarie • Un demi-siècle d'Icarie                                                                                                            |     |
| Cartes.....                                                                                                                                                                                                                | 324 |
| Notes.....                                                                                                                                                                                                                 | 326 |
| Orientations bibliographiques .....                                                                                                                                                                                        | 344 |
| Index.....                                                                                                                                                                                                                 | 346 |

Dans la même collection

**Alan Forrest**, *Au service de l'Empereur*

**André Bach**, *Justice militaire, 1915-1916*

**Pascal Cauchy**, *L'élection d'un notable. Les coulisses de mai 1981*

**Rémy Cazals**, *Bonaparte est un factieux ! Les résistants au coup d'État de 1851*

**Hélène Chaubin**, *La Corse à l'épreuve de la guerre, 1939-1943*

**Philippe Chassaigne, Marie-Claude Esposito**, *Londres, la ville-monde*

**Michel Cordillot**, *Utopistes et exilés du Nouveau Monde, des Français aux États-Unis de 1848 à la Commune*

**François Duban**, *Les Noirs à la conquête de l'Ouest*

**Éric Dussault**, *L'Invention de Saint-Germain-des-Près*

**Philippe Foro**, *Une longue saison de douleur et de mort. L'affaire Aldo Moro*

**Marion F. Godfroy**, *Kourou, 1763. Le dernier rêve de l'Amérique française*

**Lise Haddad, Jean-Marc Dreyfus (dir.)**, *Une Médecine de mort*

**Patrice Higonnnet**, *La Gloire et l'échafaud. Vie et destin de l'architecte de Marie-Antoinette*

**Jean-Yves Le Naour**, *Désunion nationale. La légende noire des soldats du Midi*

**Jean-Yves Le Naour, Catherine Valenti**, *Et le Viol devint un crime*

**Jacobo Machover**, *Anatomie d'un désastre. Baie des Cochons, Cuba, avril 1961*

**Laurent Nagy**, *D'une Terreur à l'autre. Nostalgie de l'Empire et théories du complot, 1815-1816*

**Jean-François Nativité**, *Servir ou désobéir ?*

**Jean-Louis Panicacci**, *En territoire occupé. Italiens et Allemands à Nice, 1942-1944*

**Guy Pervillé**, *La France en Algérie, 1830-1954*

**Jean-Lucien Sanchez**, *À Perpétuité, Relégués au bagne de Guyane*

**Karine Salomé**, *Je prie pour Carnot qui va être assassiné ce soir. Un attentat contre la République, 24 juin 1894*

**Thibaut Weitzel**, *Le Fléau invisible. 1892, la dernière épidémie de choléra en France*

**Guy Pervillé**, *Oran. 5 juillet 1962*

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer  
par Pulsio.net en août 2014  
Dépôt légal : septembre 2014

Imprimé en Union européenne